DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12840 – 6 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine · DIMANCHE 11-LUNDI 12 MAI 1986

L'inquiétude de Kiev

Après l'accident de Tchernobyl, 250 000 enfants vont être évacués de la capitale de l'Ukraine

Les Douze devaient décider, ce samedi 10 mai, la fermeture de leurs frontières aux produits alimentaires en provenance des pays de l'Est. La France avait pris unilatéralement, la veille, une mesure similaire. Des journalistes occidentaux ont pu se rendre à Kiev.

Kiev (AFP). – Le premier – et bref séjour, puisque limité à vingt-quatre heures – d'un groupe restreint de journalistes occidentaux dans la capitale ukrainienne a permis d'entrevoir la confusion des esprits derrière la façade d'une ville célébrant dans le calme le quarante et unième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie.

La troisième étape de la Course cycliste de la paix est suivie avec intérêt dans les rues de la ville alors qu'à la télévision les autorités locales appellent une nouvelle fois la population à ne pas prendre d'iode ou d'autres médicaments, le taux de radioactivité se maintenant à un *« niveau raisonnable »*. Sous le soleil, des dizaines de barques forment un ballet nautique sur un bras du Dniepr, au moment même où le ministre de la santé d'Ukraine demande aux parents de ne pas laisser leurs enfants jouer à l'extérieur plus de deux heures par jour.

La nouvelle d'une explosion et d'un incendie à Tchernobyl a circulé bien avant qu'elle ne soit annoncée officiellement, *« mais beaucoup n'y ont pas cru »*, rapporte une interprète. Le jour suivant l'explosion dans la centrale, on célébrait encore des mariages dans la ville de Pripiat, aux portes mêmes de la centrale, où la vie continuait dans l'ignorance des conséquences de l'accident sur l'environnement.

A Kiev, ce n'est que dans les jours qui ont suivi, quand le vent a rabattu début mai sur la capitale ukrainienne la pollution radioactive de Tchernobyl, que des signes d'affolement ont été perceptibles. Des cas d'empoisonnement sont ainsi traités dans les hôpitaux de la ville, suite à l'absorption incontrôlée de médicaments.

Puis une sérénité apparente est revenue avec la multiplication des informations et des conseils donnés quotidiennement à la télévision locale. Désormais, l'inquiétude qui affleure dans chaque conversation est la peur du lendemain. Chaque heure, l'eau et l'air sont analysés.

Que va-t-il se passer dans les jours, les semaines, les mois qui viennent ? Les autorités locales avouent ne pas le savoir – comme tout un chacun – face à une situation inédite : le plus grave accident de l'ère des centrales électronucléaires.

La même impression prévaut après une rencontre avec des « réfugiés » de la région de Tchernobyl, dans un village où ils ont été hébergés à moins de 100 kilomètres du réacteur endommagé. Ces personnes sont visiblement encore choquées. Elles ne réalisent véritablement ni la nature ni l'ampleur de ce danger diffus qui les menace. Pourquoi les a-t-on fait partir alors qu'aucune destruction n'est visible, que tout est intact ? Elles ont pu partir avec leurs chats et leurs chiens, leurs papiers d'identité et quelques objets de famille. Leurs craintes se sont cristallisées sur la durée de l'éloignement de leurs maisons et villages. Elles commencent seulement à comprendre qu'il pourrait s'agir de plusieurs mois, si elles peuvent finalement y retourner vivre.

Les contrôles de santé – prises de sang et mesure du taux de radioactivité sur les cheveux et vêtements – sont permanents. Même à Kiev, 20 000 personnes ont déjà été auscultées. Les rues et les trottoirs de la capitale de l'Ukraine et toutes les routes des alentours sont arrosés deux ou trois fois par jour. L'ennemi, c'est la poussière avec les particules radioactives.

La ville, où les groupes de touristes se font de moins en moins nombreux, se vide aussi de ses enfants. 250 000 d'entre eux – ceux de sept à quatorze ans – vont partir en colonie de vacances. Les parents avec de jeunes enfants partent en grand nombre grâce à des trains et des avions supplémentaires. Le bureau de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot était encore, vendredi après-midi, littéralement assiégé par une foule en quête de billets.

Dans l'avion qui a ramené les journalistes à Moscou dans la nuit, il n'y avait que cinq hommes pour quatre-vingts places. Tous les autres sièges étaient occupés par des enfants (trente et un) accompagnés de leur mère où de leur « babouchka ».

(Lire nos informations page 6.)

Veillée d'armes à Marseille

L'issue de la bataille pour la succession de Gaston Defferre pèsera sur l'avenir de tout le PS

Les diverses fractions du Parti socialiste de Marseille observaient une trêve à la veille des obsèques de Gaston Defferre qui seront célébrées lundi 12 mai en présence de M. François Mitterrand.

De notre envoyé spécial

Marseille. – Le paradoxe est étonnant. Mais il est cruel pour le Parti socialiste. Les obsèques de Gaston Defferre seront une démonstration de force autant que l'hommage collectif à un grand homme. Sa succession est une épreuve de force, aussi bien que la preuve d'un immense vide. Marseille a vécu vendredi une journée plus calme : entre veillée funèbre et veillée d'armes.

Plus calme en effet, ou à tout le moins plus réservée. Sans doute les déchirements fratricides des socialistes faisaient-ils un peu désordre, pour ne pas dire davantage. Et le titre, vendredi, du quotidien communiste *la Marseillaise*, journal au look étonnamment rénovateur, était à cet égard féroce : *« De la dignité, messieurs ! »* Sans doute aussi parce que Lionel Jospin a su faire avec fermeté passer le message : *« De la dignité, camarades. »* Sans doute enfin parce que les éclats de voix et les coups de commando ne pouvaient que masquer une interrogation commune : comment résoudre ce qui est plus qu'un incident majeur de fonctionnement dans la grande centrale socialiste marseillaise ?

Gaston Defferre était irremplaçable. De cela ses amis, et d'abord le président de la République, ses compagnons, annoncés par charters entiers, et ses adversaires, porteront témoignage dans un hommage grandiose. Gaston Defferre avait tout fait pour l'être, irremplaçable.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 7.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Queneau en tenue de campagne

Le journal inédit des années de guerre

L'un des assassins du juge Michel a avoué

François Cecchi avait été d'abord dénoncé par des trafiquants de drogue

PAGE 8

Festival de Cannes : Don Quichotte retrouvé

Des extraits d'un film inachevé d'Orson Welles

PAGE 9

Dates (2) ● Etranger (3 à 6) ● Politique (7) ● Société (8) ● Festival de Cannes (9) ● Culture (10) ● Communication (12) ● Economie (13 à 15) ● Programmes des spectacles (11) ● Radio-télévision (12) ● Météorologie (12) ● Mots croisés (10) ● Carnet (8)

10 mai 1981 - 10 mai 1986



Les socialistes célèbrent ce samedi 10 mai le cinquième anniversaire de l'accession de M. Mitterrand à l'Elysée. Tous prennent la parole : M. Jospin à Lyon, M. Mauroy à Lille, M. Bérégovoy à Nevers, etc.

Matignon 50 jours après

Cinquante jours après son installation à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac a présidé deux « réunions de ministres » consacrées successivement aux questions de sécurité et à l'industrie.

Tous les membres du gouvernement ont avec M. Chirac des rapports directs, mais seuls quelques-uns d'entre eux ont eu des audiences particulières avec M. Mitterrand. Il s'agit, de façon quasi institutionnelle, de MM. Jean-Bernard Raimond et André Giraud, responsables de la diplomatie et de la défense, c'est-à-dire de ce fameux « secteur réservé » dont chacun affirme qu'il n'existe pas, et aussi – quoique plus rarement – de MM. Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et Michel Aurillac, ministre de la coopération. Mais tous affirment qu'ils préviennent toujours M. Chirac et qu'ils lui rendent compte de leurs entretiens élyséens. D'ailleurs, l'Elysée, de son côté, informe également l'hôtel Matignon des audiences accordées par le chef de l'Etat aux ministres. Les autres membres du gouvernement – en dehors du conseil du mercredi – n'ont de relations qu'avec le premier ministre.

M. Chirac n'a réuni à l'hôtel Matignon l'ensemble des membres du gouvernement qu'à deux reprises depuis leur nomination. Il va désormais convoquer des réunions restreintes de travail ministériel sur des objets précis, et cela fréquemment.

PATRICK JARREAU et ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 7.)

« Filière libyenne » au Bénin

Au mystérieux camp de Sémé sont entraînés des « réfugiés » tchadiens hostiles au président Hissène Habré

De notre envoyé spécial

Sémé. – A vitesse moyenne, le trajet en voiture n'excède pas une demi-heure. Une fois passées les installations portuaires de Cotonou, il faut prendre la route de Porto-Novo, tout droit. A environ un kilomètre avant la bifurcation vers Lagos, sur la gauche, c'est là. Du « goudron », on distingue vaguement, dans la brousse, cachés par des palmiers, des baraquements. Mieux vaut attendre, pour traverser, que l'horizon soit dégagé : la route Cotonou-Porto-Novo est dangereuse.

Après avoir franchi les rails du chemin de fer, on emprunte une mauvaise piste qui s'enfonce sous les arbres. Quelques centaines de mètres plus loin, le « camp » s'offre aux regards : quelques dizaines d'hommes assis dans la poussière, des femmes, une ribambelle d'enfants, des baraques de tôle ondulée, des cabanes de planches et de branchages, un peu plus loin, une vraie maison, en dur, encore en construction : le « camp d'entraînement des combattants du GUNT enrôlés par la Libye » a piètre allure. Un feu, des marmites, du linge, aucune animation, des conditions de vie apparemment très précaires.

Un officier subalterne de la gendarmerie béninoise, assisté d'une quinzaine d'hommes, a la charge du camp, placé sous la haute autorité du colonel Kouyami, commandant des compagnies de gendarmerie du Bénin. En fait, le maintien de la « sécurité » est surtout nécessaire face aux Tchadiens, de toutes tendances, qui se trouvent là. Parfois, des rixes éclatent entre eux, parfois aussi ces gens démunis de tout chapardent dans les champs des paysans, et il faut « avoir l'œil ». Il est préférable de ne pas prolonger la visite, du reste fortement déconseillée par les autorités.

Le 17 février dernier, le correspondant de Radio-France internationale, Steven Smith, qui résidait au Bénin, a été expulsé du pays, officiellement pour *« agissements de nature à troubler l'ordre public »*. Selon certaines sources, il se serait, en fait, un peu trop intéressé au « camp de Sémé ». Camp de « réfugiés », de « transit », d'« entraînement » ? C'est selon. Pour un diplomate très au fait des affaires tchadiennes, *« des séances de tir sont organisées par l'armée béninoise »* et une *« mise en condition physique »* des Tchadiens est effectuée par les gens du GUNT.

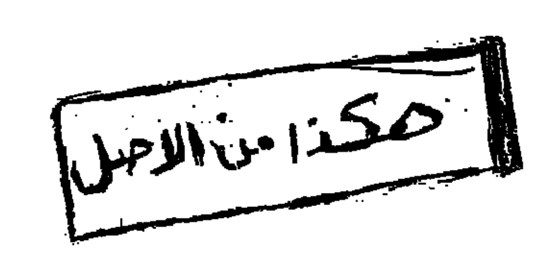
Cette affirmation est formellement démentie par M. Mahamat Abdel Kérim, représentant du mouvement d'opposition de M. Goukouni Oueddeï à Cotonou : *« Dire cela, c'est vouloir nuire aux autorités béninoises, dont le soutien au GUNT est total. » « Il s'agit,* explique-t-il, *d'un camp de passage des réfugiés tchadiens, ouvert en 1983, au moment où le Nigéria a expulsé plusieurs milliers de personnes. A l'époque, cinq mille à six mille Tchadiens ont transité à Sémé. Puis, la plupart sont repartis, de nouveau au Nigéria, au Cameroun, au Burkina, en Libye. Si quelqu'un est volontaire, vous ne pouvez pas l'empêcher d'aller en Libye, où beaucoup de Tchadiens ont des parents. Ceux-ci doivent envoyer un télex à l'ambassade libyenne à Cotonou pour certifier que le réfugié qui souhaite se rendre à Tripoli aura un emploi.*

» Les Libyens exigent un contrat de travail et un certificat d'hébergement en Libye. Ce n'est qu'après qu'ils accordent un visa. Il y a autant de Tchadiens en Libye que dans les pays limitrophes du Tchad. Le potentiel humain existe donc en Libye. Il suffit d'un appel du président Goukouni pour que les Tchadiens se rassemblent. Nous n'avons donc pas besoin de faire venir des combattants de l'extérieur. »

M. Abdel Kérim nie tout en bloc : que les troupes du GUNT ont essuyé des revers militaires lors de la reprise des combats au Tchad, en février dernier ; qu'il y ait une « filière Cotonou » par laquelle est recrutée la « chair à canon », comme on dit à N'Djamena, envoyée, via la Libye, combattre dans le nord du Tchad ; qu'il y ait eu des heurts, l'année dernière, entre Libyens et éléments du GUNT.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)



Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 11 mai

– *Monaco :* Grand Prix automobile de formule 1.

Lundi 12 mai

– *Paris :* visite du président grec.

– *Bruxelles :* réunion des ministres des affaires étrangères.

– *Kathmandou :* élections législatives au Népal.

– *Maurice :* visite de M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien.

Mardi 13 mai

– *Brasilia :* visite du président salvadorien Jose Napoleon Duarte.

Mercredi 14 mai

– *Strasbourg :* discours de Juan Carlos au Parlement européen.

Jeudi 15 mai

– *Tokyo :* voyage du premier ministre australien.

– *Paris :* réunion du comité de la francophonie.

Vendredi 16 mai

– *Saint-Domingue :* élections présidentielles.

– *Hanovre :* congrès du Parti vert en RFA.

IL Y A SOIXANTE ANS EN POLOGNE

Le coup d'Etat du maréchal Pilsudski

Le 12 mai 1926, à 5 heures de l'après-midi, deux détachements en ordre de bataille se font face sur le pont Poniatowski à Varsovie. Côté rive gauche de la Vistule, l'Ecole des officiers de l'infanterie, fidèle au gouvernement. Côté droit, la cavalerie, qui participe au putsch. Au milieu du pont, deux hommes s'entretiennent : le président de la République, Stanislaw Wojciechowski, et le maréchal Joseph Pilsudski. Ces amis depuis trente ans ont appartenu jadis à la direction du Parti socialiste polonais ; ils ont rédigé et imprimé ensemble l'organe clandestin de ce parti, *l'Ouvrier* (1).

Cette fois, ils ne se serrent pas la main. On ne saura jamais ce qu'ils se sont dit exactement. Seule la dernière réplique, celle du chef de l'Etat, est attestée : *« Soldats, faites votre devoir ! »* crie-t-il au cordon de troupe vers lequel s'avance Pilsudski, dans l'espoir de rallier les militaires loyalistes. Puis chacun repart en voiture vers ses partisans. Quelques minutes plus tard retentissent les premiers coups de feu du premier coup d'Etat militaire de l'histoire de la Pologne, qui devait seulement en connaître un second.

Beaucoup d'historiens, y compris occidentaux, datent de ce coup de force qui porta Pilsudski au pouvoir *la fin du climat de démocratie* dans le pays et le début du totalitarisme. *Ils* assimilent l'événement à l'un de ces putschs fascistes qui, dans le courant des années 20, ont déshonoré l'Europe. En dépit des apparences, ce point de vue est erroné.

Le vainqueur de la Vistule

Avant la dictature de Pilsudski, la Pologne, ranimée après la première guerre mondiale grâce à la catastrophe même qui avait frappé les trois puissances « copartageantes », avait remporté quelques succès étonnants auxquels avait d'ailleurs contribué l'aide de la France. En 1920, elle avait repoussé l'invasion de l'armée rouge au cours d'une bataille livrée aux portes de Varsovie, s'assura deux décennies d'indépendance et épargna à l'Occident bon nombre d'ennuis. Toukhatchevsky appelait en effet ses armées à *« marcher vers l'Ouest »* pour *« apporter à tous les travailleurs du monde le bonheur et la paix »*.

L'architecte de la victoire sur les bolcheviks est Pilsudski, que tous les Polonais considèrent à l'époque comme l'homme providentiel, y compris ses ennemis.

La Pologne a aussi dû fixer par les armes ses frontières occidentales par les insurrections de *Poznanie* et de Haute-Silésie. Enfin elle a connu deux succès internes.

Le premier est l'intégration de trois parties du territoire libérées des dominations russe, prussienne et autrichienne et qui, depuis la fin du XVIIIe siècle, avaient vécu dans des régimes où les systèmes juridique et économique, de même que les réseaux de communications, étaient *tout* à fait différents.

Le second, en mars 1921, est la proclamation d'une Constitution très démocratique inspirée de celle de la France et qui répond aux aspirations de la majeure partie de la nation, mais qui, pour le jeune Etat déchiré de contradictions, crée d'énormes difficultés en donnant un net avantage au pouvoir législatif aux dépens de l'exécutif. La société polonaise *n'a pas eu, dans le passé, l'occasion* de s'habituer aux pratiques parlementaires, en particulier aux compromis et coalitions si banals en Occident et aucun des groupements politiques – il y en avait plus de vingt – ne peut obtenir de majorité.

Les élections de 1922 conduisent à un rapport de forces au Parlement qui *interdit toute* alliance de gouvernement durable. La formation principale est *le bloc des droites* constitué autour du Parti national démocratique de Roman Dmowski, adversaire de toujours de Pilsudski. La gauche, en particulier le Parti socialiste et un Mouvement paysan radical, représente à peine un cinquième des voix et des mandats. C'est à peu près la force du centre avec, en particulier, un Parti paysan conservateur. Les communistes ne *comptent* guère (à peine 1,4 % des voix) mais le bloc des minorités nationales, avec un cinquième des mandats, pèse d'un poids important. Il est hostile à toute coalition et n'appuie qu'occasionnellement la gauche. Pour comble de malheur, les différents partis, en particulier les formations paysannes, connaissent des scissions constantes.

Huit cabinets ministériels se succèdent entre 1922 et 1926.

L'économie est dans un état lamentable, ce qui est d'ailleurs presque partout le cas en Europe. Mais la Pologne est, en outre, un pays structurellement *arriéré* : les trois quarts de sa population *vivent* à la campagne où *40 %* de la terre appartiennent à de grands propriétaires. La guerre a ravagé les quatre cinquièmes du territoire. Chômage et inflation battent des records.

A ces graves tensions s'ajoutent des conflits de nationalités. La population *est constituée pour près d'un* tiers d'Ukrainiens, de juifs, d'Allemands et de Biélo-russes. L'extrémisme de gauche se développe avec la paupérisation des masses tandis que son pendant de droite se nourrit de la fascination exercée par la marche sur Rome de Mussolini. Ce n'est pourtant pas de l'entourage de Pilsudski qu'émanent les tendances fascistes, mais plutôt de la jeune génération des nationalistes « démocrates » qui lui est hostile. C'est d'elle que montent les dénonciations de « l'omnipotence du Parlement », les appels à un « gouvernement national fort », l'hostilité aux droits des *minorités nationales, sur*tout juive et ukrainienne.

Pilsudski ne se laisse pas emporter par les fanfaronnades nationalistes. Mais lui aussi souhaite une révision de la *Constitution* et un affaiblissement de la Diète (parlement). *Il* ne voit pas de place pour lui-même dans un système qui donne au président un rôle de représentation et met le premier ministre à la merci des joutes de partis. Vétéran de la lutte pour l'indépendance, chef des légions qui vainquirent les Bolcheviks, chef de l'Etat de 1918 à 1922, époque où la Pologne accumulait surtout des succès, il subit en maugréant un système parlementaire qui ne *lui* permet pas de tirer *profit* de l'autorité personnelle qu'il a acquise. Il sent bien que sa « légende » *risque de ne* plus lui servir à rien, à mesure que fond l'enthousiasme *suscité* par *une indépendance* incapable d'améliorer la vie matérielle. Pourtant, tandis que ses quelques milliers de fidèles « légionnaires » se morfondent, son mythe se maintient, même sans le soutien d'aucun parti politique. Le rôle historique de Pilsudski semble clos.

C'est pourquoi, après de vaines tentatives pour obtenir *la* direction des armées, il se retire en 1922 dans « son Colombey-les-deux-Eglises » : Sulejowek. Il attend patiemment que la situation devienne suffisamment insupportable pour que les Polonais lui demandent de renverser une démocratie impuissante. Mais le maréchal n'attend pas passivement, il réunit ses anciens compagnons d'armes, prend souvent la parole pour dénoncer la démagogie des partis, la corruption, les divisions de la droite et même la cupidité des capitalistes.

Dans le même temps, la situation de la Pologne se détériore sur le plan international. Les Français s'enthousiasment pour les illusions pacifistes de Briand qui, à Locarno, se traduisent par des garanties pour l'Occident mais non pour les voisins orientaux de la République de Weimar. L'Allemagne sait de quel côté elle pourra un jour obtenir revanche et expansion territoriale. A Varsovie, on ne se demande même plus si Pilsudski va se décider à bouger, mais *quand* il le fera. Le détonateur du coup d'Etat de mai est une nouvelle *crise gouvernementale. Le maréchal* agit au bon moment. Il lâche les rênes à ses légionnaires.

Quelques régiments d'infanterie et de cavalerie se mettent en marche depuis l'est de Varsovie. Les forces gouvernementales l'emportent largement en effectifs sur les rebelles mais la plupart des généraux ne leur résistent que mollement.

Après trois jours de combats dans la capitale (qui font 379 morts et 920 blessés), le président Wojciechowski *démissionne*. Le pouvoir échoit à Pilsudski, dans le respect d'une légalité constitutionnelle de façade. Le dictateur s'installe au Belvédère, palais du chef de l'Etat, bien qu'il ne soit, en titre, que ministre de l'armée et commandant en *chef*.

Une dictature mesurée

Jusqu'à sa mort, en 1935, Pilsudski gouverne seul. Il met progressivement en pièces la démocratie parlementaire, purge l'armée et l'appareil de l'Etat et réprime même l'opposition de droite. La gauche, comprenant un peu tard son erreur, devient son principal adversaire.

Le gouvernement est plus fort et l'Etat plus faible. La dictature de Pilsudski n'améliore ni la situation économique du pays, d'ailleurs affecté par la grande crise, ni ses capacités de défense, ni la position internationale de la Pologne. Les tensions sociales, loin de s'apaiser s'aggravent. Les institutions démocratiques perdent de leur influence et de leur efficacité. Il n'y a toutefois ni complète *« fascisation »* de la vie politique ni terreur de masse, comme dans bien d'autres pays d'Europe.

La dictature mesurée de Pilsudski évite sans doute une bien plus grande tragédie : la guerre civile. C'est une démocratie faible qui y a *été vaincue par un totalitarisme* partiel. Il semble que ce caractère *« partiel » des solutions politiques* soit une spécificité permanente de la *Pologne*. C'est regrettable, mais c'est peut-être de cette manière qu'on réussit à éviter le pire.

WOJCIECH GIELZYNSKI.

(1) *Robotnik*, un journal du même titre est toujours publié aujourd'hui par Solidarité clandestine.



PANCHO.

LE « JANVIER SANGLANT » DU YÉMEN DU SUD

Comment le président Ali Nasser perdit la partie

Dans l'histoire agitée du Yémen, la crise sanglante qui déchira récemment la république marxiste du Sud n'a pas livré tous ses secrets. Pourtant, au fil des semaines, on connaît mieux les conditions dans lesquelles en janvier dernier le président Ali Nasser perdit le pouvoir et dut quitter le pays.

Choisi en 1980 comme le successeur d'Abdel Fattah Ismail à la tête de l'Etat, il est considéré à l'époque comme le plus faible et donc le moins inquiétant des candidats. S'étant attiré le sobriquet de *« Ali Marhaba »* (Ali à votre service), il est en bons termes avec l'ensemble du sérail politique d'Aden. Chef de l'Etat, il s'appuie d'ailleurs alternativement sur les différentes tendances politiques et tribales.

Mais, peu à peu, les opposants à la *« direction personnelle »* d'Ali Nasser se multiplient. Pour retenir *ses fidèles*, le chef de l'Etat continue à *« rendre des services »*, ce que font également ses adversaires politiques, bien que moins bien placés pour distribuer des prébendes. Résultat de ce concours de largesses : Mercedes et Volvo prolifèrent dans les rues d'Aden. En même temps, le chef de l'Etat écarte des postes directeurs les anciens militants du Front national de libération (FNL) qui ont participé à la lutte pour l'indépendance, pour y installer des cadres moins *prestigieux mais plus dévoués* à sa personne.

Ali Nasser ne prend conscience du danger qui menace son pouvoir de plus en plus envahissant que lorsque l'opposition *hétéroclite*, qui s'est constituée autour des colonels Ali *Antar, ancien ministre* de la défense, et Salah Mousleh, qui lui succéda à ce poste, commence à effectuer, vers le début de 1984, des démarches en vue d'obtenir le retour d'Abdel Fattah Ismail exilé à Moscou. En effet, seul l'idéologue du parti peut sceller la sainte-alliance contre le président Ali Nasser. Les Soviétiques, qui savent que son retour à Aden aura des conséquences redoutables pour le régime d'Ali Nasser, conseillent à ce dernier de réfléchir à deux fois avant de lui accorder l'autorisation de rentrer au pays.

En février 1985, cédant aux pressions conjuguées de ses adversaires, le président se rend en personne à Moscou, en compagnie du dirigeant palestinien Nayef Hawatmeh, pour informer son rival qu'il peut revenir à Aden, et lui faire part de ses nouvelles attributions : Abdel Fattah Ismail n'est pas encore réintégré au bureau politique, mais est nommé secrétaire du comité central chargé des relations publiques. Il pourra ainsi participer à ce titre au comité *préparatoire* chargé d'organiser le IIIe congrès du parti prévu pour octobre.

Le retour du rival

Tout semble alors réglé, et les Soviétiques, à Moscou comme à Aden, arborent de larges sourires. Une preuve de plus du fait que le contrôle des affaires internes au Yémen du Sud leur échappe presque entièrement. En effet, personne ne s'est donné la peine de leur expliquer que le chef de l'Etat a donné son accord à contrecœur, démontrant à *ses adversaires qu'il est* en position de faiblesse.

De son côté, la coalition Ali Antar-Abdel Fattah Ismail ne désarme pas et multiplie ses exigences. *De retour de Moscou*, Abdel Fattah Ismail est accueilli à l'aéroport d'Aden comme s'il était le véritable secrétaire général du parti. Sa résidence devient un véritable centre de pèlerinage. Il est rapidement pris en main par le colonel Ali Antar, qui, sous le prétexte d'assurer sa sécurité, lui impose ses gardes venus de Dhalei, au nord de Lahedj. Le voici presque prisonnier de ces gardiens, qui fouillent ses visiteurs, confisquent leurs revolvers et vont même jusqu'à décider s'ils peuvent ou non être reçus par lui.

Les divergences ne tardent pas à éclater entre le chef de l'Etat et l'idéologue, qui parle de la *« lutte de classes à l'intérieur du parti » – comme s'il voulait sous-entendre que l'ennemi se trouve à l'intérieur même du parti »*, – commentent avec indignation les partisans d'Ali Nasser. Un observateur arabe impartial estime qu'au cours de l'année 1985 l'appareil de l'Etat a fonctionné *« à 10 % de ses capacités »*.

C'est dans ce climat passionnel que se déroulent les élections pour la désignation des délégués du troisième congrès du parti. Plusieurs fois ajourné, le congrès se tient finalement à huis clos dans un climat tendu et lugubre. Le colonel Mengistu y prononce un plaidoyer vibrant en faveur de son *« ami Ali Nasser »*, et au bout de quelques journées de chaudes discussions un compromis est conclu, aux termes duquel Ali Nasser est reconduit *dans ses fonctions de secrétaire* général et obtient une majorité de sièges au comité central, alors que l'opposition contrôle désormais le bureau politique. Un *« compromis pour rien »*, dira-t-on, puisque Ali Nasser tenait surtout à contrôler le bureau politique, instance sans laquelle aucune décision importante n'est prise.

Le pire a cependant été évité. Ali Nasser est persuadé qu'il vient de remporter une victoire politique. Il fait donc une tournée de propagande en province avec, dans son sillage, le vice-président Ali Antar, qui contredit systématiquement les propos du chef de l'Etat. Une sorte de cohabitation à la yéménite, qui se terminera cependant mal. Ali Nasser refuse, en effet, de réunir le bureau politique pour désigner les nouveaux responsables du comité central, *qui* seront ses adversaires.

Ali Nasser est catégorique : *« J'ai jusqu'à maintenant fait trop de concessions, je n'en ferai plus aucune »*, répète-t-il à qui veut l'entendre, avant de se rendre se reposer en Bulgarie et de se rendre à Moscou via Addis-Abeba. Dès son retour à Aden, il découvre sur son bureau les rapports de son responsable à la sécurité le mettant en garde contre une tentative d'assassinat. Il *ne vit plus qu'avec cette idée qui* devient une véritable obsession.

L'étau se resserre

En réalité, l'opposition n'envisage nullement le recours à une telle éventualité, car elle sait qu'avec le temps elle pourra obtenir ce qu'elle veut sans verser une goutte de sang. Des deux côtés cependant des dispositions militaires *sont* prises en cachette au cas où... Les amis d'Abdel Fattah *Ismail* sont de plus en plus sûrs d'eux-mêmes. Au début de *janvier, Ali Hadi El Chayeh*, un des membres du bureau politique hostiles à Ali Nasser, propose, lors d'une réception à l'ambassade de Bulgarie, un dernier toast *« à la santé de notre nouveau secrétaire général »*. Cette phrase est aussitôt transmise par les *diplomates* bulgares affolés à leurs collègues soviétiques, qui se chargent de prévenir Ali Nasser, renforçant ainsi sa conviction que l'étau se resserre autour de lui.

A l'aube même de la fatidique journée du 13 janvier, *le secrétaire* général du Parti communiste libanais, M. George Hawi rencontrant à l'hôtel Frantel M. Ali Antar entend le vice-président sud-yéménite lui dire froidement : *« Nous nous sommes réunis le 9 janvier sans qu'aucune décision n'ait été prise au bureau politique au sujet de la répartition des responsabilités au sein du comité central. Aujourd'hui nous ferons une série de propositions sur ce problème. Si Ali Nasser refuse, je sortirai mon revolver et le tuerai personnellement ! »*.

Prononcée apparemment sous l'emprise de la passion, cette phrase sera aussitôt rapportée par le médiateur libanais au président Ali Nasser. A-t-elle été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ? Ou bien a-t-elle contribué à ancrer le chef de l'Etat dans son idée qu'il fallait finalement *« couper la tête pourrie du parti »*. Ce qui est certain en tout cas, c'est que le *« coup d'Etat préventif »* organisé ce jour-là par le président Ali Nasser semble avoir été préparé hâtivement sans que toutes les conditions pour son succès aient été rassemblées.

La preuve en est l'incroyable communiqué officiel de l'après-midi du 13 janvier assurant que les quatre membres du bureau politique qui avaient tenté d'assassiner le président Ali Nasser avaient été *« jugés par un comité spécial du bureau politique, condamnés à mort et exécutés »*. Or aucun procès de ce genre n'a jamais eu lieu, et deux des quatre *« exécutés »* étaient toujours vivants lorsque fut donnée lecture du communiqué par la radio officielle. Ce qui a eu un effet catastrophique pour le président et hâta sa chute et son *départ en exil*.

JEAN GUEYRAS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570.000 F

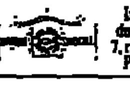
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.





Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse *définitifs ou* provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à *toute correspondance*.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 560 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

Yougoslavie

LA FIN DU PROCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE DE L'ÉTAT CROATE

Le procureur requiert la peine de mort contre Andrija Artukovic

De notre envoyé spécial

Zagreb. – Le procès d'Andrija Artukovic, ministre de l'intérieur de l'Etat indépendant croate créé en 1941 par les puissances de l'Axe et accusé de crimes de guerre, a pris fin, le vendredi 9 mai, devant le tribunal de Zagreb (*le Monde* du 15 avril). Le procureur, Mme Pinter-Gajer, estimant tous les chefs d'accusation prouvés, a demandé pour Artukovic la peine capitale, ajoutant que celle-ci *« n'était pas trop sévère compte tenu des innombrables crimes sanglants »* commis par l'accusé. *Le verdict sera rendu* le 14 mai.

Une âme charitable pourrait s'apitoyer sur ce petit homme tout frêle, au visage squelettique et aux cheveux totalement blancs, s'exprimant lentement, sans jamais élever la voix, installé comme une momie dans un fauteuil spécialement confectionné à son intention et qui, par moments, était visiblement absent (il s'est endormi à deux ou trois reprises). Comment ce vieillard de quatre-vingt-sept ans peut-il avoir été un criminel de guerre ? Dès l'audition des premiers témoins, le malaise disparaît.

Mme Ruza Rubicic, qui a survécu aux camps et prisons sur lesquels Artukovic avait la haute main, a déclaré en sanglotant : *« Dans le camp de Stara-Gratiska, il y avait dans une pièce vingt à vingt-cinq tout petits enfants, dont certains ne pouvaient marcher qu'à quatre pattes. Un jour, un oustachi du nom de Ante Vrban a fermé cette pièce et y a injecté un gaz toxique. Tous les enfants sont morts et leurs cadavres ont été jetés sur un terrain avoisinant et entassés comme des bûches. »*

Des fosses communes

Plusieurs témoins ont décrit leur martyre dans le camp de Jasenovac dans lequel ont péri des centaines de milliers de personnes, dans des conditions, a dit l'un d'eux, que *« Dante lui-même n'aurait pu imaginer »*. Radovan Trivucic, dont vingt-deux membres de sa famille ont trouvé la mort, a consacré vingt-cinq ans à rassembler des documents sur Jasenovac. Il a affirmé que sur la rive droite de la Save qui traversait le camp, on a découvert, après la guerre, des fosses communes contenant 360 000 squelettes.

Le public a pu entendre Ljuban Jednjak, seul survivant du massacre des Serbes dans l'église orthodoxe de Glina en août 1941. Il estime à plus d'un millier le nombre de personnes égorgées dans cette église par les oustachis qui, leur « travail » terminé, ont rasé le bâtiment. Il y avait d'ailleurs, auprès du ministère d'Artukovic, un *« bureau pour la destruction des églises orthodoxes »* qui ne chômait pas (*le Monde* daté 20-21 avril).

Le 29 avril, ce fut la déposition de Bajro Avdic, témoin-clé pour la justice américaine, qui a décidé, en février, de l'extradition d'Artukovic vers la Yougoslavie. Ancien oustachi, lui-même condamné en 1946 à vingt ans de réclusion dont il a purgé quinze, Avdic appartenait à la garde du corps de l'accusé.

« Jamais entendu parler... »

Il était présent à Kerestinac, fin 1941, lorsque Artukovic ordonna l'exécution de quatre cents à cinq cents civils, qui fut effectuée par les élèves de l'académie militaire, à Vrgn-Most, lorsque le chef de l'Etat croate Pavelic et son ministre Artukovic ont décidé la mort *« d'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants »* dont les cadavres furent broyés par les tanks.

Artukovic a tout nié catégoriquement. Il ne savait rien sur les camps. Tout en admettant la *« possibilité »* de certains massacres, il a affirmé n'y avoir été impliqué en aucune façon. Il n'a jamais entendu parler du camp de Danica, et il est resté indifférent lorsque le président de la cour lui a présenté un décret qu'il avait signé personnellement sur l'ouverture de ce camp, la nomination de ses gardiens et leur salaire. Il n'a jamais rencontré Himmler, mais n'a pas réagi non plus aux photographies des journaux de l'époque où on le voit en compagnie de Pavelic à une cérémonie organisée à Zagreb.

Obstination à nier

A aucun moment, ce vieil homme n'a manifesté le moindre repentir. Son obstination à nier l'évidence a sensiblement compliqué la tâche de ses défenseurs, Mes Olujic, Degen et Popovic. Ceux-ci, en effet, ont maintenu leur affirmation selon laquelle Artukovic était presque totalement aveugle et relativement sourd, qu'il souffrait d'une atrophie du cerveau et de la maladie de Parkinson, et que, en conséquence, il n'était pas en mesure de *« participer activement »* au procès, comme le veut expressément la loi.

Pour Me Popovic, premier avocat de nationalité serbe à avoir accepté de défendre un oustachi, Artukovic aurait dû être jugé pour meurtre, conformément à l'acte d'extradition de la justice américaine et non pour crimes de guerre. Il a demandé un non-lieu en invoquant la prescription.

PAUL YANKOVITCH.

POUR DES RAISONS BUDGÉTAIRES

La Grande-Bretagne va réduire sa présence militaire aux Malouines

Londres *(AFP)*. – Les Britanniques commencent à trouver que le fardeau des Malouines est lourd à porter et vont replier les deux tiers des effectifs de leur garnison d'environ trois mille hommes, officiellement pour raisons d'économies budgétaires.

Les responsables du gouvernement de Londres se sont empressés, le vendredi 9 mai, de limiter la portée politique de cette décision, annoncée par le ministre de la défense, M. George Younger. La construction d'un aéroport moderne à Port-Stanley, ont-ils souligné, permet de renforcer très vite les troupes qui resteront aux Malouines.

Depuis la guerre avec l'Argentine d'avril 1982, la Grande-Bretagne maintient sur les îles environ trois mille hommes, dont l'approvisionnement *en armes et en nourriture* doit être effectué à grands frais à l'aide d'avions gros porteurs transitant par l'île de l'Ascension. La défense des îles reviendrait ainsi à quelque 1,8 million de livres par jour au Trésor britannique, soit 1 000 livres (environ 10 000 F) par jour et par habitant de l'archipel. M. Younger cherche à effectuer des économies budgétaires de l'ordre de 3 milliards de livres au cours des trois prochaines années.

Belgique

Grève de la faim de membres des CCC

Bruxelles. – Pierre Carette, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye et Pascale Vandegeerde, les quatre responsables présumés des Cellules *communistes combattantes* (vingt-huit attentats en Belgique en un peu plus d'un an) arrêtés le 26 décembre dernier, ont entamé, le vendredi 9 mai, une grève de la faim pour protester contre les conditions de leur détention. Inculpés, notamment, de tentatives de meurtre et d'association de malfaiteurs, les quatre membres des CCC – incarcérés dans deux prisons du centre de Bruxelles – protestent principalement contre les mesures d'isolement dont ils font l'objet. *« Cet isolement n'a pas encore atteint le perfectionnement mis au point en Allemagne à l'encontre des membres de la Fraction armée rouge*, a précisé un des avocats ; *mais ce qui se passe à Bruxelles est similaire dans l'esprit. »* Les quatre inculpés réclament notamment le droit de pouvoir se réunir régulièrement entre eux, le libre accès à l'information, l'arrêt de la censure de leur correspondance, l'autorisation de porter des vêtements civils. Ils refusent de répondre à toutes les questions du juge d'instruction. – *(Corresp.)*

L'affaire du « Rainbow-Warrior »

TROIS NÉO-ZÉLANDAIS SUR QUATRE HOSTILES A UNE REMISE DE PEINE POUR LES FAUX ÉPOUX TURENGE

Wellington *(AFP)*. – Trois Néo-Zélandais sur quatre veulent que les faux époux Turenge, emprisonnés pour le sabotage du *Rainbow-Warrior* dans le port d'Auckland, en juillet dernier, purgent la totalité des dix ans de prison auxquels ils ont été condamnés, révèle un sondage publié le vendredi 9 mai à Wellington ; 76 % des personnes interrogées ont indiqué que les deux officiers français, le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, ne devraient bénéficier d'aucune remise de peine ; 16 % seulement acceptent une réduction de leur durée d'emprisonnement et 5 % considèrent qu'ils devraient être libérés. Près de quatre personnes interrogées sur cinq estiment en outre que, *quelle que soit la durée de la détention*, elle doit être effectuée dans une prison néo-zélandaise.

Le sondage révèle aussi que les femmes sont moins disposées à l'indulgence que les hommes. Le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. David Lange, s'est abstenu de commenter les résultats de ce sondage.

Les quelque cent policiers néo-zélandais qui ont enquêté sur l'affaire du *Rainbow-Warrior* ont, de leur côté, fondé un club, dans la plus pure tradition britannique, et ils s'affichent désormais avec une cravate destinée à commémorer l'événement. Selon une radio locale, ces cravates seraient fabriquées en France.

● *M. Andreotti en visite officielle en Israël les 19 et 20 mai.* – Le chef de la diplomatie italienne sera en visite officielle en Israël les 19 et 20 mai prochains, répondant à une invitation du vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Yitzhak Shamir. Chef de la diplomatie italienne depuis trois ans, M. Andreotti a visité pratiquement tous les pays du Proche-Orient à l'exception de l'État hébreu.

BIBLIOGRAPHIE

Pologne

La rançon du camionneur

Est-elle extraordinaire, ou bien, ce qui serait plus grave, ordinaire, banale, l'histoire que nous raconte Jean Lazar dans *le Camion de la liberté* ? Son histoire à lui, celle d'un petit entrepreneur de transports arrêté en octobre 1984 à Varsovie, où il était venu de France apporter des colis d'aide alimentaire, et qui s'est retrouvé, comprenant à peine ce qui lui arrivait, en prison, accusé d'avoir transporté des tracts. Il ne fut libéré qu'au bout de huit mois, et en échange d'une rançon (il n'y a pas d'autre mot) de 10000 dollars, augmentée de divers petits frais (10000 F pour le stationnement de sa camionnette, entre autres gracieusetés).

Le procédé – la libération sous caution moyennant un joli paquet de devises – n'est pas vraiment original. Au printemps de la même année, un jeune Français, Jacques Chailot, avait connu à peu près le même sort, avec un tarif de sortie tout à fait comparable : 90000 F. Mais avec tout de même une différence notoire : Jacques Chailot convoyait bien, dans une camionnette spécialement préparée, du matériel d'imprimerie destiné aux militants clandestins de Solidarité.

Opération de routine ?

Jean Lazar affirme au contraire qu'il ne transportait strictement rien de répréhensible, et que toute l'affaire n'était qu'un coup monté.

Autre différence : Jean Lazar, bien qu'il réside en France depuis vingt-cinq ans, est resté citoyen polonais, et c'est peut-être pourquoi il est demeuré en prison deux fois plus longtemps que le Français Jacques Chailot, libéré, lui, au bout de quatre mois.

S'agissait-il, dans le cas de Jean Lazar, d'une petite opération de routine, montée par la police politique et relayée par une justice qui pensait peut-être, du moins à un niveau subalterne, avoir à faire à un véritable passeur de tracts ? Ou bien plutôt d'un scénario imaginé du début à la fin avec une répartition des rôles entre les différents organes compétents ? Le héros de l'aventure, naturellement, n'en sait trop rien, et le lecteur encore moins que lui.

« Visite de l'intérieur »

De toute manière, l'intérêt essentiel de ce livre, écrit de manière fort vivante, n'est pas là, mais dans l'excursion qui nous est offerte à l'intérieur du très vaste univers carcéral polonais. L'auteur, évidemment, se serait bien passé de cette pénible expérience, mais sa qualité de Polonais lui a permis de partager réellement la vie et les conversations de ses codétenus, avec à la fois une compréhension intuitive du système et la « distance » qui permet aussi de voir et de décrire ce qui aurait peut-être échappé à un prisonnier tout à fait comme les autres. Ce que « le Français », comme ses compagnons de cellule l'appelaient, n'était pas, bien sûr.

Cette « visite de l'intérieur » du palais Mostowski, siège central de la milice, de la prison de la rue Rakowiecka de Varsovie et du vaste complexe, essentiellement souterrain, de Bialoleka, à proximité de la capitale, n'est pas flatteuse, c'est le moins qu'on puisse dire, pour le système carcéral polonais et même pour le système tout court, dont le monde des prisons apparaît comme la caricature. Certaines scènes décrites par l'auteur sont atroces, comme la vision de ce prisonnier couvert de plaies, langue éclatée, qu'on laisse tranquillement agoniser dans un couloir, après « interrogatoire ».

Jean Lazar, qui a bénéficié de quelques attentions, tant de la part du procureur que de certains responsables de la prison, reste volontairement discret à ce sujet, non par plaisir de noircir le tableau, mais par crainte de causer du tort à ceux qui se sont distingués par un comportement plus humain. Il exprime, en revanche, sa reconnaissance à tous ceux qui, en France, ont aidé sa famille à rassembler l'argent réclamé pour sa libération. Ce sont eux qui lui ont permis, un beau jour d'avril, de retrouver sa femme et son fils à la porte d'une prison, que le lecteur quitte en même temps que lui en pensant à ceux qui y sont restés.

JAN KRAUZE.

★ *Le Camion de la liberté*, Ed. Plon, 248 p., 85 F.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Nouvelle opération de ratissage à Santiago

Santiago. – La police et l'armée ont procédé, le vendredi 9 mai, à une vaste opération de contrôle massif de la population, la neuvième en dix jours, dans deux quartiers pauvres de la capitale à population ouvrière ou au chômage. Des soldats au visage noirci ont, selon des témoins, fait sortir de chez eux tous les homme âgés de plus de quinze ans. Quelque cinq cents personnes ont été interpellées. Depuis le début de ces rafles, le 29 avril, environ trois mille cinq cents personnes ont été interrogées par la police et sont gardées à vue. Les autorités justifient ces opérations par la nécessité d'amplifier la lutte contre la « subversion ». Le cardinal Fresno, qui avait été critiqué par l'opposition pour le mutisme qu'il avait observé jusque-là, s'est élevé, jeudi, contre ces méthodes, indiquant qu'elles constituent *« une atteinte à la dignité des personnes et au droit à l'existence des plus pauvres »*. Il a demandé au gouvernement d'arrêter, *« pour des raisons humanitaires »*, ces opérations de ratissage. – *(AFP.)*

DJIBOUTI

Deuxième campagne de vaccination

La seconde phase d'une campagne de vaccination, dont la première s'était déroulée du 22 au 24 décembre dernier (*le Monde* du 27 décembre 1985), a eu lieu du 4 au 7 mai à Djibouti. Cette opération, qui a associé le navire-école français, porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc*, l'armée nationale djiboutienne, les forces françaises basées dans ce pays, ainsi que la bio-force (qui associe les moyens de l'armée française aux laboratoires Mérieux et Pasteur pour des opérations de masse en cas d'épidémie ou pour des actions préventives), a permis de revacciner 71,6 % des femmes vaccinées contre le tétanos lors de la première phase, 266 femmes bénéficiant en outre d'une première injection. Aux 2018 enfants âgés de neuf à vingt-quatre mois qui avaient été vaccinés contre la rougeole en décembre dernier se sont ajoutés 882 autres enfants. Enfin, 315 enfants ont reçu une première injection de DTCP (diphtérie, tétanos, coqueluche et poliomyélite). Sur les 7 092 enfants vaccinés la première fois, 6 230 (soit 87,85 %) ont reçu une deuxième injection de DTCP. Ces pourcentages de revaccination ont un succès, puisqu'on estime que dans ce genre de campagnes un taux de 50 % à 60 % des personnes bénéficiant d'une deuxième injection constitue un bon résultat.

A Djibouti, d'autre part, le bureau politique du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) parti unique au pouvoir, réuni sous la présidence du chef de l'Etat, le président Hassan Gouled, a décidé, jeudi 8 mai, d'exclure de ses rangs M. Aden Robleh Awaleh, troisième vice-président du parti et ancien ministre du commerce, des transports et du tourisme, à qui il était reproché une opposition larvée au sein du parti depuis son éviction du gouvernement, en mars 1983.

HAITI

Pas d'élections dans un proche avenir

Port-au-Prince. – Le général Henri Namphy, qui dirige Haïti depuis la chute de Jean-Claude Duvalier, en février, a exclu, le vendredi 9 mai, la possibilité d'élections dans un proche avenir. *« Nous devons organiser notre société de façon à ce que les gens prennent leurs responsabilités en tant que citoyens »*, a-t-il déclaré à des journalistes étrangers. Pour cela, il faut *« éduquer la population »*, a-t-il dit. *« Ce n'est pas facile d'y arriver très rapidement. On ne peut pas parler de démocratie sans éducation. »* L'une des tâches actuelles du Conseil national de gouvernement est la réforme de la législation sur les syndicats et les partis politiques, a encore indiqué le général Namphy. Il a ajouté : *« Il faut bien comprendre que lorsque ces structures auront été mises en place, il sera très facile d'organiser des élections, du niveau rural au niveau présidentiel. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas. »* D'autre part, le ministère haïtien de la justice a fait savoir, vendredi, à Port-au-Prince que les prisonniers politiques arrêtés sous le régime Duvalier pouvaient être considérés comme « disparus ». Le ministère a précisé qu'aucun des détenus politiques emprisonnés par le régime déchu ne se trouvait actuellement dans les pénitenciers du pays. Vingt-six prisonniers avaient été libérés le 7 février dernier, après la chute de Jean-Claude Duvalier. Les estimations sur le nombre de « disparus » varient entre dix mille et trente mille personnes. – *(AFP, Reuter.)*

RFA

Vers le retrait des armes chimiques ?

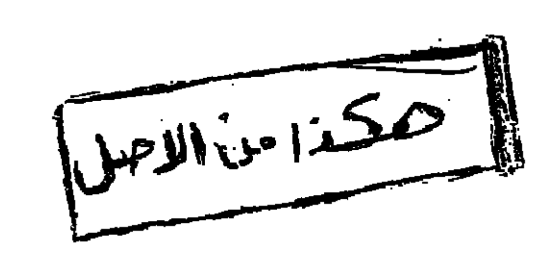
Le président Reagan et le chancelier Kohl se seraient mis d'accord en marge du sommet de Tokyo sur le retrait, d'ici à 1992, de toutes les armes chimiques américaines stationnées en RFA. Selon des informations données par le quotidien *General Anzeiger de Bonn*, qui viennent apparemment du ministère des affaires étrangères, M. Kohl a refusé le stockage sur le sol ouest-allemand de nouvelles armes chimiques binaires et obtenu que leur déploiement ou leur utilisation en temps de crise soient assujettis à une approbation préalable du gouvernement ouest-allemand. Le Congrès américain avait récemment lié la mise en production de ces armes à l'approbation de leur mise en service par les pays européens. – *(Corresp.)*

URSS

La poétesse dissidente Ratouchinskaya serait en danger de mort

Francfort. – La poétesse soviétique dissidente Irina Ratouchinskaya, trente-deux ans, condamnée en 1983 à sept ans de camp et à cinq ans d'exil intérieur pour *« propagande et agitation antisoviétique »* et internée dans le camp de Barachevo (400 kilomètres à l'Est de Moscou), se trouve en danger de mort, a affirmé le vendredi 9 mai la Société ouest-allemande des droits de l'homme de Francfort (IGFM). Selon l'IGFM, qui se réfère à des milieux dissidents soviétiques de Moscou, Mme Ratouchinskaya perd de plus en plus souvent connaissance et souffre notamment de troubles rénaux très graves. Les médecins ont affirmé qu'ils ne pouvaient pas soigner l'écrivain parce qu'ils manquaient de médicaments indispensables. Sa famille, originaire de Kiev et qui s'est réfugiée il y a dix jours à Moscou à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, n'a pas été autorisée à lui en apporter.

Par ailleurs, le grand maître Boris Goulko, qui fut champion d'échecs d'URSS en 1977 et qui avait été écarté de toute compétition internationale d'échecs, a déclaré vendredi que lui et son épouse ont été informés par les autorités soviétiques qu'ils pourraient prochainement émigrer en Israël, sept ans après leur première demande d'émigration.



Étranger

Expulsion du consul de Libye à Madrid pour complot avec l'extrême droite

De notre correspondant

Madrid. – Le colonel Kadhafi, apparemment, n'est pas homme à se laisser arrêter par les préjugés idéologiques. Déjà accusé par plusieurs pays occidentaux d'appuyer le terrorisme d'extrême gauche, le voilà maintenant incriminé par le gouvernement socialiste espagnol pour avoir... comploté avec l'extrême droite ! Une conjuration mort-née qui s'est soldée, le vendredi 9 mai, par l'expulsion immédiate du consul de Libye à Madrid, M. Saed Mohamed Alsalam Esmaiel, et par l'arrestation du responsable militaire en second de la province d'Avila, le colonel Carlos de Meer de Rivera, connu pour ses liens avec les secteurs « ultras ». Avocat, il avait défendu l'un des auteurs du putsch manqué du 23 février 1981, n'hésitant pas, lors du procès, à justifier la rébellion militaire par ses descriptions apocalyptiques de la situation politique espagnole.

Un long communiqué rendu public vendredi par la présidence du gouvernement explique les faits. Le texte précise que les services secrets ont eu vent d'une réunion clandestine à Madrid, à la fin de janvier, à laquelle avaient participé le consul libyen et le colonel de Meer. Quelques jours plus tard, les deux hommes s'étaient rendus secrètement en Libye, en passant par Paris. Toujours selon le communiqué, l'officier espagnol, qui était resté plusieurs jours à Tripoli, s'y était entretenu avec le colonel Kadhafi. Il était ensuite rentré en Espagne, à nouveau via la France. Le « bureau populaire » de Libye à Madrid, pour sa part, a publié un communiqué démentant les « *accusations arbitraires* » formulées à son égard.

Interrogé par un juge militaire, le colonel de Meer a été écroué, vendredi, à la prison d'Alcala, près de Madrid, et mis au secret, tandis que le consul libyen a été sommé de quitter immédiatement le territoire espagnol, ce qu'il devait faire samedi. Il est considéré, à Madrid, comme le principal responsable des « *activités occultes* » de la représentation diplomatique libyenne en Espagne. Dans les milieux officiels, on considère qu'aucun autre militaire espagnol n'est compromis dans cette affaire. Mais on pense, par contre, que quelques éléments civils, représentants traditionnels de l'extrême droite, y ont trempé (1). Leur inculpation, toutefois, apparaît légalement plus difficile.

Preuves concluantes

On affirme dans les milieux gouvernementaux que le moment choisi pour dévoiler l'affaire est lié à l'obtention récente de preuves concluantes, et non à la récente crise en Méditerranée – on tient d'ailleurs, à cet égard, à réitérer son opposition aux méthodes utilisées par Washington pour combattre les menées du colonel Kadhafi. On considère, en outre, que si l'affaire revêt un certain caractère de gravité, ce n'est pas en raison de l'ampleur du « complot », dont la trame ne semblait guère étendue, mais bien parce qu'elle démontre que le colonel Kadhafi semble décidé à tenter de « *déstabiliser* » le gouvernement socialiste de Madrid.

Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que le « guide de la révolution libyenne » prend contact avec les milieux « ultras » espagnols (dont il avait déjà financé, semble-t-il, une publication, aujourd'hui disparue). Il faut en voir la raison dans les « coïncidences objectives » qui le lient à un certain secteur de l'extrême droite ultra-nationaliste, et pour autant opposée à l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN et à la CEE.

Ce nouveau contentieux diplomatique entre Madrid et Tripoli se produit à un moment de forte tension dans les relations bilatérales. Le 25 avril dernier, le gouvernement espagnol avait déjà décidé l'expulsion de onze ressortissants libyens, dont trois fonctionnaires du « bureau populaire ». Le régime de Tripoli avait répliqué en expulsant une quarantaine de travailleurs de l'entreprise de construction espagnole Ferrovial. Le gouvernement de Madrid n'entend pas toutefois, pour le moment, rompre totalement ses relations diplomatiques avec Tripoli, et préfère s'en tenir à une réponse graduée, dont on n'exclut pas qu'elle puisse se traduire bientôt par de nouvelles expulsions.

THIERRY MALINIAK.

(1) Selon le quotidien *El Pais* de ce samedi, il s'agirait de membres du syndicat d'extrême droite Force nationale du travail.

● *La guerre du Golfe : l'Irak annonce une percée.* – Bagdad a assuré, le vendredi 9 mai, que ses troupes avaient pris le contrôle d'une bande de 100 kilomètres carrés en territoire iranien à la suite d'une offensive lancée, jeudi, aux alentours de Misan, dans la partie sud de la région centrale du front. D'autre part, deux marins ont été tués, vendredi, à bord du pétrolier libérien *Aristote S. Onassis*, touché dans le sud du Golfe par un missile iranien. Enfin, une bombe a explosé jeudi à Téhéran, sous le siège du conducteur d'un bus, tuant celui-ci ainsi que le receveur, a annoncé l'agence iranienne IRNA, qui a imputé l'attentat au Moudjahidin du peuple, groupe d'opposition dont les chefs sont basés à Paris. Celui-ci a démenti toute responsabilité dans cette affaire. – *(Reuter.)*

La tension israélo-syrienne

JÉRUSALEM DÉMENT QU'UNE ATTAQUE SOIT ENVISAGÉE

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, s'est efforcé, le vendredi 9 mai, de désamorcer la tension créée par les rumeurs faisant état d'une attaque *« imminente »* de l'armée israélienne contre la Syrie. *« Je puis vous assurer qu'Israël n'a pas la moindre intention d'attaquer la Syrie »*, a-t-il affirmé lors d'une interview à la radio israélienne.

« La tension entre les deux pays se situe pour le moment au niveau des paroles et, à ce niveau, on parle, et on parle beaucoup trop », a ajouté M. Pérès, commentant les rumeurs sur une attaque *« imminente »* d'Israël contre la Syrie.

Jeudi soir, la chaîne de télévision américaine CBS avait affirmé, citant des sources non identifiées proches des services de renseignements occidentaux, que le ministre israélien de la défense, Yitzhak Rabin, en visite à Washington, avait indiqué aux responsables américains qu'Israël *« allait frapper en Syrie »*. M. Pérès a également affirmé : *« Il n'y a pas pour le moment de tension militaire »* entre Israël et la Syrie.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a affirmé que les Etats-Unis *« n'avaient connaissance d'aucune situation objective sur le terrain qui puisse donner à penser que les hostilités sont imminentes »*. – *(AFP, Reuter.)*

A L'INITIATIVE DU PRÉSIDENT ALGÉRIEN

Cinq mouvements palestiniens sont partisans d'une conférence de réconciliation

Cinq factions palestiniennes, dont deux hostiles à M. Yasser Arafat, ont donné leur accord pour participer à des pourparlers de réconciliation à Alger, a annoncé, le vendredi 9 mai à Tunis, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), le numéro deux du Fath. M. Kalaf a souligné que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache avait, lui, posé ses conditions pour participer à une telle conférence, proposée par le président algérien Chadli Bendjedid le mois dernier.

Si elle était couronnée de succès, a-t-il ajouté, cette conférence pourrait être suivie de la convocation du Congrès national palestinien (CNP), sorte de Parlement en exil, dont la dernière réunion remonte à novembre 1984 à Amman.

Trois mouvements favorables au chef de l'OLP ont fait savoir qu'ils étaient prêts à répondre favorablement à l'invitation algérienne : le Fatah, de loin la plus importante faction de l'OLP, le Front de libération de la Palestine (FLP), de Mohamed Abbas (Abou Abbas), et le Front de libération arabe (pro-irakien). Les deux autres, hostiles à la ligne suivie par M. Arafat ces dernières années, sont le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawatmeh, et le petit Parti communiste palestinien, a précisé M. Khalaf.

Le FPLP, qui, comme ces deux derniers mouvements, possède son siège à Damas, a posé comme préalable à sa participation l'abrogation de l'accord d'Amman signé le 11 février 1985 par Arafat et le roi Hussein de Jordanie, a-t-il poursuivi.

M. Khalaf n'a, en revanche, rien dit sur une éventuelle participation de mouvements comme les dissidents du Fatah d'Abou Moussa ou le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (pro-libyen) d'Ahmed Djibril, qui rejettent en bloc la politique de Yasser Arafat. – *(Reuter.)*

UN COLLOQUE DE L'IFRI

Le Liban : espoirs et réalités

Qui s'intéresse encore au Liban ? *« On n'y comprend plus rien »*, entend-on dire le plus souvent en guise de justification. Ce n'est donc pas le moindre mérite de l'IFRI (Institut français des relations internationales) d'avoir organisé pendant deux jours à Paris un colloque sur « Liban : espoirs et réalités ».

Des réalités, un certain nombre d'experts, professeurs, diplomates, journalistes, sont venus en parler, disséquant tour à tour l'alchimie libanaise. Mais le choix délibéré de l'IFRI de n'inviter ni représentants des partis ni ceux des milices, pour ne pas sans doute transformer ce forum de réflexion en lieu de confrontation, en a en même temps réduit l'intérêt immédiat, dans la mesure où la réalité libanaise d'aujourd'hui se prête mal à de simples constats aussi intéressants soient-ils. La montée de l'intégrisme, l'influence de plus en plus grande de l'Iran sur les mouvements chiites extrémistes n'ont pas eu à cet égard la place qu'elles méritaient au regard des faits. *A contrario*, cette parenthèse de réflexion sur l'histoire qui fonde la réalité du Liban, très bien restituée, notamment par deux universitaires libanais, MM. Georges Corm et Ghassane Salamé, n'était pas inutile.

La réalité, c'est aussi aujourd'hui le désintérêt des Etats-Unis – de l'Occident ? – pour ce pays meurtri. Avec une franchise que l'on aurait aimé partagée par tous, M. Dean Brown, ancien représentant spécial des Etats-Unis au Proche-Orient et président du Middle East Institut, n'a pas mâché ses mots : *« Si vous me demandez*, a-t-il dit, *quel est aujourd'hui l'importance du Liban dans la politique américaine, je répondrais : à peu près zéro. »* Le changement de la politique soviétique, notamment dans l'affaire de la FINUL, en est-il une conséquence ? Sans doute. Mais Constentin Mozel, conseiller à l'ambassade d'URSS, avec un art achevé de l'esquive, ne le dira pas.

Des espoirs pour le Liban, on aurait eu bien du mal à en trouver dans les interventions, et l'appel lancé à la France par le Père Joachim Moubarak, pour l'organisation à Paris d'une conférence de la paix, a bien peu de chances d'être entendu, au moment où Paris semble plus enclin au retrait qu'à un nouvel engagement. Pris dans l'engrenage du conflit proche-oriental, le Liban restera sans doute encore longtemps, avec la complicité de beaucoup de ses fils, la proie des intérêts de ses deux voisins, la Syrie et Israël.

F.C.

★ Les actes de ce colloque seront publiés ultérieurement par l'IFRI.

● *Grève à l'Université américaine de Beyrouth.* – Les enseignants de cet établissement – un des plus prestigieux de tout le Proche-Orient – ont décidé, vendredi 9 mai, un arrêt de travail illimité après la disparition, mercredi dernier, d'un de leurs collègues libanais, M. Nabil Mattar (trent-huit ans), chrétien, professeur d'anglais. D'autre part, un passager libanais qui s'apprêtait, vendredi, à embarquer depuis Larnaca sur un vol Air France à destination de Paris a été arrêté pour avoir été trouvé en possession de deux chargeurs remplis de munitions. – *(AFP, AP.)*

Qatar

● *Fusillade entre factions rivales.* – Le frère de l'émir Khalifa Ibn Hamad al Sani a été blessé lors d'une fusillade entre factions rivales de la famille royale, a-t-on appris le vendredi 9 mai de source diplomatique à Londres. Cheikh Nasser Ibn Hamad al Sani a été grièvement atteint d'une balle dans la jambe au cours de l'affrontement qui s'est déroulé cette semaine. Il a été conduit par avion privé en Grande-Bretagne, jeudi, pour être soigné dans un hôpital du nord de Londres. L'ambassade du Qatar à Londres s'est refusé à tout commentaire. – *(Reuter.)*

La « filière libyenne » au Bénin

(Suite de la première page.)

Certes, reconnaît-il, il a pu y avoir des « *petits problèmes* », voire « *des affrontements, comme cela se passe parfois dans les casernes* », mais rien de grave. D'ailleurs, « *avec la Libye, nous avons une coopération amicale qui peut être rompue à tout moment, s'il y a exagération* ». Pour faire bonne mesure, M. Abdel Kérim, qui, à Cotonou, jouit des « *privilèges et avantages diplomatiques, sans en avoir le statut* », affirme que, le 5 mars dernier, les Jaguar français ont lâché des bombes sur les unités du GUNT, provoquant de « *graves blessures chimiques* » aux combattants, qui, sans cette intervention « *auraient pu aller jusqu'à Abéché* ».

Ils ont faim...

Les diplomates en poste à Cotonou ont, du camp de Sémé et du rôle joué par la Libye, une tout autre idée. Selon divers témoignages recueillis dans la capitale béninoise, les Tchadiens arrivent à Sémé et en repartent par vagues successives, après des séjours de plusieurs semaines, voire deux ou trois mois. Leur départ vers Tripoli s'effectuerait soit la nuit par avions Iliouchyne-76 des lignes aériennes libyennes, soit par le vol Aeroflot qui, chaque semaine, dessert la ligne Cotonou-Tripoli-Odessa-Moscou. Selon ces mêmes sources, dans la première semaine d'avril, deux avions libyens auraient effectué une rotation, emmenant un contingent de « réfugiés » en civil.

Sous l'œil vigilant du GUNT et de Tripoli le camp de Sémé recueille beaucoup de « réfugiés » tchadiens

Au regard des normes édictées par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le camp est placé sous l'autorité du gouvernement béninois. En fait, hormis le détachement de gendarmerie qui veille à la « sécurité », l'administration et la direction du camp semblent bien relever de la représentation du GUNT à Cotonou, qui dispose de fonds libyens.

Lorsqu'ils arrivent à Sémé, les « réfugiés » sont démunis de tout : « *Ils n'ont pas d'argent, pas de papiers d'identité, ils ont faim. Dans le camp, ils ne font rien, ils discutent entre eux toute la journée, allongés sur le sol* », raconte un militaire béninois de Cotonou, qui ajoute que la gendarmerie de Sémé ne peut obtenir la liste de ceux qu'elle est chargée de garder. Le nombre des « pensionnaires » de Sémé est, aujourd'hui, difficile à évaluer, tant ils sont disséminés dans un vaste périmètre non clos. « *Quatre cents* », selon les sources locales, « *sept cents* », selon M. Abdel Kérim, nettement moins d'un millier, selon le HCR.

Le dernier recensement remonte à mai 1985. A l'époque, il y avait deux mille cent quarante-neuf « réfugiés tchadiens » dans la ville de Cotonou et mille cent quarante-neuf à Sémé. Depuis, beaucoup sont repartis. A leur arrivée, 27 % des réfugiés de Sémé (qui sont d'origine rurale) étaient malades, et tous expliquaient que, expulsés du Nigéria, ils avaient choisi le Bénin parce que ce pays offre de meilleures conditions de sécurité que ses voisins. Une aide d'urgence du HCR a été distribuée à partir de novembre 1985 et pour une période de six mois : en tout, 198 500 dollars sur la base de trois mille six cents bénéficiaires, soit, selon un calcul théorique, 0,30 dollar par personne et par jour. Ces fonds sont remis globalement aux autorités béninoises, à charge pour elles d'organiser la distribution des secours par l'intermédiaire de la Croix-Rouge béninoise.

La période d'aide d'urgence du HCR arrive à expiration fin mai. Le HCR s'inquiète des « *rumeurs* » selon lesquelles le camp de Sémé servirait à enrôler de futurs combattants pour le GUNT. Une mission de l'organisme des Nations unies est arrivée le 24 avril à Cotonou pour faire le point avec les autorités. Si ce camp est pris en charge par une organisation politico-militaire, comme le GUNT, le HCR cessera de s'occuper des réfugiés tchadiens.

Quel rôle joue la Libye ? On affirme, à Cotonou, de sources diplomatiques concordantes, que Tripoli, sans qui le GUNT n'aurait aucun moyen d'existence, contrôle étroitement la « filière Cotonou ». « *Les Libyens ? Ils sont un peu chez eux ici* », assure-t-on. Si la coopération bénino-libyenne ne fonctionne pas très fort, en revanche, les « diplomates » de Tripoli « *utilisent le système de l'enveloppe individuelle pour obtenir le silence sur tel ou tel de leurs agissements* ». Le « bureau populaire » (ambassade) de la Jamahiriya libyenne compte entre cinquante et soixante-dix « diplomates officiels ».

Les « hommes d'affaires » de Tripoli

Ce ne sont pas eux qui inquiètent les chancelleries occidentales de Cotonou, mais plutôt les « hommes d'affaires » libyens qui effectuent des séjours dans la capitale et que l'on rencontre à l'hôtel Sheraton. Ils sont environ une vingtaine à « tourner », et les Etats-Unis s'efforcent, comme dans d'autres pays, de les suivre à la trace. Plusieurs de ceux qui passent à Cotonou ont été signalés, avant leur arrivée ici, dans des capitales où se sont produits des attentats terroristes.

Les autorités béninoises, pour leur part, se sont inquiétées des agissements des diplomates de Tripoli en avril-mai 1985, au moment des manifestations estudiantines de l'université de Cotonou. Rien, officiellement, ne leur a été reproché, mais les représentants du colonel Kadhafi circulent beaucoup et ils ont beaucoup d'argent...

La coopération entre Tripoli et Cotonou est limitée à la constitution de trois sociétés mixtes : Bélipêche (prise et commercialisation du poisson pêché par les chalutiers libuens dans les eaux béninoises), Sabli (production et importation de viande) et Bélimines (prospection du sous-sol).

Seule la première société fonctionne véritablement. Pour le reste, Tripoli a financé un laboratoire de langue arabe à l'université (mais il n'y a pratiquement pas de candidats) et envisage de créer un « centre islamique ». Enfin, il est de notoriété publique que Tripoli a, dans le passé, financé l'achat d'armements soviétiques par le gouvernement du président béninois, M. Mathieu Kerekou, et que le colonel Kadhafi continue à « aider » la révolution béninoise. Pour cette raison, les autorités de Cotonou sont liées par un « devoir de solidarité » envers Tripoli. Quitte à fermer les yeux sur la « filière Cotonou » ?

LAURENT ZECCHINI.

Algérie

M. Raimond souligne l'étroitesse et l'ancienneté des rapports entre Paris et Alger

De notre correspondant

Alger. – M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, est arrivé, le vendredi 9 mai, à Alger, pour une visite de travail de vingt-quatre heures. Accueilli par M. Aberkane, vice-ministre chargé de la coopération, il devait avoir des entretiens, samedi, avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, ainsi qu'avec le président de la République, M. Chadli Bendjedid. Dans une brève déclaration à la presse, il a indiqué qu'il était « *porteur d'un message de M. Chirac au président Chadli* ». Cette visite, a ajouté M. Raimond, témoigne de « *l'intérêt que nous portons à l'Algérie et à la politique menée par ses dirigeants, et, en même temps, de l'ancienneté et de l'étroitesse des liens qui unissent les deux pays* ». « *L'intérêt que nous portons au Maghreb est naturel*, a-t-il ajouté, *et nous sommes très attachés à la stabilité et au développement des pays qui le composent.* »

Au-delà des problèmes régionaux, M. Raimond a précisé qu'il fera avec ses interlocuteurs un tour d'horizon des problèmes internationaux à la lumière du sommet de Tokyo, auquel il a participé, et à la veille de la session spéciale des Nations unies sur l'Afrique. M. Raymond a également annoncé son intention d'évoquer le sort de la communauté algérienne en France (huit cent mille personnes) et de la communauté française en Algérie (quarante mille personnes), « *qui apportent une contribution importante à la vie du pays d'accueil* ». « *Il importe*, a-t-il conclu, *que la vie de ces communautés soit organisée dans la dignité et le respect mutuel.* »

F. F.

Tunisie

● *Suspension pour six mois de deux hebdomadaires.* – *Al Moustaqbal* (l'Avenir) et *Tarik El Jadid* (la Voie nouvelle), organes du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et du Parti communiste tunisien (PCT), qui avaient été saisis en avril dernier (*le Monde* du 22 avril) pour avoir critiqué l'absence de réaction gouvernementale au raid américain contre la Libye, ont été suspendus pour six mois, ont annoncé, vendredi 9 mai, à Tunis, les dirigeants de ces deux partis. Les deux hebdomadaires ont été suspendus pour « *diffamation* » et « *diffusion de fausses nouvelles* ». – *(AFP.)*

IRAN

Le ras-le-bol du grand ayatollah

***Le chiisme ne se réduit ni à sa version iranienne ni à la personne et à l'enseignement de son ayatollah le plus célèbre : l'intraitable Khomeiny.
Les excès du maître de l'Iran, et même le titre d'imam qu'il se laisse décerner exaspèrent d'autres dignitaires, qui tiennent à le faire savoir jusqu'à Téhéran.***

Il est là, dans les plis de ses robes, assis en tailleur sur un divan, égrenant un chapelet noir ; sous le turban blanc impeccable et les cils de poupée, le regard brûle et la barbe bleue brille. Un ayatollah, semblable à ceux de Téhéran ou de Beyrouth qui angoissent l'Occident.

Par les fenêtres, on aperçoit le printemps vert-blanc de l'Ile-de-France ; on n'est pas à Neauphle-le-Château, mais tout de même à l'ouest de Paris, sept ans après l'exil ravageur de Khomeiny dans ce village français. *« Ces années terribles ont porté préjudice à l'islam, affaibli l'Iran et déshonoré les Iraniens. Naguère, nous pouvions même entrer en France sans visa, aujourd'hui ici et ailleurs tout Iranien est regardé comme un terroriste en puissance. La hiérarchie chiite, exilée à l'intérieur ou à l'extérieur, a décidé de lutter pour que l'islam et l'Iran retrouvent leur honneur. »*

Va-t-on tenter de recommencer à l'envers le bruyant épisode de Neauphle ? Non, l'ayatollah Issa Chobeir Khaghani n'a quitté que brièvement sa terre d'accueil égyptienne et ne veut rencontrer qu'un journaliste ou deux pour faire connaître *« la proclamation des fidèles de Sa Sainteté l'ayatollah* Ozma *Hadj Sayed Abolghassem Moussavi Khoy, très haut chef spirituel des chiites du monde »*.

Nonagénaire, le grand ayatollah Khoy vit sur l'un des lieux saints du chiisme, Najef, en Irak, depuis sa jeunesse. Il est considéré de longue date par la *majorité* des quelque quatre-vingts millions de chiites répartis à travers la planète (essentiellement en Asie), y compris par les tenants du régime khomeiniste, qui ne peuvent faire autrement sans risque de « schisme », comme le *primus inter pares* d'un groupe de cinq ou six ayatollahs ayant droit au qualificatif d'*ozma* (le plus grand).

La sainte liste

Après Abolghassem Khoy et presque *au même niveau que lui* viennent Chahabedine Marachi Najafi et Mohamed Reza Moussavi Golpaygani (tous deux résidant à Qom, en Iran). Jusqu'à son décès, en avril, Mohamed Kazem Chariat Madari, opposant religieux à la *mollarchie* en place en Iran, le plus connu à l'étranger, figurait aussi en bonne place sur la sainte liste.

C'est grâce à lui, rappellent volontiers les adversaires de Khomeiny, que ce dernier put devenir ayatollah en 1963 *pour être protégé* de la police impériale. Depuis qu'il est devenu *« guide suprême »* (*velayat faguih*) de la République islamique, certains chiites le considèrent comme *ozma* et d'autres proclament que ni sa science ni son rôle politique ne le prédisposent à une telle dignité. Le grand souci de Khomeiny est aujourd'hui que son dauphin officiel, le simple ayatollah Hussein Ali Montazeri, soit reconnu *ozma* au moins par une partie notable des chiites.

A Najef, Khoy ne l'entend pas de cette oreille. Il appartient à un courant présent dans le chiisme dès la *fin du neuvième siècle, époque à* laquelle *« se cacha »* à Samarra, en Irak, Mohamed El-Mahdi douzième imam légitime des chiites depuis Ali, gendre de Mahomet. Tant que Mohamed l'Attendu *(El Montazer)* n'émergera pas de son *« occultation »* pour gouverner de nouveau les chiites, les religieux, estiment Khoy et son école, *« ne doivent pas se mêler directement de politique »*.

Sauf *« lorsque la patrie est en danger »* — par exemple quand les derniers chahs Qadjar bradaient la Perse à l'Angleterre (1890) ou quand Reza Khan, futur premier chah Pahlavi, voulut abolir la forme monarchique de l'Etat. Dans ces situations, les pontifes du chiisme sortent de leurs méditations, parlent et sont *généralement entendus*. En 1890, pour obliger Téhéran à annuler la concession du tabac persan à un Britannique, le grand ayatollah Chirazi n'eut qu'à demander qu'on cessât de fumer, et tout l'Empire obéit comme un seul homme.

« Aujourd'hui, nous pensons que le peuple est prêt à soutenir une entreprise destinée à remplacer le régime abusif qu'il subit. » L'Organisation des fidèles de l'ayatollah Khoy, nouvellement constituée, et dont le principal handicap est sans doute d'avoir son centre moral en Irak, *« compte des amis au Bazar, au Parlement, dans l'Université, dans l'armée et même au gouvernement. Nous avons de l'argent et des armes. Mais nous sommes ennemis de la violence et du terrorisme et, en tant que gardiens de la foi chiite, notre rôle consiste surtout à créer un climat moral favorable au regroupement des opposants non communistes et au combat politique »*.

Chargé de diffuser ce message à l'extérieur, l'ayatollah Issa Khaghani est né en 1940. Il est le frère de l'ayatollah Mohamed Taher Chobeir Khaghani, septuagénaire décédé cette année dans sa résidence surveillée de Qom. Le défunt *n'était pas ozma* mais figurait parmi les théologiens renommés. Son jeune *frère est sur la même voie et*, en attendant, après avoir été durant douze ans l'« aumônier » des chiites de l'Emirat de Qatar, il vient, selon ses dires, d'être intronisé en exil chef spirituel des chiites du Khouzistan, la riche province iranienne à forte population arabophone. Il en est ainsi *« depuis vingt générations »* chez les Khaghani, l'une des vieilles lignées chiites n'exhibant pas, comme les Khomeiny (1) ou les Khoy, un arbre généalogique remontant à Mahomet.

Issa Khaghani, qui *« se sent autant iranien que musulman »*, a suivi à Qom les cours de Chariat Madari et de Khomeiny, puis il a *enseigné* lui-même le savoir coranique et la littérature arabe. C'est un plaisir de l'entendre citer dans le texte Abou Naouas (huitième siècle) ou Ahmed Chaouki (1868-1932), poètes qui d'habitude font plutôt se voiler la face à la gent ensoutanée de l'islam.

Il est rafraîchissant aussi d'entendre ce *« jeune turban »*, émissaire du collège sacré, comprenant une bonne part de la haute théologie chiite, trouver naturellement compatibles la foi musulmane et les grandes exigences du siècle : *« Les nationaux non musulmans, et également les femmes peuvent participer au gouvernement. Le Coran demande aux femmes de se couvrir, mais il ne demande pas qu'on les y contraigne par la force. » « Pas de contrainte en religion ! »*, dit le Livre. *« Les bahaïs* (2) *ne doivent en aucun cas être contraints par la violence, mais il faut essayer de les ramener à l'islam par la discussion. »*

Et encore : *« L'attitude à l'égard d'Israël relève de la pure politique et doit donc être déterminée par le gouvernement et non par les religieux. »* Les hezbollahis (extrémistes chiites au Liban) : *« Ce sont des terroristes et donc nous les condamnons sans appel. »*

Kadhafi : *« La différence avec Khomeiny, c'est qu'il ne porte préjudice aux Arabes que politiquement, tandis que le second est un fléau moral, religieux et politique pour les Iraniens. »*

Khoy et ses proches avaient suivi de près, dès le début de la révolution, l'action de Khomeiny, à qui ils ont, en tout cas, toujours contesté le titre d'imam *« qui ne peut être porté que par Mohamed El-Mahdi »*, l'*« imam caché »*. Issa Khaghani vint lui-même voir Khomeiny à Neauphle-le-Chateau puis à Téhéran : *« Je le connaissais du temps de mes études, mais il m'apparut alors sous un jour nouveau, terrifiant : il paraissait avide de voir couler le sang. Je ne fus pas le seul à ressentir cette impression, que devait corroborer la conduite de la guerre contre l'Irak, car si ce pays l'a déclenchée, ce n'est pas lui qui la prolonge. »*

L'ayatollah Issa Khaghani.

VIOLETTE LE QUÊRÉ

Le manifeste

Dès lors pourquoi avoir tant attendu pour lancer une mise en garde contre Khomeiny : *« L'enthousiasme iranien et international était tel que nous aurions prêché dans le désert »*. En décembre 1985 enfin, Khoy, que l'on dit toujours vert malgré son grand âge (il vient de convoler), publia une *fatoua* (avis), à la suite de plaintes de nombreux agriculteurs du nord de l'Iran dépossédés par Téhéran *« en contradiction avec l'islam »*.

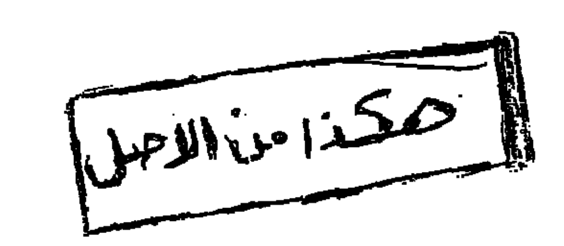
Le manifeste des fidèles de l'ayatollah Khoy qui, avec sa caution explicite, doit être distribué ces jours-ci en Iran, est une dénonciation claire de tous les excès du régime : guerre contre des coreligionnaires, envoi d'enfants sur *« les champs de massacre »*, ruine de l'économie, répression, climat haineux et violent, appropriation des biens d'autrui. L'Organisation se déclare *« prête à soutenir moralement et matériellement »* tous les Iraniens disposés à *« libérer le pays du pouvoir néfaste du « guide suprême »* (Khomeiny) *et, par la même occasion, débarrasser le monde d'un des centres majeurs du terrorisme international. »*

Ces objectifs atteints, « avec l'aide de Dieu », des *« élections libres »* seront organisées pour mettre sur pied une Assemblée constituante. Ce sera alors à la nation, précise notre interlocuteur, de *« décider quelle forme, monarchique ou républicaine, prendra désormais l'État iranien. Notre mission s'arrêtera complètement lorsque le nouveau gouvernement aura pris l'engagement de respecter les droits humains et la charte des Nations unies. La beauté sera alors revenue sur le visage de l'Iran qu'enlaidit aujourd'hui une monstrueuse tumeur »*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Voir *Khomeiny* par Amir Taheri, Balland, 1985.

(2) Secte non violente née de l'islam persan au dix-neuvième siècle et particulièrement persécutée sous Khomeiny.



Étranger

LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

Incertitudes et contradictions

Selon les autorités soviétiques, la catastrophe *survenue à Tchernobyl le 26 avril* a tué une troisième personne. Au cours de sa conférence de presse du 8 mai, M. Evgueni Vorobiev, *vice-ministre de la santé*, a annoncé ce décès, survenu le 29 avril et dû, celui-là, directement à la radioactivité. Quant aux deux cent trois blessés par irradiation, tous hospitalisés à Moscou, leur guérison *« sera longue »*, a précisé le *responsable soviétique*.

Les nouvelles en provenance de la région de Kiev restent incertaines et contradictoires. Les sauveteurs s'efforçaient toujours d'ensevelir le réacteur détruit dans un cocon et d'empêcher ainsi que les produits radioactifs n'aillent contaminer les eaux souterraines ou les rivières. Des dizaines de milliers de personnes auraient été évacuées dans une zone de 30 kilomètres de rayon centrée à Tchernobyl. A Kiev, les enfants âgés de sept à quatorze ans ont été *dispensés d'école et fortement incités à partir en* colonie de vacances.

La France a interdit, le 9 mai, toute importation de produits *alimentaires en provenance de sept pays* de l'Est (URSS, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie). Cette décision unilatérale a été prise en raison de la lenteur des négociations communautaires sur ce point (le vote, déjà *retardé au 9 mai, a été reporté* au 10 *mai*). Les produits interdits sont la viande, les laitages, les poissons d'eau douce, les grenouilles, les escargots, les légumes et les fruits frais. La Pologne et la Yougoslavie ont déclaré que ces interdictions étaient *« discriminatoires »*.

Avant même l'adoption de mesures communautaires, *les retombées de Tchernobyl sont lourdes de* conséquences pour les agriculteurs de certains pays européens : mévente *du lait, de la viande et des* légumes. Dans la seule Bavière, le coût indirect de la catastrophe sur l'agriculture est estimé à 200 millions de marks. Au *Danemark la perte de revenu des* éleveurs serait de l'ordre de 5 à 7 millions de couronnes par jour.

La crainte des radiations a même atteint le Canada où les populations de *la région* d'Ottawa ont reçu le conseil de ne pas boire l'eau de pluie, six fois plus radioactive que la normale.

Difficile entente pour les Douze

De notre correspondant

Bruxelles *(Communautés européennes)*. – Après plusieurs ajournements, les États membres de la CEE devaient décider, ce samedi 10 mai en fin de matinée, la fermeture des frontières communautaires aux *importations de produits* en provenance de Yougoslavie, d'Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de la République démocratique allemande. Le dernier obstacle à surmonter était le fait de Rome, qui, avant de donner son feu vert à l'ensemble des mesures envisagées par la Communauté, voulait s'assurer que les précautions prises dans les échanges commerciaux entre les Douze garantissaient la protection du consommateur italien.

Les discussions entamées mardi dernier, à la suite de la présentation *d'un projet de la Commission européenne*, n'ont cessé de soulever des difficultés. Ce fut tout d'abord la dérogation envisagée pour la RDA. Celle prévue pour la Yougoslavie a *rencontré ensuite l'hostilité* de l'Italie, qui a fini par obtenir gain de cause. La liste des produits et la durée de l'interdiction ont suscité des critiques de la part de plusieurs pays, *dont la France, qui ont réussi* à introduire une certaine souplesse dans le dispositif communautaire.

S'agissant du commerce à l'intérieur de la CEE, le différend n'était pas moins sérieux. La décision du gouvernement de M. Craxi de bloquer les importations de nombreux produits, quelle que soit leur provenance, a *donné lieu à quelques belles* passes d'armes entre les Italiens et leurs partenaires du Marché commun. Les Français, qui ont été les premiers à saisir la Commission des *agissements de Rome*, ont attendu longtemps avant d'avoir la *« conviction »* que l'Italie était disposée à rétablir la libre circulation des marchandises dans la Communauté.

On indiquait vendredi soir de source diplomatique française que les Italiens allaient donner leur accord au terme du nouveau délai, à condition d'obtenir *satisfaction* sur les *« tolérances maximales »* de radio activité des produits importés. Au cas où les Douze ne devraient pas se mettre d'accord – hypothèse *que l'on considérait peu probable* dans les milieux communautaires, – l'affaire serait portée devant le conseil des ministres des affaires étrangères qui doit se tenir lundi 12 mai à Bruxelles. En tout état de cause, les mesures prises le 8 mai *par la Commission au titre de ses* pouvoirs autonomes (interdiction des importations de porc, de bœuf sur pied et des viandes) resteront en vigueur.

MARCEL SCOTTO.

L'offensive se développe en RFA contre le programme nucléaire

De notre correspondant

Bonn. – Réuni en conseil des ministres extraordinaire après le retour du chancelier Kohl du sommet de Tokyo, le gouvernement ouest-allemand a invité, le 9 mai, les vingt-six pays exploitant des centrales nucléaires à tenir une conférence en Allemagne fédérale pour tenter d'unifier au plus haut niveau les normes de sécurité. *Il* souhaite, d'autre part, la convocation dans les prochains jours d'une réunion des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour faire le point sur la catastrophe de Tchernobyl. Le chancelier adressera également dans les jours qui viennent *une lettre* au *numéro un soviétique* pour exiger à nouveau des explications détaillées.

Une fois passé le premier vent de panique dû aux retombées radioactives, le débat se reporte sur un terrain plus politique. Le gouvernement s'efforce maintenant de prendre l'initiative pour tenter d'enrayer la remise en cause du programme nucléaire ouest-allemand, qui va être un des thèmes dominant des échéances électorales à venir. Profitant du congrès de l'Automobile-club ouest-allemand, le chancelier Kohl a réaffirmé vendredi à Francfort que l'énergie nucléaire était *« sûre, économique et propre »*, qu'aucun pays *industrialisé ne pourrait s'en passer pour* un temps prévisible. Les partisans de l'énergie nucléaire, qui n'ont jamais été à la fête en RFA, se préparent de nouveau à de durs affrontements.

Les Verts s'appuient désormais sur un large courant européen englobant les Pays-Bas, l'Autriche et les pays scandinaves. Le Parti social démocrate ouest-allemand, réuni à Hambourg pour débattre de son nouveau programme économique et social, n'y est pas resté longtemps insensible. La question a dominé, vendredi, la première journée de ses travaux. Le candidat du parti à la chancellerie, M. Johanes Rau, ministre-président de *Rhénanie du* Nord-Westphalie, a donné le ton en se prononçant pour une sorte de moratoire en attendant de se reconvertir peu à peu à d'autres sources d'énergie, comme le *charbon*. *Il a* indiqué qu'un gouvernement social démocrate s'opposerait à l'utilisation du plutonium, condamnant ainsi le centre de retraitement de Wackersdorf, dont la construction vient de commencer en Bavière, et les surrégénérateurs. Seule une minorité au sein du *SPD* semble d'un avis contraire.

Le ministre de l'économie de Hesse vient de provoquer une crise au sein du premier gouvernement de coalition entre les Verts et le SPD en réclamant la construction d'un réacteur à haute température. A l'inverse, le front des partis de la majorité commence, lui aussi, à se fissurer. Le chef du Parti chrétien démocrate en Sarre, où le gouvernement Lafontaine a pris la tête d'une campagne contre la mise en service de la centrale nucléaire française de Cattenom en Lorraine, a appelé la CDU à revoir sa position.

L'indemnisation des maraîchers

Concernant des retombées radioactives, les appels au calme du gouvernement commencent lentement à faire leur effet. Après une session extraordinaire de dix heures, la commission pour la protection contre les radiations avait appelé jeudi la population à reprendre ses *modes de vie et d'alimentation habituels*, assurant qu'il n'y avait aucune raison de ne pas laisser jouer les enfants sur les pelouses ou d'éviter les terrains de sport. Les stations de *mesure indiquaient, vendredi*, que la radioactivité dans l'atmosphère était redevenue pratiquement normale, celle du sol se résorbant en revanche plus lentement. Si la plupart des *Länder ont levé les mesures d'interdiction* de vente prises pour certains types de légumes, la surveillance des laiteries et des produits maraîchers se poursuit.

Le principal problème est maintenant *l'indemnisation des maraîchers*, qui continuent à perdre des millions de deutschemarks. Pour beaucoup d'entre eux, la récolte de printemps est désormais perdue. Le gouvernement, *qui a déjà fort à faire avec le* mécontentement suscité chez ses agriculteurs par la politique de baisse des prix d'intervention de la Communauté européenne, a promis *une indemnisation « rapide »*. Il n'est pas exclu que le chancelier Kohl aborde dans sa lettre à M. Gorbatchev la question des réparations.

HENRI DE BRESSON.

« Pas de risque significatif » *estiment les experts de l'OCDE*

Un comité d'experts en sûreté nucléaire s'est réuni vendredi 9 mai à Paris, au siège de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Il a examiné l'impact de l'accident de Tchernobyl sur les pays membres de l'OCDE. Le comité, après avoir remarqué que le réacteur accidenté était *« sensiblement différent »* de ceux des pays membres, a estimé que, *« sur la base des connaissances disponibles, aucune action immédiate n'était requise, qu'il s'agisse de la construction ou du fonctionnement des réacteurs dans ces pays »*.

Des spécialistes de la protection radiologique s'étaient joints au comité. Les indications disponibles et les mesures faites dans plusieurs pays de l'OCDE permettent de conclure que *« l'accident n'a pas causé de risque significatif pour la santé publique dans les pays de l'OCDE, en comparaison avec d'autre risques pour cette santé »*. Mais des analyses plus poussées sont jugées nécessaires.

Ces conclusions s'appuient sur celles d'experts de l'Organisation *mondiale de la santé* (OMS) *réunis* mardi dernier à Copenhague, et pour partie sur des évaluations faites en Suède, l'un des pays où les retombées radioactives ont été les plus fortes.

Interrogé sur l'absence de mesures spécifiques en France, à la *différence d'autres pays*, M. Cogné, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaires, a indiqué que les experts de l'OMS avaient défini mardi *« un seuil de non-action »*, une concentration de radioactivité dans le lait ou dans l'eau de pluie de 2 000 becquerels par litre (0,05 microcurie), au-dessous de laquelle *« il n'est pas raisonnable de prendre des mesures »*. Ce seuil est très inférieur aux limites admissibles d'incorporation annuelle, et plus encore aux niveaux où il apparaît des risques. Sauf en quelques zones de Pologne et de Hongrie, ce seuil n'a nulle part été atteint hors d'Union soviétique. En France, les *maxima relevés* sont inférieurs à 200 becquerels.

Le représentant de la RFA a confirmé qu'il en était de même dans son pays. La législation allemande faisant obligation de limiter le plus possible l'exposition de la population, un seuil de 500 becquerels a été proposé par Bonn, mais les autorités locales en ont rajouté. Pour M. Strohl, directeur général adjoint de l'agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE, les discordances entre pays *« s'expliquent par un manque, heureux, d'expérience dans ce domaine »*. Il a indiqué que certains pays ont proposé la création, entre les membres de l'OCDE, d'un réseau qui assurerait une concertation en cas d'accident grave.

M. A.

UNE DÉCLARATION DE L'AGENCE ATOMIQUE DE VIENNE

« Les incendies ont été éteints »

Moscou *(Reuter)*. – *Voici la déclaration faite par l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), dont le siège est à Vienne, lors d'une conférence de presse donnée à Moscou, vendredi 9 mai :*

« Une description complète et autorisée de l'accident, de ses raisons et de ses conséquences ne peut émaner que des autorités soviétiques après les analyses nécessaires.

» *Nous avons toutefois préparé* la brèves description suivante sur la foi de ce que nous avons appris au cours d'un certain nombre d'entretiens avec des ministres, des fonctionnaires compétents et des experts et, dans une certaine mesure, de nos propres observations visuelles au cours d'un survol en hélicoptère des abords de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

» Le 26 avril, à 1 h 23 (heure locale), des explosions se sont produites dans la quatrième unité de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le réacteur [...] opérait à 7 % de sa puissance. [...] Il n'existe jusqu'ici que des hypothèses sur les causes spécifiques de l'accident.

» Les explosions ont entraîné un incendie. Le bâtiment abritant le réacteur, l'équipement qui s'y trouvait, le réacteur lui-même ainsi que le cœur du réacteur ont été profondément endommagés, entraînant des fuites radioactives se répandant au-delà de la zone de la centrale nucléaire.

» La réaction en chaîne s'est automatiquement arrêtée au moment de l'accident. Cela est confirmé par le fait que l'examen médical des personnes affectées ne montre aucun signe d'une irradiation à une dose élevée de neutrons.

» Une part importante des fuites radioactives est composée d'émissions de radionucléides à effet de brève durée de vie. Les mesures effectuées montrent que jusqu'à 50 % des émissions se sont produites sous la forme d'iode 131.

» Des équipes de lutte contre l'incendie ont été rapidement dépêchées sur le site. Le travail a été rendu compliqué par le fait que ni l'eau ni les produits chimiques ne pouvaient être utilisés. Les pompiers et certains des membres du personnel de la centrale nucléaire figurent parmi les personnes irradiées.

» *La plupart des habitants des* zones adjacentes se trouvaient dans leur intérieur au moment de l'accident, réduisant ainsi leur exposition aux radiations.

» En début de matinée du 26 avril, les équipements de contrôle enregistrèrent une augmentation de la radioactivité et la signalèrent. L'évacuation commença le 27 avril, les femmes et les enfants d'abord. Jusqu'à 48 000 personnes furent évacuées de Tchernobyl et des autres lieux, dans un rayon de 30 km.

» Par mesure préventive, des comprimés d'iode de potassium ont été très largement distribués, tant à l'intérieur de la zone de 30 kilomètres de rayon qu'à l'extérieur.

» 203 personnes, parmi lesquelles des membres du personnel de la centrale nucléaire et des pompiers, ont été irradiées du premier au quatrième degré, 18 d'entre elles ayant été atteintes au quatrième degré. Les 203 personnes ont toutes été hospitalisées à Moscou [...] Dans certains cas, des transplantations de moëlle osseuse ont été réalisées.

» Les fuites radioactives de l'unité endommagée ont été réduites de façon significative en établissant un bouclier à l'aide de matériaux absorbant les neutrons – sable, bore, argile, dolomie et étain – lâchés par hélicoptères au-dessus du réacteur, entraînant une diminution des niveaux de radioactivité dans la zone de 30 kilomètres de rayon [...].

» Certaines sections du graphite du réacteur endommagé ont été incendiées. Ces incendies ont été éteints, mais les températures demeurent élevées. La récriticalite n'est pas considérée comme un problème. Le but recherché est d'enfermer l'ensemble de la quatrième unité dans du béton, et le travail a déjà débuté en vue de placer des fondations en béton sous le réacteur.

» Bien qu'aucune donnée systématique sur les niveaux de radiation n'ait été communiquée, certaines indications ont été fournies.

» Le niveau maximal de radiation à l'intérieur de la zone de 30 kilomètres de rayon a été de 1 015 millirems-heure. Dès le 5 mai, il avait baissé à environ 2-3 millirems/heure. Le 8 mai, il était tombé à un maximum de 0,15 à la périphérie de la zone.

» Le niveau de radioactivité du réservoir d'eau de Kiev est toujours demeuré dans les limites normales. »

M. Chirac a présidé deux « réunions de ministres »

M. Jacques Chirac a successivement présidé, vendredi 9 mai à l'Hôtel Matignon, deux « réunions de ministres » consacrées aux questions de sécurité et de justice, puis à l'industrie.

MM. Charles Pasqua (intérieur), Robert Pandraud (sécurité), Albin Chalandon (justice), Claude Malhuret (droits de l'homme), Didier Bariani (affaires étrangères) ainsi que M. Philippe Séguin (affaires sociales) ont notamment participé à la première réunion. M. Séguin a demandé, au cours de la discussion, que soient *« très minutieusement étudiés »* les textes relatifs aux *« jeunes immigrés de la seconde génération »*.

A l'issue de la réunion, M. Malhuret s'est borné à déclarer *« être associé depuis le début à la préparation des projets de loi sur le terrorisme et la sécurité »*. Pour sa part, M. Bariani a indiqué être présent à cette rencontre *« parce que les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France »* y ont été évoquées.

La séance consacrée à l'industrie a réuni, autour de M. Chirac, MM. André Giraud (défense), Pierre Méhaignerie (équipement, logement et transports), Alain Madelin (industrie). D'autres rencontres de ce type vont avoir lieu. Elles deviennent en effet le mode normal d'exercice de l'autorité du premier ministre. Nous décrivons ci-dessous l'état des relations entre M. Chirac et les membres du gouvernement ainsi que l'organisation du travail à l'Hôtel Matignon.

Matignon 50 jours après

(Suite de la première page.)

Deux ont eu lieu vendredi sur la sécurité et la justice et sur les problèmes industriels. Mardi, une réunion sera consacrée à l'audiovisuel, jeudi au problème du logement, etc.

M. Chirac reçoit souvent les ministres individuellement et parfois longuement, comme ce fut le cas pour M. François Léotard, le 2 mai, avant son départ pour Tokyo. Il s'entretient régulièrement avec eux par téléphone. Il a lui-même réglé quelques conflits, comme par exemple entre M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, et son secrétaire d'Etat, Mme Michèle Alliot-Marie, ou entre M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et Mme Nicole Barzach, ministre délégué à la santé, à propos de la réforme hospitalière.

Quelques ministres ont un accès direct, on pourrait dire porte ouverte, auprès de M. Chirac, comme MM. Séguin ou Bernard Pons et, surtout, MM. Pasqua et Balladur. Ces rencontres peuvent parfois avoir lieu à l'Hôtel de Ville, où M. Chirac a conservé sa résidence et où il travaille aux affaires parisiennes en début de matinée et pendant les week-ends. Avec ceux-là, les relations sont anciennes, politiques et amicales. Ils sont vraiment, au sein du gouvernement, les compagnons du « chiraquisme ».

Le rôle de M. Balladur

M. Balladur occupe, toutefois, une place à part. Il est le véritable « patron » du secteur économique, et ses avis sont très écoutés en deux domaines, et notamment en matière de politique étrangère. Sa nature ne le pousse pas à imposer ses vues ni à jouer les manipulateurs. En revanche, ses objections ou ses refus, qu'il exprime avec parcimonie, sont toujours pris en considération.

Les ministres délégués auprès de M. Balladur forment un groupe à la cohésion duquel le ministre d'Etat est particulièrement attentif. Il avait tenu à le souligner dès le début du mois d'avril au cours d'une conférence de presse qu'il avait donnée, entouré de MM. Alain Juppé (budget), Michel Noir (commerce extérieur) et Camille Cabana (privatisation). M. Balladur est d'autant plus soucieux que le secteur économique du gouvernement fasse bloc que M. Juppé avait conçu un certain dépit du rôle, à ses yeux insuffisant, qui lui a été confié. C'est d'ailleurs en partie pour compenser ce choix que M. Chirac a chargé le ministre délégué au budget de rendre compte du conseil des ministres, avec le titre de porte-parole du gouvernement, qui ne correspond pas cependant à une fonction plus générale, équivalente de celle qu'avaient remplie ses prédécesseurs.

A côté du secteur économique, le secteur social, dirigé par M. Séguin, apparaît comme un autre bloc au sein du gouvernement. Une certaine concurrence est apparue entre ces deux secteurs dans la préparation du plan pour l'emploi, autour du volume des crédits affectés à ce plan.

Un troisième secteur, politique celui-là, se dessine autour de M. Pasqua et, hors du gouvernement, autour de MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Roger Romani, chargé des relations avec le Parlement et président du groupe RPR du Sénat. Les « politiques » avaient insisté pour que la réforme du mode de scrutin bénéficie de la même priorité que les mesures économiques et sociales.

M. Balladur, toutefois, a aussi une compétence politique puisqu'il participe à toutes les réunions auprès de M. Chirac et notamment aux déjeuners du mardi, qui regroupent les responsables de la majorité, lui qui n'a obtenu son premier mandat que le 16 mars. Il a même présidé, en l'absence de M. Chirac, le déjeuner du 6 mai. Le premier ministre attache beaucoup d'importance à ces rencontres, où, assure-t-il, chacun s'exprime librement et parfois même *« se défoule »*.

Il souhaite d'ailleurs développer ses contacts avec les parlementaires. Il participera ainsi à Autun aux journées des sénateurs indépendants le 24 mai, sera l'hôte le 3 juin d'un dîner des sénateurs de la majorité et il accueillera à Matignon des fournées de députés RPR et UDF pour des repas de travail. C'est, affirme-t-il, *« pour démontrer sa confiance absolue dans la majorité, bien qu'elle soit courte »*, qu'il a renoncé à recourir à l'article 49-3 dans le débat sur la loi d'habilitation économique et sociale. De même, M. Chirac, qui a fixé aux 20 et 21 mai le débat sur la loi électorale, se dit tout à fait confiant dans son issue après les contacts que lui-même et M. Pasqua ont eu, avec les responsables des partis, et il n'est pas surpris qu'en pareille occurrence chacun veuille au préalable assurer ses marques au prix de quelques clameurs. Toutefois, il est résolu en cas de besoin à utiliser l'article 49-3.

A l'hôtel Matignon même, l'ambiance de travail est tout à fait différente de celle des précédents gouvernements de la Ve République. Le cabinet du premier ministre *« possède plus de pouvoirs et il est plus serein »*, estime M. Denis Baudouin. Le chef du gouvernement et ses collaborateurs n'ont plus à redouter d'être « court-circuités » par le cabinet du président de la République, puisque le 20 mars les champs d'action respectifs ont été clairement délimités.

Une innovation

En plus de M. Ulrich, qui dirige l'ensemble du cabinet et par qui passent tous les « papiers », cinq « conseillers auprès du premier ministre » ont un accès direct et permanent auprès de M. Chirac. Ce sont MM. Jacques Foccart (outre-mer), Jacques Pélissier (intérieur), François Heilbronner (économie et directeur adjoint), Roger Romani (Parlement) et Denis Baudouin (porte-parole). Tous sont des collaborateurs anciens et dévoués, initiés à l'histoire du chiraquisme et du pompidolisme. Il convient d'y ajouter M. Jacques Friedmann, à la fois ami d'enfance du premier ministre, ancien directeur de son cabinet, et membre de celui d'un autre de ses amis, M. Balladur, ce qui accroît son autorité. Il joue le rôle souvent discret d'homme chargé des contacts avec les milieux économiques.

Tous les membres du cabinet se réunissent le mercredi matin, tandis que M. Chirac est à l'Elysée, autour de M. Ulrich, afin que chacun soit informé des questions traitées par les autres et connaisse les projets du premier ministre. Celui-ci assistera à l'avenir à cette réunion une fois par mois mais un autre jour.

Dans les structures, au demeurant classiques, du cabinet du premier ministre, une innovation importante a toutefois été apportée par M. Chirac : la création d'une cellule diplomatique et militaire particulièrement étoffée et placée sous l'autorité de M. Bujon de l'Estang. Ces deux domaines étant depuis 1958 « évoqués » par le chef de l'Etat, les premiers ministres de la Ve République que s'en considéraient pratiquement comme déchargés. Il en va tout différemment avec M. Chirac, qui attache une grande attention à tout ce qui concerne les relations extérieures au sens large du terme. M. Foccart et ses adjoints sont présents à Matignon et MM. Aurillac, ministre de la coopération, et Pons, ministre des DOM-TOM, sont en rapports réguliers avec le premier ministre.

M. Bujon de l'Estang et ses sept collaborateurs constituent l'échelon diplomatique le plus important qu'ait jamais possédé un premier ministre auxquels se joint, comme conseiller officieux, M. Jean-Marc Boegner, ancien ambassadeur de France. M. Chirac, qui a toujours eu un goût marqué pour la politique étrangère, reçoit plus fréquemment que ses prédécesseurs le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, et celui de la défense, M. Giraud. Il utilise aussi les liens qu'il a pu nouer comme premier ministre en 1974-1976, puis comme président du RPR et comme maire de Paris, avec les dirigeants de nombreux pays et fait en sorte d'être parfaitement au courant des dossiers.

PATRICK JARREAU et ANDRÉ PASSERON.

LA SUCCESSION DE GASTON DEFFERRE

Veillée d'armes à Marseille

Les funérailles de Gaston Defferre auront lieu le lundi 12 mai – entre 11 heures et 14 heures – en présence du président de la République, M. François Mitterrand. Elles revêtiront un triple caractère : officiel, avec la participation d'un très grand nombre de personnalités françaises et étrangères qui viendront rendre hommage à l'homme d'Etat ; populaire, avec l'adieu que recevra de la population marseillaise le maire défunt ; politique enfin, avec la présence de toute la direction socialiste.

La cérémonie se déroulera d'abord devant l'hôtel de ville, où trois allocutions seront prononcées par MM. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint au maire, qui assure l'intérim, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Trois cents personnalités se rendront à Marseille par avion spécial. Le gouvernement sera représenté par le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua.

Un cortège à pied se formera ensuite de la mairie à la cathédrale de la Grande-Major, où aura lieu la cérémonie religieuse œcuménique avant l'inhumation au carré protestant du cimetière Saint-Pierre de Marseille. De samedi 20 heures à dimanche minuit, la dépouille mortelle de Gaston Defferre sera exposée dans une salle de l'hôtel de ville.

A l'approche des imposantes funérailles de l'ancien maire de Marseille, les luttes intestines pour sa succession au sein du Parti socialiste local se sont faites plus sourdes, alors que les enjeux au niveau des instances nationales du parti sont devenus plus visibles.

(Suite de la première page.)

Et cela, son parti n'a pas fini d'en payer le prix, incapable dans l'instant de maîtriser ce qui se profile : le risque d'une catastrophe, ce syndrome chinois menaçant la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

Ce risque, par ricochet, perturbe l'équilibre du Parti socialiste en son entier, déjà singulièrement divisé, donc impuissant en cette affaire. Car, d'évidence, la succession de Gaston Defferre est plus qu'une simple question de succession. Le fait de savoir qui lui succédera à la mairie est moins important que la question d'établir pour qui, et pour quoi.

Gaston Defferre était maire omnipotent. Il avait fait de sa fédération, jusqu'à ces dernières années au moins, un Etat defferrien dans l'Etat socialiste. Impénétrable, ou comme le veut le qualificatif, incontournable.

Cette donnée historique fait l'embarras du présent. Car Marseille n'est pas seulement la deuxième ville de France, celle dont la perte à terme, c'est-à-dire en 1989, serait douloureuse, voire gravissime pour un Parti socialiste qui y avait pris ses aises et ses habitudes depuis trente ans. L'enjeu, certes, est important, et le Parti socialiste n'y est plus en si bonne posture qu'il puisse ainsi gaspiller le sursis accordé par le biais de la succession automatique : trois ans pour se refaire une santé, et d'abord une éventuelle cohésion.

Marseille est aussi la fédération des Bouches-du-Rhône, la deuxième de France, et de celles qui, par tradition et par puissance, font les rois socialistes. Il y a donc, avant les élections municipales de 1989, l'élection présidentielle de 1988. La succession à Marseille est nécessairement, là aussi, un enjeu. La mort de Gaston Defferre au lendemain du comité directeur fédéral du lundi 5 mai où il fut à nouveau mis en minorité a donné à un fait mineur une symbolique extrême : c'est grâce aux voix du courant rocardien (9,6 % des mandats) que Michel Pezet l'a emporté sur son suzerain. Cette symbolique pèse aujourd'hui de tout son poids par une série de ricochets, du Vieux-Port jusqu'à la rue de Solférino, à Conflans-Sainte-Honorine et à l'Elysée.

Comment intervenir ?

Cette hypothèse rocardienne indirecte, bien involontairement illustrée, sur la succession marseillaise n'est pas la seule. L'embarras, pour ne pas dire la division, au sein des instances nationales du PS le prouve. Individuellement, chacun des grands responsables du parti ne peut pas ne pas porter une attention aiguë à ce qui se passe à Marseille. Collectivement, le PS n'a jamais eu meilleure occasion – vieux rêve inaccessible – de pénétrer cet Etat sudiste dans l'Etat ; mais il ne le peut pas.

D'ailleurs, comment intervenir ? La question est encore sans réponse, comme probablement elle l'est en plus haut lieu, à l'Elysée, au premier chef intéressé. Gaston Defferre avait deux dauphins présumés : Michel Pezet et Philippe Sanmarco. C'est-à-dire qu'il n'en avait et n'en voulait aucun. Les circonstances de sa disparition, la violence des affrontements, la nature des enjeux, font l'illogisme de la succession : le seul parti qui reste aux partisans de l'un ou de l'autre, ce n'est point de favoriser l'élection de leur favori, mais d'empêcher celle de l'adversaire. La seule bonne solution est une mauvaise solution : faire qu'aucun des deux chefs de guerre marseillais ne soit maire de Marseille. C'est-à-dire aller au compromis, s'il est possible, à l'intérieur des camps puis entre les camps.

Dans le camp « defferriste », il l'est théoriquement. Quatre « nominés ». Hormis Philippe Sanmarco, ils revendiquent ouvertement la charge, plus que l'honneur, d'être maire. Lucien Weygand a fait savoir qu'il n'entendait point *« être une potiche »* dans la procédure de désignation et qu'il avait *« autant d'arguments que d'autres »*, notamment sa capacité à capter des voix modérément pezetistes. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint sortant et maire par intérim, est prêt, lui aussi, à espérer le fardeau. Enfin, le professeur Robert Vigouroux a répondu par l'affirmative à la question quand elle lui a été posée par Lionel Jospin.

Dans le camp pezetiste, ainsi que l'appellation le prouve, Michel Pezet est le seul possible, sauf à imaginer une manœuvre de diversion.

Que l'un des camps l'emporte, il resterait alors à inventer le compromis des compromis. En l'état actuel des choses, on ne le voit guère, comme on dit, que final.

PIERRE GEORGES.

UNE HUMBLE TOMBE DANS LE CARRÉ PROTESTANT

(De notre correspondant régional.)

Marseille. – Gaston Defferre reposera au vaste cimetière Saint-Pierre de Marseille, dans les quartiers est de la ville. Après sa mort, son entourage a appris, presque par hasard, qu'il y avait acquis une concession de façon anonyme, il y de nombreuses années. Un très modeste emplacement dans le carré protestant, où sa tombe, scellée par une simple dalle, ne se distinguera pas de celles qui l'entourent.

Parmi les unités militaires, M. Defferre appréciait particulièrement celle de la légion étrangère, au sein de laquelle son épouse, Mme Edmonde Charles-Roux, s'était engagée comme auxiliaire féminine pendant la dernière guerre et avait été blessée en participant à la campagne d'Italie. C'est donc la musique de la légion qui marchera à son pas en tête du convoi funèbre, de la mairie à la cathédrale, ajoutant au caractère solennel des obsèques.

POINT DE VUE

Le décentralisateur en Afrique

par LOUIS-EUGÈNE MANGIN (*)

D'AUTRES diront, après Henri Noguères, comment Gaston Defferre – membre comme moi du réseau Brutus – s'imposa dans la Résistance marseillaise dont on sait qu'il fut l'âme ; comment, par la suite, il sut doter Marseille d'une municipalité fonctionnant régulièrement, alors que la IIIe République finissante avait été amenée à la soumettre à l'autorité d'un préfet.

Je voudrais insister pour ma part sur les éminents services qu'il a rendus, dans les derniers temps de la IVe République, à la France et et l'Afrique en transformant, en qualité de ministre de la France d'Outre-Mer, par une loi-cadre les territoires d'outre-mer en Etats autonomes.

Certes, les grandes réformes de l'après-guerre avaient profondément modifié les relations de la France avec ses anciennes colonies, en leur faisant élire des représentants à la Chambre des députés et au Sénat, en confiant à certains d'entre eux des portefeuilles ministériels dans le gouvernement français, par un acte proprement révolutionnaire.

Cependant, si localement les Africains et les Malgaches élisaient des assemblées territoriales, celles-ci, j'en ai eu personnellement l'expérience, ne jouaient en fait qu'un rôle consultatif auprès des gouverneurs et des administrateurs de la France d'outre-mer. Ainsi les Africains contribuaient au gouvernement de la France, mais l'action administrative sur le terrain échappait à leur compétence.

Le mérite de Gaston Defferre a été de créer d'authentiques Etats pourvus d'institutions démocratiques.

Il était généralement admis que les anciennes colonies seraient progressivement émancipées...

Les Anglais, pour leur part, en ont pris conscience dès 1942, après la prise de Singapour par les Japonais – qui a sonné le glas des empires coloniaux – et à compter de cette date, dans toutes les dépendances lointaines, se sont efforcés de donner aux « indigènes » des responsabilités continuellement croissantes dans l'ordre administratif, puis dans l'ordre politique.

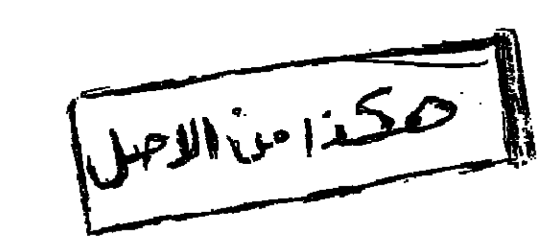
La méthode française a été toute différente, pour parvenir à la même conclusion. La France a de son côté procédé par à-coups, en donnant au politique une priorité absolue.

Seul, Gaston Defferre a compris que l'émancipation devait prévoir une phase d'un intérêt capital pour la préparation des sociétés au passage à un Etat de droit.

Les intéressés ne s'y sont pas trompés. Et si les Etats autonomes institués en 1958 sous l'empire de la loi-cadre Defferre ont été transformés dès 1960 en Etats indépendants, c'est bien malgré leurs dirigeants les plus capables et les plus respectés. Ceux-ci auraient souhaité prolonger d'une dizaine d'années la durée de la validité de la loi-cadre. Il n'en reste pas moins qu'entre 1946 et 1960, soit en quatorze années, les peuples concernés ont été dotés de cadres politiques formés dans nos assemblées parlementaires et dans notre propre gouvernement. Le mérite de Gaston Defferre aura été à cet égard, de faire ce qu'il fallait pour les pourvoir, de surcroît, d'une administration embryonnaire.

Mutatis mutandis, comment s'étonner que le même homme ait été, en qualité de ministre de l'intérieur, le promoteur de la décentralisation dans son propre pays.

(*) *Ancien administrateur de la France d'outre-mer.*



France / société

L'un des assassins du juge Michel a avoué

De notre correspondant

Marseille. – Un succès de la police qu'on n'espérait plus et qui reste, pourtant, décevant. Ainsi, l'assassinat du juge Pierre Michel, abattu à Marseille, en pleine rue, le 21 octobre 1981 à 12 h 45 par deux tueurs à moto, sur lequel on avait cru voir se profiler l'ombre inquiétante de la Mafia, ne serait que la vengeance d'une bande de trafiquants de drogue qui était loin de représenter le dessus du panier de la pègre internationale. Le juge, qui avait en main les dossiers les plus « chauds », qui avait porté des coups sévères aux filières franco-italiennes du trafic de drogue, qu'il avait suivies jusqu'à Palerme, est tombé sous les balles de tueurs agissant pour leur compte et non pour celui de mystérieux « parrains » au pouvoir redoutable, désireux d'intimider la justice tout entière en frappant un coup spectaculaire.

Durant près de cinq ans, les enquêteurs ont piétiné au point que, *faute de preuves*, les trois suspects qui avaient été arrêtés et inculpés – Daniel Danty, Gilbert Ciaramaglia et Charles Giardina – après la découverte de la moto ayant pu servir aux tueurs avaient été libérés sous contrôle judiciaire.

Au cours d'une conférence de presse réunie vendredi 9 mai, M. Jean Geronimi, procureur de la République à Marseille, a révélé : *« Récemment, des éléments de première importance ont été portés à la connaissance de M. Badie, premier juge d'instruction en charge du dossier, par les policiers de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, qui les avaient eux-mêmes recueillis dans le cadre de l'exécution en Suisse d'une commission rogatoire internationale de M. Janin, juge d'instruction à Paris. M. Badie a exploité immédiatement ces renseignements, qui ont abouti à une vaste opération menée conjointement par la direction centrale et le service régional de police judiciaire. Une trentaine de personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Des résultats très positifs ont été atteints, puisque l'une d'elles a avoué être l'un des assassins du juge Michel. »*

Le nouveau juge d'instruction a bénéficié de renseignements recueillis par les magistrats suisses qui conduisaient l'instruction d'une affaire de trafic de drogue qui avait abouti, le 11 novembre dernier, à l'arrestation, parmi d'autres, de trois Marseillais, Francis Scapula, quarante ans, Philippe Wiesgrill, trente-cinq ans, et Charles Altieri, vingt-sept ans. Les deux premiers, sans doute dans l'espoir de bénéficier de la clémence des juges, auraient accepté de faire certaines révélations à propos de l'assassinat de Pierre Michel.

Le premier à être « balancé » semble avoir été Charles Altieri, qui serait le pilote de la moto des tueurs. Le nom du passager, celui qui tenait l'arme, a été lui aussi révélé : il s'agit de François Cecchi, qui purge actuellement une peine de prison à Arras.

Ces révélations ont, sans doute, permis au magistrat instructeur de remonter jusqu'au commanditaire (il se pourrait qu'il y en ait un second), un trafiquant de drogue, François Girard, dit « François le Blond », trente-cinq ans, qui faisait partie de l'équipe du « toubib » André Bousquet, un ancien médecin ruiné par la passion du jeu et qui *s'était converti* en « chimiste » de la drogue. Bousquet avait été arrêté à Palerme, à l'occasion du coup de filet lancé sur la filière franco-sicilienne de la drogue. Ces éléments nouveaux ne blanchissent pas pour autant les précédents inculpés, qui ont joué un rôle de comparses. Deux autres personnes ont été inculpées au soir du 9 mai, dont François Cecchi pour assassinat. Après cinq ans de brouillard, l'affaire de l'assassinat du juge Michel semble résolue, à la manière de ces énigmes policières dont les dernières *éclairent* les quatre cents pages embrouillées qui les ont précédées.

JEAN CONTRUCCI.

A bout portant

De notre correspondant

Marseille. – Le 21 octobre 1981, à 12 h 45, Pierre Michel, *premier juge d'instruction* au tribunal de grande instance de Marseille, rentrait à son domicile sur sa moto. Il s'apprêtait à tourner dans la contre-allée du boulevard Michelet lorsqu'une grosse moto Honda Bol d'or de couleur rouge, montée par deux hommes coiffés de casques intégraux arrive à sa hauteur. Le passager ouvre le feu sur le magistrat, qui chute à terre. *Calmement, le tueur, armé* d'un colt 9 millimètres, achève sa victime à bout portant.

Le juge Michel était chargé de plusieurs « grosses affaires » qui défrayaient *alors la chronique* criminelle. Avec son caractère spectaculaire et dramatique, cette exécution constituait une sorte d'avertissement du milieu à tous ceux qui, comme le magistrat, auraient fait preuve de trop de zèle dans leurs investigations. *Comme on ne prête* qu'aux riches, certains n'hésitaient pas, à l'époque, à voir dans cet assassinat la « main » de Gaëtan Zampa, considéré alors comme le « parrain » de Marseille.

L'instruction, confiée à M. Patrick Guérin, ouvrit la porte à toutes les suppositions. Le seul élément concret fut la découverte, quelques semaines après l'assassinat, de la moto qui avait servi aux tueurs. Les spécialistes de l'identité judiciaire finissaient par découvrir, sous un autocollant, une empreinte de pouce. Elle appartenait à un mécanicien de vingt-quatre ans, Charles Giardina. Par lui, les policiers aboutirent à l'arrestation de Daniel Danty, chez qui la moto avait transité et de Gilbert Ciaramaglia, qui avait été condamné auparavant à dix années de réclusion. Longtemps ils ont été considérés par les policiers comme les meurtriers présumés du juge Michel. Le premier avait indiqué qu'il avait, à la demande de Danty, maquillé une moto Bol d'or sans qu'on ait pu formellement établir que c'était bien celle qui avait servi aux tueurs du juge. La concubine du mécanicien avait dit aux enquêteurs que son ami *« travaillait pour un caïd »* et qu'elle avait cru entendre les trois hommes *préciser qu'« une personnalité de la ville allait être supprimée »*.

Le juge Guérin avait tenté d'interroger Gaëtan Zampa, qui avait été arrêté dans le cours de l'enquête sur l'assassinat d'une de ses relations d'affaires, Gilbert Hoarau. Mais le caïd s'était donné la mort au cours de son procès, en se pendant dans sa cellule en août 1984.

Depuis, faute d'éléments nouveaux, tous ceux qui avaient été soupçonnés avaient été, peu à peu, libérés sous contrôle judiciaire. Ils ont pourtant figuré parmi ceux que les policiers ont ramenés, la semaine dernière, dans le cabinet du nouveau juge d'instruction, M. François Badie, chargé du dossier après le départ de M. Guérin.

Ainsi rebondit une affaire que l'on pensait enterrée. Ce n'est donc ni la Mafia ni Zampa qui étaient coupables, mais, pourrait-on dire, de simples trafiquants de drogue.

J. C.

AU CONGRÈS DES JEUNES AVOCATS A BOURG-EN-BRESSE

Présomption d'innocence pour le garde des sceaux

De notre envoyé spécial

Bourg-en-Bresse. – Les Jeunes Avocats *examineront* avec attention les projets du gouvernement mais ils admettent qu'on transige sur certains principes pour lutter contre le terrorisme. De tendance modérée, ils ont réagi modérément aux propos modérés tenus, jeudi 8 mai, par M. Jean-François Burgelin, directeur de cabinet du garde des sceaux, qui représentait celui-ci à Bourg-en-Bresse (Ain) au 42e congrès de leur syndicat, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA).

M. Burgelin a résumé par une formule balancée la politique de M. Albin Chalandon et sa ligne directrice : *« Ni idéologie sécuritaire, ni utopie rousseauiste. »* Il a rappelé les récents propos du garde des sceaux sur la sécurité et le terrorisme et a insisté, comme lui, sur la prévention. Le président sortant de la Fédération, Me Jean-Michel Ghinsberg (Lyon), avait auparavant rendu discrètement hommage à Me Robert Badinter et invité le gouvernement à se garder de la *« démagogie facile »*. Refusant de trancher ce débat feutré avec le directeur de cabinet du garde des sceaux, les congressistes ont applaudi avec la même ardeur et M. Burgelin et Me Ghinsberg. Rien à voir avec le tollé qu'avait provoqué, chez les mêmes congressistes à La Baule, en 1980, en plein épisode « sécurité et liberté », M. Raoul Béteille, alors directeur des affaires criminelles et des grâces.

Le nouveau gouvernement ne fera pas du Peyrefitte et les Jeunes Avocats s'en félicitent. Ils restent néanmoins vigilants à l'égard de projets que leur nouveau président, Me Paul-Albert Iweins (Paris), a qualifié de *« contradictoires »* tant les *« précisions »* données à leur sujet laissent parfois perplexe. M. Burgelin a ainsi déclaré, à propos des exemptions de peines promises aux terroristes repentis : *« Nous nous posons des questions. »* Précision, plus tard, du directeur de cabinet du garde des sceaux : *« Evidemment, un tel projet heurte certains principes. »*

Ces interrogations ou ces états d'âme ne signifient pas que le gouvernement est prêt à reculer, mais ils montrent que lesdits principes sont parfois difficiles à concilier avec la volonté de l'opinion, convaincue que l'actuel gouvernement fait mieux contre le terrorisme que la majorité d'hier.

Crime spécifique

A certains de ses interlocuteurs avocats, M. Burgelin a confié en privé que le projet du gouvernement de centraliser au Palais de justice de Paris les dossiers de terrorisme serait un projet souple, prévoyant des exceptions lorsque cela se révélera nécessaire. Il s'est aussi ouvert à eux de la difficulté de créer un crime spécifique de terrorisme et de le définir juridiquement. La commission de révision du code pénal, présidée par M. Robert Badinter, avait tenté de résoudre cette difficulté politique et sémantique et y avait renoncé.

Le nouveau gouvernement cherche, lui aussi, à surmonter l'obstacle. Il renoncerait à définir le terrorisme en tant que tel mais en ferait un mobile « colorant » certaines infractions existantes, l'assassinat ou la destruction d'édifice par exemple. L'existence d'un tel mobile entraînerait la désignation de magistrats parisiens et permettrait la prolongation jusqu'à quatre jours de garde à vue de suspects.

Ces précisions ont été généralement bien accueillies par les interlocuteurs de M. Burgelin, séduits par le pragmatisme de la chancellerie et sa modération. Les Jeunes Avocats tiennent, néanmoins, à *faire savoir* qu'ils sont, par principe, hostiles aux procédures d'exception et que, s'ils jugent certaines mesures inévitables, comme celle de porter la garde à vue à quatre jours pour les terroristes, ils souhaitent que cette garde à vue prolongée soit étroitement contrôlée par des juges du siège. *Ils entendent* aussi que les suspects soient informés de leurs droits aussitôt amenés dans un commissariat et espèrent, ainsi, infléchir dans un sens favorable les projets de M. Chalandon, à qui ils accordent, jusqu'à instruction complète du dossier, une sorte de présomption d'innocence.

BERTRAND LE GENDRE.

Sports

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE DE JUDO

La résurrection de Piétri

Champion olympique en titre, l'Autrichien Seisenbacher (moins de 86 kilos) et l'Allemand de l'Ouest Wieneke (moins de 78 kilos) sont devenus avec brio champion d'Europe de judo pour la première fois le 9 mai à Belgrade.

Leurs victoires ont notamment été acquises au détriment des combattants français : Fabien Canu, qui a été battu au premier tour par l'Autrichien, a obtenu la médaille de bronze en surclassant l'ancien champion soviétique de la catégorie, Pesniak ; Marcel Piétri, qui avait remplacé le titulaire de la catégorie Michel Novak, blessé, s'est logiquement incliné en finale contre l'Allemand de l'Ouest.

De notre envoyé spécial

Belgrade. – *« Il y a quatorze mois, je repartais à zéro en championnats interrégionaux, et aujourd'hui je suis sur le podium européen. C'est merveilleux ! »* Une médaille d'argent au cou, Marcel Piétri n'en revenait pas de ce qui venait de lui arriver. Un parcours peu banal, en effet, pour ce professeur d'éducation physique niçois.

A vingt-six ans il pensait avoir tiré un trait sur une carrière de combattant de haut niveau menée, en moins de 71 kilos, dans l'ombre des meilleurs poids légers français. Lors des championnats d'Europe de Paris, en 1983, la Fédération lui avait donné sa *chance*, bien qu'il ne fût pas champion de France. Mais lors du dernier entraînement, son ami *Michel Nowak lui avait déboîté un* genou. Il avait dû laisser sa place au Marseillais Richard Melillo, qui avait profité de l'aubaine pour remporter le titre européen.

Bref, en 1984, Marcel Piétri se retrouve conseiller technique régional de la Fédération de judo sur la *Côte d'Azur. Il n'est plus astreint* de suivre un régime pour respecter la limite des poids légers mais continue de faire de longs footings et de la musculation. Il achète une bergerie dans l'arrière-pays niçois, qu'il commence à retaper.

Il pourrait se consacrer uniquement à l'enseignement. Pourtant, le démon de la compétition le harcèle encore. Il repasse donc son kimono *pour voir ce qu'il pourrait faire dans* la catégorie des mi-moyens (moins de 78 kilos). Et, sans transition, se retrouve en finale du championnat de France. Battu mais content d'en être arrivé là. L'histoire va alors bégayer en sa faveur : Michel Nowak, par la faute duquel il n'avait pas pu défendre sa chance trois ans auparavant, se démet un coude à l'entraînement. Et Piétri fait le voyage de Belgrade...

Récital autrichien

Mais cette sélection, qui arrive à vingt-huit ans, n'est-elle pas un *cadeau empoisonné ? Depuis* plusieurs mois, il a coupé avec l'entraînement de haut niveau à l'Institut national des sports de Vincennes. De surcroît, il n'a pas d'expérience psychologique de ce genre de rendez-vous. Une peur panique de perdre va d'ailleurs le paralyser pendant près de quatre minutes alors qu'il affronte le Yougoslave Lescak, follement encouragé par son public. Fort heureusement, il avait pris, dans les premières secondes du combat, un avantage décisif en faisant basculer l'adversaire par-dessus ses épaules, et cette victoire à l'arraché lui a permis d'accéder à la finale.

Champion olympique à Los Angeles, l'Allemand de l'Ouest Wieneke possède un registre beaucoup plus étendu. Toutefois, après avoir été très généreux dans les combats précédents, il ne s'est pas pleinement *livré en finale pour* éviter d'être déraciné par le Français. Doté d'une ceinture abdominale surpuissante, *Piétri* arrache littéralement ses rivaux qui commettent l'imprudence de trop l'approcher.

A l'inverse de l'autre champion olympique Seisenbacher, qui a *donné un véritable récital de judo* offensif pour décrocher lui aussi son premier titre européen, Wieneke s'est contenté d'une victoire prudente. *« Il est très fort*, a commenté Piétri. *Pourtant, j'ai senti qu'au sol je pouvais reprendre le dessus. Cela me donne envie d'une revanche. Pour l'avoir, il faudra que je batte, l'année prochaine, mon camarade du RCF Michel Nowak. Cela promet une belle empoignade aux championnats de France. »*

ALAIN GIRAUDO.

● FOOTBALL : *Sanction maintenue contre les clubs anglais.* – L'UEFA (Union des associations *européennes de football) a annoncé*, le 9 mai, que les clubs anglais de football seraient à nouveau exclus des compétitions européennes durant la saison 1986-87. Cette décision attendue fait suite à la tragédie du stade du Heysel à Bruxelles, où, le 29 mai 1985, trente-neuf spectateurs avaient trouvé la mort lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Le 2 juin 1985, le comité exécutif de l'UEFA avait exclu, pour un délai indéterminé, les clubs anglais des compétitions qu'elle organise. On estime que la même exclusion sera à nouveau prononcée pour la saison 1987-88.

● RUGBY : *Patrick Estève quitte Narbonne.* – Patrick Estève, trois-quarts aile du Racing Club narbonnais et plusieurs fois sélectionné en équipe de France, a annoncé le *9 mai* son intention de jouer la saison prochaine au stade de Lavelanet (groupe B). Ses obligations professionnelles, a-t-il dit, l'empêchaient de se déplacer fréquemment à Narbonne.

Carnet

Naissances

– M. et Mme Vincent RAEDECKER
et Johanna

ont la joie de faire part de la naissance de

Alexandra,

le 23 avril 1986.

Château de Chaunac,
19460 Naves.
106, rue de Bagneux,
92120 Montrouge.

Décès

– Mme Liliane Aghion,
M. et Mme Raymond Aghion, à Paris,
M. Philippe Aghion, à Harvard,
M. et Mme Frank Young
et leurs enfants, à Lausanne,
Mme Denise Mustaki
et ses enfants, à Milan,
M. *et* Mme Claude Mustaki
et leurs enfants, à Lausanne,
M. André Mustaki, à Pully,
M. et Mme Paul Toriel
et leurs enfants, à Paris,
M. et Mme Éric Toriel, à Bienne,
Les familles Aghion, Weil-Curiel, Braibant, Ismalum, Salama, Rodosli,
Parentes, alliées et amies,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Roger AGHION,

leur très cher époux, frère, beau-frère, oncle, beau-père, parent et ami,
enlevé à leur tendre affection le 3 mai 1986, à la suite d'une longue et pénible maladie, supportée avec courage et foi en Dieu.

Selon le désir du défunt, l'ensevelissement a eu lieu, au cimetière de Bois-de-Vaux le 7 mai, dans l'intimité de sa famille et de ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Prière de ne pas faire de visites.

En mémoire du défunt, des dons peuvent être adressés à la campagne nationale en faveur de la recherche sur le cancer, *CCP 10-6020-2.*

Un merci tout particulier au professeur Léon Schwarzenberg, de *Villejuif* (France), ainsi qu'au docteur Thierry Krafft, de Lausanne.

– Mme Babayou,
Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BABAYOU,
inspecteur central honoraire des impôts,

survenu le 9 mai 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 12 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Paul, 125, rue Louise-Michel, Sartrouville (Yvelines).

9, rue Gabrielle,
78500 Sartrouville.

– Yvonne et Bernard Parquet,
Antoinette et Edouard Parker,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Lay, Parker, Péan, Esquirou, Pache et Fleury,

font part du retour à Dieu de

Daniel PARKER,

le 7 mai 1986.

« Le Seigneur est roi ».
(Psaume 93.)

Un culte de louanges aura lieu au temple protestant de Saint-Martin-de-Ré, le mardi 13 mai, à 15 heures, suivi de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière des Portes-en-*Ré*.

La Freudière,
44118 La Chevrolière (France).
10 *bis*, rue Tahère,
92210 Saint-Cloud (France).

– Les frères des Ecoles chrétiennes,
Les familles Piveteau, Prexl, Guinde,
L'Institut catholique de Paris,

font part du retour à Dieu du

Frère Didier Jacques PIVETEAU,

décédé le 5 mai 1986.

Les obsèques religieuses seront célébrées *en* la chapelle des Carmes, 70, rue de Vaugirard, à Paris-6e, le lundi 12 mai, à 14 heures.

– M. et Mme Joël Poncet
et leurs enfants,
Mlle Christine Poncet,
Mme Irena Zdybicka
et ses enfants,
M. Georges Novel
et ses enfants,
Mme Gabriel Grenot,
Mme Jacques Poncet
et ses enfants,
M. et Mme Jean Blanchard
et leurs enfants,
Les familles Zdybicki, Falkowski et Lewandowski,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la mort de

Mme Jean Joseph PONCET,
née Donata Zdybicka,

le 7 mai 1986 à Paris.

59, rue Latérale,
91800 Brunoy.
139, rue de l'Ouest,
75014 Paris.

– Mlle Marie-Thérèse Renaud,
M. et Mme Michel Bapst,
M. et Mme Christophe Bapst,
M. et Mme Loïc du Breil de Pontbriand
et leurs enfants,
M. Arnaud Bapst,
M. et Mme Benoît Baroux
et leurs enfants,
Mlle Marielle Bapst,

ont la tristesse de *faire* part du décès de

Mme Pierre RENAUD,
née Antoinette Leplatre,

survenu le 7 mai 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 mai, à *9* heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mme Alice Sellier,
son épouse,
Mme Colette Bourgeois-Sellier,
M. Jean-Louis Sellier,
Le docteur et Mme Jacques Sellier,
M. Pierre Sellier,
ses enfants,
ses petits-enfants,
et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Jean Main,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger SELLIER,

survenu le 6 mai 1986, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La messe d'obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 9 mai à Touques (Calvados).

« Le Clos Denis »,
Touques, 14800 Deauville.

Paris. Deauville. Vélizy.

Communications diverses

– PSORIASIS-INFORMATION
ASBL-1911 Nouvelles solutions
International Psoriasis Association
Tél. IPA (1) 43-22-00-09 Paris
de 9 heures à 19 heures.

– Une journée d'études sur le « droit du travail » aura lieu le 12 mai, à l'ancienne faculté de droit, 2, rue Albert-Lautman, 31000 Toulouse, sous la présidence de M. Michel Despax, président honoraire de l'université. Des documents de travail seront distribués en début de séance.

– Une conférence-débat sur *« La vérité sur le 1er mai et les martyrs de Chicago »*, par Maurice Laisant, aura lieu le lundi *12 mai, à 20 h 30*, à la salle de la Libre pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

– Trois journées d'études sur le thème « La socialité, logique des nouvelles *formes sociales »* auront lieu les 12, 13 et 14 mai, salle Louis-Liard (Sorbonne). Elles sont organisées par le Centre d'études *sur l'actuel et le* quotidien (CEAQ) (Sorbonne Paris-V) et le Centre de recherches sur l'imaginaire (CRI). Renseignements et inscriptions : CEAQ, 12, rue Cujas, 75005 Paris. Tél : 43-54-46-56.



A peine la lumière s'était-elle rallumée dans le Grand Auditorium que la salle entière, debout, applaudissait de tout son cœur. Pas de cris, une sorte d'unanimité fervente. Que venait-on de voir ? Un film de la sélection française. Ah ! Celui d'Alain Cavalier sans doute, qui a pour héroïne sainte Thérèse de Lisieux ? Pas du tout, le « putain de film » que Cannes bénissait, c'était Tenue de soirée, de Bertrand Blier (le Monde du 24 avril).

L'IMPRIMATUR

L'OVATION avait commencé dès le début de la projection, dès la première étreinte entre Gérard Depardieu et Michel Blanc. Le Festival ratifiait ainsi l'imprimatur du public (1 200 000 entrées en trois semaines), reconnaissait la beauté et la force d'un vaudeville pathétique qui unit pour la vie un homme, une femme et l'amant de son mari, saluait la performance éblouissante du trio Miou-Miou-Depardieu-Blanc.

LE Festival offrant un triomphe à Tenue de soirée ne faisait en quelque sorte que son devoir. Et permettait de poser cette question : qu'est-ce qui peut désormais choquer au cinéma ? La réponse, optimiste, est celle-ci : rien.

DANIÈLE HEYMANN.

SÉLECTION

PAUVRE PAPILLON, de Raul de La Torre

Une prise de conscience

Quand une femme heureuse se cogne à son passé pour découvrir le présent de son pays, l'Argentine. « Pauvre Papillon » poursuit « l'Histoire officielle » projetée l'an dernier à Cannes.

LE jour où *les alliés entrent* à Berlin, à Mar-del-Plata, une jeune femme à la voix caressante (Graciela Borges) présente une émission-concours du genre débile à la radio argentine, et apprend la mort de son père dont elle a été séparée quand elle était enfant. Mariée avec un chirurgien dont elle a trois filles, elle a été élevée dans la famille de sa mère, catholique. Son père, immigré russe, était juif, socialiste, journaliste. Selon la version officielle, il est mort d'une crise cardiaque, en fait provoquée par un traitement à la « gégène ». Tout le monde le sait, personne ne veut savoir.

A partir de là, cette jeune femme (ce « Pauvre Papillon ») est brutalement projetée dans des mondes qu'elle côtoie sans les connaître. Il y a d'abord les juifs orthodoxes survivants des pogroms, qui en ont trop vu, trop supporté pour fermer boutique à chaque fois que dans le monde un juif se fait descendre. Et les camps de concentration sont géographiquement trop éloignés pour que l'impact émotionnel ait déjà atteint Buenos-Aires.

Il y a aussi les amis politiques du père, qui croient à la démocratie, aux manifestations. Ils ont envahi le repaire d'un groupe néo-nazi et y ont tout cassé. Mais ils se préoccupent modérément du colonel Peron, ne savent pas que ses membres du gouvernement font entrer des criminels de guerre clandestinement par sous-marin, ou tout simplement avec de faux papiers parmi la foule des émigrants qui se déverse en Argentine. A vrai dire, on sait sans savoir. Il y a des morts dans les rues, un climat lourd, un sentiment d'impuissance contre lequel on lutte en se raccrochant à la routine.

Le propos du film de Raul de La Torre rappelle celui de *l'Histoire officielle*, de Luis Puenzo, présenté l'an dernier à Cannes. Les deux ont d'ailleurs le même auteur, Aïda Bortnik, et c'est toujours une affaire d'arbre qui cache la forêt, de vie quotidienne qui rend aveugle à l'histoire, d'une femme borgeoisement heureuse, qui prend conscience. *Pauvre Papillon* est plus raide, plus démonstratif. Chaque personnage a sa place, sa fonction bien déterminées dans le mécanisme de cette prise de conscience. La mise en scène est linéaire, émouvante pourtant. Les acteurs ne craignent ni l'emphase ni le mélo, mais y apportent la violence de leur sincérité. Et nous, nous voyons le détail de ce qui s'est passé là-bas, et comment les chaos de notre apocalypse se sont répercutés dans un pays si lointain, encore enraciné en Europe, et où on ne sait pas comment distinguer la démesure, l'insouciance, la nonchalance, la frénésie de vie ou de mort.

COLETTE GODARD.

L'HOMMAGE A ORSON WELLES

Don Quichotte retrouvé

Trois mois de tournage en 1957, trente ans d'oubli dans un entrepôt de Los Angeles et aujourd'hui quarante-quatre minutes d'un inédit d'Orson Welles, Don Quichotte, *présenté à Cannes en guise d'hommage au maître.*

LONGTEMPS on a douté de l'existence même de certains films d'Orson Welles, dont personne ne pouvait jurer avoir vu la moindre image. Welles ne détestait pas, par tempérament, laisser flotter quelque mystère autour de son œuvre et se ménager des parts d'ombre, des points de fuite. Ainsi le *Don Quichotte*, dont devaient être présentés pour la première fois des fragments à Cannes, le dimanche 11 mai, en hommage au grand magicien disparu le 10 octobre dernier.


CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

Kamirov dans le rôle de Don Quichotte


CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

Des fragments, ce n'est pas le tout, mais c'est déjà beaucoup, et on les doit à la patience de Michel David, chargé de mission à la Cinémathèque française et passionné de Welles. Pour ce que l'on peut savoir de l'histoire du *Don Quichotte*, il paraît certain que le tournage eut lieu en août, septembre et octobre 1957.

Auparavant, Welles avait fait des essais avec Misha Auer et Akim Kamirov dans le rôle de Sancho Pança, mais nul de sait où est la pellicule aujourd'hui. En 1957 donc, Welles tourne avec Kamirov et un comédien espagnol peu connu, Francisco Reiguera, en Don Quichotte. Dès le départ, il a une conception baroque du film dans le film, avec commentaires sur l'œuvre en train de se faire, ainsi qu'un prologue et un épilogue « modernes » où l'on voit Don Quichotte, de nos jours, en automobile.

Quand le montage a-t-il eu lieu ? *Peu après le tournage, sans doute. Il* est frappant de constater à quel point Welles *porte seul son film*, reconstitue tout en studio, à commencer par les voix, puisqu'il double lui-même Kamirov et les autres, plusieurs séquences ayant *été* tournées en muet, semble-t-il.

Selon les dernières volontés de Welles, Paola Mori, l'épouse légitime, a hérité des droits sur les films « achevés » et d'une maison à Malibu. C'est à Oja Kodar, la compagne de Welles depuis *le Procès*, que sont revenus les droits des films « inachevés », *l'Autre côté du vent*, *le Marchand de Venise*, *The Deep*, *Don Quichotte*, ou *Jangadeiro*, le seul sketch survivant de *It's all true*, tourné en 1942 au Brésil.

« *Oja Kodar*, raconte Michel David, *nous a indiqué où se trouvait le film* (Don Quichotte), *sous un faux titre, dans un entrepôt de Los Angeles. Mais le négatif est à Rome, chez un ami de Welles, le producteur Tasca di Cuto, 900 kilos de bobines d'une durée moyenne d'une minute, déjà découpées par Welles, mais non répertoriées, soit plus de cinq heures environ, jamais développées, jamais vues. A Cannes, on va montrer quarante-quatre minutes du* Don Quichotte, *restaurées au minimum, choisies sur quatre-vingt-dix minutes de film déjà monté et dont on est sûr qu'elles portent la patte de Welles. L'histoire est-elle compréhensible ? Sans doute non, d'autant que le son manque parfois. Mais ces images, que vous découvrirez à Cannes, personne d'autre que Welles ne les a jamais vues.* »

La Cinémathèque va continuer de développer et monter le reste du négatif, ce qui prendra au moins un an, pour un résultat, pour le moment, imprévisible. Quel montage adopter ? On pense que le tournage s'est déroulé au Mexique, mais certains plans évoquent Tolède. Tous les acteurs et participants sont morts, le seul témoin de l'aventure demeurant Paola Mori, qui vit aujourd'hui quelque part à Los Angeles.

Welles, bien sûr, n'a laissé aucune note, aucune indication sur le travail à effectuer. Pour garder sa liberté, par goût de l'inachèvement, peut-être. Le fait est qu'on ne fera pas du Welles sans Welles, et qu'on ne *connaîtra jamais vraiment* — quelle que soit la piété des archéologues — *le visage exact du chevalier errant* que Welles avait en tête.

MICHEL BRAUDEAU.

Un banquier sur la Croisette

« SI Pirates *ne marche pas, le cinéma français et tout son système vont prendre un sérieux coup.* » Quelques heures avant la première du film de Roman Polanski, Gérald Calderon, président de l'UFCA (Union pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel), croise instinctivement les doigts : la superproduction a coûté 250 millions de francs, soit vingt-cinq fois plus qu'un film français traditionnel. Son échec entraînerait non seulement la faillite du producteur et du distributeur mais aussi de grosses difficultés en cascade pour les laboratoires, les studios et les banques qui ont financé l'opération à des titres divers.

Folie des grandeurs ? « *Si on ne prenait pas de tels risques, il n'y aurait pas de cinéma* », tranche Gérald Calderon. Avis autorisé puisqu'il émane de l'homme qui, depuis plus de vingt ans, est le banquier du cinéma français. N'imaginez pas un quinquagénaire bedonnant, cigare aux lèvres, starlette sur les genoux, feuilletant négligemment un scénario. Si l'élégante silhouette de Gérald Calderon hante volontiers les festivals, le président de l'UFCA jure ses grands dieux qu'il n'a jamais ouvert un synopsis. Il est bien loin le temps où un responsable d'un grand groupe d'assurances se vantait de financer directement la production en garantissant les recettes des films. Son goût très sûr lui valut quelques milliards de pertes...

L'UFCA, qui regroupe une dizaine de banques, ne joue pas au producteur. Etablissement d'escompte, elle ne garantit pas les recettes mais prête de l'argent sur la signature des distributeurs. Ainsi, elle minimise ses risques : par sa surface financière, un distributeur offre plus de répondant qu'un producteur. « *Si le film est un succès*, explique Gérald Calderon, *pas de problème : chacun récupère sa mise. Quand ça tourne mal, les relations entre les partenaires perdent un peu de leur correction et le travail du banquier devient délicat. On ne peut pas confier ça à n'importe quel comptable : il faut bien connaître la profession et ses règles pour s'en tirer sans trop de casse.* »

La profession du cinéma, Gérald Calderon l'a épousée très tôt. Entré à la banque Worms en 1951 comme simple comptable, il délaisse volontiers les colonnes de chiffres pour la réalisation de films animaliers. Il travaille avec Paul Painlevé et Pierre Braunberger, le producteur de la nouvelle vague, rencontre Godard et Truffaut, fait un long métrage avec Jean Rostand, et se retrouve avec un prix au Festival de Berlin. Décidé à exploiter les compétences cachées de son collaborateur, la banque Worms offre à Gérald Calderon la direction des studios de Billancourt, puis un poste d'administrateur à la SOFED-SOFIDI, ancêtre de l'UFCA. Elle y ajoute plus tard la présidence des laboratoires de Vidéo Communication France et celle de Télé-Images, filiale d'Havas.

Entre les multiples conseils d'administration, la vie n'est pas de tout repos. Surtout lorsque la machine s'emballe, comme en 1985, l'année noire du cinéma français.

« *L'intensification de l'aide de l'Etat, la concurrence entre établissements de crédit ont rendu le financement des films plus facile*, explique Gérald Calderon. *On est passé brusquement de 180 millions de francs à 550 millions d'encours bancaires à un moment où toute la France souffrait de l'encadrement du crédit.* » Le résultat de cette euphorie cinématographique est spectaculaire : la production explose au moment où la fréquentation des salles décline. Pris en tenaille, les trois quarts des distributeurs français déposent leur bilan.

L'alerte a été très chaude. Aujourd'hui, Gérald Calderon resserre les vis et engage les producteurs à se montrer plus prudents. Pour compenser la soudaine fragilité des distributeurs, il cherche d'autres garanties sur les catalogues de droits des producteurs, nouvelles mine d'or de l'audiovisuel. Il s'intéresse aux coproductions européennes en fondant un club de banquiers avec des Italiens et des Espagnols. Le système financier du cinéma français retrouve peu à peu son équilibre. Pourvu que le navire des *Pirates* ne fasse pas naufrage !

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un « film Aid »

Le chanteur de rock Bob Geldof, animateur irlandais de la campagne contre la faim dans le monde, est attendu à Cannes. L'organisateur de Band Aid doit en effet annoncer au Pavillon britannique la production d'un « film Aid », pour venir au secours du tiers-monde.

Culture

MUSIQUE *Ouverture du Mai de Bordeaux*

La vogue rossinienne

Plus qu'une vogue ou qu'une vague : un raz-de-marée. Rossini revit subitement sur les scènes du monde entier. Et voici qu'on découvre tous ses visages. Il n'avait que vingt ans lorsqu'il écrivit son premier succès, intitulé comme il se doit Pierre de touche.

INAUGURER le Mai de Bordeaux par une exposition Boncard au moment où l'on sort enfin de la pluie et du froid, c'est ouvrir brusquement une fenêtre sur le printemps, la lumière et le bonheur. M. Philippe Le Leyzour, conservateur du Musée des beaux-arts, a réuni un admirable ensemble de cent trente-quatre toiles, lithographies et gravures accompagnées par un catalogue d'une belle écriture et d'une intuition aiguë qui permet de le savourer longuement.

Ce même vendredi au Grand Théâtre, un opéra peu connu de Rossini marquait le début du beau programme musical qui va se dérouler sans interruption jusqu'au 25 mai à Bordeaux dans les châteaux, les églises et les villages des environs avec nombre de très grands artistes et des œuvres telles que *le Roi David* d'Honegger ou *la Légende de sainte Elisabeth* de Liszt.

Rossini n'avait que vingt ans quand il écrivit *Pietra del Paragone* (« la pierre de touche ») qui lui valut son premier vrai succès : cinquante-trois *représentations* d'affilée à la Scala de Milan en 1812. Succès mérité car *cet opéra-*bouffe révèle déjà la plupart des qualités d'*ultérieurs chefs-d'œuvre.* Le style est vif, l'écriture vocale pleine d'aisance, avec *de multiples* saillies comiques concassant les mots ; *les ensembles accumulent* les procédés comme les nuages l'électricité, *jusqu'au moment* où ils vont crever en orages selon la technique déjà *infaillible du crescendo* ; les airs utilisent la virtuosité de l'opéra-seria pour caricaturer des personnages, mais souvent aussi chanter avec simplicité *la tendresse* et *l'amour* ; et l'orchestre pétillant nous offre par *exemple un avant-goût de l'orage du Barbier de Séville.*

Le public a fait un triomphe à cette œuvre à l'issue d'une représentation de bonne *qualité. Mais la* vogue de Rossini est telle aujourd'hui qu'on serait en droit d'exiger davantage. Cette vogue en effet tend à la banalisation ; les procédés du compositeur sont trop semblables d'une partition à l'autre et les livrets trop sommaires (ici un comte qui met à l'épreuve trois femmes prétendant l'aimer en leur faisant croire qu'il est ruiné), pour qu'à la longue on n'éprouve pas une sensation de lassitude devant des réalisations rapides utilisant un vocabulaire musical et théâtral éprouvé, comme c'est ici le cas.

Vivante, amusante, un peu surchargée de gestes et d'effets assez gros, *la mise en scène* de Jean-Louis Thamin n'éclaire guère l'action, et *les décors* de Matias ultra-réduits relèvent du passe-partout banal. La distribution homogène et honorable ne compte guère de belles voix, à l'exception de Raul Gimenez, dont le goût et l'élégance ont soudain fait passer un souffle de musique délicieuse dans l'air des ténors du deuxième acte sur un accompagnement aérien.

Sesco Bruscantini (le comte) n'a plus beaucoup d'étoffe vocale si le phrasé et l'expression restent savoureux. Et la voix de Raquel Pierotti a un côté si dur et masculin que l'on ne s'étonne pas de voir ce délicieux personnage apparaître au dernier acte en capitaine moustachu. Mais la représentation est menée avec beaucoup d'entrain par Klaus Weise à la tête d'un orchestre sans finesse excessive.

Si l'on veut que la vogue – ou la vague – rossinienne ne retombe pas, il faudra à l'avenir s'attacher à traiter chaque œuvre pour elle-même *avec autant de soin* et d'originalité qu'un opéra de Mozart ou de Verdi,*comme on* l'a si bien fait depuis quelques années pour *Semiramis, Tancrède, Moïse, la Dame du lac, le Voyage à Reims,* voire *Otello.* Ce *sont* les *opéras-bouffes*, parce qu'ils paraissent aller de soi, *qui ont jusqu'ici le moins été* touchés par ce travail de rénovation si fructueux.

JACQUES LONCHAMPT.

DANSE *La création du Ballet du Louvre*

« Giselle » aux Seychelles

Le Ballet du Louvre, dont la tournée commence en France, ne nous vient pas précisément des bords de la Seine. Nous sommes allés en chercher la genèse aux Seychelles.

AVEC un peu d'imagination la création du Ballet du Louvre constitue un excellent livret de comédie musicale : un milliardaire au nom prédestiné – Birling – vice-consul de Madagascar, à Genève de surcroît, rencontre une belle danseuse de l'Opéra, Catherine Bellem, et lui offre une compagnie de danse avec laquelle elle se produit. On imagine la *grande scène finale, Giselle* à l'île de Mahé sous les cocotiers.

La réalité est plus sage. André Birling, Français résident en Suisse, décide de s'associer avec le secrétaire principal aux finances et au tourisme des Seychelles, Guy Morel, pour favoriser la venue d'artistes dans les îles. Projet qui a conduit finalement à la fondation d'une société anonyme française, le Ballet du Louvre.

André Birling refuse d'être considéré comme un *mécène.* Il *grince* des dents lorsqu'on le qualifie de balletomane. Il se veut un homme d'affaires qui vend un produit fini – un spectacle de danse – en s'efforçant d'équilibrer recettes et dépenses.

« *Le Ballet du Louvre*, précise-t-il, *n'est pas subventionné par le gouvernement des Seychelles. La production de* Giselle *est financée à 50 % par les Seychelles et à 50 % par moi. Mais d'autres opérations pourraient être envisagées avec d'autres partenaires.*

» *On a dit que j'avais les banques suisses derrière moi, c'est faux. Je suis profondément attaché aux Seychelles et, comme il existe là-bas un vieux fond de culture française, j'ai pensé mêler l'utile et l'agréable en révélant à la population, qui n'a jamais vu une représentation de ballet, le chef-d'œuvre de notre répertoire,* Giselle. »

Délire dans la salle des fêtes

Elle aura déjà bien bourlingué cette Giselle. Dès 1846, une Américaine, Ann-Mary Lee l'importait à Philadelphie. On l'a vue récemment dansée par le Harlem Ballet, qui a transposé l'action dans les bayous de Louisiane. Elle vient d'être donnée à Pékin.

Aux Seychelles, c'était le délire. Comme il n'existe pas de théâtre à Victoria, le gouvernement a fait équiper la salle des fêtes d'un lycée à Anse-Royale. Des vagues d'applaudissements ont accueilli Noureev et Sylvie Guilhem, invités avec quelques autres danseurs de l'Opéra de Paris. L'inconnue restait le comportement de la compagnie, formée en peu de temps d'éléments divers. Bien entraînée par Genia Polyakov, elle s'est révélée d'une bonne qualité. Le public français peut aujourd'hui en juger (1).

Pour durer, le Ballet du Louvre doit réussir à conquérir le marché international. « *Il nous faudrait trois représentations par semaine pendant un an et demi pour éponger les frais d'investissement* », assure André Birling. Mais le carnet de commandes est déjà bien rempli. Une *Coppelia* est prévue pour l'an prochain, avec des artistes invités de renommée internationale, Ghislaine Thesmar, Carla Fracci, Peter Schaufuss ou Michel Baryschnikov.

MARCELLE MICHEL.

(1) Le Ballet du Louvre danse *Giselle* à Aulnay-sous-Bois, à l'espace Jacques Prévert, le 11 mai ; le 13 mai, au château de la Malmaison. Du 15 au 22 mai, il sera à Nice-Acropolis, et en juillet à Théoule.

■ **CARRÉ RIVE GAUCHE.** – **Pour la dixième année consécutive, les antiquaires du Carré Rive Gauche, qui de quatre-vingts sont passés à cent trente, exposeront pendant cinq jours leurs « objets extraordinaires ». Le Carré Rive Gauche réunit les commerçants des rues des Saints-Pères, de l'Université, du Bac, de Lille, de Beaune, de Verneuil et du quai Voltaire. Ils sont ouverts du 22 au 26 mai, de 11 heures à 22 heures, dimanche inclus.**

■ **1,32 MILLION DE DOLLARS POUR UNE SCULPTURE DE DAVID SMITH.** – ***Voltri-Bolton XXIII,* du sculpteur américain David Smith, a été vendu le 6 mai chez Christie's à New-York. Une toile de Jasper Jones, estimée à plus de 2 millions de dollars, somme record pour un artiste vivant, n'a pu trouver acquéreur.**

CINÉMA

« LA MACHINE A DÉCOUDRE », de Jean-Pierre Mocky

Jean-Pierre Mocky aime les galeries de monstres, l'humour noir et les atmosphères glauques qui tournent au cauchemar. Dans le meilleur des cas, cela donne *A mort l'arbitre,* qu'il a signé il y a deux ans. Son dernier film, *la Machine à découdre,* est bâti sur le même principe : une course-poursuite avec unité de temps, de lieu et d'action. Pendant une demi-journée, dans une petite ville de la Côte d'Azur, un médecin fêlé joue une partie de cache-cache avec la police. A ses côtés, deux otages, sa « fiancée », une chanteuse paumée (Patricia Barzuk), et un écolo pacifiste autrichien (Peter Semler). Son obsession : « Construire un hôpital pour les victimes de la guerre. » Ceux qui font mine de lui résister connaîtront la « machine à découdre », un revolver que lui a procuré, malgré lui, le jeune Autrichien.

Mocky se livre au passage à son jeu de massacre habituel. Si habituel qu'il semble ne plus y croire beaucoup. Au lieu d'être cruel, le trait est flou, incertain. La caricature devient stéréotype. Seul le personnage qu'il interprète, celui du médecin fou, a une certaine épaisseur. Dommage, car, malgré tous ses défauts, *la Machine à découdre* reste un film d'auteur.

E. de R.

« SOLEIL D'AUTOMNE », de Bud Yorkin

Harry est ouvrier métallo à Seattle. *Cinquante ans, trente ans de* mariage heureux, deux filles, des *petits enfants. En allant fêter son* anniversaire dans un bar avec des *copains, il s'éprend de la nouvelle* serveuse, veuve encore jeune. C'est *ainsi que les existences les plus for*melles se mettent à ressembler à *des mélodrames.*

Bud Yorkin, qui n'avait pas *tourné depuis une bonne dizaine* d'années, revient au cinéma avec cette *chronique du trouble de la cin*quantaine : quelque chose comme *« une autre femme, une autre chance »*, mais on n'est pas chez Lelouch et le récit s'étire au rythme des déchirements et des scrupules de ces êtres qui ne veulent pas se faire de mal. Gene Hackman, Ellen Burstyn et Ann Margret ont suffisamment de talent pour nous faire oublier qu'ils sont des stars. Pour *nous faire croire au mélodrame.*

JACQUES SICLIER.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4222

HORIZONTALEMENT

I. Un futur très proche. Un des compagnons de la « chanson ». – II. Si elle refuse ses faveurs, c'est que vraiment elle est au bout du rouleau. Fait un tour et puis s'en va. Un homme d'ordre dans tous les sens du terme. – III. Veille au grain. Son pas n'est jamais lourd. – IV. Mis à jour. N'est donc pas faite pour dissiper la gêne. – V. La moitié de cent. Ont donc reçu de bons soins ou ont été malmenés. – VI. L'Alsace et la Lorraine. Ne manque ni de panache ni de noblesse. Premier prix d'un *concours de tir à* l'arc. – VII. Demande de dénonciation. Le genre d'étude qui mène droit à la licence. – VIII. Clameur de cirque. (Graphie admise). Une nourrice qui perdit les sens. Cours de géographie qui devint un cours d'histoire. – IX. De nature ardente. Indéfini. Est donc sur le sol ou sous le sol. Lettre. – X. Touche finale des salades de lardons. Indéfini. Très délicate. – *XI. Chemin de fer. Elément d'une* tenue pour officier. – XII. A donc *été trouvé. Bon pour accord. Haut* lieu de la culture de la fleur. – *XIII. Symbole chimique. Pour les* sportifs de haut niveau. Plus il rayonne et plus il fait des heureux. Le supplice du feu. – XIV. Personnel. Ne soigna pas sa « dent » avec sagesse. Bourreau des cœurs. – XV. Forme d'aliénation. Essayer de faire prendre ou éviter d'être pris. Est paresseux mais pas comme une couleuvre.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	■							■							
II									■			■			
III										■	■				
IV				■									■	■	
V		■		■			■								
VI				■				■					■		■
VII				■											■
VIII		■					■				■				
IX						■			■				■		
X			■				■								
XI	■														■
XII							■			■				■	
XIII			■					■				■			
XIV			■					■		■					
XV					■						■				

VERTICALEMENT

1. Bonne pâte à modeler. Barre. – 2. Bien ou mal timbré. N'est donc pas resté dans l'ombre. Une idée qui ne manquait pas de sel. – 3. Nous en fait voir de toutes les couleurs. Peut être manipulé par des pontes. – 4. *Le genre de service qu'on ne* peut pas rendre. On les voit arriver *d'un mauvais œil.* – 5. Avait un esprit de liberté autant que de liberté d'esprit. – 6. Elle peut être lâche et avoir un certain cran. Machines à vapeur. – 7. Base d'histoires écossaises. Symbole. Laisse froid. – 8. Essence naturelle. Sel de l'acide borique. – 9. Roi légendaire de Thèbes. Le mal de la jeunesse. – 10. Note. Résout bien des problèmes à partir d'un mauvais calcul. – 11. Suffixe ou préfixe. Réserve de dragées. Le péril jaune. – 12. Engage ses représentants à la commission. Forme de pouvoir. – 13. Partie du globe. Personnel. Héros d'une œuvre qui ne manque pas de génie. – 14. Peut faire une chute en courant. Aperçu. L'esprit et la lettre. – 15. Mauvaises rencontres. S'articule avec un os. Lorsqu'il court, il a des ailes.

Solution du problème n° 4221

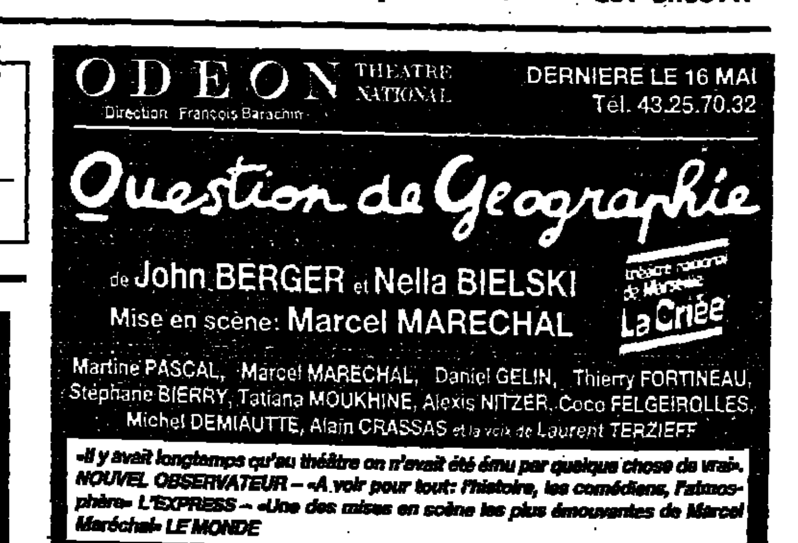
Horizontalement

I. Débauchés. – II. Enivré. Ni. – III. Bégonias. – IV. Aériennes. – V. En. Tam. – VI. Ce. Eculés. – VII. Asa. Arène. – VIII. DCA. Lecce. – IX. ER. HE ! Tes. – X. Robe. Ne. – XI. Ecumeuses.

Verticalement

1. Débarcadère. – 2. Enée. Escroc. – 3. Bigre ! Aa. Bu. – 4. Avoine. Hem. – 5. Urne. Calé. – 6. Ceinture. Nu. – 7. Analectes. – 8. Ensemence. – 9. Si. Sées.

GUY BROUTY.



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AMÉRIQUE, Escalier d'or (45-23-15-50), sam. : 20 h 30.

DAUPHIN, FILS DE HENRI IV, Petit Rond-Point (42-56-70-80), sam : 18 h 30.

VIE ET MORT DE PASOLINI, Tourtour (48-87-82-48), sam. : 22 h 30.

LES ILES, Centre Georges-Pompidou (42-77-12-33), sam., dim. : 20 h 30.

LA PANTHÈRE REPENTIE, Potinière (42-66-44-16), sam. : 21 h.

DISSIDENT IL VA SANS DIRE, Théâtre Noir (43-46-91-93), sam. : 20 h 30 ; dim. : 17 h.

AVENTURES DU BARON DE FENEST, Châtenay-Malabry, Campagnol (46-61-33-33), sam : 20 h 30.

GHETTO, Créteil, maison des Arts (48-99-00-50), sam. : 20 h 30.

LE BOURGEOIS GENTILHOMME, Comédie-Française (40-15-00-15), sam. : 20 h 30.

LE BOURREAU D'ANTIGONE, Carré Silvia-Monfort (45-33-66-70), sam. : 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam., 19 h 30 : Soirée de Ballets (Fantasia semplice, les Mirages, Adame miroir, Agon).

SALLE FAVART (42-96-06-11), dim. 15 h : la Fille du régiment ; sam., 19 h 30 : Soirée de l'Ecole de danse.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), dim., 20 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; dim. à 14 h 30, sam., à 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre : sam., à 20 h 30, dim. 15 h : Electre ; Théâtre Gémier : sam., à 20 h 30 : Arlequin poli par l'amour, la Tête noire.

ODÉON (43-25-70-32), sam., à 20 h 30 ; dim. 15 h : Question de géographie.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), sam., dim., à 18 h 30 : les Baigneuses de Californie ; sam., dim. : 21 h 30 : Perséphone, de Y. Ritsos.

TEP (43-64-80-80), sam., à 20 h 30 : Portrait de famille ; Cinéma : sam. à 14 h 30 ; dim. à 20 h : Madame et son clochard, de N.Z. Léonard (vo) ; Papa est en voyage d'affaires, de E. Kusturica (vo).

BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma-Vidéo, Vidéo-Information : Tlj à 13 h, Mai 1968, d'A. Harris, A. de Sédouy, J.-P. Thomas ; à 16 h, Corsikayak, de L. Chevalier ; L'année du ballon, de H. De Turenne ; à 19 h, Cinéma et réalité, de G. Dufaux ; Vidéo-Musique : Tlj à 13 h, Ph. Herreweghe fait chanter Brahms, d'A. Faisandier ; à 16 h, Madame Butterfly, de Puccini ; à 19 h, The Catherine Wheel, de D. Byrne ; *Concerts-spectacles au café viennois* ; Théâtre : sam., dim., à 18 h 30 : Pour Jura Soyfer.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), *sam., à 20 h 30 ; sam. à 16 h* : dim., 14 h 30 et 18 h 30 : Musique populaire d'URSS/Grandes voix du Bolchoï.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Danse : sam., à 20 h 45 : Carolyn Carlson.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), sam., à 20 h 30 : Le bourreau d'Antigone, par le Théâtre de l'Air ; dim. de *16 h à 17 h 30* : veillée antillaise (théâtre pour enfants, contes et musiques) ; de 19 h 30 à 21 h : musique des Mornes (groupe Wouspel).

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 45 : Il pleut, si on tuait papa-maman (à partir du *13*).

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71) *sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Lily* et Lily.

ARCANE (43-38-19-70) sam. 20 h 30, dim. 18 h : Miss Tootlie-Pootlie.

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-79-06-18) sam. 20 h 30, mat. dim. 17 h : la Dupe.

ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23) sam. 21 h, dim. 15 h : le Sexe faible.

ATELIER (46-06-49-24) sam. 21 h, dim. 15 h : Hot House.

ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (47-42-67-27), salle Ch.-Bérard, sam. 20 h 30 : Fragments lunaires.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), dim. 11 à 13 h : le Mahabharata (cycle entier).

BOURVIL (43-73-47-84) sam. 16 h + 20 h : Pas deux comme elle ; sam. 17 h 30 + 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) sam. 20 h, dim. 16 h : Rififoin dans les labours ; *sam. 22 h, dim., sam. 20 h* : la Mort, le Moi, le Nœud.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15) sam.-dim. 20 h 45 : Entre le rêve et l'illusion (dern.).

CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil (43-74-24-08), sam. 18 h 30, dim. 13 h : l'Histoire terrible mais véritable de N. Sihanouk, roi du Cambodge ; sam. : 2e partie) ; Epée de Bois (48-08-39-74), sam. 20 h 45 : Paradoxe sur le comédien.

CINQUANTE THEATRE (43-55-33-88) sam. 21 h, mat. dim. 16 h 30 : La femme qui frappe.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69) sam. *20 h 30* : Galerie Antoine et Cléopâtre sam. 20 h 30 : Scènes particulières d'une journée ordinaire Grand Théâtre sam. 20 h 30 : Arlequin serviteur de deux maîtres.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41) sam. *21 h*, dim: *15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.*

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h 30 : L'âge de monsieur est avancé.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) sam. 21 h : Poil de Carotte.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chrysis.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31) sam., dim. 20 h 30 : Phèdre.

DAUNOU (42-61-69-14) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut !

DÉCHARGEURS (42-36-00-02) sam., 22 h : 15 : les Voisins (dern.).

DIX HEURES (46-06-07-48) sam. 17 h 30 + 20 h 30 : la Femme assise ; sam. 22 h : l'Homme de parenthèse.

DIX-HUIT-THÉÂTRE (42-26-47-47) sam. 21 h, dim. 16 h : l'Avion dans la *tête* (dern.).

EDEN-THEATRE (43-56-64-37) sam. 21 h : *Du sang sur le cou du chat.*

EDOUARD-VII (47-42-57-49) sam. 20 h 30, *dim. 15 h 30 : la Répétition.*

ESCALIER D'OR (45-23-15-10) sam. 21 h, dim. 18 h 30 : *Amérique.*

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), sam. 20 h 30, *dim. 16 h : la Stratégie des papillons* (dern.).

ESPACE KIRON (43-73-50-25) sam. 21 h : les Fantaisistes.

ESPACE MARAIS *(42-71-10-19)* sam. 20 h 30 : Europa ou la tentation d'Antonio.

ESSAION (42-78-46-42) sam. 19 h, dim. 15 h : Histoires québécoises ; sam. 17 h + 21 h, dim. 17 h : Il était une fois... un cheval magique.

FONTAINE (48-74-74-40) sam. 21 h, sam. 16 h 30 : Femme.

GALERIE 55 (43-26-63-51) sam. 20 h 30 : The Fantasticks.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61) sam. 19 h, dim. 15 h 30 : Tant que vivray ; sam. 21 h : Gaston H.

HUCHETTE (43-26-38-99) sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LA BRUYERE *(48-74-76-99)* sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : Vieilles Canailles.

LUCERNAIRE *(45-44-57-34)* sam. : I. 19 h : Pour Thomas ; 20 h : Rires de crise ; II. 19 h : Pardon M. Prévert ; 21 h 45 : Témoignage sur Ballyberg ; 21 h 30 : Si on veut aller par là.

MADELEINE (42-65-07-09) sam. 21 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

MARAIS (42-78-03-53) sam. 20 h 30 : l'Eternel Mari.

MARIE-STUART (45-08-17-80) sam. 22 h : Haute Surveillance ; 20 h 15 : Savage Love.

MARIGNY (42-56-04-41) sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon.

MATHURINS (42-65-90-00) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Partage de midi.

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six.

MOGADOR (42-85-45-30) sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 16 h : la Femme du boulanger.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Grande salle sam. 20 h 45, mat. dim. 15 h 30 : le Veilleur de nuit. – Petite salle sam. 21 h, dim. 16 h : Marx et Coca-Cola.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Berlue.

ŒUVRE (48-74-42-52) sam. 20 h 45, dim. 16 h : La mienne s'appelait Régine.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). I. sam. 21 h, dim. 17 h : Et Juliette ; II. sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : Speedy Banana ; 22 h 30, *dim. 15 h* : Rufus (300 dern.).

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Voisin, voisine.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68) sam. 21 h, dim. 16 h 30 : les Trompettes de la mort.

PLAISANCE (43-20-00-06) sam. 20 h 30 : Operaphorisme.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). I. sam. 19 h 30, dim. 15 h : Ma'Dea. II. sam. 21 h 15, dim. 17 h : la Poule d'en face.

POTINIÈRE (42-61-42-53) sam. 21 h : la Panthère repentie.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47) sam. 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) sam. 21 h : Nuit d'ivresse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10) sam. 18 h, dim. 15 h 30 : le Confort intellectuel.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. sam. 20 h 30 : Huit clos. III. sam. 20 h 30 : Tous en scène.

TEMPLIERS (42-78-91-15) sam. 20 h 30 : Rêverine.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02) sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DU FORUM (43-66-67-83) sam. 21 h, dim. 17 h : Ben Donald.

THEATRE DE L'ILE ST-LOUIS (46-33-48-65), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30 : Astro Follies Show.

THEATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65) sam. 20 h 30, mat. dim. 17 h : les Tribulations de Pierre, Paul, Gédéon Proux, huissier de justice.

THEATRE DE LA PORTE GENTILLY (48-06-65-52) sam. 20 h 45 : Impasse du désir.

TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53) 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : le Tombeur.

TINTAMARRE (48-87-33-82) sam. 20 h 15 : Ça swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y-a-t-il un flic dans la salle ? ; ven. 18 h 30 : Buffo.

TH. DE PLAISANCE (43-20-00-06) sam. à 20 h 30 : Opéraphorisme.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). I. Grande Salle sam. 20 h 30 : le Cid ; sam. 18 h 30 : Jacques le Fataliste. – II. Sam. 20 h 30, dim. *15 h* : Reviens, James Dean, reviens. sam. 18 h 30 : Dauphin fils de Henri IV.

THEATRE 13 (45-88-16-30) sam. 21 h, dim. 15 h : Une petite douleur.

TOURTOUR (48-87-82-48) sam. 18 h 30 : Mary contre Mary (dern.) ; 20 h 30 : Dernier show en Cochinchine ; 22 h 30 : Vie et mort de P.-P. Pasolini.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40) sam. 20 h 30 : Ariane ou l'âge d'or.

VARIÉTÉS (42-33-09-92) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Dégourdis de la 11e.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Touche pas à mon vote.

DEUX ANES (46-06-10-26) (sam.), 21 h 30, dim. 15 h 30 : la France au clair de l'urne.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), sam., dim. 20 h 30 : Bill Baxter.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), sam. 18 h et 21 h : le *Grand Orchestre du Splendid.*

Samedi 10 - Dimanche 11 mai

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; sam. 19 h : le Rat dans la contrebasse.

DÉJAZET TLP (48-87-97-34), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Henri Tachan.

PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95), sam., dim. 22 h : J. Dulac et le mime Daniel.

TOURTOUR (48-87-82-48), les 11, 12 à dim. 20 h 30 : Patricia Lai.

Les concerts

SAMEDI 10 MAI

Radio-France, Perspectives du XXe siècle, 18 h : même ensemble (Berg, Korelis, Rivière, Fusto-Lambezat, Kasaï).

Eglise Saint-Merri, 21 h : H. Jeanney, F. Aladjem (Beethoven, Saint-Saëns, Prokofiev).

Théâtre 18, 16 h 30 : M. Tamestit, P. Moragues, P. Bouyer (Bartok, Stravinsky, Katchatourian).

Notre-Dame de Paris, 20 h 30 : Orchestre Dordts Kamerorkest de Dordrecht, dir. J. Ivens, Chorus residentiekoor de La Haye (Haendel).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 16 h 45 : Groupe instrumental de Paris (Mozart).

Café de la Danse, 20 h 30 : Paire de Mots-Notes (D. Jisse, H. Fourès, P. Degli-Esposti).

Table Verte, 22 h : G. Ghanassia (Liszt, Albeniz, Chopin).

DIMANCHE 11 MAI

Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées, 11 h : Quatuor de Berne (Mozart, Bartok).

Eglise Saint-Merri, 16 h : A. Melchior, C. Cukerstein, H. Sato (Brahms, Beethoven, Schumann, Chostakovitch).

Notre-Dame-de-Paris, 17 h 30 : T. Van Eyk (Marchand, Franck, Messiaen).

Chapelle de la Salpêtrière, 16 h 30 : C. Bacheley (Dandrieu, Grigny, Marchand, Bach).

Eglise des Billettes, 17 h : P. Bride, A. Rahman El Bacha (Beethoven).

Pleyel, 20 h 30 : Ensemble vocal de Lausanne, *Nouvel orchestre philharmonique* de Radio-France, dir. : M. Corboz (Vivaldi, Mozart).

Musée Grévin, 20 h 30 : Trio d'Autan (Rossini, Herzogenberg, Schumann, Reinecke).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI 10 MAI

25 ans de la Semaine de la critique : 15 h, la Mémoire fertile, de M. Khleifi ; 17 h, Mourir à trente ans, de R. Goupil ; 19 h, l'Ange, de P. Bokanowski ; 21 h, Hommage à Alexandre Trauner : 21 h, Othello, d'O. Welles (v.o., s.t. fr.).

DIMANCHE 11 MAI

Cycle : Les grandes restaurations de la Cinémathèque française : 15 h, la Comtesse Marie, de B. Perojo ; 17 h, le Grillon du foyer, de R. Boudrioz ; 19 h, 25 ans de la Semaine de la critique : l'Ombre de la terre, de T. Louhichi (v.o., s.t. fr.) ; 21 h, Hommage à Alexandre Trauner : Le jour se lève, de M. Carné.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 10 MAI

17 h, Cinéma expérimental – *Musique* et avant-garde : Contrepoint musical ; Rétrospective du cinéma vénézuélien : 19 h, Diles que no me maten, de F. Siso ; 21 h, El pez que fuma, de R. Chalbaud.

DIMANCHE 11 MAI

15 h, *Fiancées en folie*, de B. Keaton (v.o., s.t. fr.) ; 17 h, Cinéma expérimental – Musique et avant-garde : Contrepoint, ludique et classique ; Rétrospective du cinéma vénézuélien : 19 h, Soy un delincuente, de C. de la Cerda ; 21 h, La boda, de Th. Urgelles.

SALLE GARANCE

(Programme détaillé au 42-78-37-29) : t.l.j. à 14 h 30 : Vienne et le cinéma *1911-1938* ; t.l.j. à 17 h 30 et 20 h 30 : le cinéma yougoslave.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

AMADEUS (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e *(45-74-46-85)* ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; *Calypso, 17e (43-80-30-11).*

L'ATELIER (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

ATOMIC CYBORG (It., v.f.) : Gaité Boulevard, 2e (45-08-96-45).

L'AVENIR D'ÉMILIE (All., v.o.) : Olympic *Entrepôt, 14e (45-43-99-41).*

LES AVENTURIERS DE LA 4e *DIMENSION (A., v.o.)* : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; *UGC Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

BERLIN AFFAIR (v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er *(42-33-42-26)* ; *Ciné* Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

BIANCA (It., v.o.) *: Reflet Logos, 5e* (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opéra-Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, *14e* (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, *14e* (43-35-21-21) ; *UGC* Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHÉREAU, L'ENVERS DU THÉÂTRE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

CHORUS LINE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LE COMMANDO DU TRIANGLE D'OR (A., v.f.) (*) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

CONSEIL DE FAMILLE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DELTA FORCE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : UGC Odéon, *6e (43-25-10-30)* ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ÉLU (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : la Géode, 19e (42-45-66-00).

FERESTADEH (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : *Latina, 4e* (42-78-47-86) ; *14-Juillet Parnasse, 6e* (43-26-58-00).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., *v.o.*) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'ILE DES AMOURS (Port.-Jap., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

INSPECTEUR LAVARDIN (Fr.) : 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA LOI DES SEIGNEURS (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Arcades, 2e *(42-33-54-58)* ; *Marivaux, 2e* (42-96-80-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MACARONI (It. v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MAINE-OCÉAN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet *Racine, 6e (43-26-19-68) : Reflet Balzac,* 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MAXIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Mal.-Nig., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

LES MONTAGNES BLEUES (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Odéon, 6e (42-25-10-30)* ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, *14e* (43-27-52-37).

NEXT OF KIN (Aus., v.o.) (*) : UGC Danton 6e, (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93)) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette (à partir de jeudi), 5e (46-33-79-38) ; Hautefeuille (mer.), 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46)) ; Publicis *Champs-Elysées, 8e* (47-20-76-23) ; *14-Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, *18e* (45-22-46-01).

PARIS MINUIT (Fr.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

ROCKY IV (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40.

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SIGNÉ RENART (Suisse) : 14-Juillet Odéon (H. sp.), 6e (43-25-59-83).

SOLEIL D'AUTOMNE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) : Fauvette, 13e (43-31-60-74).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ;) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33).

LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (H. sp.), 13e (47-07-28-04).

SUBWAY (Fr.) : Lincoln, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SWEET DREAMS (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (43-37-57-47).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TASIO (Esp., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TAXI BOY (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e, (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e *(42-25-10-30)* ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, *8e (43-87-35-43)* ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e *(45-74-95-40)* ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

THE SHOP AROUND THE CORNER *(A., v.o.) : Action-Christine, 6e* (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille (2 salles), 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Parnassiens, 14e (43-45-21-21) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (48-75-79-79) ; *Mayfair, 16e* (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-46-10-96).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *Richelieu*, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (43-59-04-67) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES TROTTOIRS DE SATURNE (franco-argentin, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ULTRAVIXENS (v.o.) (**) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VAUDEVILLE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

20 JOURS SANS GUERRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; *UGC Marbeuf*, 8e (45-61-94-95).

ZONE *ROUGE* (Fr.) : *UGC Normandie*, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Z.0.0. (brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-*94-94)* ; *UGC Marbeuf, 8e* (45-61-94-95).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AUBERGE DU PRINTEMPS, film chinois de King Hu (v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LA MACHINE A DÉCOUDRE, film français de Jean-Pierre Mocky : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (45-90-33-00) ; *Images*, 18e (45-22-47-94).

PIRATES (sortie le jeudi 8 mai), film américain de Roman Polanski (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; St-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04). – V.f. : *Grand* Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES, film américain de William Friedkin (v.o.) : *Forum, 1er* (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, *13e (43-31-56-86)* ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-56-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-86).

LE SURDOUÉ DE LA PROMO, film américain de Robert Rosenthal *(v.f.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16)* ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Images, 18e* (45-22-47-94).

UNE FEMME POUR MON FILS, film algérien de Ali Ghanem (v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

PARIS EN VISITES

« La sculpture française du XIXe siècle », 13 h 30, Grand Palais (M. Caneri).

« L'arsenal de Sully, les appartements de la maréchale de la Meilleraye », 14 h 30, métro Sully-Morland, angle bd Henri IV, rue de Sully (E. Romann).

« De la dame aux camélias à F. Truffaut », 14 h 30, cimetière de Montmartre, avenue Rachel (Arts et Curiosités).

« Le Père Lachaise au peigne fin : requiem pour des musiciens, de Chopin à Bizet et de Bellini à Rossini », 15 heures, entrée principale et « De Houdon à Maillol, de Rude à Rodin ». 16, entrée Grand Palais (Paris et son histoire).

« Cours et passages au faubourg Saint-Antoine », 15 heures, métro Faidherbe Chaligny sortie escalator.

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures devant Saint-Germain l'Auxerrois.

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, devant l'Eglise Saint-Gervais (Approche de l'Art).

« Caves gothiques du Marais médiéval », 14 h 45, métro Hôtel de Ville, sortie rue Lobau. Lampes de poche (M. Banassat).

« Exposition de Rembrandt à Vermeer les peintres hollandais au Mauritshuis de La Haye », 16 heures, entrée exposition, Grand Palais (en dehors de la queue) (M. Ragueneau).

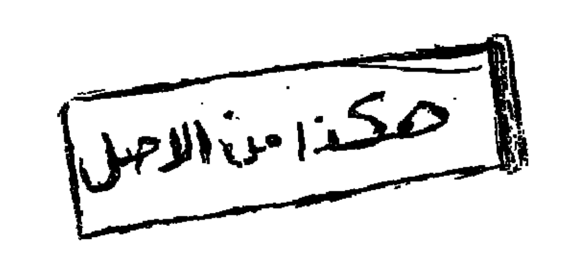
« Une heure au *Père Lachaise* », 10 h et 11 h 30, entrée principale et « Les homosexuels du Père Lachaise : un cimetière et ses tombes marginales », 14 h 45, sortie escalator, métro Père Lachaise (V. de Langlade).

« A la cour du Grand Moghol (manuscrits, *miniatures*) », 15 heures, 58, rue de Richelieu (I. Hauller).

« *Passages et jardins du Palais Royal* », 15 heures, devant le Conseil d'Etat.

CONFÉRENCES

23, quai Conti, 14 h 45, « Présence culturelle de la France et de l'Allemagne : étude comparée » (M. R. Poitevin).



Radio-Télévision

Samedi 10 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat : Week-end au paradis.
De G.A. Lefranc. Avec J. Morel, O. Laure, V. Pradal...
En attendant l'ouverture du procès, le célèbre magistrat devra, durant le week-end, protéger quelques prostituées témoins du meurtre de leur amie. (Redif.)

22 h 5 Droit de réponse : Revue de presse.
Emission de Michel Polac.
Avec N. Copin *(la Croix)*, D. Jamet *(le Quotidien de Paris)*, M. Chabot *(le Parisien libéré)*, C. Cabanes *(l'Humanité)*, P. Bénichou *(le Nouvel Observateur)*, M. Dejour *(Sud-Ouest)*, A. Kraus *(International Herald Tribune)* et D. Vernet *(le Monde)*.

0 h 00 Journal.

0 h 15 C'est à Cannes.

0 h 25 Ouvert la nuit. Série : les Incorruptibles. (Redif.)

DEUXIÈME CHAINE



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De M. Drucker.
Autour de Guy Bedos et d'Alain Souchon : Catherine Deneuve, Francis Lalanne, le Grand Orchestre du Splendid...

22 h 5 Histoires de l'autre monde.
La sonnerie, de R. Friedman. Un téléphone qui sonne sans fil dans un appartement désert...

22 h 40 Magazine : Les enfants du rock (et à 0 h).
Rock'n'roll graffiti : les Chaussettes noires, Rufus Thomas, Claude François, Dave Clark Five ; *Rockline* à Londres, avec des interviews de Joe Jackson et de John Lydon, l'ex-Johny Rotten des « Sex Pistols ». A 0 h, concert David Bowie (avril 1984).

23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 5 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... les nouvelles aventures de Kit Carson.

21 h 55 Journal.

22 h 20 Feuilleton : Dynastie.
Pour ce dernier épisode, il fallait un mariage royal... Fin provisoire, sans doute !

23 h 5 Grand angle.
Spécial Festival de Cannes.
Quatre rendez-vous pour fêter ce 39e Festival du 7e Art. Une émission qui n'hésite pas à mélanger les genres : portraits de comédiens, dialogues entre cinéastes, tables rondes avec des professionnels, interview...

0 h 5 Cinéma : Une histoire immortelle.
Film français d'Orson Welles (1967), avec O. Welles, J. Moreau, R. Coggio, R. Hasley, F. Rey.
A Macao, dans les années 1880, un vieux et riche marchand américain décide de transformer en réalité une légende de marins circulant dans tous les ports. D'après une nouvelle de Karen-Blixen, une superbe méditation sur le thème du démiurge et la force de l'imaginaire. Ce premier film en couleurs d'Orson Welles fut coproduit par l'ORTF.

1 h 00 Musiclub.
Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, Dargomyjski, Moussorgski, Kelemen et Chrennikov, par Nicolas Guzelev et Nicolas Evrov au piano.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Fraggle rock ; 18 h, Paris kiosque ; 19 ; Les paris du cinéma (et à 19 h 35) ; 19 h 10, TAM-DAM (publi-magazine) ; 19 h 15, Journal ; 19 h 55, Les recettes de Gil et Julie.

CANAL PLUS

20 h 30, Football : Coupe de la Ligue ; 22 h 35, Série : Mike Hammer ; 23 h 20, Chair pour Frankenstein, film de A. Warhol ; 0 h 50 L'Etat des choses, film de W. Wenders ; 2 h 50, Dodo, film de F. Leroi ; 4 h 05, Série : Winchester à louer ; 4 h 50, Série : Comics ; 5 h 20, The Sear, film de S. Sekely.

LA « 5 »

20 h 30 Les grands films du petit écran : Evita Peron (1re partie), de M. Chomsky. Avec F. Dunaway, R. Moreno... (et à 1.05) ; 22 h 10 Record, le grand show du sport : tennis (demi-finale du tournoi de Forest Hills).

TV 6

14 h, 6 Tonic (et à 21 h) ; 17 h, Système 6 ; 19 h, NRJ 6 (et à 23 h), hit-parade européen.

FRANCE CULTURE

20 h 30 *Nouveau répertoire dramatique* : « la Place du mort », de Jean Martinez et « l'Imbroglio », de Robert Pinget.
22 h 10 Démarches avec... Jean Launay, à propos de « *Histoire de Linz* ».
22 h 30 Ricercare : la ballade allemande au XIXe siècle.
0 h 05 Chair de nuit.

FRANCE MUSIQUE

20 h 30 Concert donné le 5 mai au Théâtre de la Ville) : « Danse sacrée et danse profane pour harpe et orchestre » de Debussy, « Désintégrations » de Murail, « Création mondiale (commande de l'IRCAM) de Malherbe, « Déserts » de Varèse, par l'Ensemble intercontemporain, dir. E.P. Salonen, sol. M.C. Jamet, harpe.
23 h Les soirées de France-Musique : archives, J. Szigeti, violon, à 1 h champ d'étoiles, voyages à travers la chanson.

Dimanche 11 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Cinéma : Espion, lève-toi.
Film français de Yves Boisset (1981), avec Lino Ventura, M. Piccoli, B. Cremer, K. Janda, B. Fresson.
On ne peut jamais échapper aux services de renseignement quand on a été un de leurs agents. Et c'est pourquoi Lino Ventura se trouve pris, à Zurich, dans un terrible engrenage. La mise en scène de Boisset ne relâche jamais sa tension, son mystère.

22 h 15 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.

23 h 15 Journal.

23 h 30 C'est à Cannes.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Liberty Bar.
D'après G. Simenon, réal. J.-P. Sassy. Avec J. Richard, G. Leclerc.
Sur la piste d'un mystérieux Australien assassiné à Cannes – bien sûr, – le commissaire se rend dans un bar.

22 h 5 Magazine : Projection privée.
Marcel Jullian reçoit Louis Leprince-Ringuet, physicien, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, sur le thème : « la science, l'homme et la foi ». Il commentera l'actualité culturelle et parlera de la béatification du Père Daniel Brottier, des Orphelins d'Auteuil.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 La puce et les géants.
Série de trois films d'après le livre d'Eric Laurent, réal. J. Tchalenko.
Troisième épisode : La vallée du IIIe millénaire. Silicone Valley ! La fortune de la Californie, c'est le silicium dont sont faites les « puces », ces microprocesseurs qui ont révolutionné l'informatique en remplaçant les transistors dans les jeux vidéo comme dans les fusées intercontinentales. En quelques années, plus de mille entreprises se sont installées dans ce nouvel Eldorado...

21 h 20 Grand angle.
Spécial Festival de Cannes.
(Voir samedi.)

22 h 25 Journal. En direct de Cannes.

22 h 40 Cinéma de minuit : les Amants de la nuit.
Film américain de Nicholas Ray (1947), avec F. Granger, C. O'Donnell, H. da Silva, J.-C. Flippen, H. Craig (v.o. sous titrée, N.).
Un jeune homme, qui s'est évadé de prison avec l'aide de deux gangsters, est compromis dans les actes de ceux-ci et fuit sans relâche avec la femme qu'il aime. Sur un thème semblable, Fritz Lang avait réalisé, en 1937, une œuvre de dénonciation sociale : J'ai le droit de vivre. *Ce premier film de Nicholas Ray, déjà peintre du* « mal du siècle », *est d'un lyrisme et d'un romantisme bouleversants.*

0 h Prélude à la nuit.
Tannhäuser *(Romance à l'étoile), de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, avec T. Mohr, baryton, sous la direction de C. Schnitzler.*

CANAL PLUS

12 h, Dessins animés ; 12 h 5, Canaille plus ; 12 h 30, Super Durand, détective de choc ; 13 h 5, Deux secondes pour un livre ; *13 h 10, Top 20 ; 14 h, Série : Lace II* ; 15 h 30, Rugby (en direct de Toulouse) : Championnat de France (demi-finale) ; 17 h 45, La Grande Cuisine, film de T. Kotcheff ; 19 h 35, Dessins animés ; 20 h 30, Midnight Express, film de A. Parker ; 22 h 35, Série : Le tiroir secret ; 23 h 25, The Sear, film de S. Sekely ; 0 h 45, Monty Python, sacré Graal, film de T. Gilliam et T. Jones ; 2 h 15, Superstars : Alain Souchon.

LA « 5 »

20 h 30, Les grands films du petit écran : Evita Peron (2e partie), série de M. Chomsky (et à 0 h 5) ;
22 h 10, Sport : tennis (finale du tournoi de Forest Hill) (et à 1 h 30) ; 23 h, Série : L'homme de l'Atlantide.

TV 6

14 h à 24 h, 6 Tonic.

FRANCE CULTURE

20 h 30, Atelier de création radiophonique : Laisses, André Bouchet. Avec P. Tal Coat, A. du Bouchet, P. Quignard...
22 h 30, Scénaria : le violon dans tous ses états.
0 h, Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : *Beatus Vir*, de Vivaldi ; *Messe solennelle en ut mineur*, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique et l'Ensemble vocal de Lausanne, dir. M. Corbos, sol. Y. Kenny, R. Alesander, H. Crook, W. Lechte.
23 h, *Ex-libris* ; *à 1 h, les Hollywoodiens.*

LES SOIRÉES DU LUNDI

TF 1 – 20 h 30, Romances et confidences, film de *M. Monicelli* ; *22 h 10, Etoiles et toiles : Spécial Cannes* 23 h 25, Journal.

A 2 – 20 h 35, Les cinq dernières minutes : Régis, de C. Loursais ; 22 h 20, Série documentaire : Le Défi mondial, réal. D. Bertonilo et D. Creusot (deuxième partie) ; 23 h 5, Journal.

FR 3 – 20 h 35, le Vieux Fusil, film de R. Enrico ; 22 h 20, Journal ; 22 h 45, Urba, magazine de la ville ; 23 h 30, La clef des nombres et des tarots ; 23 h 25, Prélude à la nuit.

CANAL PLUS 20 h 35, Le retour de Buck le loup, film de L. Fulci ; 22 h 15, Etoiles et buts ; 23 h 30, Basket américain ; 1 h 10, Chair pour Frankenstein, film de A. Warhol.

La « 5 » 20 h 30, les grands films du petit écran : les *Poupées de l'espoir, de D. Petrie ; 23 h Série : La cinquième dimension* ; 23 h 55, Rediffusion.

TV 6 20 h 6 Tonic ; 23 h NRJ 6.

COMMUNICATION

La privatisation des chaines publiques

M. LÉOTARD HÉSITE ENTRE TF 1 ET A 2

(De notre envoyé spécial)

Cannes. – Dans une conversation à bâtons rompus avec des journalistes au Festival de Cannes, le vendredi 9 mai, M. Léotard, ministre de la culture et de la communication, est revenu sur la privatisation des chaînes publiques de télévision. *« Je me battrai pour la privatisation d'une des deux grandes chaînes, avec une prédilection pour Antenne 2*, a déclaré le ministre. *« Mais,* a-t-il ajouté, *le premier ministre est le* primus inter pares. *Il tranche, et s'il prend une autre décision, c'est tout à fait normal, c'est son droit et son devoir. »*

Le ministre de la culture et de la communication estime que céder Antenne 2 au privé serait *« faire le choix du succès »*. Mais il observe que le choix de TF 1 peut se justifier comme *« celui du défi »*. Les capitaux privés devraient alors faire leurs preuves en redressant la situation financière difficile de la première chaîne.

En tout état de cause, M. Léotard tient à *marquer le caractère résolu* de la privatisation en cédant prioritairement les actifs d'une chaîne à forte audience, ce qui semble exclure, dans son esprit, FR 3. On sait que les conseillers de M. Jacques Chirac sont d'un avis diamétralement opposé. Le dossier pourrait être tranché lundi 12 mai au cours d'un comité interministériel.

J.-F. L.

● *Le millionième abonné de Canal Plus est un habitant de Thionville.* – Canal Plus a enregistré son millionième abonné, vendredi 9 mai, à 18 heures (*le Monde daté 10 mai*). *Il s'agit* d'un habitant de Thionville (Moselle), M. Gabriel Messelin. Passionné d'audiovisuel, il possède deux téléviseurs et un magnétoscope et capte, à côté des chaînes françaises, RTL et les télévisions allemandes et belges. Grand amateur de sports, électronicien de métier, marié à une infirmière, M. Messelin a été amené à s'abonner à Canal Plus après avoir vu des émissions en clair de la chaîne. Il gagne un voyage de huit jours à Hollywood, offert par Havas-Voyages, et participera les mardi 13 et mercredi 14 mai aux émissions transmises par Canal Plus, depuis le Festival de Cannes.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 10 mai 1986 :

DES ARRÊTÉS

● Du 24 avril 1986 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans les départements des Hautes-Alpes, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde et de l'Indre-et-Loire.

● Du 28 avril 1986 relatif à la réorganisation de la préfecture de Paris.

● Du 24 avril 1986 relatif à la mise en place, à titre expérimental, d'un système d'information statistique sur les retraites.

UN AVIS

● Aux importateurs d'animaux vivants des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches d'animaux de boucherie en provenance de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS et de la Yougoslavie.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 11 MAI

– *M. Camille Cabana*, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de la privatisation, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.

– *M. André Bergeron*, secrétaire général de Force ouvrière, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* » sur RTL à 18 h 15.

– *M. Alain Madelin*, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, commente l'actualité à l'émission « Sept sur sept » sur TF 1 à 18 h 55.

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du PS, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 h 15.

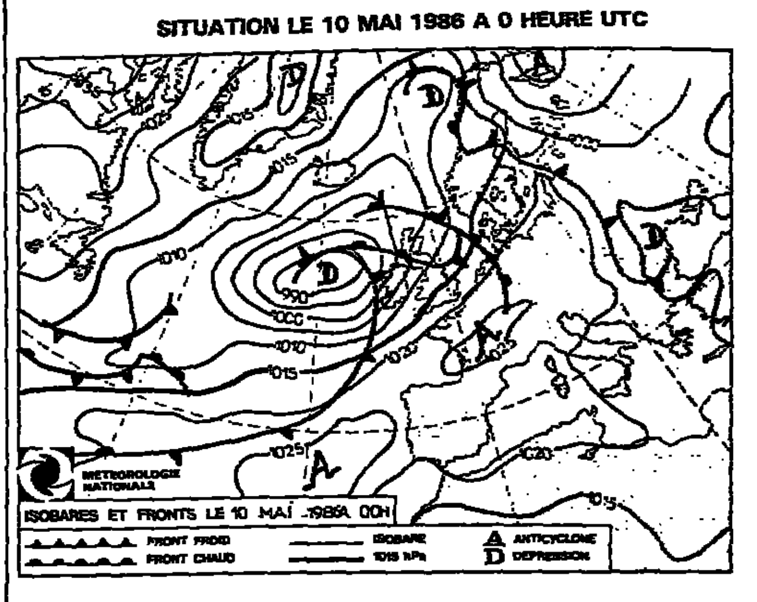
LUNDI 12 MAI

– *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, est « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

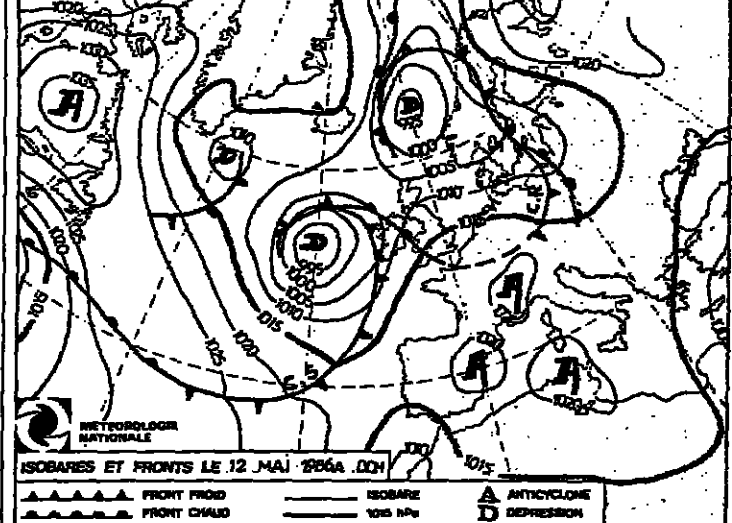
France / services

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 MAI 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 12 MAI A 0 HEURE UTC



Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 mai à 0 heure et le dimanche 11 mai à minuit.

Situation générale :

L'anticyclone des Açores se prolonge par une dorsale sur le sud du pays et jusqu'au sud de l'Allemagne, et rejette sur le nord une perturbation peu active en cours de frontolyse.

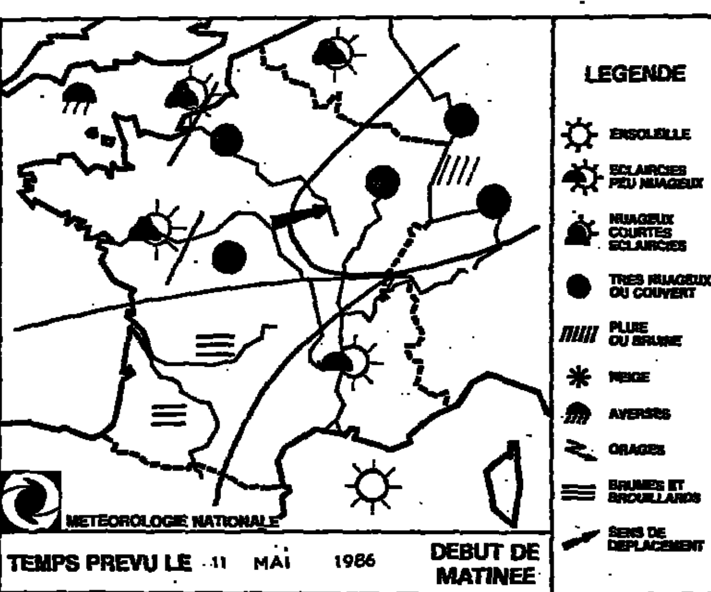
Dimanche : temps très nuageux sur le nord du pays, de la Vendée et des côtes de la Manche à l'Alsace avec des petites pluies le matin du Bassin parisien aux Ardennes, gagnant en fin de matinée la Champagne et les Vosges.

Dans l'après-midi, il n'y aura plus de pluies, mais les nuages resteront nombreux de la Normandie au Nord et à l'Alsace. On verra tout de même quelques rayons de soleil.

Sur le reste du pays, beau temps ensoleillé. Sur le Sud-Ouest, les brumes et les quelques brouillards locaux se dissiperont rapidement le matin.

Les températures minimales iront de 9 à 12 degrés sur la moitié Nord, 12 à 14 degrés près de la méditerranée, 7 à 10 degrés ailleurs.

Les maximales atteindront 13 à 15 degrés de la Bretagne au Cotentin et au Nord, 23 à 26 degrés du Sud-Ouest aux côtes méditerranéennes, 16 à 20 degrés du nord au sud ailleurs.



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	19	9	S
BIARRITZ	24	12	S
BORDEAUX	22	8	S
BOURGES	18	11	C
BREST	12	11	P
CAEN	18	13	C
CHERBOURG	15	12	P
CLERMONT-FERR.	19	7	S
DIJON	16	7	C
GRENOBLE-St-M-H	–	–	–
LILLE	15	14	P
LIMOGES	17	10	S
LYON	17	7	N
MARSEILLE-MAR.	23	11	S
NANCY	15	9	C
NANTES	17	13	P
NICE	19	14	S
PARIS-MONTS.	18	14	C
PAU	22	10	S
PERPIGNAN	26	12	S
RENNES	17	12	P
ST-ÉTIENNE	18	6	S
STRASBOURG	17	10	C
TOURS	18	12	C
TOULOUSE	22	9	S
POINTE-A-PITRE	31	23	C

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	23	9	B
AMSTERDAM	15	11	P
ATHÈNES	19	13	N
BANGKOK	26	25	P
BARCELONE	20	11	S
BELGRADE	16	8	N
BERLIN	15	7	N
BRUXELLES	14	12	P
LE CAIRE	24	15	S
COPENHAGUE	14	4	P
DAKAR	25	20	S
DELHI	36	25	S
DJERBA	25	16	S
GENÈVE	18	6	S
HONGKONG	31	26	A
ISTANBUL	15	12	A
JÉRUSALEM	19	12	S
LISBONNE	28	15	S
LONDRES	16	12	P
LOS ANGELES	22	13	S
LUXEMBOURG	12	9	C
MADRID	27	9	S
MARRAKECH	34	19	N
MEXICO	27	13	B
MILAN	23	11	S
MONTRÉAL	17	5	S
MOSCOU	17	8	C
NAIROBI	24	16	C
NEW-YORK	21	7	S
OSLO	15	7	C
PALMA-DE-MAL.	24	8	S
PÉKIN	20	8	P
RIO-DE-JANEIRO	27	24	C
ROME	20	10	S
SINGAPOUR	30	26	C
STOCKHOLM	18	4	S
SYDNEY	20	14	P
TOKYO	24	17	C
TUNIS	25	14	S
VARSOVIE	11	9	C
VENISE	21	10	S
VIENNE	20	10	S

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

Économie

REPÈRES

Trafic aérien : hausse de 7 % du nombre des passagers en 1985

Le trafic aérien des compagnies des cent cinquante-six Etats membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a augmenté de 5,2 % en 1985 et atteint 166,57 milliards de tonnes-kilomètre, indique le rapport annuel du conseil de l'OACI. Selon ce rapport, dont les conclusions ont été rendues publiques le vendredi 9 mai à Montréal, le trafic de passagers (73,8 % du total) a augmenté de 7 %, celui de la poste de 1 %, tandis que le fret (23,6 % du trafic total) diminuait de 0,4 %. A eux seuls, les transporteurs des Etats-Unis ont réalisé 36 % du volume total du trafic régulier, tandis que la part des Soviétiques a été de 12 %. – *(AFP.)*

Industrie électrique et électronique : 10 milliards de francs d'excédent commercial

Les industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique industrielle ont enregistré une croissance modérée de leur chiffre d'affaires en 1985 (+ 7,7 % à 32,25 milliards de francs). La baisse des exportations de gros matériels (– 6 %) a été compensée par les exportations de constituants (+ 6,9 %) et d'équipements (+ 7,7 %), permettant de dégager un excédent commercial de 10,17 milliards de francs. Il faut noter que la balance des échanges de cette profession avec l'Allemagne fédérale est positive et que la croissance des exportations vers les Etats-Unis (+ 34 %) font de ce pays le troisième client de la France.

CRITIQUES SOUTERRAINES DES ENTREPRISES NATIONALISÉES

Retour à une gestion « à la française » ?

La privatisation ouvre des appétits financiers et personnels. Qui achètera, qui dirigera les soixante-cinq entreprises industrielles et bancaires qui devront être dénationalisées d'ici à la fin de la législature en 1991 ? Les rumeurs courent et les pressions se multiplient sur les hommes politiques au pouvoir. Les PDG actuels devant être remplacés ou renommés dans les premières semaines de juin, après le vote de la loi d'habilitation et à l'issue des probables recours au Conseil constitutionnel, le jeu s'accélère.

En témoignent ces *« rapports secrets »* qui se diffusent dans l'anonymat sur certains groupes nationalisés (au moins Rhône-Poulenc et Thomson), faisant état de leur mauvaise gestion et de leurs comptes *« truqués »*. Ces rapports émanent *d'une poignée de cadres, écartés* après 1982 ou encore présents dans ces groupes, qui sont *plus ou moins* proches des partis de la majorité, en particulier du RPR ; mais sans que les instances officielles de ces partis reprennent ces analyses à leur compte.

Conférence de presse discrète, un *« dossier Thomson »* a été remis à quelques journalistes cette semaine. L'attaque vise M. Alain Gomez, PDG du groupe, et la nouvelle équipe dirigeante coupable d'avoir une stratégie *« particulièrement coûteuse (...) et inefficace d'un point de vue industriel »*, alors qu'entre 1970 et 1980 Thomson avait connu un *« développement remarquable »*. L'annonce d'un bénéfice de 400 à 500 millions de francs pour 1985 par M. Gomez camouflerait un *« trou »* de 1 milliard, selon ces cadres.

La critique n'est guère sérieuse. M. Gomez a sans doute fait des erreurs, en particulier dans l'électronique grand public, mais le redressement qu'il a opéré est incontestable. Ses comptes sont audités alors qu'ils ne l'étaient pas avant son arrivée. La flambée de sa filiale CSF en Bourse prouve que la place financière croit en l'avenir du titre. Mais la charge est révélatrice sur la forme. Car *selon ces critiques* les *mauvais résultats* de M. Gomez s'expliquent par ses méthodes de management. *Lesquelles* ? Celle d'abord d'avoir licencié un grand nombre de cadres supérieurs ; celle ensuite de fixer à chaque dirigeant d'unité ou de filiale des objectifs précis et de tenir au mois le mois un tableau de route serré (chiffres d'affaires, commandes, frais financiers, etc.). Cette technique dite de *« reporting »* est qualifiée de *« menace permanente » qui détruit le dynamisme*. Bref M. Gomez *« a cassé la culture de l'entreprise »*.

Cette analyse n'est pas anodine : elle oppose deux conceptions de management *et deux générations de patrons*. La France souffre en effet d'avoir des entreprises gérées comme dans les années 60. Les relations interpersonnelles y comptent plus que les réflexions chiffrées. On y gouverne au doigt mouillé sans marketing, sans procédure, bref *sans* les outils de gestion les plus élémentaires. Les cadres supérieurs se soutiennent dès lors qu'ils respectent le chacun chez soi, provoquant des *« baronnies »* incontrôlées, incontrôlables. Ce système d'opacité, qui *d'ailleurs s'élargit aux relations* avec les ministères, a pu fonctionner avec la croissance facile de l'après-guerre. Mais la crise a mis à nu ses faiblesses. Or Thomson était le symbole parfait de cette gestion *« à la française »*. L'entreprise n'avait aucune procédure unifiée. Les décisions étaient à la fois trop centralisées au siège et trop peu contrôlées. La conséquence en était, par exemple, *que les investissements* d'une année n'étaient approuvés qu'en *mai* ou juin de cette même année ! Aucun compte, on l'a vu, n'était audité. Les *« barons »* étaient maîtres chez eux.

Les nationalisations de 1982 ont permis d'installer des dirigeants plus jeunes et, comme M. Gomez, formés à l'*école américaine*. Que celui-ci ait *« cassé la culture »* de Thomson ? Mais c'était précisément la condition de la réussite que d'apporter enfin au numéro un de l'électronique française une méthodologie de management. La *« menace permanente »* n'est qu'un *suivi des objectifs et des responsabilités* indispensable et normal.

La cabale de quelques anciens cadres est dès lors significative à la *veille des privatisations*. Le RPR puise encore beaucoup de ses racines et de ses amitiés *économiques* dans l'avant 1974. Le risque est gros que son retour au pouvoir se traduise par une *« revanche »* d'une génération de gestionnaires à l'ancienne mode. M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, semble en être averti. Mais avec une partie de ses troupes la bataille est déjà rude.

ÉRIC LE BOUCHER.

La commission pour l'amélioration des rapports entre le fisc et les contribuables a jusqu'au 1er juillet pour remettre ses conclusions

« L'objectif est de conforter, voire de rétablir lorsqu'il en est besoin, un meilleur consentement à l'impôt et à la participation aux charges publiques », a déclaré M. Balladur, vendredi 9 mai, en installant la commission *« pour l'amélioration des rapports entre les citoyens et les administrations fiscales et douanières. »*

Cette commission, dont la création avait été décidée en conseil des ministres le 2 avril dernier, sera présidée par M. Maurice Aicardi *(le Monde* du 9 mai). Elle comportera dix membres, un du Conseil d'Etat (M. Jean-Jacques Bresson), un magistrat (M. Roland Defontaine), deux universitaires (MM. Jean Rouvier et Maurice Cozian), un chef d'entreprise (M. Gérard Pélisson), un membre des professions libérales (M. Alain Bourdel), un expert-comptable (M. Francis Windsor), un conseiller fiscal (M. Robert Streichenberger), deux fonctionnaires enfin, l'un des impôts (M. Gaston Fite), l'autre des douanes (M. Gilbert Leclerc). Les deux rapporteurs sont MM. Jean-François Racine, maître des requêtes au Conseil d'Etat, et Alain Cadiou, inspecteur des finances.

« J'attends de vous un recensement des règles dérogatoires au droit commun qui existent dans notre droit fiscal et douanier, notamment en matière de recherche et de répression des infractions », a déclaré M. Balladur, qui a ajouté : *« Vous devrez vérifier que les prérogatives dont dispose l'administration sont bien conformes au principe de la séparation des pouvoirs ; et je pense ici à la multiplicité des textes interprétatifs »*.

Après avoir souligné qu'il convenait *« de réserver scrupuleusement à l'autorité judiciaire le soin de réprimer les comportements frauduleux »* ; M. Balladur a ajouté : *« la mission que j'ai confiée à la commission d'étude des rapports entre les citoyens et les administrations fiscale et douanière n'a d'intérêt que si ses conclusions débouchent sur des propositions très concrètes, que le gouvernement pourrait reprendre – et je souhaite qu'il puisse le faire – dans le projet de loi de finances pour 1987.*

» C'est la raison pour laquelle, si j'ai demandé à M. Aicardi de me remettre son rapport au plus tard le 1er juillet 1986, je l'ai surtout invité à me saisir des conclusions partielles auxquelles la commission serait parvenue, afin d'examiner au plus tôt les moyens par lesquels ces propositions pourraient trouver leur place dans notre système législatif et réglementaire. »

En réponse à une question posée par la presse, M. Balladur a précisé qu'il ne prévoyait aucune baisse des recettes fiscales que pourrait entraîner la modification éventuelle de certains articles du code des impôts ou de certaines pratiques administratives. De même le ministre a-t-il tenu à préciser que la création de la commission *« ne devait pas être considérée comme l'expression d'une méfiance vis-à-vis de l'administration »*. Le directeur des impôts assistait à l'installation de la commission.

GRANDS CONTRATS : FORTE BAISSE AU PREMIER TRIMESTRE

Le volume des commandes de grands contrats civils enregistrés par la France a fortement baissé lors du premier trimestre 1986, soit 12,7 milliards de francs contre 19 milliards pour le premier trimestre 1985. Selon le ministère du commerce extérieur, ce chiffre *« médiocre »* est inférieur au minimum trimestriel enregistré en 1983, avec 14 milliards de francs.

L'analyse sectorielle met en évidence un recul des ventes d'avions, dû à une diminution des prix, et non à une diminution en volume des commandes. Pour sa part, l'analyse géographique fait apparaître un maintien des commandes en provenance des pays en voie de développement (70 % des contrats), la réduction des commandes des pays pétroliers étant contrebalancée par une meilleure tenue sur les pays en voie de développement non pétroliers.

● **Accélération à 3,2 % de la croissance suisse en 1986.** – Grâce à la chute du prix du pétrole, la Suisse devrait connaître cette année une croissance de 3,2 % et non de 2,2 % comme les économistes le pensaient il y a six mois, a indiqué à Londres le Dr Christoph Koellreuter, président de l'institut de recherche économique Basler Arbeitsgruppe für Konjunkturforschung (BAK). Alors que l'inflation devrait se limiter à 1,4 % au lieu des 2,2 % envisagés, les investissements en équipement resteront soutenus et les exportations progresseront de 4,9 %. Quelque cent quarante mille emplois devraient être créés, ce qui ne suffira toutefois pas pour abaisser fortement le taux de chômage, estimé à 0,7 % à l'horizon de 1995, contre 0,8 % en 1985.

Participation : la CGC a bon espoir

La CGC pavoise. Son président, M. Paul Marchelli, après avoir crié victoire pour avoir obtenu le maintien de la loi de démocratisation du *secteur nationalisé*, a estimé, le 7 mai devant la presse, que *« nous sommes à un tournant de l'histoire sociale »*. Il faisait allusion au dépôt qu'il situe à l'automne, d'un projet de loi du gouvernement ouvrant, à titre optionnel, aux entreprises du secteur privé la possibilité de se transformer, en amendant la loi de 1966 sur les sociétés anonymes, en sociétés anonymes de participation.

M. Marchelli, fort opportunément, a présenté la démarche de la CGC en faveur de la participation et du *« partenariat »* comme étant dans *« le droit fil de la pensée gaullienne »*, en précisant qu'il ne s'agissait ni de cogestion, ni d'autogestion. Pour *« sortir définitivement de la lutte de classes »*, M. Marchelli préconise une formule de *« copilotage »*. Il s'agit, précise le *Dossier de l'avenir* nº 20 que vient de publier la CGC, de *« prendre en compte le besoin de participation des salariés en les intégrant avec voix délibérative au pouvoir d'orientation et de contrôle des entreprises »*.

Le schéma de société anonyme de participation, tel qu'il est présenté par la CGC, aurait une structure *« duale »*, avec un directoire et un conseil de surveillance, ces deux instances comportant une participation des salariés. Au sein du conseil de surveillance, les conseillers salariés, élus au suffrage universel, *« à l'image du mode de scrutin retenu par la loi de démocratisation »*, devraient disposer d'un tiers des sièges *« en tant que composante travail »* (un siège étant obligatoirement réservé aux cadres, un autre aux agents de maîtrise-techniciens).

Tout en affirmant que ces conseillers-salariés devraient avoir *« les mêmes droits et les mêmes obligations que les représentants des actionnaires »*, la CGC marque sa préférence pour un statut particulier. Ainsi, *« en raison de sa gratuité, la responsabilité des conseillers surveillants représentant les salariés ne pourra être engagée que sur le seul fondement de la faute lourde ou personnelle »*.

M. Marchelli a bon espoir que le gouvernement présentera un projet très proche du sien. Mais, ces sociétés anonymes de participation n'étant pas obligatoires, la CGC demande *« des mesures fiscales incitatives »*. Elle pense qu'elle ne retrouvera pas les déconvenues qu'elle a connues avant 1981 lorsqu'une relance de la participation aux responsabilités avait été bloquée par le patronat. Pour M. Marchelli, qui n'inclut pas dans son jugement, précise-t-il, les dirigeants du CNPF, *« le patronat français est devenu plus intelligent qu'il ne l'était il y a quelques années »*.

Deux groupes de travail CNPF (conduit par M. Perigot, président de l'Institut de l'entreprise) et CGC (dirigé par M. Borde-Pagès) ont *« exploré »* ensemble la question de la participation sans que la délégation patronale, au terme de ces travaux communs, le 5 mai, manifeste *« une opposition quant au fond »* du projet cégéciste sur le *« partenariat »*. De là à dire que le CNPF va se faire l'avocat de la société anonyme de participation, il n'y a qu'un pas que M. Marchelli se garde bien de franchir...

M. N.

Les chômeurs sont plus malades et se soignent moins que les actifs

En moins bonne santé que les salariés actifs, les chômeurs dépenseraient moins pour se soigner. C'est ce qui ressort d'une étude sur la morbidité et la consommation médicale des demandeurs d'emploi, faite par les chercheurs du CREDES (Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé) à partir de l'enquête nationale sur les soins médicaux réalisée par l'INSEE d'avril 1980 à avril 1981.

Globalement, les demandeurs d'emploi avaient un taux de morbidité plus élevé que les actifs, à âge égal. La différence s'accroît à mesure que l'âge s'élève : elle atteint 15 % pour les quarante/cinquante-neuf ans. Mais elle porte sur des troubles spécifiques : troubles digestifs, du système nerveux et surtout troubles mentaux (dépressions, insomnies) : pour ces derniers, le taux est deux fois plus élevé chez les chômeurs de plus de vingt-cinq ans que chez les actifs, comme pour les maladies de peau, notamment les manifestations allergiques. Chez les quarante/cinquante-neuf ans, les maladies ostéo-articulaires sont aussi plus fréquentes.

Malgré cela, les chômeurs paraissent économiser sur les soins. Ils allaient beaucoup moins fréquemment voir les spécialistes (deux fois *moins souvent pour les hommes de moins de soixante ans) et un peu* moins souvent le généraliste. Ils consommaient plus de médicaments et allaient beaucoup plus fréquemment chez le dentiste (est-ce parce qu'ils ont davantage le temps ?). Mais, au total, ils dépensaient moins en médecine de ville que les actifs – du moins les hommes à tous âges et les femmes de moins de quarante ans.

Est-ce pour *cette raison qu'ils* étaient davantage hospitalisés ? L'enquête spécifique consacrée à l'hospitalisation constatait un recours plus fréquent à celle-ci chez les chômeurs : chez les quarante-soixante-quatre ans, la différence atteint 50 %. Est-ce parce qu'ils tardaient à se faire soigner, ou parce que la prise en charge des soins est plus importante pour les soins hospitaliers ? En effet, les demandeurs d'emploi étaient moins bien protégés que les actifs : ils étaient deux fois plus nombreux à ne bénéficier d'aucune couverture complémentaire (43 % contre 22 %) et nettement moins nombreux à bénéficier d'une prise en charge à 100 %. Et rarissimes étaient ceux pris en charge par l'aide sociale.

G. H.

★ Thérèse Lecomte, *les Demandeurs d'emploi : morbidité et consommation médicale*, CREDES, 1986.

Grève du nettoyage dans le métro parisien

Depuis le mercredi 7 mai au soir, les couloirs du métro parisien ne *sont plus* balayés en raison d'une grève des 1 411 salariés de la COMATEC (la société chargée du nettoyage par la RATP), presque tous immigrés. A l'origine du mouvement, lancé par la section CFDT, les propos racistes qu'aurait tenus un chef de secteur de la COMATEC à l'encontre du secrétaire (CFDT) du comité d'entreprise et d'un balayeur convoqué pour un entretien préalable à une sanction pour *« travail insuffisant »*. Le cadre incriminé dément avoir tenu ces propos. La CFDT a demandé sa mutation. La direction de la COMATEC a refusé, qualifiant de *« fantaisiste »* l'accusation de racisme. Vendredi 9 mai, deux cents des salariés de la COMATEC ont voté au cours d'une réunion une *« mise en garde »* à la direction. Une nouvelle assemblée générale est convoquée pour lundi 12, après-midi.

BIBLIOGRAPHIE

Une histoire des compagnies aériennes

Voilà soixante-six ou soixante-sept ans que les premières compagnies aériennes ont été créées. Elles ont singulièrement bouleversé l'espace *et le temps de ce vingtième siècle : « En 1936, Juan Trippe fit le tour du monde en hydravion et en zeppelin en trente-huit jours. En 1947, le même Trippe réédita son exploit en treize jours, lors de l'inauguration de service autour du monde de Panam. En 1980, David Sprigbett, agent d'assurances londonien et actuel détenteur du record mondial, réalisa cette prouesse en quarante-quatre heures et six minutes sur des vols réguliers. »* Cette aventure méritait qu'on la raconte et qu'on l'analyse dans les détails et à l'échelle planétaire. Anthony Sampson, journaliste britannique réputé et auteur d'une *Radioscopie de l'Angleterre* qui a fait date, s'est lancé dans la description de ces empires du ciel.

C'est un plaisir de retrouver les pionniers de l'aviation civile, Lindbergh, Mermoz, Rhoume, Trippe, Plesman et Hughes qui pilotait pieds nus pour mieux sentir l'avion. Peu à peu, les pilotes et les casse-cou ont cédé la place aux gestionnaires presque aussi fous qu'eux de leur compagnie. C'est peut-être le transport du courrier qui leur a assuré les recettes suffisantes, mais c'est l'acheminement des personnes grâce aux Boeing-707 et 747 qui a conféré à l'aviation civile son caractère universel.

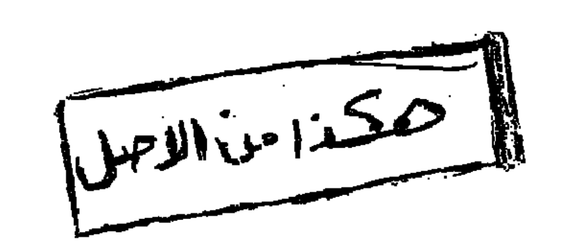
Le mérite du livre d'Anthony Sampson est de faire comprendre comment fonctionnent les compagnies du monde entier, qui n'ont cessé d'entretenir avec les États des rapports de complicité. En Amérique, on est plutôt pour la concurrence à tous crins qui vaut aux consommateurs des tarifs bon marché. En Europe, on reste partisan de la souveraineté de l'Etat sur l'espace aérien comme sur la compagnie *nationale*.

L'auteur ne cache pas sa sympathie pour la déréglementation et la libre concurrence aériennes. La destruction du Boeing coréen par la chasse soviétique et le *« verrouillage » du ciel européen le ramènent* aux dures réalités : pour atterrir comme pour décoller, un avion a besoin d'une autorisation gouvernementale... et les gouvernements privilégient toujours leurs propres compagnies. Malgré Laker, People Express ou Virgin Atlantic, la liberté de l'air reste à établir.

★ *Les Empires du ciel*, par Anthony Sampson. Calmann-Lévy, 89 F.

● **Méridien crée une chaîne d'hôtels de loisirs 3 étoiles.** – La société des Hôtels Méridien et la SOTAIR (formée de Jet Tours et de Jumbo, deux filiales d'Air France) viennent d'annoncer la création d'une chaîne hôtelière spécialisée dans la gestion d'hôtels de loisirs 3 étoiles. Cette nouvelle chaîne, qui opérera sous la marque Eldoradors, sera présidée par M. Christian Gérondeau, vice-président de Méridien et ancien délégué à la Sécurité routière. Les hôtels seront construits par une holding comprenant SPIE-Batignolles, Union d'études et d'investissements (UIE), filiale du Crédit agricole, qui disposeront de la majorité du capital, de la Société lyonnaise de banque, de Méridien, de SOTAIR et de quelques autres investisseurs.

● **Signature d'un accord financier entre la France et le Pakistan.** – Le Pakistan et la France ont signé le 8 mai à Islamabad deux protocoles d'accord prévoyant l'octroi de 650 millions de francs au Pakistan pour différents projets dans les domaines de l'aéronautique, de l'énergie et des transports. L'essentiel de l'aide financière de la France doit servir à améliorer le système de communications aériennes et 105 millions doivent être consacrés à la construction d'une centrale énergétique dans la province méridionale de Sind. – *(AFP).*



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 5 au 9 mai

L'Ascension

« *EST modus in rebus* », disait Horace dans ses satires, ce qui, traduit en bon français, veut dire : il y a une mesure à toute chose. La mesure ? Voilà un mot qui, depuis sept mois maintenant, est ignoré rue Vivienne. Foin des maximes du célèbre poète latin et vive l'excès ! C'est bien ce qu'a cultivé la Bourse de Paris ces derniers jours. Réduite une nouvelle fois à quatre séances par les fêtes de l'Ascension et de l'Armistice (1945) réunies, cette semaine ne s'annonçait pas de façon très prometteuse, constituant plutôt une bonne occasion de poursuivre *les travaux de consolidation* entrepris depuis la fin avril. Personne n'avait pris le pari. Mieux valait, car *tous* les records d'altitude ont été pulvérisés.

Remis en jambes dès le vendredi précédent, le marché *retrouvait* sa pleine forme le lundi (+ 1,36 %) et accélérait encore assez franchement l'allure le lendemain (+ 2,54 %) pour achever mercredi la première partie de son parcours hebdomadaire en petites foulées (+ 0,74 %). Coincée entre un jour chômé et un week-end, la séance de vendredi menaçait d'être replacée sous le signe de l'ennui.

Si, malgré les intempéries, les Parisiens cédèrent nombreux à la « *tentation du pont* », *les investisseurs*, surtout les étrangers, que la possibilité d'allonger un congé n'excite guère, *tinrent* à *se manifester*.

Résultat : l'indicateur instantané de tendance monta encore de 0,8 %. Ce jour-là, *Thomson-CSF fit même une* belle échappée et établissait un nouveau record en *franchissant avec une aisance* déconcertante la barre des 1 400 F. En quatre jours de course, la Bourse a grimpé de 6 %, *pour déborder*, à l'arrivée, ses plus hauts niveaux de toujours. Vendredi soir, malgré le retard pris dans la matinée à cause d'une nouvelle facétie de l'ordinateur à qui, décidément, les congés ne réussissent guère, les spécialistes de la Chambre syndicale des agents de change parvenaient à calculer l'indice CAC : 407,5.

Le précédent record (404,9), établi le 25 avril dernier, était battu. Mieux : en sept mois de reprise, plus précisément depuis le 5 octobre 1985, point de départ du mouvement de hausse avec le CAC à 205, la Bourse a *pratiquement doublé sa mise*.

Du coup, M. Roger Hornett, expert auprès du « *broker* » londonien James Capel, s'est remis hâtivement à consulter ses augures. Et, révisant ses pronostics du mois *de février* dernier basés sur un CAC à 400 à la fin de 1986, il prédit maintenant pour la même échéance que cet indice atteindra la cote 500. Il n'exclut pas même la possibilité de le voir à 700 courant 1987. Sans aller aussi loin, bornons-nous à constater que, dans l'hypothèse où cette prévision se vérifierait, la Bourse serait encore appelée à monter de 25 % jusqu'à la fin de l'année.

Irréalisable ? Des professionnels assuraient sous les lambris en avoir froid dans le dos. « *Plus dure sera la chute* », murmurait l'un d'entre eux, *jamais très optimiste* il est vrai. Pourtant, cet objectif n'apparaît pas hors de portée. *Il ne représente jamais qu'un effort* de 3 % par mois, très inférieur à ceux produits jusqu'ici, qui laisserait ainsi largement au marché le temps de reprendre son souffle et de consolider ses positions.

Cette *semaine* la Bourse a abondamment profité de l'élan que lui a fourni l'espoir tenace d'une désescalade des taux. La décision prise par les Sept réunis à Tokyo de renforcer et de structurer leur coopération économique et surtout monétaire a généralement produit une bonne impression en renforçant l'opinion qu'une détente était dans l'air. Quelques-uns n'y croyaient pas beaucoup. La baisse du taux d'escompte belge puis l'annonce par l'Italie d'une prochaine réduction de ses taux bancaires ont semblé donner raison aux plus optimistes. A quand la France ?

Bref, la perspective d'un argent moins cher a joué le rôle d'un dopant. Si les opérateurs français ont parfois joué la sécurité en procédant à des dégagements de précaution, les étrangers ont pris *le relais*. A ceux désormais *familiers de* la corbeille, se sont joints des Hollandais, des Danois et, de plus en plus, des Japonais. Le BTP *et* le matériel électrique ont fait l'objet de toutes leurs attentions. L'intérêt *s'est* aussi concentré sur *l'assurance*, *les sociétés* d'investissements, immobiliers en particulier. Fait *rarissime, on a vu Sefimeg réservé* à la hausse et Cofimeg s'envoler littéralement (+ 7 %).

Quant au bilan hebdomadaire, il a *été somptueux*. Sur 256 valeurs traitées, 229 ont monté et 27 seulement ont baissé, dont 15 de 1 % à 6 %, le cas de Générale de fonderie (– 41,5 %) étant à part (triplement des pertes).

Reste à savoir maintenant quel capital de confiance la Bourse conserve encore ? Pour l'instant, Paris garde intacte son « aura ». Place la plus dynamique, le marché français continue d'attirer les capitaux, et la pénurie de « papier » alimente encore le mouvement. La preuve : la demande est telle que, pour la satisfaire, la BNP a *décidé* d'augmenter de 35 % son émission de certificats d'investissement pour la porter à 5,33 milliards de francs. C'est la plus grosse opération de ce type jamais réalisée.

D'autre part, des opérateurs ne se *bornent plus* à anticiper les résultats de 1986. Certains d'entre eux jouent franchement ceux de *1987*, comme dans le cas de CSF. Enfin, la privatisation excite les imaginations. Tous pensent au « *papier* » de très bonne *qualité qui va peut-être* rejoindre les *rivages* de la rue Vivienne mais aussi à l'éclairage *que l'opération* va nécessairement donner à la Bourse. Quelle publicité pour rameuter de nouveaux clients.

Il reste que ces derniers temps les phases de *consolidation sont* de plus en plus nombreuses et rapprochées. C'est le signe, disait-on, que peut-être les temps forts de la reprise approchent de leur fin et que la Bourse va gagner les eaux plus calmes de la sélectivité. Cette opinion prévaut sous les lambris. Mais les étrangers ayant si souvent déjoué les pronostics, nul ne prend plus de risques. Pour l'instant, l'heure est à l'Ascension.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	9-5-86	Diff.
4 1/2 % 1973	1 520	– 5
7 % 1973	7 575	– 75
10,30 % 1975	105,10	+ 4,50
PME 10,6 % 1976	105,30	+ 0,30
8,80 % 1977	121,30	– 0,60
10 % 1978	106,70	+ 0,40
9,80 % 1978	106,20	+ 0,40
8,80 % 1978	100,98	+ 0,07
9 % 1979	104,10	+ 0,60
10,80 % 1979	109,55	+ 0,40
13,80 1980	108,50	– 0,15
16,75 % 1981	111,65	+ 0,05
16,20 % 1982	126,40	+ 0,31
16 % 1982	128,40	+ 1,40
15,75 % 1982	122,90	+ 0,70
CNE 3 %	4 320	+ 219
CNB bq. 5 000 F.	104,70	+ 0,20
CNB Paribas 5 000 F	106	inch.
CNB Suez 5 000 F	105,60	– 0,60
CNI 5 000 F	104	+ 0,90

Matériel électrique services publics

	9-5-86	Diff.
Alsthom-Atlantique	560	+ 30
CIT-Alcatel	2 346	+ 151
Crouzet	365	+ 28
Générale des Eaux	1 680	+ 109
IBM	1 065	– 56
Intertechnique	2 100	+ 95
ITT	330,50	+ 7,40
Legrand	3 870	– 45
Lyonnaise des Eaux	1 425	+ 55
Matra	2 583	+ 213
Merlin-Gérin	3 590	+ 190
Moteurs Leroy-Somer	998	+ 93
Moulinex	100	+ 7,50
Philips	160,30	– 14,70
PM Labinal	829	+ 69
Radiotechnique	862	+ 44
SEB	672	+ 29
Siemens	2 063	– 67
Schlumberger	215	+ 3,50
Signaux	594	+ 61
Télémec. Electrique	3 815	+ 535
Thomson-CSF	1 425	+ 165

Mines, caoutchouc, outre-mer

	9-5-86	Diff.
Charter	25,55	– 0,65
Géophysique	421	+ 5,5
Imétal	91,50	– 2,50
INCO	95,50	– 3,5
Michelin	3 279	+ 179
Min. Penarroya	68	– 3
RTZ	70	– 1,30
ZCI	1,41	– 0,01

Banques, assurances sociétés d'investissement

	9-5-86	Diff.
Bail Équipement	770	– 7
Bancaire (Cie)	1 270	+ 60
Cetelem	1 764	+ 129
Chargeurs SA (1)	1 325	+ 144,90
CFF	1 800	+ 20
CFI	605	+ 25
Eurafrance	3 484	+ 214
Hénin (La)	772	+ 20
Imm. Pl.-Monceau	861	+ 1
Locafrance	774	+ 34
Locindus	1 208	– 12
Midi	6 530	+ 140
Midland Bank	484	+ 35
O F P	1 650	– 10
Parisienne de réesc	2 200	+ 178
Prétabail	1 682	+ 32
Schneider	671	+ 81
UCB	799	+ 83

(1) Compte tenu d'un droit de 124,90 F.

Alimentation

	9-5-86	Diff.
Béghin-Say	537	+ 19
Bongrain	2 200	+ 135
BSN G.-Danone	3 995	+ 160
Carrefour (1)	3 680	+ 165
Casino	1 675	+ 60
Cédis	1 237	+ 36
Euromarché	2 575	+ 16
Guyenne et Gasc.	784	+ 42
Lesieur	1 265	+ 55
Martell	1 926	+ 106
Moët-Hennessy	2 630	+ 230
Nestlé	32 700	– 140
Occidentale (Gle)	990	+ 37
Olida-Caby	271	+ 21
Pernod-Ricard	1 251	+ 57
Promodès	1 510	– 80
St-Louis-Bouchon	734	– 25
C.S. Saupiquet	858	+ 178
Source Perrier	726	+ 23
Veuve Clicquot	4 370	– 29

(1) Compte tenu d'un coupon de 70 F.

Valeurs diverses

	9-5-86	Diff.
Accor	485	+ 28
Agence Havas	1 895	+ 185
Arjomari	1 895	+ 65
Bic	678	+ 27
Bis	1 590	+ 125
CGIP	1 300	+ 141
Club Méditerranée	556	+ 16
Essilor	2 710	+ 190
Europe 1	1 500	+ 90
Hachette	3 250	+ 370
L'Air Liquide	824	+ 14
L'Oréal	3 640	+ 286
Navigation Mixte	1 240	+ 120
Nord-Est	239,90	+ 10,90
Presses Cité (1)	2 395	+ 210
Sanofi	823	+ 33
Skis Rossignol	1 410	+ 110

(1) Compte tenu d'un achat de 520 F.

Produits chimiques

	9-5-86	Diff.
BASF	940	– 61
Bayer	950	– 65
Hoechst	921	– 47
Imp. Chemical	103	+ 1,50
Inst. Mérieux (1)	4 278	+ 467
Laboratoire Bellon	1 570	+ 103
Norsk Hydro	129,60	– 1,80
Roussel-Uclaf	1 700	+ 10

(1) Compte tenu d'un droit de 419 F.

Pétroles

	9-5-86	Diff.
Elf-Aquitaine	349,90	+ 0,90
Esso	465	+ 40
Exxon	421	+ 13
Francarep	350	– 8
Petrofina	1 195	+ 55
Pétroles B.P.	150	+ 26
Primagaz	535	– 3
Raffinage	133	+ 9
Royal Dutch	538	+ 6
Sogerap	556	+ 16
Total	383	– 2

Bâtiment, travaux publics

	9-5-86	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 515	+ 137
Bouygues	1 245	+ 75
Ciments Français	835	+ 55
Dumez	1 440	+ 63
GTM	341	– 1
J. Lefebvre	856	+ 18
Lafarge	1 535	+ 69
Maisons Phénix	305	– 2
Poliet et Chausson	1 551	+ 56
SCREG	92	+ 10,50
SGE-SB	88,80	+ 12,50

Filatures, textiles, magasins

	9-5-86	Diff.
André Roudière	250	– 2
Agache Willot	865	+ 20
BHV	725	+ 81
CFAO	1 815	– 17
Damart-Serviposte	1 905	– 65
Darty	3 180	+ 263
DMC	538	+ 48
Galeries Lafayette	1 450	+ 38
La Redoute	1 860	+ 20
Nouvelles Galeries	600	+ 34
Printemps	738	+ 18
SCOA	130	+ 7

Métallurgie construction mécanique

	9-5-86	Diff.
Alspi	439	+ 57
Avions Dassault-B.	1 815	+ 65
Chiers-Châtillon	69,60	+ 3,10
De Dietrich	1 320	+ 25
Facom	1 852	+ 177
Fives-Lille	575	+ 15
Fonderie (Générale)	71,90	– 51,10
Marine Wendel	478	+ 9
Penhoët	1 400	– 10
Peugeot SA	1 128	+ 83
Poclain	99,80	– 2
Sagem	3 135	+ 275
Valéo	609	– 1
Vallourec	171,20	– 1,80

Mines d'or, diamants

	9-5-86	Diff.
Anglo-American	88	inch.
Amgold (1)	494	– 1
Buf. Gold M.	148,50	+ 2
De Beers (2)	52,65	+ 3,30
Drief. Cons.	114,60	– 0,40
Gencor	91	+ 0,60
Gold Field	49,40	– 1,05
Harmony	69,50	+ 1,40
Randfontein	510	+ 4
Saint-Helena	90,80	+ 6
Western Deep	234	– 4

(1) Compte tenu d'un coupon de 24 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 1,20 F.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Synthélabo	+ 27,7	G. Fonderie	– 41,5
Saupiquet	+ 26,2	Génér. Biscuit	– 6,4
Colas	+ 23	Promodès	– 5
Salsigne	+ 21,8	Penarroya	– 4,2
BP	+ 21	SAT	– 3,7
Eurocom	+ 19	Damart	– 3,3
Gerland	+ 17	St-Louis	– 3,3
SGE	+ 16,4	Imétal	– 2,7
Télémécanique	+ 16,3	Francarep	– 2,2
Alspi	+ 14,9	Poclain	– 2
Nordon	+ 14,8	UIS	– 1,7
Chargeurs	+ 13,9	Salomon	– 1,2
Schneider	+ 13,7	Legrand	– 1,1
CSF	+ 13,1	Locindus	– 1

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 9 mai

COURS	ÉCHÉANCES				
		Mai 86	Juin 86	Sept. 86	Déc. 86
Premier		113,60	113,70	114,05	113,90
+ haut		113,70	113,70	114,10	114,20
+ bas		113,60	113,50	113,75	113,85
Dernier		113,70	113,55	113,80	113,95
Cours comp.		113,70	113,55	113,80	113,95

Nombre de contrats : 3 955.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (*en milliers de francs*)

	5 mai	6 mai	7 mai	8 mai	9 mai
RM	1 043 428	1 649 981	1 595 322	–	1 883 418
Comptant					
R. et obl.	4 112 155	5 888 928	6 287 181	–	4 477 700
Actions	344 110	294 440	811 395	–	249 529
Total	5 499 693	7 833 349	8 693 898	–	6 610 647
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)					
Françaises	149,3	152	152,6	–	–
Étrangères	108,6	109,4	109,1	–	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985)					
Tendance	147,6	151,4	152,5	–	153,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	393,9	401,3	403,6	–	407,5

(1) Chiffres provisoires.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 2 mai	Cours 9 mai
Or fin (kilo en barre)	77 500	77 150
– (kilo en lingot)	77 800	77 700
Pièce française (20 fr.)	545	535
Pièce française (10 fr.)	470	485
Pièce suisse (20 fr.)	531	521
Pièce latine (20 fr.)	481	492
● Pièce tunisienne (20 fr.)	485	490
Souverain	600	594
Souverain Elizabeth II	585	580
● Demi-souverain	342	338
Pièce de 20 dollars	3 045	3 140
– 10 dollars	1 520	1 580
● – 5 dollars	920	925
– 50 pesos	2 980	2 965
● – 20 marks	590	581
– 10 florins	475	480
● – 5 roubles	335	320

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Gal. Lafayette (2)	507 987	736 578 093
CSF (1)	249 479	334 054 761
Michelin (1)	99 836	318 977 235
BSN (1)	69 002	268 380 618
Peugeot (1)	164 266	181 200 910
Chargeurs (1)	122 855	161 037 184
Lesieur	117 220	146 511 960
CGE part.	49 993	144 394 539
Navig. Mixte (1)	116 343	136 736 321
Moët (1)	53 168	135 052 398
Crédit Nat.	60 798	135 021 279
Midi	19 987	128 136 380
Carrefour	34 697	126 024 919

(*) Du 30 avril au 7 mai compris.
(1) Séance du 9 mai incluse.
(2) *Sous réserve vu l'impossibilité de vérifier l'exactitude de l'information. Ces transactions représentent près de la moitié du capital.* Erreur informatique ?

MORT DU DERNIER DES KRUPP

Arndt von Bohlen und Halbach, le dernier représentant de la famille Krupp, est mort, le *jeudi 8 mai* à *Munich*, *d'un* cancer, à l'âge de quarante-huit ans. Il était le fils *unique* d'Alfred von Bohlen, qui avait, à la veille de sa mort, en 1967, transformé les structures familiales du célèbre Konzern, symbole de l'empire militaro-industriel.

La propriété de l'entreprise, en crise à l'époque, avait été cédée à une fondation qui porte son nom, avec l'aide des banques et de l'Etat. Aujourd'hui, la société sidérurgique est détenue à 75 % par cette fondation et à 25 % par l'Etat iranien.

En échange, Arndt von Bohlen avait obtenu une rente de *quelque 2 millions* de *marks* (6 millions de francs) par an. Loin des *affaires*, « *le plus jeune retraité de RFA* », comme on l'appela, vécut dans la jet society, partageant son temps entre ses propriétés en Autriche, au Maroc ou aux Etats-Unis. Amateur de starlettes, il avait défrayé les chroniques mondaines dans les années 60 et 70.

RFA : réforme du statut des huit Bourses régionales

Les huit Bourses ouest-allemandes (les deux principales étant celles de Francfort et de *Düsseldorf) ont adopté* à l'unanimité une réforme du statut de leur fédération qui doit entrer en application en mai et dont le détail exact sera révélé lors d'une prochaine assemblée générale constitutive. Cette réunion marquera le point de départ d'une réforme du marché boursier pour laquelle de longues et âpres négociations se sont déroulées au cours des derniers mois entre les différentes autorités boursières de ce pays.

En décembre dernier, les Bourses s'étaient mises d'accord sur un plan minimum de réforme. Pour faire droit aux petites Bourses régionales comme celles de Brême ou de Hanovre, *la création d'une Bourse centrale a été exclue. Seul devrait être institué* en mai à Francfort un directoire *central, supervisé* par les délégués de toutes les Bourses ouest-allemandes.

De nombreux investisseurs, et notamment les grandes banques, estiment que la structure très décentralisée du système boursier est un désavantage dans la compétition internationale des différentes places financières. Ainsi, Francfort, la capitale financière de l'Allemagne fédérale, traite tout juste la moitié des transactions boursières de RFA. – *(AFP.)*

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En hausse malgré tout

Le froid et le chaud ont tour à tour soufflé cette semaine sur Wall Street. Mais l'optimisme semble finalement l'avoir emporté. A la veille du week-end, l'indice des *industrielles était en hausse* de 14,75 points à 1 789,43. Côté nord, l'annonce par Burroughs de son intention de racheter Sperry pour créer le deuxième groupe informatique américain a fait craindre pour IBM, chouchou de la cote, dont les prévisions de résul*tats ont*, en plus, *été* révisées à la baisse. IBM a donc baissé et le phénomène a été contagieux. D'autre part, les investisseurs ont craint que l'opération de refinancement du Trésor (27 milliards de dollars) ne favorise une remontée des taux. Enfin, le retour sur scène du projet de réforme des impôts a fait planer la menace d'une suppression des privilèges fiscaux. Côté sud, le loyer de l'argent a baissé, favorisé en cela par les bonnes conditions dans lesquelles l'adjudication des bons du *Trésor s'est faite*. Après mûres réflexions, le projet de réforme fiscale est plutôt apparu de manière à favoriser un allégement global. OPA et facteur technique aidant, le marché s'est redressé.

	Cours 2 mai	Cours 9 mai
Alcoa	40 1/8	40 1/4
ATT	25	25 1/8
Boeing	55 3/8	57 1/2
Chase Man. Bank	44 1/8	42 1/2
Du Pont de Nemours	75 5/8	78
Eastman Kodak	56 1/4	56 1/2
Exxon	58	58 3/4
Ford	77 1/4	79 1/2
General Electric	76 5/8	76 3/4
General Motors	78 3/4	78 1/8
Goodyear	30 7/8	31 5/8
IBM	154 1/4	149 7/8
ITT	46 3/4	47 1/2
Mobil Oil	29 3/4	30 3/8
Pfizer	59 5/8	60 1/4
Schlumberger	30 1/8	31 1/8
Texaco	31 7/8	33
UAL Inc.	61	59 5/8
Union Carbide	24 1/4	23 1/8
US Steel	19 7/8	21
Westinghouse	53 1/4	54 3/8
Xerox Corp	59 3/8	59 3/4

LONDRES

Moins 4 %

Le London Stock Exchange s'est vivement *replié* cette *semaine et vendredi* à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une baisse voisine de 4 % et revenait à son plus bas niveau depuis deux mois. Déjà très sollicité par les augmentations de capital, le marché a eu connaissance de nouvelles et importantes émissions en *préparation*. *D'autre* part, la forte augmentation de la masse monétaire a momentanément écarté l'espoir d'une réduction des *taux* d'intérêt. Enfin, l'échec des conservateurs à des élections législatives partielles a provoqué une mauvaise impression.

Indices « FT » du 9 mai : industrielles, 1 330,3 (contre 1 382,9) ; mines d'or, 258,4 (*contre* 252,8) ; *fonds* d'Etat, 92,26 (contre 92,79).

	Cours 2 mai	Cours 9 mai
Beecham	395	370
Bowater	326	335
Brit. Petroleum	555	563
Charter	250	233
Courtaulds	274	269
De Beers (*)	705	740
Free State Ged. (*)	10 5/16	10 5/16
Glaxo	970	925
Gt. Univ. Stores	13	12 1/2
Imp. Chemical	944	929
Shell	745	753
Unilever	16 19/64	15 51/64
Vickers	485	458
War Loan	41	40 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Lourd

Préoccupé par la chute du dollar et la baisse des exportations que le phénomène entraîne, *le* marché s'est alourdi. La construction automobile a été parti*culièrement affectée. Seule BMW a été* épargnée. La firme annonce une augmentation de capital séduisante pour les actionnaires. La chimie et les banques n'ont pas été mieux loties.

Indice de la Commerzbank du 9 mai : 2 049,3 (contre 2 138,4).

	Cours 2 mai	Cours 9 mai
AEG	352,50	351
BASF	309	291
Bayer	310	300
Commerzbank	343	336
Deutschebank	850	834,50
Hoechst	300	291
Karstadt	347	348
Mannesman	230,50	230
Siemens	657	633,80
Volkswagen	628	595,20

TOKYO

Au-dessus de 16 000

Malgré ou à cause de l'appréciation rapide du yen, favorable aux achats étrangers, le marché a volé de record en record, et, pour la première fois de l'histoire, l'indice Nikkeï a franchi la barre des 16 000 points, pour s'inscrire à 16 194,98 (+ 326,54 points). Indice général : 1 280,85 (+ 28,13 points).

	Cours 2 mai	Cours 9 mai
Akaï	397	385
Bridgestone	630	645
Canon	1 150	1 070
Fuji Bank	1 490	1 500
Honda Motors	1 210	1 170
Matsushita Electric	1 600	1 520
Mitsubishi Heavy	369	386
Sony Corp.	3 830	3 600
Toyota Motors	1 580	1 510

L'euromarché

Le moral n'y est plus

A la seule exception peut-être du secteur du marché international libellé en francs français, le moral n'y est plus. La fermeté du franc français et la perspective d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt en France sont les deux éléments qui font défaut presque partout ailleurs. Aussi ne peut-on que se réjouir de vous avoir recommandé il y a deux semaines, dans cette même rubrique, de courir acheter des certificats d'investissement de la BNP. La demande s'est révélée si forte que non seulement, l'émission va être portée de 8 millions à 11 millions de certificats et l'importance de la tranche internationale augmentée de 15 % à 20 %, mais que, même après cet accroissement, la demande étrangère est encore restée *vingt-cinq fois* plus forte que le montant nominal offert. Le titre, qui sera émis à un *prix de 485 F*, se traitait déjà sur le marché gris à 580-620 F à la veille du week-end.

Les enchères du Trésor américain destinées à lever 27 milliards de dollars étant terminées après, tout compte fait, s'être déroulées bien *mieux que beaucoup ne le prévoyaient*, puisque les neuf milliards d'obligations à trente ans ont été enlevées sur la base d'un rendement moyen de seulement 7,37 %, alors qu'on pouvait s'attendre à 7,50 %, New-York, tout comme le marché *international des capitaux*, se concentre à nouveau sur les éléments fondamentaux susceptibles d'altérer l'évolution des prochaines semaines. Les *fundamentals*, comme les désignent les Anglo-Saxons et comme le nom l'indique, sont les facteurs à plus long terme qui permettent de déterminer une stratégie et qui, en tant que tels, s'opposent aux convulsions sporadiques engendrées par des éléments spécifiques et temporaires générateurs de mouvements tactiques.

Trois de ces éléments fondamentaux s'avèrent positifs : l'attitude *extrêmement souple du Fed* ; le fait que le marché américain des capitaux ne *soit pas noyé sous* une avalanche de papier nouveau ; et la léthargie de l'économie d'outre-Atlantique. En revanche, deux sont négatifs : la faiblesse du dollar sur les marchés des changes et la hausse du prix du pétrole. Le second étant à *juste titre considéré comme temporaire* par de nombreux observateurs, c'est, finalement, la situation incertaine du dollar qui explique l'extrême réticence des investisseurs internationaux à l'égard de toutes les offres libellées dans la devise des Etats-Unis.

Cette semaine, la plupart des banques *dirigeant* des euro-émissions libellées en dollars ne se donnaient même plus la peine d'offrir un prix de rachat (*bid*) du papier sur le marché gris, c'est-à-dire celui qui s'instaure entre le lancement d'un emprunt et *son entrée en Bourse* qu'est le marché secondaire. Mais comment serait-il possible, dans les circonstances actuelles, d'offrir un prix destiné à racheter tout ou partie des 100 millions de dollars d'euro-obligations à dix ans proposées, en début de semaine, à 100,125 sur la base d'un coupon annuel de 8 % par *la Standard Oil Company ?* La conjonction d'un dollar anémique et d'un emprunteur *impliqué dans* un secteur industriel en régression a amené les arbitragistes à offrir le papier avec une décote de 2,25 %, c'est-à-dire au-delà de la commission bancaire globale de 2 %. Les mêmes qui voulaient se débarrasser des titres se *refusaient à les racheter* à partir d'une cotation préétablie.

Pour échapper à *la désertion* qui dévaste le secteur du marché international libellé *en dollars* des Etats-Unis, la BNP a cherché à innover. Se tournant vers les investisseurs institutionnels japonais qui bénéficient d'avantages fiscaux lorsqu'ils acquièrent des émissions à coupons différés, la BNP, qui, il y a un mois, avait *lancé la première opération* à taux fixe de ce type, exemple repris avec succès en fin de semaine dernière par le Crédit lyonnais, a peaufiné la formule en offrant, mercredi, *la première opération à taux variable* dont le paiement du taux d'intérêt est différé.

D'un montant de 100 millions de *dollars* et d'une durée de *cinq* ans, elle n'offrira aucun coupon durant *les deux premières années. En* revanche, le taux d'intérêt sera, par la *suite, composé* de l'ajout d'une marge de 4,5 % au taux du Libor à six mois. Le tour est *épicé* d'une commission bancaire totalisant 0,6 %. Derrière ce montage dirigé par la japonaise Nomura se dissimule un *swap* qui, en bout de course, permettra à la BNP d'obtenir des dollars à taux flottant dont le coût sera d'un peu plus de 50 points de base inférieurs au Libor.

L'impact de l'accident nucléaire de Tchernobyl sur la crédibilité financière de l'URSS va pouvoir se juger au cours de la semaine prochaine après le lancement, vendredi, par la Moscow Narodny Bank, d'une euro-émission à *taux variable* de 100 millions de dollars. Sa durée *s'étendra sur sept ans et* le taux d'intérêt sera l'addition d'une marge de 0,1875 % au taux *Libor* à *six* mois. En outre, les prêteurs sont assurés d'un taux d'intérêt minimum garanti de 5 % par an. L'ensemble est agrémenté d'une commission bancaire des plus juteuses, puisqu'elle totalise 0,75 %. C'est la *Deutsche Bank qui dirige cette opération* à caractère éventuellement radioactif.

Belle première pour la Caisse des dépôts

Le deutschemark et l'ECU *sont*, aussi et tout autant que la devise américaine, désertés par les euro-investisseurs. L'opposition continue des Allemands à abaisser leurs taux d'intérêt, alors *que* leur devise se traîne au plancher du SME à la suite *du réajustement entériné* le mois précédent, éloigne les prêteurs. Dans le même temps, le marché primaire de l'ECU est paralysé parce que les dernières euro-émissions libellées dans la devise de la CEE ont vu le jour avec des coupons fixés *trop bas, c'est-à-dire au-dessous* de 7 %, dans l'anticipation précipitée d'une baisse supplémentaire et rapide des taux d'intérêt. Non seulement il n'en a rien été, mais toute *détente* additionnelle des taux en ECU ne pourra intervenir qu'après une *régression de ceux en dollars*, deutschemarks, francs français, lires et autres livres sterling. N'attendez donc trop rien de l'ECU avant, au moins, la mi-juin.

Comme, néanmoins, il y a toujours une exception à la règle, il faut souligner la belle, pour ne pas dire exceptionnelle, performance réalisée cette semaine par la Banque mondiale au travers d'une euro-émission de 60 millions d'ECU sur quinze ans. Offerte au pair avec un coupon annuel de 6,875 %, elle présente *trois caractéristiques importantes.* D'abord, c'est le premier emprunt obligataire en ECU d'une durée aussi longue que quinze ans. Ensuite, c'est la première émission en ECU de la Banque mondiale qui est dirigée par un consortium international de caisses d'épargne. *Enfin*, c'est la première direction par la Caisse des *dépôts* et consignation d'une émission internationale libellée en devise étrangère. Richard Komarnicki, de la Caisse des dépôts, qui, ignorant les aléas d'un 8 mai chômé sur le continent, s'est battu pour que l'opération soit un succès, peut être fier de sa triple première. La conjonction d'une signature au-dessus de *tout soupçon*, d'une longue échéance présentement recherchée par les institutionnels et du pouvoir infini de placement des caisses d'épargne, appelle une réussite qui se concrétise sur le marché gris par une décote de 1,375/1,125, soit bien *en deçà de la commission bancaire* totale de 1,875 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

P.S. – Dans notre article paru dans *le Monde* du mercredi 7 mai, une erreur d'impression nous a fait écrire que l'euro-émission en francs français de la CGE était assortie d'un coupon de 5,875 %. Il fallait lire 7,875 %.

Les devises et l'or

A hue et à dia

Malgré la satisfaction hautement affichée par les participants du sommet de Tokyo, notamment en matière de coopération dans le domaine économique, les marchés *des changes sont restés sur leur* faim, aucune indication précise *n'ayant pu être obtenue sur* le niveau souhaitable des parités monétaires. Le dialogue de sourds engagé entre les Etats-Unis et leurs partenaires sur une valeur « raisonnable » du dollar s'est poursuivi de plus belle, avec, toutefois, une certitude : le Japon, de plus en plus isolé, est en passe de faire les frais de l'opération.

A la veille du week-end, le dollar avait battu son record de baisse à Tokyo, tombant au cours historique de 161,90 yens contre 169 yens huit jours auparavant. Le yen monte donc, non seulement par rapport à la devise américaine, à la plus grande joie des milieux industriels d'outre-Atlantique, mais aussi par rapport aux autres devises, notamment la livre sterling et les monnaies du SME : mark et franc français (10 % de hausse à Paris depuis mars dernier à 4,28 F pour 100 yens, record absolu).

Avant d'en arriver là, une certaine agitation avait régné sur les marchés, en fonction des déclarations successives et contradictoires en provenance de Tokyo. Ainsi, M. Nigel Lawson, chancelier britannique de l'échiquier, commençait par faire « plonger » le dollar en confiant que les Cinq s'attendaient à une nouvelle baisse du billet vert et *« seraient d'accord »* pour laisser encore monter le yen.

Le lendemain, changement à vue : *M. Gerhardt Stoltenberg, ministre* allemand des finances, assurait que les Etats-Unis étaient *« satisfaits »* des cours *actuels du dollar*, ajoutant que les banques centrales de RFA et *du Japon étaient décidées à interve*nir pour stopper la chute de la devise *américaine. Mais, quelques heures* après, M. Georges Bush, vice-président des Etats-Unis, déclarait que son pays était opposé à toute forme d'intervention, entendant laisser jouer les *« forces du marché »*.

Ces forces, bien entendu, poussent à la baisse du dollar, notamment à *Tokyo*, où c'était vendredi matin en Europe, mais fin de jour*née aux antipodes) les grandes* firmes japonaises vendaient du billet *vert par tombereaux. Au Japon*, certains redoutent de voir le dollar tomber à 150 yens, opinion partagée par le « gourou » de Wall Street, Henry Kaufman, qui voit aussi le dollar à 2,10 DM. On a néanmoins noté une forte résistance de la devise américaine aux alentours de 2,15/2,16 DM, niveau auquel la Bundesbank est réputée intervenir.

Dans ces conditions, on comprend que les marchés des changes aient été tirés à « hue et à dia », sans orientation précise. Dans l'immédiat, toutefois, une indication « baissière » a été donnée pour le dollar après le résultat, assez favorable, *des adjudications effectuées* cette semaine par le Trésor américain, pour le montant record de 27 milliards de dollars. Les adjudications étaient redoutées : qu'allaient faire les Japonais, grands souscripteurs d'habitude ? En cas d'insuccès, les taux risquaient de monter, dopant ainsi le dollar. Eh bien, non ! Non seulement *les taux n'ont pas monté*, mais une forte baisse a été enregistrée : pour les obligations à 30 ans, il a été ramené de 9,28 % en février dernier à 7,37 %, soit le taux le plus *bas depuis* 1975, date à laquelle cette adjudication fut ouverte. Même condition pour les obligations à 10 ans : 7,47 % contre 8,79 % en février dernier. Quant aux Japonais, ils étaient là, peu rancuniers, ayant emporté environ 30 % des adjudications.

Cette présence nippone, bien utile pour financer le déficit fédéral, a suscité une nouvelle mise en garde de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, qui redoute une accélération de la baisse du dollar, qui aurait tendance à *« s'alimenter d'elle-même »*. Les Etats-Unis, rappelle-t-il, sont devenus le plus important emprunteur mondial, pour, précisément, financer une partie importante de leur déficit budgétaire. Cela n'inquiète guère, apparemment, la Maison Blanche, plus attentive aux doléances des industriels et au déficit de la balance commerciale.

En Europe, le franc français est toujours très fort, la mark étant au *voisinage de son cours-plancher vis*-à-vis de lui, tandis que la Banque nationale de Belgique a pu ramener de 8,75 % à 8,50 % son taux d'escompte, qui retombe ainsi, après trois réductions, des 9,75 % du début d'avril. En Norvège, les difficultés du pays, touché par la chute des prix du pétrole, entretient les *spéculations contre la couronne*, obligeant la Banque centrale à porter à 50 % son taux d'intervention, afin de décourager les spéculateurs.

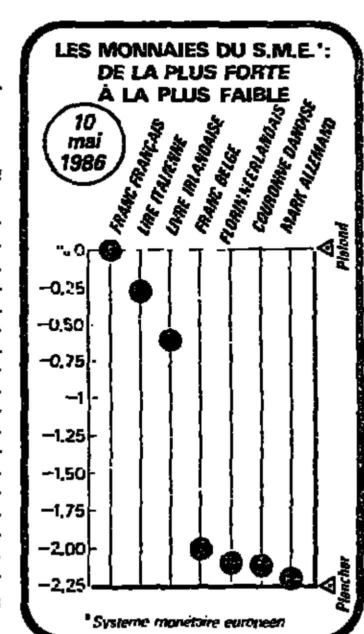
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AU 9 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,5400	–	14,4196	55,2333	45,9136	2,2476	40,7913	0,0669
	1,5180	–	14,2126	54,0249	45,2693	2,2173	40,1445	0,0668
Paris	10,6799	6,9350	–	383,84	318,41	15,5877	282,88	4,6459
	10,6806	7,0368	–	388,12	318,51	15,6009	282,46	4,6442
Zurich	2,7881	1,8105	26,1069	–	83,1267	4,0694	73,8527	1,2126
	2,8098	1,8510	26,3075	–	83,7936	4,1042	74,3075	1,2218
Francfort	3,3541	2,1780	31,4068	120,29	–	4,8954	88,8435	1,4588
	3,3533	2,2090	31,3957	119,41	–	4,8980	88,6792	1,4581
Bruxelles	68,5146	44,49	6,4153	24,5733	20,4269	–	18,1480	2,9799
	68,4618	45,10	6,4099	24,3652	20,4165	–	18,1052	2,9769
Amsterdam	3,7753	2,4515	35,3586	135,40	112,55	5,5102	–	1,6419
	3,7813	2,4910	35,4036	134,58	112,77	5,5233	–	1,6442
Milan	2299,22	1493	215,28	824,63	685,49	33,5581	609,01	–
	2299,77	1515	215,32	818,48	685,83	33,5928	608,19	–
Tokyo	249,48	162	23,3601	89,4780	74,3801	3,6412	66,0828	0,1085
	257,15	169,40	24,0762	91,5182	76,6863	3,7561	68,0048	0,1118

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 mai, 4,280 F contre 4,1535 F le vendredi 2 mai.



Les matières premières

Hausse du blé - Repli du café

Les prix des matières premières sont, dans l'ensemble, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis sept ans, selon les dernières statistiques établies par le FMI. La perspective d'achats importants susceptibles d'être effectués par l'URSS en céréales, sucre et denrées alimentaires a encore exercé une influence dominante sur les différents marchés.

CÉRÉALES. – *Toujours dopés par les craintes d'une diminution importante de la récolte du grenier à blé de l'URSS, les cours ont poursuivi leur avance sur le marché aux grains de Chicago avec une hausse toutefois moins sensible pour le maïs et l'avoine. Il faudrait s'attendre, selon les premières estimations, à une réduction d'au moins 10 % de la récolte soviétique de blé, soit entre 15 et 20 millions de tonnes. Si ces prévisions se confirmaient, les stocks mondiaux de blé n'augmenteraient pas de 13 millions de tonnes, comme le laissait prévoir le Conseil international du blé, mais ils pourraient au contraire enregistrer une légère diminution. Une telle situation ne manquera pas de faire le bonheur des cinq grands pays exportateurs et surtout des Etats-Unis.*

MÉTAUX. – *Les cours du plomb sont tombés à Londres à leurs niveaux les plus bas depuis plus d'une décennie. La position statistique de ce métal est loin d'être favorable. La demande mondiale a diminué de 300000 tonnes en 1985 pour revenir à 3 millions de tonnes. Quant à la capacité mondiale de production, elle surpasse toujours la consommation. Le groupe international d'études du plomb et du zinc prévoit une augmentation de seulement 1 % de l'utilisation mondiale dans les années les plus favorables.*

Les cours du cuivre ont peu varié au Metal Exchange de Londres. Les contrats de travail dans l'industrie américaine du cuivre doivent être renouvelés à la fin du mois de juin. Si aucun accord n'est intervenu entre-temps entre les représentants des syndicats et ceux des grandes compagnies, une grève pourrait éclater.

Les ventes d'or de l'URSS sur les marchés occidentaux ont pratiquement doublé en 1985. Si ce pays est amené à accroître ses achats de denrées alimentaires, incidence de la catastrophe nucléaire en Ukraine, il pourrait en résulter des ventes plus importantes de platine – l'URSS est le second producteur mondial après l'Afrique du Sud. Les cours ont enregistré de faibles fluctuations.

Nouvel effritement des cours de l'étain à Kuala-Lumpur. La production mondiale de métal devrait enregistrer une réduction importante dans les pays du Sud-Est asiatique. Les stocks mondiaux restant élevés.

DENRÉES. – *La baisse des cours du café s'est accélérée sur les différents marchés. Ils ont retrouvé pratiquement leurs niveaux les plus bas depuis cinq mois. Les quotas d'exportation prévus par l'accord international pour les pays membres ne seront pas rétablis. Le Brésil ne veut pas que l'on touche au sien en cas de rétablissement, bien que sa prochaine récolte ne soit plus évaluée qu'à 12 millions de sacs au lieu de 30 millions pour la précédente saison.*

La hausse récente a été consolidée sur le marché du sucre. Cuba devrait acheter pour 120 millions de dollars de sucre sur le marché mondial afin de remplir son quota d'exportation vers l'URSS, dont il est un fournisseur privilégié. En raison d'une récolte moins abondante, ses ventes sur les marchés étrangers ont diminué de 25 %.

LES COURS DU 8 MAI 1986

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 927 (939) ; à trois mois, 932 (945) ; plomb, 239,50 (243,50) ; zinc, 452,5 (455,60) ; aluminium, 750 (765) ; nickel, 2 600,50 (2 665) ; argent (en pence par once troy), 336,5 (335). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,60 (62,10) ; argent (en dollars par once), 5,22 (5,16) ; platine (en dollars par once), 416,60 (415,80). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo) 14,20 (14,59).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juil., 67,32 (65,87) ; oct., 38,50 (37,60). – **Sydney** (en cents par kilo), laine peignée à sec, juil., 612 (615). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, juil., inch. (45).

CAOUTCHOUC. – **Kuala-Lumpur** (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 198 (195).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juil., 1 761 (1 812) ; sept., 1 815 (1 866) ; sucre, juil., 8,12 (8,75) ; sept., 8,75 (8,85) ; café, juil., 224,31 (234,60) ; sept., 228,69 (239). – **Londres** (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, août, 195,40 (197) ; sept., 198 (199) ; café, juil., 2 129 (2 269) ; sept., 2 169 (2 331) ; cacao, juil., 1 272 (1 311) ; sept., 1 294 (1 335). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, sept., 1 370 (1 445) ; déc., 1 390 (1 460) ; café, sept., 2 103 (2 490) ; nov., 2 355 (2 555) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 565 (1 580) ; oct., 1 608 (1 615). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), juil., 153,80 (154,30) ; août, 154,70 (153,70). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 126,80 (126,30) ; août 123,50 (125,50).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juil., 291 (279,50) ; sept., 292 (279) ; maïs, juil., 237,75 (227,75) ; sept., 216,25 (209).

INDICES. – Moody's, 979,70 (965,40) ; Reuter, 1 776,4 (1 795,10).

Le marché monétaire et obligataire

Une baisse des taux prochaine

De toutes les discussions du sommet de Tokyo, le seul résultat certain va être une nouvelle volée de baisse des taux. La France, très vraisemblablement, ouvrira le feu la semaine prochaine, avec une diminution des taux d'intervention de la Banque de France, ramené de 7 3/4 % à 7 1/2 % le 28 avril, et, très probablement, une réduction de la rémunération servie aux dépôts sur les livrets de caisse d'épargne, fixée à 6 % depuis juillet 1985. La France est le pays occidental où les taux d'intérêt réels demeurent parmi les plus élevés, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, ce qui provoque un afflux intempestif de capitaux germaniques en direction de Paris, avec, pour résultat, un gonflement de la masse monétaire tout à fait mal venu, et une tension sur les parités franc-mark *(voir en rubrique « Devises et or »)*.

Par ailleurs, il est évident que, avec la rapidité du rythme de la désinflation depuis l'automne dernier, les taux d'intérêt réels précédemment évoqués se sont maintenus ou ont même légèrement augmenté, en dépit de la désescalade du loyer de l'argent entreprise avec retard par l'Institut d'émission. La rémunération historiquement élevée dont bénéficient les placements financiers continue donc à privilégier ces derniers, au détriment des investissements industriels et de ceux des ménages. On le voit en particulier dans le domaine de la *construction, où le coût du crédit* conjugué avec la stagnation du pouvoir d'achat joue un rôle tout à fait dissuasif.

La perspective d'une baisse des taux étalée, prudemment, sur une certaine période ne peut qu'inciter à l'attentisme les emprunteurs de tout poil, désireux de bénéficier de meilleures conditions. On comprend donc qu'*au sein du gouvernement* des voix s'élèvent, avec force, pour *accélérer le rythme de* la détente, tandis que d'autres *s'inquiètent d'une augmentation* supplémentaire de la masse moné*taire*, engendrée, *éventuellement*, par la stimulation de la demande *de crédit. Or le gouvernement* actuel est pressé. Il veut obtenir des *résultats* rapides : *donc, en* avant pour la baisse des taux, qui, *cette fois, pourrait ne pas* s'accompagner d'une augmenta*tion des réserves* obligatoires imposées aux banques pour, précisément, les empêcher d'accorder du crédit trop libéralement.

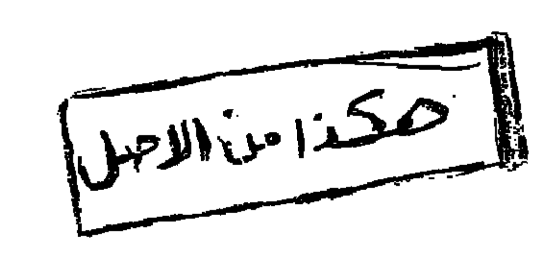
Cette nouvelle désescalade, les milieux financiers l'anticipaient dès cette semaine, notamment sur le MATIF, où les cours ont pratiquement rejoint les maxima enregistrés avant la brève secousse infligée par l'annonce d'une fiscalisation des SICAV court terme sans coupon. En gros, on table sur un retour à 6 %, ou même moins, de l'argent *au jour le jour*, par étapes, au lieu des 7,50 % actuels, avec des taux à long terme s'échelonnant entre 7 % et 8 %, contre 7,80 % à 8,80 %, actuellement. A la veille du week-end, d'une *manière significative*, les *rendements* sur le marché secondaire (en Bourse) ont chuté de 7,86 % à 7,62 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans ; de 7,88 % à 7,54 % pour ceux de deux à sept ans, et de 8,60 % à 8,47 % contre 8,60 % pour le secteur public, selon les indices Paribas.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'emprunt de 1 milliard de francs de la CASDEN Banque populaire, à 8,80 % et huit ans, remboursable *in fine*, ait été enlevé très prestement, de même que celui du CEPME (2 milliards de francs) à dix ans (également *in fine*) avec, toutefois, quelques réticences en raison des modalités, nouvelles, de rémunération progressive : 4 % les trois premières années, 8 % les trois années suivantes et 12 % les quatre dernières années, soit 8,01 % en rendement actuariel. Certains *investisseurs trouvent* un peu « maigres » les premiers 4 %. Pour la semaine prochaine, on attend un Crédit foncier de 5 milliards *de francs, dit-on*, et un PTT.

Dans un domaine connexe, la BNP a pu porter à 5,33 milliards de francs, record absolu pour cette *formule*, son émission de certificats d'investissement, profitant d'*une très forte demande*, émanant du monde entier, et qui, *malgré tout*, ne pourra être entièrement satisfaite. A un cours capitalisant dix fois les bénéfices *nets*, et compte tenu des très importantes provisions pour risques « souverains » (Etats emprunteurs) constituées par la BNP, l'étranger se déclare fortement « intéressé ».

F. R.

LONDRES



Le Monde

A BONIFACIO (CORSE-DU-SUD)

Huit morts dans le naufrage d'une vedette d'excursion

De notre correspondant

Bastia. — *Huit personnes âgées,* originaires d'Annonay (Ardèche) et du Doubs, *ont péri noyées, vendredi* 9 mai à 12 h 15, alors qu'elles visi*taient les grottes marines* de Bonifacio (Corse-du-Sud) à bord d'une *vedette d'excursion. Le Saint-Vincent,* piloté par M. Camille *Zuria et son frère* Antoine (propriétaire du bateau), a heurté violem*ment une paroi rocheuse* au moment de quitter la grotte marine de la *Dragonata.* Son étrave s'est disloquée et il a rapidement coulé. Les *deux frères ont été placés en garde à* vue. Selon les premières constata*tions, le pilote* de la vedette n'aurait pas immédiatement pris conscience de la *gravité de la situation.* Au lieu de se mettre à l'abri à l'intérieur de la grotte aux eaux calmes et d'appeler au secours, il a préféré foncer vers l'entrée du port, ce qui a entraîné le naufrage immédiat du bateau.

Un autre point reste à élucider : le *Saint-Vincent,* avant de couler, n'a pas envoyé de signal de détresse avec sa radio de bord ; c'est une autre vedette qui a appelé le sémaphore pour demander des secours. La radio VHF du *Saint-Vincent* était-elle en panne? Les bateliers ont-ils manqué de présence d'esprit ?

Certains témoins indiquent, d'autre part, que la vedette était anormalement chargée : vingt-cinq personnes se seraient trouvées à son bord au moment de l'accident, alors que le règlement maritime n'en autorise que vingt pour cette vedette. Selon d'autres sources, au contraire, le bateau transportait vingt touristes plus deux membres d'équipage. Les conditions de sécurité étaient-elles réunies à bord du *Saint-Vincent ?* D'après les affaires maritimes, la vedette avait obtenu, il *y a quelques semaines,* l'autorisation saisonnière de naviguer. Classé dans *la catégorie n° 5, le bateau* ne doit pas s'éloigner des côtes, et des coussins flotteurs peuvent remplacer les traditionnelles bouées de sauvetage.

Les seize personnes rescapées ont *été repêchées* rapidement par les autres bateliers et par l'armée can*tonnée à Bonifacio. Huit* blessés sérieux, en état de choc après un début de noyade, *ont été placés* en observation à l'hôpital de la Porto-Vecchio, mais leurs jours ne sont pas en danger.

DOMINIQUE ANTONI.

TOURISME

Les Américains rembarquent

Après les touristes, les sportifs. Mme Patti Sheehan, première « golfeuse » américaine et qui devait être la vedette de la Ladies Cup de Chantilly, vient de déclarer forfait. *Motif : peur de l'attentat.* Les joueurs de tennis américains, catégorie juniors, ne participeront pas aux tournois de Roland-Garros et de Wimbledon. Motifs : crainte des attentats et des radiations.

A leur tour, les athlètes redoutent donc le Vieux Continent. Une telle attitude confirme la psychose de peur qui gagne les Etats-Unis (*le Monde* du 24 avril). La tendance, accentuée par la forte baisse du dollar, n'a fait que s'accélérer depuis le détournement d'un Boeing de la TWA et du paquebot *Achille Lauro,* à l'automne 1985, les attentats des aéroports de Rome et de Vienne, et, enfin, le conflit américano-libyen en Méditerranée.

Selon la formule de M. George Hem, de l'office français du tourisme à New-York, *« autant vouloir vendre une voiture sur les lieux d'un accident ».* Alors que deux millions et demi d'Américains s'étaient rendus en France l'année dernière (29 % de plus qu'en 1984), ils ne seront plus, toujours selon M. Hem, qu'un mil*lion. Coup dur pour la balance* touristique, qui avait été excédentaire de 31 *milliards de francs* en 1985.

Après la Côte d'Azur, c'est la Normandie qui apparaît comme la plus touchée par la « désaffection » américaine. Or cette région a beaucoup investi dans le tourisme après les grandioses cérémonies célébrant, en juin 1984, le débarquement allié. C'est par centaines que parviennent les annulations dans les hôtels, les musées et les sites touristiques.

Promotion européenne

Le Musée du débarquement d'Arromanches (Calvados) ne *sera fréquenté que* par la moitié des groupes américains prévus. *Un grand hôtel de Deauville* a annoncé une baisse à la réserva*tion de 50 %. Mais les responsa*bles du tourisme normand ne *baissent pas* les bras. L'absence des Américains sera compensée par des efforts *de promotion* en direction de la République fédé*rale* d'Allemagne et de l'Italie.

Mais où les touristes américains — et leurs dollars — iront-ils cette année ? Aux Etats-Unis, on annonçait il y a encore quelques *semaines* une forte hausse en direction de l'URSS et des pays *de l'Europe de l'Est. « Ces touristes cherchent des endroits sûrs, c'est pourquoi ils se tournent vers nous »,* déclarait, il est vrai avant la catastrophe de Tchernobyl, M. Youri Bagrov, *directeur* de l'office de tourisme soviétique Intourist à New-York.

Il n'est donc pas facile de courir le monde cette année. On veut *aller aux Maldives, il faut faire* escale à Colombo (Sri-Lanka); on veut découvrir *Pékin, il faudra* rationner de juin à août son eau *dans les hôtels*; on veut visiter les pays méditerranéens et il faudra *se méfier* des attentats... *Dans* ces conditions, les touristes ne seront-ils pas tentés de rester chez eux ?

Pas de tourisme, donc, sans liberté de circuler. On l'a bien vu récemment au tournoi de tennis de Monte-Carlo. Les organisateurs avaient prévu de faire accompagner par des gardes du corps les joueurs américains et israéliens lors de leurs déplacements en automobile. Au bout de deux jours, à la demande même des sportifs, l'expérience — trop pesante — a été arrêtée...

JEAN PERRIN.

Mme Mitterrand et la majorité

« UNE SORTE DE REVANCHE »

Mme Danielle Mitterrand, dans un entretien au *Nouvel Observateur,* estime que *« quand on donne un instrument »* comme le secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, *« encore faut-il savoir comment on va s'en servir ». « Un secrétaire d'Etat ne peut pas aller plus loin que son gouvernement. Il est pieds et poings liés »,* ajoute l'épouse du président de la République, qui affirme ne vouloir faire *« aucun procès d'intention à un gouvernement »* se préoccupant des droits de l'homme.

Mme Mitterrand, interrogée sur l'action humanitaire qu'elle mène à travers ses associations et notamment la fondation France-Libertés, *croit, par ailleurs, « déceler une volonté de défaire »* tout ce que les socialistes ont fait. *« Le bon et le moins bon. Une sorte de revanche... »,* dit-elle.

L'épouse du chef de l'Etat cite en exemple *« les mesquineries qui ont commencé à Lille avec les plans des villes de Vauban ».*

A la question : *« Danielle Mitterrand et sa fondation, Jack Lang et son ministère de la culture bis (...), cela ne ressemble-t-il pas à une action concertée au plus haut niveau pour reconquérir le pouvoir ? »,* Mme Mitterrand répond : *« Vous êtes en droit de le dire... »*

Alpinisme

LA DISPARITION DU « TIGRE DES NEIGES »

Le sherpa Tensing Norgay, de *nationalité indienne, vient de* mourir à l'âge de soixante-douze ans, à Darjeeling, *au pied même* de l'Everest qu'il fut le premier à vaincre en compagnie de Sir Edmund Hillary, le 29 mai 1953. *Les deux hommes avaient été,* en effet, les seuls membres de l'expédition *britannique* du colonel John Hunt à atteindre « le toit du monde », situé à 8 887 mètres.

Celui que ses compagnons sherpas appelaient le « Tigre des neiges » était né en 1914 à Tami, petit village près de l'Everest, avait commencé sa carrière de porteur en 1935. Personnalité marquante du monde de l'alpinisme, Tensing jouissait d'une grande popularité dans le nord de l'Inde, où il dirigeait une école de montagne à Darjeeling. Encore très actif jusqu'à ces dernières *années,* il organisait aussi des randonnées au Népal, et son *renom* lui attirait une riche clientèle américaine, même s'il déplo*rait la commercialisation* de l'Himalaya.

UN QUATRIÈME ÉCHEC DE LA NASA

La NASA a reconnu, le 9 mai, avoir subi un quatrième échec avec la perte, le 25 avril dernier, d'une fusée Nike Orion. Cet accident est survenu après ceux de la navette Challenger et des fusées Titan et Delta, successivement détruites le 28 janvier, le 18 avril et le 3 mai. L'ogive de la fusée Nike Orion était équipée d'un système d'étude de la pollution atmosphérique. L'accident s'est produit quelques secondes après le lancement, le second étage de la fusée ne se séparant pas du premier. *Les instruments scientifiques* ont toutefois pu être récupérés. Près de 120 Nike Orion ont, ces dernières années, été lancées avec succès par les Américains.

A PARIS

Le tribunal correctionnel se déclare incompétent dans une affaire de mutilation sexuelle

L'excision ne peut être assimilée à une simple blessure, mais constitue bien une *mutilation;* les auteurs et les complice de tels actes — criminels — *ne peuvent donc pas être* jugés par un tribunal correctionnel. *En théorie, ils devraient être renvoyés* devant une cour d'assises.

La *quinzième chambre* correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Gaulmin, *s'est,* en effet, déclarée, vendredi 9 mai, incompétente dans l'affaire d'un couple malien, M. et Mme Koulibali, qui a fait exciser ses six petites filles. Il reste que seul le parquet peut décider de faire ou non appel de cette décision de la chambre correctionnelle.

Au début des années 80, à la faveur d'une visite de PMI (Protection maternelle et infantile), un médecin, Mme Burchard, constate que les cinq petites filles de Mme Koulibali, trente-huit ans, épouse d'un cantonnier de Neuilly, ont été excisées (ablation du capuchon du clitoris et des petites lèvres). Le médecin aurait aussitôt informé la mère des conséquences médicales possibles sur des enfants ainsi mutilées et l'aurait surtout mise en garde contre d'éventuelles pousuites judiciaires.

En juillet 1983 naît Asha, la sixième fille des époux Koulibali. Mme Burchard renouvelle ses explications. En vain : à la visite de janvier 1984, elle constate l'excision du nouveau-né.

En novembre 1984, la deuxième femme de M. *Koulibali* accouche également d'une fillette, Hatoumata. *Naïveté ? Rouerie ?* Les parents demandent à Mme Burchard d'exciser elle-même l'enfant. Celle-ci refuse. Cette fois, la PMI décide d'alerter la justice. C'est ainsi que *Mme et M. Koulibali se sont* retrouvés devant le tribunal correctionnel, la *première pour complicité* de coups et blessures volontaires à *enfants de moins de quinze ans,* et le second pour avoir fourni les moyens.

L'avocat du couple, Me Mamadou Sawa Dogo, a plaidé l'ignorance des lois françaises *et le* poids des coutumes maliennes.

Le procureur, qui s'est déclaré sensible au phénomène culturel, a demandé une peine modérée d'un an d'emprisonnement avec sursis. Mais le tribunal a préféré prendre en considération les arguments des avocates des associations qui s'étaient portées partie civile, Me Linda Weil-Curiel pour SOS Alternatives (femmes et enfants victimes de violences) et la Ligue du droit des femmes ; Me Catherine Sviloff pour Enfance et partage. Toutes deux demandaient au tribunal de se déclarer incompétent, l'excision ne pouvant être qualifiée de coups et blessures, mais de mutilation. *« Il y a bien ablation d'un organe sain et fonctionnel qui entraîne une perte de fonction et donc une infirmité permanente, même si elle est partielle, car elle ne touche pas aux fonctions reproductrices »,* a souligné Me Sviloff. *« On nous dit : vous allez accabler cette communauté qui n'a fait qu'appliquer des coutumes ancestrales,* a expliqué Me Weil-Curiel. *Raisonner ainsi, c'est instituer en France des droits coutumiers. Dans ces conditions accepteriez-vous d'appliquer la loi coranique et de laisser en France lapider des femmes adultères ? »*

La décision appartient au parquet.

Ch. Ch.

A la direction de Radio-France-Outre-mer

Remaniements et polémique

La hiérarchie de RFO, déjà plusieurs fois remaniée depuis la mise en place, en 1982, de cette « Société française de la radio-télévision pour l'Outre-mer » (RFO), vient de connaître de nouveaux aménagements. Ainsi, M. André Sabas, directeur adjoint chargé de l'information à FR 3 jusqu'en 1981 et un des responsables de l'Agence française de communication au sein du groupe Hersant depuis janvier 1985, a été nommé directeur de l'information de RFO.

Cette nomination a été décidée par M. Jacques Vistel, président de RFO. M. Sabas remplacera, en partie, M. Jean-Jacques Mauriat, directeur délégué de l'information et de l'action internationale, qui devient directeur de l'Agence internationale d'images (AITV) de RFO. Par ailleurs, M. Jean-Pierre David, responsable des programmes, prend le titre de directeur de ce secteur. Enfin, M. André Brières, qui était jusque-là chargé des relations de la Société avec le Parlement, devient directeur de la promotion et des relations extérieures.

Ces réformes, précise-t-on dans l'entourage de M. Vistel (nommé président, en octobre dernier, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle), font suite à la mort récente du directeur des programmes et de l'information, Jacques Landry. Le syndicat SNJ estime que ces aménagements ne sont pas en eux-mêmes *« condamnables ».* Il s'inquiète, en revanche, des *« menaces »* qui pèsent, selon lui, sur RFO, en particulier à la suite de la publication, le 6 mai dernier, d'une lettre du député RPR de la Martinique, M. Michel Renard, adressée au premier ministre.

Dans cette lettre, le député RPR attire l'attention du premier ministre *« sur la situation régnant au sein de la société RFO, tant sur le plan national que local, et sur les graves conséquences politiques qui ne manqueront pas de s'ensuivre »* si on ne prend pas d'urgence *« les mesures indispensables pour y remédier ».* M. Renard accuse, entre autres, RFO d'être devenue *« le camp retranché d'hommes mis en place par le PS et le PC, qui, du sommet à la base, se livrent à une propagande résolument favorable à la gauche, tout en orchestrant systématiquement le boycottage de la nouvelle majorité ».*

Citant des noms, M. Renard déclare que *« toute information intéressant l'Outre-mer est filtrée à la base par les chefs de l'information, MM. Mauriat, Meretik et Granado, sous la houlette du président Vistel et de son directeur de cabinet, M. de Khegel, tous deux membres du cabinet de M. Fillioud avant d'occuper leurs présentes fonctions ».*

En réponse à la lettre de M. Renard, le directeur régional de RFO Martinique, M. Pierre Girard, s'inscrit en faux contre les assertions du député, en particulier contre l'affirmation selon laquelle MM. Vistel et Alain de Khegel aient été membres du cabinet de M. Fillioud. Le premier, indique-t-on à RFO, n'a occupé des fonctions dans un cabinet ministériel que sous M. Michel Guy. Quant à M. de Khegel, il était auparavant rattaché à la Haute Autorité. D'autre part, M. Girard précise que M. de Khegel n'est pas directeur de cabinet de M. Vistel, mais délégué auprès du président de RFO.

M. Le Pen juge le gouvernement Chirac

GLOBALEMENT INEFFICACE

Dans un entretien accordé au *Figaro-Magazine* de ce samedi 10 mai, jour de la réunion du conseil politique du Front national, qu'il préside, M. Jean-Marie Le Pen critique en ces termes M. Chirac : *« La situation actuelle interdit au gouvernement toute politique de grande envergure et une véritable rupture avec le socialisme. Il est en effet évident qu'il y a un consensus minimum entre le président et le premier ministre. Je pense d'ailleurs que ce consensus était antérieur aux élections. Il s'articule autour de l'idée que ces deux candidats à la présidence de la République s'autosélectionnent pour l'échéance de 1988. »*

Après avoir indiqué qu'il *« doute de l'efficacité »* des dénationalisations, telles qu'elles sont proposées par le gouvernemrnt, M. Le Pen précise : *« Il y a un gouvernement minoritaire. Minoritaire dans le pays; minoritaire à l'Assemblée nationale, puisqu'il lui manquait des voix pour avoir la majorité absolue et qu'il a eu besoin pour cela de celles des non-inscrits. En fait, ce gouvernement ne s'est pas donné les moyens politiques d'avoir une large majorité (...). Mais « on » a écarté délibérément le Front national parce qu'« on » remplissait un certain nombre de contrats. A l'égard de la gauche, d'abord. Et puis, à l'égard de lobbies. »*

M. Le Pen estime également que vouloir rétablir le scrutin majoritaire, c'est *« se tromper de terrain et de combat ».* Il ajoute : *« Dans les départements, l'alliance UDF-FN fait plus de voix que le RPR. M. Chirac devrait y songer. »* Le président du Front national assure également qu'il faut *« changer les têtes »* à la télévision.

Le numéro du « Monde » daté 10 mai 1986 a été tiré à 478 919 exemplaires

A B C D E F G

LA GENDARMERIE EFFECTUERA MOINS DE TACHES ADMINISTRATIVES

M. André Giraud, ministre de la défense, a annoncé, le 9 mai, à l'occasion d'une visite au GIGN (groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale) de Satory (Yvelines), que les gendarmes seront progressivement déchargés de tâches administratives pour pouvoir se consacrer davantage à la sécurité publique, à la lutte contre la délinquance et à la sécurité routière.

La direction de la gendarmerie *est par ailleurs chargée* d'étudier les moyens d'augmenter le nombre des gendarmes auxiliaires, appelés du contingent effectuant leur service dans les brigades. *« Un peloton de surveillance et d'intervention sera progressivement mis en place auprès de chaque compagnie de gendarmerie »,* a précisé M. Giraud.

En raison de l'abondance de l'actualité, la page « Régions » paraîtra ultérieurement.

M. Jacques Hui nouveau président de la PEEP

Le Cap-d'Agde. — C'est à une très large majorité (54 voix sur 64) que M. Jacques Hui a été élu, vendredi 9 mai, président de la Fédération des parents d'élèves de l'école publique (PEEP), qui tient son congrès annuel au Cap d'Agde (*le Monde* du 10 mai). Le seizième président de la PEEP succède à M. Jean-Marie Schieret, qui avait su, au fil de ses six années de mandat, faire passer un style plus dynamique et recentrer l'image de la seconde association de parents d'élèves du public. L'approbation par 96,4 % des congressistes de son dernier rapport d'activité témoigne de l'unanimité qu'il avait suscitée.

M. Jacques Hui devra donc d'abord s'imposer. Moins peut-être à l'intérieur de l'association qu'à l'extérieur. Homme d'appareil et de dossiers, davantage habitué au travail méthodique en coulisses qu'au devant de la scène, cet ingénieur parisien de cinquante-deux ans, père de cinq enfants et déjà grand-père, est un ancien de l'Ecole des mines. Nanti d'un doctorat en physique, il a passé quinze ans chez Pechiney, puis une douzaine d'années chez Rhône-Poulenc à s'occuper de secteurs de recherche, avant d'être nommé, en mars dernier, directeur de la valorisation et des applications de la recherche au CNRS.

A la PEEP, il a gravi tous les échelons depuis 1970 avant de devenir l'un de ses trois vice-présidents en 1984. Spécialiste des problèmes du second degré, il est l'artisan du rapport *Un lycée pour notre temps* que la PEEP a rendu public en 1985.

● *Incident à la prison des Baumettes à Marseille.* — Armé d'un canif, un détenu de la prison des Baumettes, à Marseille, a attaqué, samedi 10 mai, vers 7 h 30, le gardien préposé à la distribution des petits déjeuners. Ses deux compagnons de cellule ne sont pas intervenus. Le gardien a été légèrement blessé à la main. Le détenu, qui voulait faire passer un message à la radio, a été maîtrisé par le personnel de la prison.

A Avignon

SUICIDE EN PRISON D'UN MEMBRE PRÉSUMÉ DES BRIGADES ROUGES

Inculpé en 1984 de vol aggravé et de tentative d'homicide volontaire sur un agent de la force publique, un membre présumé des Brigades rouges, Maurizio Cirelli, trente et un ans, s'est pendu, dans la nuit du 7 au 8 mai, dans sa cellule de la prison d'Avignon (Vaucluse). Il a mis fin à ses jours à l'aide d'un drap accroché au support de la télévision, alors qu'il se trouvait seul dans le quartier des détenus particulièrement surveillés (DPS).

Maurizio Cirelli était recherché en Italie et était sous le coup d'une demande d'extradition, comme membre d'une bande qui pillait les trains pour le compte de mouvements extrémistes, et pour avoir blessé, à plusieurs reprises, des carabiniers au cours de hold-up. Il avait été interpellé, en France, le 26 juillet 1984 par les forces de l'ordre près d'Apt (Vaucluse). Au cours de son arrestation mouvementée, il avait ouvert le feu à huit reprises sur les gendarmes, et l'un d'eux avait été grièvement blessé.

Le Monde
AUJOURD'HUI

QUENEAU

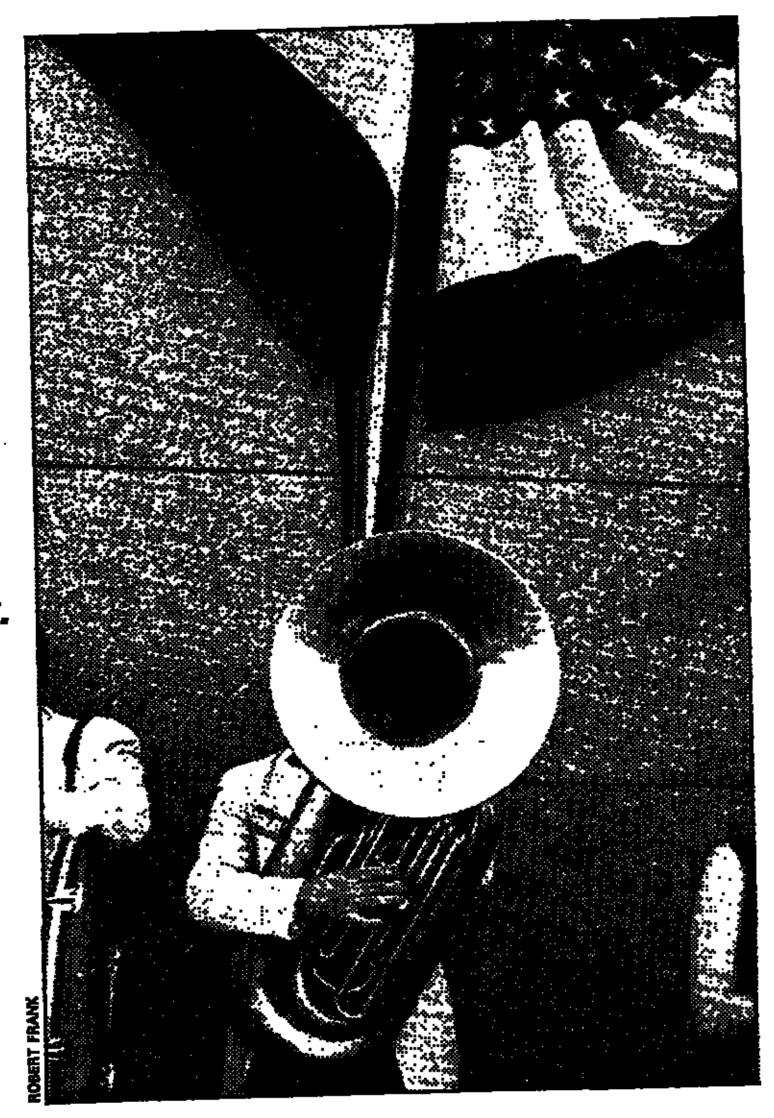
Sortie dans quelques jours, chez Gallimard, du journal intime de Queneau, daté « 1939-1940 ». Drôle de guerre et drôle de document.



JAPON

Les Parisiens vont vivre durant près d'un an en compagnie du Japon. Sport, expositions, théâtre, conférences. Le maire de la capitale a un faible pour l'empire du Soleil-Levant.

JOHN SCHULTS



ROBERT FRANK

CINÉMA

En dix-huit lettres : il conclut une émission pour en commencer une autre... Claude-Jean Philippe et son ciné-club en épilogue, chaque vendredi, des rendez-vous de Pivot.



FRANK

Première rétrospective au palais de Tokyo de Robert Frank, « œil » majeur de la photographie moderne. Un entretien exclusif avec l'exilé de Mabou.



Supplément au nº 12840. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 11-Lundi 12 mai 1986.

COURRIER

THOMAS MANN ET FRÉDÉRIC II

A propos de l'entretien avec Etiemble de Tahar Ben Jelloun dans « le Monde Aujourd'hui » daté 13-14 avril, un lecteur nous écrit :

Il n'y a vraiment rien de commun entre l'antisémitisme né de l'affaire de Panama, où la finance juive joua le triste rôle que l'on sait, et la « solution finale » de la question juive, programmée « scientifiquement » par les hitlériens. Qui n'a pas vécu avant la guerre en Allemagne, en particulier au moment de la « Kristallnacht », sinistre prélude aux assassinats, ne peut guère imaginer ce qu'est le véritable racisme.

Bismarck avait forgé l'expression de *« terribles simplificateurs » ; « par un retour grotesque »*, comme disait le critique, ces gens compliquent les problèmes en masquant les différences ou même en tombant dans la pure désinformation.

Même simplification hâtive ou amalgame abusif avec le « racisme antiarabe » : la réalité des faits est occultée. Dans notre région, où notre population a assimilé nombre d'Espagnols et autres allogènes, on acceptera les Arabes qui acceptent eux-mêmes l'assimilation ; on sera plus réticent envers ceux qui proclament : *« On m'a collé la nationalité française ! »*, protestation entendue par le signataire, sur France Inter, à l'occasion d'une interview, ou bien : *« N'épousez pas le roumi ! »*, et surtout envers ceux dont les noms ornent en trop grand nombre la rubrique des méfaits.

(...) Mais l'essentiel de ma critique porte sur le dernier paragraphe de votre entretien : *« Ce que les gens ne savent pas, c'est que Th. Mann lui-même a écrit, entre 1914 et 1918, un livre déshonorant :* Friedrich und die grosse Koalition, *un livre qui appelle de ses vœux à un Troisième Reich, synthèse de l'esprit et de l'épée. Cet ouvrage est introuvable, car Thomas Mann s'en est repenti et ne l'a jamais réimprimé. »*

Là, c'est vraiment le comble :

1) Le texte *Friedrich und die grosse Koalition* a été réimprimé dans le recueil *Altes und Neues*, en 1953, chez S. Fischer.

2) C'est un *essai* d'une soixantaine de pages.

3) Il est destiné de toute évidence à justifier la violation de la neutralité de la Belgique (violation qui n'est pas mentionnée) : le sous-titre, *Ebauche pour le jour et l'heure* (mot à mot) indique qu'il date de 1914.

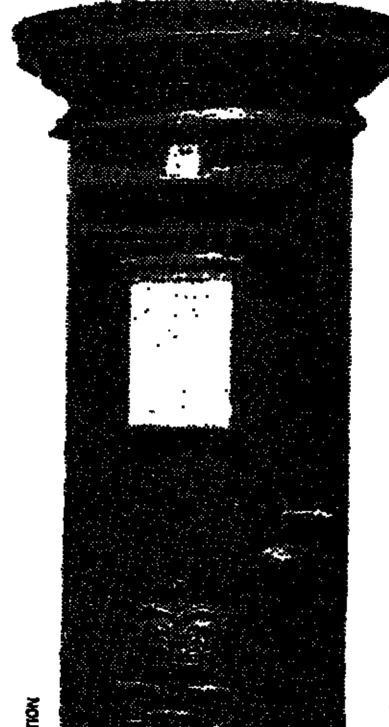
A la recherche d'un garant, Thomas Mann a recours à Frédéric II. Ce dernier lança en 1756 ses troupes sur la Saxe désarmée et neutre. Mais elle était *« de cœur du côté de la coalition »*, dit Thomas Mann ; Frédéric a agi *« en raison d'une dure nécessité défensive » ; « d'une façon ou de l'autre, il fallait mettre un terme (à cette situation) »*.

4) Je ne trouve nulle part, dans le texte, que Thomas Mann *« y appelle de ses vœux à un Troisième Reich, synthèse de l'esprit et de l'épée »*. Sa thèse est que l'Europe, humiliée à l'issue de la guerre de Sept Ans, dut laisser *« la voie libre à la Prusse et à l'Allemagne »*, une voie d'ailleurs *« ardue »*, *« au lourd destin »*. Frédéric II ne fit rien d'autre que d'obéir à sa destinée, *« à l'esprit de l'histoire »*. Il fut une *« victime »*. Seule la dernière phrase de l'essai proclame : *« [Frédéric] n'eut pas le droit d'être philosophe ; il fut obligé d'être roi, pour que s'accomplît sur terre le destin d'un grand peuple »*.

Voilà le grand mot lâché. C'est le messianisme germanique, et aussi la Realpolitik, mais rien de plus. Ne pas *« en rajouter »*.

Thomas Mann avait-il vu à temps le danger pangermaniste ? C'est douteux. Le danger hitlérien ? Oui, mais pas si « tôt » qu'il veut bien l'écrire dans sa préface-confession : en 1929 seulement : il avait 54 ans ! Hitler faisait parler de lui depuis longtemps. C'est à se demander si Thomas Mann avait lu *Mein Kampf*, paru en 1925-1927. Thomas Mann semble avoir été un avatar de « l'homme allemand », du « sujet », dont son frère, Heinrich, déniaisé bien plus tôt que lui, avait décrit, avec cruauté, le modèle (*Der Untertan*, 1911) : l'Allemand moyen y est décrit comme un suiveur, attaché inconditionnellement aux valeurs et à l'ordre établis.

FÉLIX JARRAS
professeur émérite
(université de Montpellier-III).


SMITH SONIAN INSTITUTION

Boite aux lettres anglaise

BELGE AU DÉPART, FRANÇAISE A L'ARRIVÉE

Suite à l'article de Jacques Meunier sur les histoires belges (le Monde daté 6-7 avril) et le courrier de Mme Elisabeth Demoly de Paris (le Monde daté 27-28 avril), le Belge que je suis — et fier de l'être — éprouve quelques démangeaisons.

Il me plaît que l'on puisse se moquer de tout et de tous, y compris de moi-même. Avec humour. Aussi j'apprécie les histoires belges, sauf lorsqu'elles parlent de frites, car alors elles manquent de sel.

On semble en vouloir à Coluche. Dans son sketch intitulé *les Sportifs*, il s'en prend aux Belges, fait un détour par les Suisses, puis conduit tous (?) les rieurs à se moquer d'eux-mêmes, des Français. Génial !

A Bruxelles il y a quelques années, après son programme normal, il a enchaîné avec une demi-heure d'histoires belges : un triomphe. Ce qui prouve qu'un Belge amateur de Coluche est moins con qu'un Français qui ne l'est pas.

Il me chagrine beaucoup que nombre de mes compatriotes soient allergiques à ces histoires. Complexe ? Ou ignorance de ce qu'est le second degré ?

Une bonne recette pour ceux qui se croient agressés de la sorte : gardez vous-mêmes quelques-unes de ces histoires en réserve et, comme au judo, servez-vous des armes de votre interlocuteur. Si celui-ci se montre agressif ou méprisant, glissez-y une histoire qui, belge au départ, devient française à l'arrivée. Ce n'est pas difficile à imaginer, et cela marche à tous les coups.

Ce qui m'a choqué dans la lettre de votre lectrice, certes animée de bonnes intentions, c'est que, adressée au premier ministre, elle propose une éthique pour les amuseurs publics. J'imagine Pasqua rédigeant une ordonnance qui interdise de ridiculiser les Belges, le pape, Reagan et le... bip..., mais qui ordonne de s'en prendre aux immigrés, et de réclamer la tête de Kadhafi.

Il faudrait alors que nous nous cotisions pour offrir à Coluche des cours de vocabulaire et de diction par Giscard, pour remplacer sa salopette par un uniforme, et le micro par un fusil à lunettes.

De grâce laissez à Popeck ses histoires juives, à Bedos ses histoires arabes, et à nous nos chères histoires belges. L'humour tue, mais d'une mort salutaire.

P.S. — Mais, chers amis français, n'incendiez pas ma voiture. Vous me l'avez assez souvent volée !

FREDDY STORRER
(Bruxelles.)

OBJECTEUR DE CONFORT

Quand les prestataires de services et autres marchands consentiront-ils à comprendre que leur commodité personnelle doit passer après celle de l'usager ?

Pour leur inculquer ces élémentaires notions, pourquoi n'agiriez-vous pas comme moi ? Dès qu'un établissement — magasin, librairie, pharmacie, agence de voyages, etc., — avance son heure de fermeture, je lui retire aussitôt, et définitivement, ma clientèle.

Quand, à la radio, une « pause publicitaire » interrompt le bulletin d'information ou une interview, je saute instantanément sur le poste concurrent... ou retourne à France-Inter. De même que j'ai réussi à ne jamais subir une seule publicité à la télévision, j'échappe aux annonces dans les cinémas en m'arrangeant pour ne venir qu'à la dernière séance, et juste à temps pour le début du film. En représailles contre l'asphyxie de mon courrier sous les circulaires ou autres propositions, je retourne aux expéditeurs abusifs, à leurs frais, toutes les enveloppes « T » pré-affranchies (sauf celles des organisations caritatives), non sans y glisser quelques prospectus ou manifeste d'autres provenances...

Si *toutes* les victimes de ces agressions imitaient mon exemple, n'y gagnerions-nous pas un peu de paix ?

Sinon, vous plairait-il de savoir que, tous, nous finirons nos jours (puisque c'est de plus en plus le lot commun) dans un établissement — hôpital ou hospice — où le dîner nous sera servi et où les volets seront tirés à 17 h 30, cela pour l'exclusive convenance du personnel ?

ANDRÉ BLANCHET,
Journaliste
(Paris).

LE PALAIS-NÉCROPOLE

L'argumentaire juridique affiché sur le chantier de la cour d'honneur du Palais-Royal et que « le Monde Aujourd'hui » (4-5 mai) a développé largement me paraît d'autant plus judicieux qu'il démontre par l'absurde la volonté de puissance qui anime l'entreprise culturelle dont le choix du projet de Daniel Buren est un exemple (...)

En proposant, comme il le fait, de s'asseoir sur ses fûts de colonnes tronquées pour représenter une statue vivante en pendant de la statuaire qui orne la façade du Conseil d'Etat, Daniel Buren nous révèle spontanément que son quadrillage minéral du site est imaginé comme un jeu d'enfants. Si son œuvre n'est qu'un équipement de parc à jeux, les enfants pourront aussi slalomer en patins à roulettes entre ses colonnes, patauger dans le ruissellement d'eau qui court sous les grilles et pourquoi pas bomber de graffitis ses cylindres rayés noir et blanc pour leur donner des couleurs.

Soyons sérieux... Si ce pseudo-scandale culturel, construit de toutes pièces à un prix fabuleux *pour le contribuable*, le permet encore. L'esprit du Palais-Royal a été détruit par ses usagers et ses propriétaires, qui en ont accaparé la beauté vivante pour s'en faire un jardin privatif, isolé de la vie sociale, où quelques contemplatifs promènent leur nostalgie.

S'il y avait un acte à accomplir, comme on a pu encore l'imaginer du vivant de Colette et de Jean Cocteau, ce n'était certainement pas celui qui consistait à interdire le parking des conseillers d'Etat en érigeant dans la cour d'honneur des colonnes anti-chars rayées comme des pyjamas de déportés. L'abus de pouvoir ne fait pas bon ménage avec l'imagination tant vantée et pourtant si mal prouvée dans cette pseudo-affaire d'Etat.

Mais la France a déjà tellement démantelé de châteaux et brûlé de Tuileries que le ciel de Paris ne tombera pas sur ce monument de ruines neuves, fabriqué comme un décor de cinéma par le rêve d'un Eupalinos-ordinateur. Il n'est pas architecte mais décorateur-ensemblier. Les marbriers funéraires, qui travaillent les mêmes matériaux, ont au moins le mérite de ne destiner leurs œuvres qu'aux nécropoles.

JACQUES NALIN
(PARIS.)

Chronique

SIMONE, MARCEL, GASTON

par Bruno Frappat

CETTE année, la camarde exagère. A peine séchées les larmes d'un deuil, nous voici confrontés à une nouvelle « disparition », comme on dit pudiquement dans *le Monde*. On dirait que 1986 a un projet en tête : battre des records nécrologiques, se tailler un beau palmarès de célébrités fauchées en pleine gloire. Comme si le destin était dans une forme terriblement olympique.

Coup sur coup, la France vient de perdre trois figures fortement dissemblables mais qui, chacune à sa manière, étaient un élément de notre paysage national, un repère mythique : Simone de Beauvoir, Marcel Dassault et Gaston Defferre. La *mort seule pouvait les rapprocher !*

Les voici donc réunis dans l'hommage posthume. L'une et les autres, ayant largué les amarres qui les retenaient à notre port, ont reçu des brassées d'éloges, parfois inattendus, d'autant plus surprenants qu'ils émanaient aussi bien de ceux qui, alors qu'ils vivaient, les avaient honnis que de ceux qui les avaient toujours admirés.

***

Ce devrait être une consolation pour les obscurs, les médiocres, les petits : cette banalité de l'hommage. Au bord des tombes, il n'y a plus que des braves gens et des échanges de platitudes. Le disparu, ayant cessé de nuire, commence à plaire à ses adversaires les plus résolus. Les ennemis sont émus et les opposants désarmés. Allons, c'était finalement un « brave type » que ce père Jules, cœur tendre sous des dehors revêches. Quant à la cousine Hortense, si elle fut bien égoïste de son vivant, on lui trouve, cercueil clos, toutes les qualités du monde. C'est le grand pardon. Ainsi voit-on périr une deuxième fois sous des tombereaux d'éloges les défunts qui, lorsqu'ils vibraient, agissaient et parlaient encore, avaient tant de haines à subir, tant de mépris ou de jalousie à endurer.

Ce pardon posthume s'exerce dans toutes les classes de la société, et du plus petit hameau jusqu'à la cour d'honneur des Invalides. Ce serait un jeu cruel que de collectionner les hommages et de les rapprocher des propos tenus jadis, par les mêmes, à propos des mêmes. On y verrait des journaux de la droite la plus dure couvrir de fleurs de rhétorique le souvenir de l'égérie de Jean-Paul Sartre, elle qui représenta si longtemps tout ce qu'une partie de la bourgeoisie redoutait. On y verrait des syndicalistes de gauche oublier les anathèmes proférés jadis contre le grand avionneur français, symbole du capitalisme détesté, tendance paternaliste, et écraser devant la vieille dépouille des larmes sincères. On y verrait les adversaires de Gaston Defferre — ceux de droite comme ceux de son propre parti... — accumuler des louanges lénifiantes à l'égard de celui que beaucoup d'entre eux considéraient, il y a encore peu, comme une sorte de « parrain » de la politique, politiquement ambigu et plus calomnié qu'aimé par ceux qui, depuis mardi, bafouillent dans tout micro tendu des paroles émues.

***

Quoi de plus naturel ? Seuls les vivants sont à craindre. Morts, ils ne sont plus en position de rivaliser avec ceux qui restent : pour eux le pouvoir n'est plus à prendre. Ils laissent libre la scène médiatique, politique, industrielle, intellectuelle où leur présence gênait et où leur absence ne laisse que des regrets : il n'y a plus de risques de les y voir réapparaître.

On aurait tort de voir seulement dans cette harmonieuse symphonie du regret national de l'hypocrisie ou de l'insincérité. L'émotion la plus inattendue n'est pas forcément la plus feinte et tel qui paraît aujourd'hui regretter son pire adversaire n'est pas forcément le plus hypocrite. Car nos adversaires sont une partie de nous-même, indispensables à notre équilibre. Contre référence ils permettent à beaucoup de se définir eux-mêmes, comme les adolescents ne se définissent et ne commencent à tenir droit que lorsqu'ils peuvent, en s'opposant, se poser. Il y a, en chacun de nous, un peu de cette immaturité adolescente : c'est finalement une marque d'humanité, de faiblesse dont on ne saurait se plaindre à moins de ne souhaiter que des êtres de marbre.

Le décor de la France est comme une vaste forêt où poussent des arbres d'essences variées. On s'y promène pendant des années sans songer que chaque arbre est indispensable à l'impression d'ensemble, du plus menu au plus majestueux. Que survienne une tornade, ou une coupe brutale décidée par d'anonymes forestiers, et nous découvrons soudainement un manque, un espace inquiétant là où nous passions sans rien voir. A ce moment nous éprouvons la déchirure, l'irréparable. Cette trouée obscène, cette clairière trop neuve où s'entassent les billots écorcés, ce vide indécent nous vaut un creux à l'estomac. Le gâchis passe alors pour irréparable.

Quelques arbres nous manquent et tout est dépeuplé. Passe le temps : les troncs débités disparaissent pour achever leur carrière, qui bûche, qui meuble. Dans la clairière dévastée s'affirment de jeunes pousses qui seront les futaies de demain. Peu à peu la forêt revient et le manque s'atténue. Dans les cimetières, les raisons polissent les tombes neuves, rendent plus grises les pierres d'abord trop blanches et chacune semblable à celles qui l'avaient précédée.

Dans le grand cimetière, Panthéon imaginaire, qu'est la mémoire d'un pays, c'est la cohabitation forcée des contraires, des adversaires les plus irréductibles. Morts, Simone, Marcel, Gaston appartiennent à tout le monde. Défuntes les polémiques, éteintes les haines, restent les figures du *mythe commun*.

***

Chacun d'eux était un élément constitutif du paysage national et jouait, dans la tragi-comédie sans fin que se jouent les Français, un rôle de première importance. Rôles complémentaires par leur opposition même. Il est génial l'*auteur anonyme* du livret de notre opéra national. Génial, l'inventeur de Simone de Beauvoir, la femme au turban, soutien de toutes les causes féminines, porte-parole d'une insoumission d'autant plus sulfureuse — et même raide — qu'elle avait des siècles de préjugés et de comportements à contrebattre. Génial et imaginatif, le librettiste qui fit de l'inventeur du Mirage l'auteur des répliques du Café du commerce et, du plus prodigieux industriel français, le « Tonton Marcel » d'une bande dessinée irrespectueuse. Culotté, le scénariste qui créa le personnage de Gaston le socialiste tendance Marseille, force de la nature qui sut maintenir dans les eaux troubles du Vieux Port le cap d'un socialisme étrange et qui imagina pour lui cette élocution qui suscita autant de ricanements que de tendresse.

Simone, Marcel et Gaston auront stationné pendant quelques dizaines d'années sur la scène de nos émois, de nos pitreries et de nos tragédies. Les hasards de la chronologie les auront fait mourir la même année à seule fin sans doute de nous rappeler que des itinéraires aussi différents s'achèvent toujours de la même façon. Leur point commun était la force de leur pensée ou de leur action. Leur ultime ressemblance aura été cette dernière bataille contre la mort, contre la disparition. Le cérémonial de leurs adieux. Cette dernière souffrance non surmontée, cet inévitable surprenant qui nous les a subtilisés de la même banale manière.

***

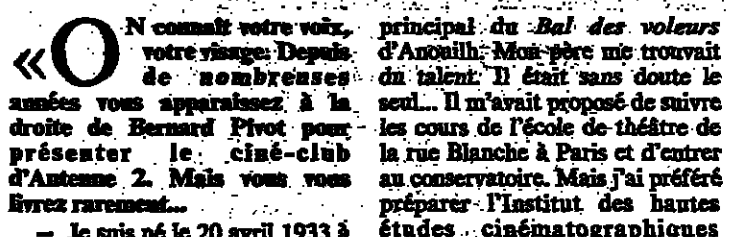
Irremplaçable ? Quand s'éloignent les premiers rôles, on en vient toujours à dire qu'il s'agissait d'êtres d'exception, d'un autre temps, et que des caractères de cette trempe, notre époque est incapable d'en susciter. Ce n'est pas manquer à leur mémoire que de prétendre qu'il n'en est rien. Tout temps fait germer des talents et des admirables. Les Beauvoir, les Dassault, les Defferre de *demain*, ceux que nous glorifierons quand ils mourront, ils sont peut-être déjà là, agissant, s'activant, œuvrant devant nous. Parmi les cris de haine, les polémiques et les incompréhensions, ils nous sont aussi indispensables que ceux-là l'étaient. Finalement. ■



CLAUDE-JEAN CINÉMA

propos recueillis par Bernard Lefort

Chaque semaine, Claude-Jean Philippe présente le « Ciné-club » d'Antenne 2. Depuis bientôt quinze ans. Un passionné du cinéma, évidemment... Mais un écrivain aussi, qui a failli devenir comédien. Pour la parution du deuxième volume de son Roman du cinéma *(Fayard), il sera le 16 mai l'invité... d'« Apostrophes ».*



« ON connaît votre voix, votre visage. Depuis de nombreuses années vous apparaissez à la droite de Bernard Pivot pour présenter le ciné-club d'Antenne 2. Mais vous vous livrez rarement...

— Je suis né le 20 avril 1933 à Tanger, et j'ai le même jour anniversaire qu'Hitler... J'ai vécu les vingt premières années de ma vie au Maroc. Ma famille était d'origine juive marocaine. J'ai donc vécu *une enfance de pied-noir*... Une enfance qui m'est revenue quand j'ai travaillé sur cette période des années 1938-1945, où je m'aperçois que j'ai été complètement préservé de tout. On a été libéré par les Américains en 1942... *Mais tout ce que je savais* de l'histoire à l'époque, je l'ai su par les actualités...

— Dès le début, la passion des images ?

— Oui, l'après-guerre, ça a été pour moi un bain de cinéma. Du plus loin que je m'en souvienne, *mon adolescence, c'était les* grands cinémas de Casablanca ; des immenses vaisseaux avec trois balcons, où je découvrais des choses merveilleuses. A côté de chez moi, il y avait un petit cinéma qu'on avait quasiment construit *dans un champ* de maïs. Il s'appelait l'Arc, et s'était spécialisé dans les reprises de films du cinéma français d'avant-guerre. J'y ai tout vu, du *Lucrèce Borgia* d'Abel Gance aux films de Fernandel, et puis parfois : *Quai des brumes* ou *Hôtel du Nord*. Vous imaginez que pour quelqu'un qui n'avait aucune référence, qui ne connaissait pas Paris, c'était un univers complètement décalé. A partir de seize-dix-sept ans, j'ai rêvé de Paris ; je lisais les *critiques* de Bazin dans *France-Observateur*. Paris devenait pour moi l'endroit qu'il *fallait* atteindre un jour ou l'autre.

— Un rêve qui a mis du temps à s'accomplir...

— Oui. Au moment de choisir un métier, je suis devenu comédien au Centre d'expression dramatique du Maroc, dirigé par André *Voisin*. Et *pendant* deux ans j'ai joué de façon tout à fait professionnelle, quoique débutant, les vieillards dans *les Fourberies de Scapin* ou dans *Noces de Sang* de Lorca, et même le rôle principal du *Bal des voleurs* d'Anouilh. Mon père me trouvait *du talent*. Il était sans doute le seul... Il m'avait proposé de suivre les cours de l'école de théâtre de la rue Blanche à Paris et d'entrer au conservatoire. Mais j'ai préféré préparer l'Institut des hautes études cinématographiques (l'IDHEC) *et je suis arrivé* à Paris en 1954, complètement perdu. Mais avec une seule idée : me précipiter à la Cinémathèque, préparer l'IDHEC, où je pensais de façon assez confuse rencontrer des cinéastes, comme je l'aurais fait, dans *le Paris de 1925*, avec les surréalistes. Bizarrement, j'avais l'impression de ne rencontrer personne... Alors qu'à l'époque il y avait Godard, Truffaut, Rivette, *c'est-à-dire toute* la nouvelle vague. Je ne m'en rendais pas compte. *J'ai le sentiment* aujourd'hui que *les Cahiers du Cinéma* de l'époque, on s'en apercevra un jour, ont eu autant d'importance dans la vie de l'esprit que les surréalistes des années 20.

J'ai passé deux ans à l'IDHEC, sans avoir l'intention de devenir réalisateur moi-même. J'étais *extrêmement apeuré par mon* manque de talent... (rire). Je me considérais comme un brillant second dont l'intention explicite était d'enseigner le cinéma dans un lycée, comme on enseigne la littérature. Mais j'avais pourtant l'*ambition d'écrire des* articles, des livres d'histoire sur le cinéma, des ouvrages de pédagogie.

— Après votre diplôme à l'IDHEC en 1957, un passage aux services cinématographiques des armées, pendant dix ans vous êtes assistant-réalisateur à la télévision, et surtout vous publiez vos premiers articles dans *Télérama*.

— Et après mon passage à « Cinéastes de notre temps », d'André Labarthe, j'ai soudain été chargé d'établir des rapports afin d'appuyer les choix et de déterminer les heures de passage des films à l'antenne dans les différents créneaux prévus. Mon existence, de fait, est devenue tout à fait bizarre. De 9 heures du matin à midi, puis l'après-midi, je ne cessais de visionner des *films* dans une salle de projection. Ensuite, le soir, j'allais voir les nouveaux films, quand je n'allais pas à la Cinémathèque. Pendant trois à quatre ans, ma vie s'est littéralement *confondue avec* le cinéma. J'ai vu beaucoup de films, et dans tous les genres.

— Pendant cette période, vous avez réalisé de nombreux documentaires et, plus tard, une encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Vous êtes devenu M. Ciné-club. Depuis quinze ans...

— En effet. Ça vient pour une part d'une réaction personnelle. Je trouvais que la télévision se servait beaucoup du cinéma, mais ne s'occupait pas assez de servir la *culture cinématographique*. J'ai proposé la création d'un ciné-club. L'idée a fait son chemin. Et finalement Pierre Sabbagh en a décidé la création. Je ne pensais d'ailleurs pas le présenter chaque semaine. Mais depuis le 18 octobre 1971 j'ai pris *rendez-vous* chaque vendredi. Pour moi, c'était fabuleux...

— Vous publiez dans quelques jours le deuxième volume de votre *Roman du cinéma*. En lisant votre livre, on ne peut s'empêcher de penser à François Truffaut, chez qui se confondaient la passion du livre et celle du cinéma.

— Il est évident que, pour Truffaut comme pour notre génération, on aime avec la même passion Faulkner et Hawks, Bernanos et Bresson, Stendhal et Walsh. Ce n'est pas étonnant, ce n'est pas un hasard. Si la France, Paris, est la grande terre « cinéphilique » mondiale, si à Paris sont projetés des films de tous les horizons et de tous les âges, c'est parce que la France est essentiellement une terre littéraire. En France on est *ou romancier... ou personnage* de roman.

Mais, d'autre part, il faut noter que des gens qui avaient une vocation de romancier, comme Marcel L'Herbier, ou de dramaturge, comme Abel Gance, ont *été* pris *d'une telle stupeur* devant un écran de cinéma, d'une telle admiration, qu'ils ont voulu *se servir* de cet instrument-là. Imaginez un violoniste à qui l'on offrirait la possibilité d'utiliser un grand orgue, ou celle de diriger un grand orchestre... *Truffaut, pour* sa part, était un romancier, amateur de roman ; et plus que d'écriture pour lui précisément, il s'agissait du plaisir romanesque, de tout ce qu'il ouvre comme *liberté et approfondissement* de l'existence. De ce point de vue, le destin de quelqu'un comme Eric Rohmer est extraordinaire. Né en littérature, agrégé, Rohmer est devenu un cinéaste d'une pureté merveilleuse.

De plus, la France est aussi le seul pays où de très grands écrivains sont devenus de grands cinéastes. *La Belle et la Bête*, c'est le plus beau film français. Il *y a aussi Malraux ou Marguerite* Duras. Et quelqu'un comme Raphaële Billetdoux est une romancière mais également une grande cinéaste. *La Femme enfant* est un film magnifique. Il n'y a rien de contradictoire.

— S'inquiéter de la hiérarchie entre littérature et cinématographie, cela n'a donc pas grand sens ?

— La forme sous laquelle on s'exprime compte évidemment beaucoup. Mais je crois que l'on est complètement sorti des spécificités *: du cinéma, de la littérature* à « l'état pur ». Ce qui compte, aujourd'hui, c'est « de quoi parle-t-on ? » Qu'il s'agisse de la *Règle du jeu*, de Renoir, ou d'un roman de Marcel Aymé. John Ford, après tout, c'est un *cinéaste mais aussi un* barde irlandais, un conteur...

— S'il y a une passion française pour le cinéma, entre le cinéphile et l'amateur, n'y a-t-il pas divers degrés d'intérêt pour les films ?

— De moins en moins... J'ai *longtemps été assez fier de ma* compétence. *« Moi qui ai vu des milliers de films, me disais-je, mon jugement est meilleur que celui qui en a vu très peu. »* En fait, c'est faux. Des gens qui ont vu peu de films, mais qui ont une sensibilité, sont souvent ceux qui en disent quelque chose d'original. *Surtout* aujourd'hui, où les goûts ne sont intéressants que s'ils permettent de constituer un portrait de la personne. L'intérêt marqué pour tel ou tel film m'apprend peu de choses sur le film, mais beaucoup sur l'interlocuteur.

— Selon vous, les films ne « naissent » pas par hasard. Ils correspondent à une attente, un esprit du temps ?

— C'est le fond de ce que j'ai découvert en faisant ce livre. Un *film* comme *la Grande Illusion* ne peut-être qu'un film de l'hiver *1937*, pas du printemps *1936*, ou de 1938. Il capte les humeurs d'un temps. Je crois que, plus que la musique encore, ou la peinture, que je connais moins, le film *s'enracine aussi bien dans* l'espace que dans le temps. Il est tout à fait étonnant que *la Fille du puisatier*, de Marcel Pagnol, traduise avec une telle précision finalement le climat réel de la France de l'exode, alors qu'il n'y a pas *dans le film* une *image de guerre*.

— N'y a-t-il pas des périodes plus propices à la création cinématographique que d'autres ?

— Je ne suis pas de ceux qui disent que le cinéma, « c'était beaucoup mieux avant ». Si je fais le compte des bons films, dans les *dernières décennies, il n'est pas* difficile d'en trouver. Cette saison, il y a *Police*, de Pialat, *l'Année du dragon*, de Michel Cimino, *l'Effrontée*, qui est un assez bon film, le Woody Allen que je trouve sublime une fois de *plus*, ou le *Lieu du crime*, de Téchiné... Et ce n'est pas tant la qualité du film qui est importante que la façon dont il nous parle, directement ou indirectement, de l'époque dans laquelle on vit. Les historiens de demain se pencheront *certainement sur le film de* Bertrand Blier, *Tenue de soirée*. Pas parce qu'il est question d'homosexualité ou de « gros mots », mais parce qu'il y a là une vraie révélation de la psychologie collective d'une époque. Je crois aussi que ce film correspond à un désir éperdu de fiction, quelque chose de très profond en nous... Car si l'on analyse de près le film, il ne tient pas debout sur le plan de la logique. Cela fonctionne parce qu'il y a eu une décision magique, onirique dans l'esprit de Bertrand Blier « d'y aller » aussi *violemment qu'il peut, et qui* affranchit le spectateur dans son fauteuil qui vit par procuration tous les possibles d'une aventure. De ce fait, le film appartient plus aux spectateurs qu'aux auteurs.

— Le 39e Festival de Cannes vient de s'ouvrir. Que pensez-vous de cette manifestation rituelle ?

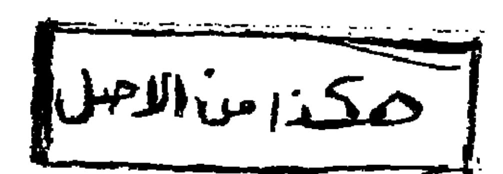
— *Personnellement*, je ne suis pas tellement un festivalier. Je vais au cinéma selon ma propre envie. Un rendez-vous avec un film, c'est quelque chose de très personnel. Trop de films à voir d'un *seul* coup... *J'ai peur* d'y perdre, sinon mon jugement, au moins une partie de mon plaisir. Alors je me suis toujours un peu abstenu d'y aller voir. Mais Cannes a une utilité. Ce n'est *pas* seulement une vitrine, mais aussi une coupe franche dans l'air du temps. C'est passionnant à observer. Cannes a aussi servi à faire connaître des films. *Rome, ville ouverte*, ou *Los Olvidados*, de Bunuel, ont bénéficié de l'attention que suscite un tel festival, et *qui peut servir de révélateur* à de nouveaux styles. Mais, personnellement, j'ai du mal à me perdre dans cette foule.

— Les « salles obscures », n'est-ce pas une dénomination imparfaite, selon vous, pour désigner le lieu où le cinéma vit ?

— Peut-être pas. C'est le lieu du *rapport* de l'*ombre* et de la lumière ; un jeu fondamental, c'est la caverne de Platon. C'est le lieu de tous les contraires. Et si le cinéma est fort, c'est parce qu'il exprime le réel, et que le réel, quand on le respecte, fait apparaître toutes les contradictions.

— Quelle serait votre définition du cinéma ?

— Le cinéma, c'est une attention... Un des plus grands *cinéastes du monde, Mizoguchi*, disait (ce qui est pour moi une sorte de règle sans doute impossible à respecter, parce qu'il faudrait avoir du génie pour la tenir) : *« Il faut se laver les yeux entre chaque regard. »* Pour moi, c'est ça le cinéma. ■



هكذا من الاصل

LES GUITARES DE CUBA

par Jacques Lonchampt

Noces vibrantes de la musique et de Cuba : le concours de guitare créé en 1982 par Leo Brouwer, virtuose et compositeur d'exception, s'est présenté cette année comme un véritable festival où se sont produits de très remarquables « toucheurs de cordes ».

ANCIENNE colonie espagnole, il n'est pas étonnant que Cuba manifeste une grande passion pour la guitare, instrument populaire par excellence. Mais la guitare classique, longtemps délaissée, ne s'y est vraiment épanouie que depuis une quarantaine d'années, sous l'impulsion de maîtres tels qu'Isaac Nicola.

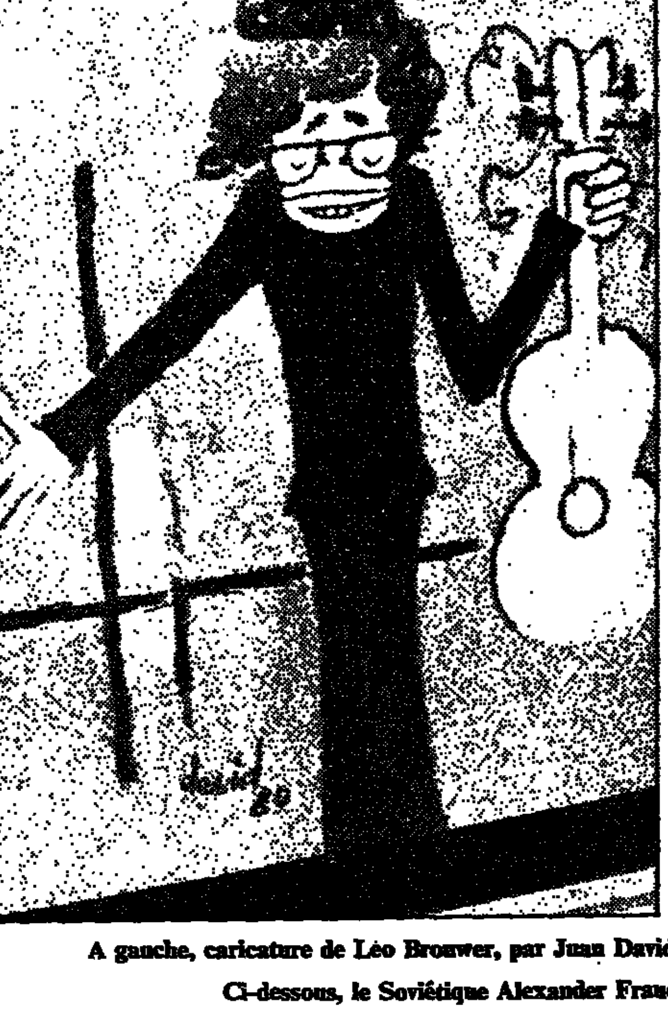
Le meilleur disciple de celui-ci, Leo Brouwer, interprète et compositeur de renommée mondiale, pour mettre ses cadets dans le grand bain international, a créé en 1982 un concours de guitare qui, de l'avis général, a atteint, cette année, un niveau exceptionnel, couronnant un artiste soviétique au jeu fin et étincelant, Alexander Frauchi, devant un Cubain (Joaquin Clerch), un Finlandais (Timo Korhonen) et un autre Soviétique (Vladimir Tervo), dans un lot relevé de vingt-huit concurrents venus de quatorze pays.

Ce concours s'accompagnait d'un festival qui était une célébration de toute l'histoire de la guitare et de nombre d'instruments voisins, la *kora* africaine comme la *bandoura* ukrainienne, le *tres* (guitare à deux cordes doubles, spécifiquement cubaine) et les ancêtres, luth, vihuela, guitare baroque...

Que d'expressions diverses façonnées par leur siècle dans un répertoire que l'on croit à tort fort limité : les tendres poèmes intimes et mélancoliques de Luis Milan et les fantaisies d'une élégance si profonde de Dowland au seizième siècle, les danses graves et les miracles de contrepoint méditatif de Buxtehude, Weiss et Bach, la grâce suprême de Boccherini au dix-huitième, et puis, après la superbe floraison espagnole des Albeniz, Granados, Falla, Turina, Rodrigo, la guitare partie à la conquête du monde et de nouvelles couleurs nationales, avec les Mexicains Ponce et Chavez, les Brésiliens Nobre et Villa-Lobos, l'Anglais Walton, le Japonais Takemitsu...

Parmi tant d'interprètes de talent, on citera au moins un tout jeune Brésilien, Marcelo Kayath, dont l'impressionnante fermeté technique et la sonorité riche et soyeuse servent de support à une intuition aiguë du mystère musical, ainsi que l'Italien Paolo Paolini, qui s'est consacré à la vihuela et à la guitare romantique, personnage étonnant, visage rêveur d'un Gabriel Fauré jeune, qui a un sens merveilleux du phrasé baroque, des notes inégales, et fait corps avec cette vieille musique comme s'il l'inventait sous nos yeux.

Retenons surtout le programme donné par l'Orchestre symphonique national, qui comprenait le *Concerto* chaleureux de Manuel Ponce, brillamment interprété par Victor Pellegrini (premier prix du concours 1982), *A la lisière du rêve*, de Toru Takemitsu, où la guitare d'Ichiro Suzuki brodait des haïkaï parfaits entre de longues écharpes impressionnistes d'une orchestration frissonnante, et l'hommage à Vivaldi, premier mouvement du *Deuxième concerto* de Leo Brouwer, joué par Alexander Frauchi, vraie fête de l'écriture et du cœur, musique heureuse qui devrait vite devenir populaire et qui semble montrer, chez le compositeur âpre et combattant d'il y a vingt ans, un certain désarmement idéologique...





A gauche, caricature de Léo Brouwer, par Juan David. A droite, le Cubain Joaquin Clerch, deuxième prix du concours.

Ci-dessous, le Soviétique Alexander Frauchi, premier prix du concours de La Havane en 1986.



D.R.

Un moderne hyper-romantique

Brouwer domine incontestablement la musique cubaine et, bien qu'il n'ait encore que quarante-sept ans, il n'est pas anormal que le festival de cette année lui ait dédié une exposition, *« pour ses trente ans de vie artistique »*. Mince, souple comme un pelotari, le visage acéré et volontaire derrière les fines lunettes, c'est une panthère brune dotée d'une énergie farouche. Figure de proue de la musique « révolutionnaire » des années 60, ami de Henze et créateur d'*El Cimarron*, il a refusé les invitations pressantes des imprésarios et des universités américaines à s'expatrier.

Ce virtuose de grande race, compositeur exceptionnel qui a renouvelé le style de la guitare avec un langage très personnel et moderne, où le folklore n'est plus qu'une source lointaine, atavique, a choisi de *« vivre à l'intérieur de la culture de son pays »*. Professeur d'harmonie, de contrepoint et de composition, fondateur du groupe d'expérimentation sonore de l'Institut cinématographique, conseiller musical de la radio comme de l'Armée juvénile du travail, mais aussi membre du Conseil international de la musique de l'UNESCO et de l'Académie des arts de Berlin-Ouest, son but est, dans toutes les instances, de donner une vigoureuse impulsion aux structures musicales cubaines, galvanisant les énergies par une activité inlassable. Et si, excellent chef d'orchestre par ailleurs, il a accepté de prendre récemment la direction de l'Orchestre symphonique national (qui en avait grand besoin), c'est pour en refaire un ensemble de qualité, capable d'attirer un public nombreux au lieu de s'exténuer *« à jouer le dimanche pour trente personnes »*.

Délaissant la langue de bois de ses homologues soviétiques, il est sur tous les sujets précis, ardent, critique, voire cassant. Fierté pour les dignitaires du régime, il ne manque pas de les inquiéter par sa liberté d'allure. On raconte à La Havane que lorsqu'il partit récemment pour l'Europe, certains avaient voulu l'empêcher d'emmener sa femme et son enfant pour être sûrs de le voir revenir, ce qu'il a superbement ignoré... Et il est revenu.

Dans une interview récente, Leo Brouwer a proclamé, de manière quelque peu insolite aujourd'hui, que le moteur de son action, c'est l'amour. *« Il est triste que l'amour apparaisse très anémique, presque moribond, en un siècle où tous les facteurs de la sensibilité, que l'on redécouvre actuellement, se sont atrophiés parce que nous sommes devenus analytiques, structuralistes et scientistes. Mais je suis sûr qu'il y a en ce moment une redécouverte de l'amour comme mode de vie et de communication, et qu'un courant hyper-romantique est en train d'envahir les relations humaines et la culture. »* ■

CORDES A L'EST

SELON Robert J. Vidal, « pape » de la guitare en France et expert international, le développement de la guitare classique à l'échelle mondiale a provoqué un « déplacement des centres » : l'école espagnole et l'école française lui paraissent en déclin, et les forces vives sont passées en Amérique latine, mais aussi au Canada et dans les pays de l'Est européen, en URSS, comme le montre le palmarès de La Havane cette année, en RDA et surtout en Tchécoslovaquie, pépinière de jeunes talents.

Il déplore cependant que la guitare, malgré ses aficionados, continue à vivre dans une sorte de ghetto, isolée de la vie musicale, où on la considère encore avec quelque mépris comme un sous-produit du folklore et des variétés, en ignorant en général l'étendue de son répertoire et la richesse de la production moderne.

Ainsi des grands festivals pluridisciplinaires qui invitent, à la rigueur, certaines gloires consacrées de la guitare, parfois surfaites, au détriment de quantité de jeunes talents porteurs d'un tout autre avenir. ■

UNE ILE A MUSIQUES

ON vient de publier en France *la Musique à Cuba*, d'Alejo Carpentier ; l'entreprise est méritoire, car le sujet semble *a priori* bien éloigné des préoccupations du lecteur français, même musicien. Mais il suffit d'ouvrir le livre pour ne plus s'en détacher, *tant le grand romancier nous captive* par le talent avec lequel il fait surgir de cette histoire lointaine un peuple, une civilisation, des personnages.

Cette enquête de première main, *sur un terrain peu exploité*, a la fraîcheur même de la vie. Carpentier dégage avec subtilité l'entrelacement des courants espagnol, français et africain dans une musique, *d'abord coloniale puis devenue* proprement cubaine et populaire, qui a ensuite parcouru le monde.

Mais le cheminement de la musique classique, retrouvé à travers une multitude de petits faits, n'est *pas moins intéressant*. Après la première implantation due à l'Eglise catholique, c'est dès la fin du seizième siècle que se constitue à Santiago un petit orchestre, comprenant *deux femmes noires*. En 1605, un professeur d'orgue et de chant s'offre *déjà à donner des leçons* à La Havane. Au milieu du dix-huitième siècle, on joue des symphonies de Haydn, Pleyel, Gossec, et peu après on représente la *Didon abandonnée* de Métastase et *Zémire et Azor* de Grétry.

La musique est entrée dans les mœurs, comme en témoignent ces *annonces insolites : « A vendre un* clavecin, organisé » ; pourrait être échangé contre de jeunes taureaux. » « Une épinette pour 50 pesos, un jeune cheval de selle pour 100 *pesos ; un négrillon créole de* sept ans et non grêlé pour 200 pesos ».

En 1812 paraît le premier journal musical et deux ans après s'ouvre une véritable académie d'enseignement. *Des troupes espagnoles* (telle celle de Manuel Garcia) et italiennes jouent des opéras-comiques français, espagnols *et surtout* des opéras italiens, ces derniers envahissant tout l'horizon musical alors que Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert passent pour trop *« difficiles »*. Pourtant une musique authentiquement cubaine est en train de naître, reflétant *« le visage exact de la créolité »*, qui donnera de véritables créateurs au vingtième siècle.

Carpentier excelle dans les portraits de ces compositeurs inconnus qu'il nous donne envie de connaître : le *maître de chapelle* Esteban Salas, *« figure d'une pureté angélique, d'une surprenante fraîcheur d'inspiration »* au dix-huitième siècle ; Manuel Saumell, chez qui *« l'élément populaire commence à alimenter une spéculation musicale consciente »* ; le pianiste Ignacio Cervantes, qui a *« un certain air de Chopin »* et dont les *Danzas, « émues, ironiques, mélancoliques, ont l'accent du terroir »* ; et bien d'autres.

Une organisation très structurée

Il fait une place particulière à deux musiciens de notre siècle, *morts jeunes, que Leo Brouwer* considère lui aussi comme des compositeurs de génie : Amado Roldan, et surtout Alejandro Garcia Caturla (avocat assassiné à trente-six ans *par un inculpé), dont « la force barbare, primitive, déferle sur le terrain dévolu aux instruments civilisés, avec tous les prestiges que peut se permettre un musicien connaisseur des écoles modernes »*. Les quelques enregistrements de ces deux musiciens, que l'on peut se procurer à Cuba, sont malheureusement trop médiocres pour nous permettre *d'apprécier vraiment leur talent*.

Le livre de Carpentier s'achève en 1939. Il ne peut donc rendre compte de l'extraordinaire développement pris, depuis la révolution, par la musique, qui dispose aujourd'hui d'une organisation très structurée à travers la grande île : *de nombreuses écoles, cinq orchestres* symphoniques permanents, des sociétés de musique de chambre dans toutes les *provinces*, des studios et un festival de musique électronique, sans parler des innombrables groupements de folklore et de variétés. Si les orchestres et l'Opéra *ne semblent pas encore atteindre* un niveau très élevé, la qualité de l'enseignement est attestée par les *nombreux prix remportés par* des artistes cubains, pianistes, violonistes et guitaristes notamment, dans les concours internationaux.

J. L.

● *Alejo Carpentier, la Musique à Cuba*, Ed. Gallimard, 314 pages, 130 F.



ESCALES

MONSIEUR BUTTERFLY, LE JAPON ET PARIS

par Roland-Pierre Paringaux

Plus qu'une « saison du Japon » à Paris, c'est presque une « année » du Japon qui s'ouvre dans la capitale avec une série de manifestations culturelles, artistiques et sportives. Le principal promoteur en est M. Jacques Chirac, dont on sait le goût qu'il a pour tout ce qui touche à ce pays.

« MON attrait pour le Japon n'est, je crois, un secret pour personne. C'est pourquoi je suis ravi que les Parisiens puissent apprécier, sans franchir les 18 000 kilomètres qui nous séparent de l'empire du Soleil-Levant, divers aspects les plus riches et les plus originaux du Japon de toujours. Je voudrais d'ailleurs souligner que nous pouvons éprouver une fierté légitime à accueillir des manifestations aussi prestigieuses. Le sumo, pour ne citer que lui, n'a été produit jusqu'à cette date que quatre fois hors du Japon. C'est la première fois qu'il vient en Europe occidentale. »

La cause est entendue : le maire de Paris, auteur de ces propos, aime le Japon, le sumo et Tokyo ; et pas seulement – cohabitation oblige – le temps d'un sommet... Jacques Chirac les apprécie même assez pour en faire profiter Paris tout entier ; et cela en accueillant dans la capitale certaines « spécialités » du passé et du présent japonais.

Les sumotori s'affrontent donc sous le chapiteau du Palais omnisports de Paris-Bercy ; ils seront le « clou » – si l'on ose dire pour des lutteurs de 150 à 200 kilos – d'une série de manifestations, regroupées sous le titre de « Saison de Tokyo à Paris ». Une saison qui s'étend sur six mois, printemps, été, automne. Il y a deux ans, Tokyo avait accueilli une... « Semaine de Paris ».

Arts, traditions, artisanat, vie populaire : annonçant récemment cette série d'événements, une dizaine en tout *« offerts par nos amis japonais »* (1), Jacques Chirac parlait d'un *« projet vaste et varié »*. Il souhaitait qu'il contribue à *« affermir les liens d'amitié tissés entre Paris et Tokyo »* qu'il donne aux Parisiens *« l'impression qu'ils connaissent mieux ce pays lointain alors qu'il leur semble, trop souvent encore, inaccessible »*.

C'est toujours un ambitieux projet que celui qui prétend, à Paris, à Tokyo ou ailleurs, faire toucher du doigt, et si possible du cœur, des aspects généralement merveilleux mais trop souvent disparates des mœurs, de la culture et du genre artistique d'une nation. Surtout lorsque l'on entend plaire à l'éventail le plus large d'une population qui n'a pas – loin s'en faut – l'homogénéité socioculturelle qui caractérise les Japonais, ni leur niveau élevé d'éducation et de connaissance des traditions.

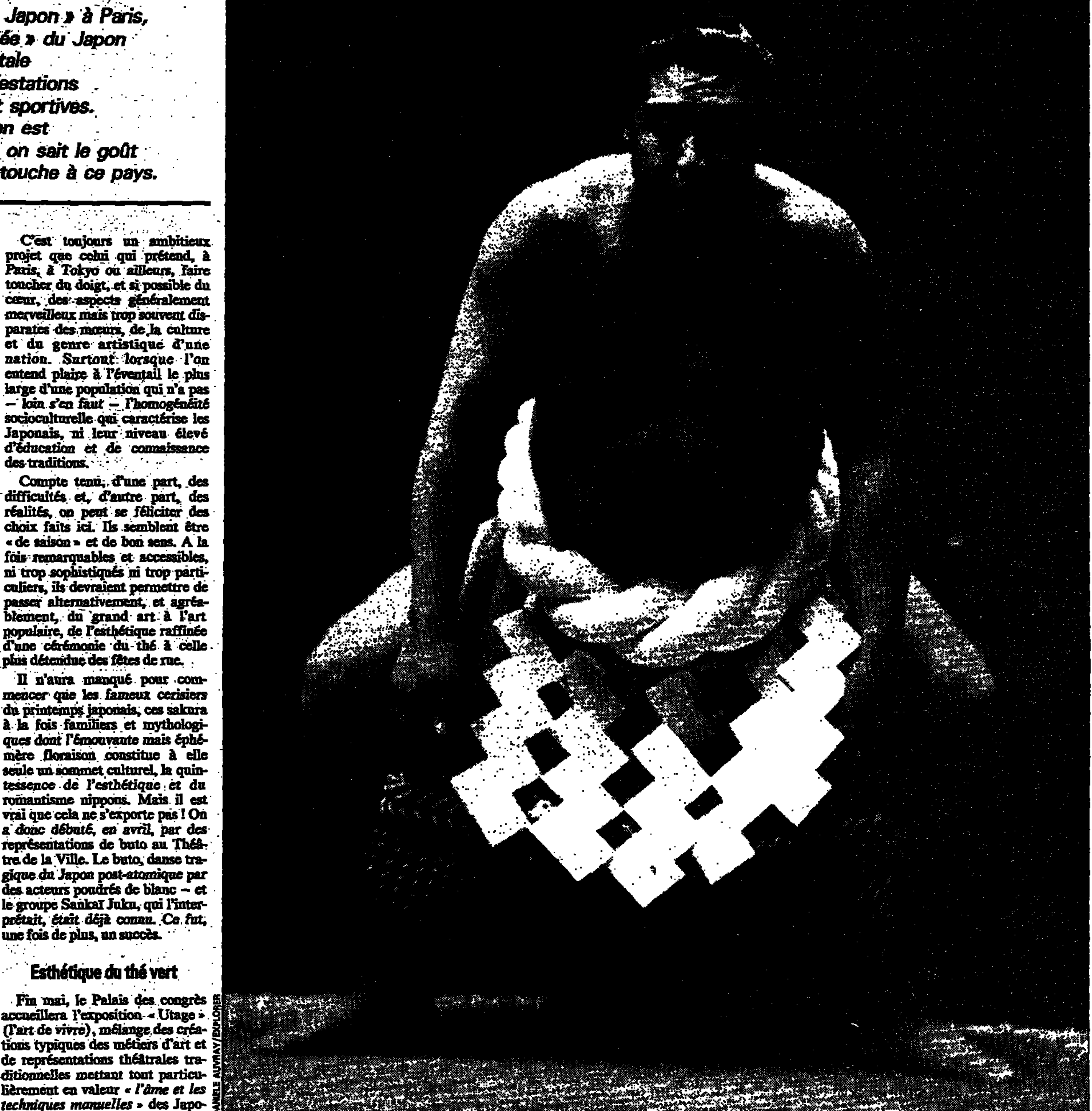
Compte tenu, d'une part, des difficultés et, d'autre part, des réalités, on peut se féliciter des choix faits ici. Ils semblent être « de saison » et de bon sens. A la fois remarquables et accessibles, ni trop sophistiqués ni trop particuliers, ils devraient permettre de passer alternativement, et agréablement, du grand art à l'art populaire, de l'esthétique raffinée d'une cérémonie du thé à celle plus détendue des fêtes de rue.

Il n'aura manqué pour commencer que les fameux cerisiers du printemps japonais, ces sakura à la fois familiers et mythologiques dont l'émouvante mais éphémère floraison constitue à elle seule un sommet culturel, la quintessence de l'esthétique et du romantisme nippons. Mais il est vrai que cela ne s'exporte pas ! On a donc débuté, en avril, par des représentations de buto au Théâtre de la Ville. Le buto, danse tragique du Japon post-atomique par des acteurs poudrés de blanc – et le groupe Sankaï Juku, qui l'interprétait, était déjà connu. Ce fut, une fois de plus, un succès.

Esthétique du thé vert

Fin mai, le Palais des congrès accueillera l'exposition « Utage » (l'art de vivre), mélange des créations typiques des métiers d'art et de représentations théâtrales traditionnelles mettant tout particulièrement en valeur *« l'âme et les techniques manuelles »* des Japonais. On trouvera là, animés par d'éminents maîtres du théâtre nô – avec l'acteur Umewaka Noriyoshi, élevé à la dignité de *« trésor vivant »*, honneur suprême du monde des arts, – la cérémonie du thé vert *(chado)*, dont l'esthétique d'une pureté formelle rigoureuse a été élevée au niveau d'un art de vivre, des conférences culturelles mais aussi les exercices des pompiers volants de Tokyo, des défilés de kimonos, et toutes sortes d'objets artisanaux, des plus précieux et des plus anciens (armes, instruments de musique, masques) aux plus quotidiens et communs. Et, bien sûr, l'art culinaire et l'art floral (ikebana).

Début juin, c'est Asakusa, l'un des quartiers les plus anciens de Tokyo (ce qui n'est jamais bien vieux dans une ville périodiquement ravagée par les incendies, les tremblements de terre et la guerre), qui fera la fête, le *matsuri*, dans les rues de Paris. Des mikoshi, sanctuaires où repose une divinité et qui sont portés en procession par les habitants lors de la fête des quartiers, traverseront Paris, depuis la place de l'Hôtel-de-Ville jusqu'aux jardins du Trocadéro, en passant par les Halles.



DANIELE AUVRAY/EXPLORER

Un tournoi de sumo est annoncé en octobre prochain à Bercy.

Le défilé sera précédé de danses. Sur le Champ-de-Mars, d'étonnants cavaliers, tout droit sortis du Moyen Age nippon, ou du dernier film de Kurosawa, *Ran*, se livreront à des démonstrations de *yabusame* (tir à l'arc à cheval), un art martial qui permettait aux samouraïs de faire étalage à la fois de leurs qualités d'archer et de cavalier.

A la mi-juin, le musée Cernuschi inaugurera une exposition d'objets japonais, plus particulièrement des bronzes présentant l'art animalier familier du temps de la splendeur d'Edo, l'ancienne Tokyo, et des derniers shoguns (XVIIIe et XIXe siècles). C'était *« le temps, si connu, des grands feux de l'estampe japonaise, des inros, des netsuke ou des gardes de sabre. Mais c'est aussi celui du dernier éclat des illustrateurs, des céramistes et des bronziers de haute tradition »*, rappellent les organisateurs.

Au même moment commencera au Théâtre Mogador une série de représentations de *kabuki*, le théâtre-opéra le plus populaire qui soit au Japon. Après le Metropolitan Opera de New-York, l'an dernier, Mogador accueillera deux des plus beaux fleurons de la spécialité, descendants de longues lignées de maîtres en kabuki : Bando Tamasaburo et Kataoka Takao.

Feu de fleurs

En octobre et en novembre, la mairie du neuvième arrondissement présentera une exposition de photographies sur le thème général de « Tokyo, l'homme et la cité ». Quatre photographes japonais présenteront cent soixante variations sur la ville et les campagnes, les temples, les sanctuaires et les quartiers populaires.

Après un feu d'artifice *hanabi* (littéralement « feu de fleurs »), où éclatera le génie pyrotechnique nippon, le 9 octobre, le gros morceau – c'est le cas de le dire – de ce festival culturel original sera constitué par un tournoi de sumo. M. Chirac, qui a déjà goûté à ce sport – en spectateur, s'entend, – l'attend, dit-il, avec *« impatience »*. On peut le comprendre car il y a plus, bien plus, dans ces affrontements singuliers et rituels que le simple choc de poids lourds pachydermiques, bourrelés de chair, que l'étranger rebuté tourne parfois en dérision. Ces tournois de géants aux fesses énormes, avec claques en rafales, à l'arraché colossal, soulèvent... quelques quintaux de Japon, un Japon venu de loin, à la fois raffiné et brutal, rituel et spontané.

Trente-huit lutteurs seront présents à Paris, dont un *yokozuna* (grand champion), catégorie suprême atteinte seulement au cours des siècles par cinquante-sept lutteurs.

Enfin, lorsque cette Saison, placée sous les auspices de la Mairie de Paris, prendra fin, c'est le Centre Georges-Pompidou qui prendra, en quelque sorte, le relais. Compte tenu du fait qu'il prolongera la présence culturelle nippone dans la capitale de décembre 1986 à mars 1987, c'est plutôt d'une « Année » Japon à Paris qu'il conviendrait de parler.

Le Centre Georges-Pompidou a choisi le thème « Japon des avant-gardes » dans le domaine des arts plastiques, dans le contexte des avant-gardes internationales de 1914 à la fin des années 60. Organisée conjointement par le Centre Georges-Pompidou et par la Fondation du Japon, cette exposition (six cents œuvres en provenance de collections publiques et privées japonaises et étrangères) vise à replacer l'histoire des avant-gardes du Japon dans l'environnement intellectuel japonais, en associant aux arts plastiques l'architecture, la littérature, les arts du spectacle et le cinéma.

Par ailleurs, le Centre envisage de consacrer pendant un mois une partie de ses activités à la mise en valeur de la diversité culturelle japonaise (cinéma, conférences, musique, littérature, audiovisuel). Décidément, c'est un véritable *hanabi* culturel japonais que Paris est appelé à connaître et les Français à venir apprécier au cours des douze prochains mois. ■

(1) Parmi lesquels quelques grands mécènes outre les municipalités de Paris et de Tokyo : le quotidien *Asahi Shimbun*, le groupe Fuji-Sankei, Nikon, Konika, le musée Idemitsu.

FESTIVITÉS

Du 17 mai au 12 octobre, musée Cernuschi : l'art animalier au temps des derniers Shoguns.

Du 20 au 28 mai, Palais des congrès : Utage, l'art de vivre au Japon.

21 et 22 mai, Grand auditorium du Palais des congrès : théâtre nô.

1er et 2 juin, rues de Paris : la fête d'Asakusa, défilés de Mikoshis.

3 et 4 juin, Champ-de-Mars : Yabsame (tir à l'arc à cheval).

Du 16 au 29 juin, Théâtre Mogador : Kabuki.

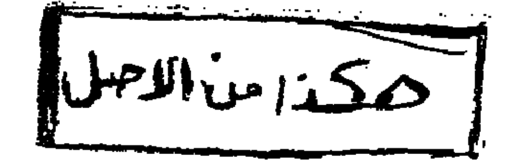
Du 16 septembre au 16 novembre, Pavillon des arts : exposition d'œuvres de Sam Francis (musée Idemitsu).

9 octobre : feu d'artifice.

10, 11 et 12 octobre, Palais omnisports Paris-Bercy : tournoi de Sumo.

Deuxième quinzaine d'octobre, mairie du 9e : exposition de photos « Tokyo, l'homme et la cité ».

Du 10 décembre 1986 au 2 mars 1987, Centre Georges-Pompidou : manifestations sur la création contemporaine au Japon, « le Japon des avant-gardes ». ■



هكذا من الأول

PHOTOGRAPHIE

ROBERT FRANK OU LES MYSTÈRES DE LA CHAMBRE

« Avoir une rétrospective, c'est un peu comme si on était mort. »
Robert Frank, pourtant, est vivant, bien vivant. Le silencieux qui remisa son Leica au placard pendant dix ans, parle ici de la nécessité de rompre, du cinéma, de la magie du Polaroïd et des hivers rudes du Canada qui abritent aujourd'hui ses méditations.

A l'initiative de Robert Delpire, le Centre national de la photographie présente au Palais de Tokyo, sous le titre « Etats d'urgence », la première rétrospective en Europe de l'œuvre de Robert Frank (1).

Reconnu pour être l'un des novateurs de la photographie moderne, il publiait en 1958, son livre les Américains *(2), qui allait influencer deux générations de photographes, ouvrir une voie nouvelle au reportage et inspirer des cinéastes comme Jim Jarmush* (Stranger than Paradise) *et Wim Wenders, qui, récemment, reconnaissait ici même sa dette envers lui.*

Par ses absences et ses silences, par son tempérament farouche de presque hors-la-loi, qui l'a conduit à s'exiler à Mabou, en Nouvelle-Ecosse, au fin fond du Canada, Robert Frank a beaucoup contribué à édifier sa réputation de « mythe vivant ».

L'entretien qu'il nous a accordé quelques heures avant le vernissage de son exposition permet d'éclaircir certains points de sa vie et de son œuvre restés jusqu'ici dans l'ombre.

∴

« Quel sentiment éprouvez-vous à voir ainsi trente ans de votre vie exposés sur les murs ?

– On a tous une mémoire de la vie qui se passe derrière les yeux, et ça – ce qui est montré ici, – c'est la mémoire de ce qui s'est passé devant mes yeux. Ce qui se passe derrière vos yeux est privé, et depuis 1974, dans mes dernières photos, j'ai plutôt essayé de montrer ce qui s'est passé derrière mes yeux. Voir tout ensemble ne me touche pas tellement. Ce sont les dernières photos qui m'intéressent. Les premières sont de l'histoire ancienne.

– Vous voulez dire qu'elles ne vous appartiennent plus ?

– Non. Elles ont grandi et sont devenues adultes. Les dernières me passionnent parce que j'ai essayé de changer ma manière de voir. Il ne m'est pas nécessaire de revoir ce que j'ai fait.

Je n'aime pas voyager au milieu d'une route ordinaire.

– Vos images anciennes ne vous apprennent plus rien.

– Je ne veux pas apprendre des photos mais de la vie. Un musée est le contraire de la vie. Ça me gêne un peu de le dire, mais je préférerais ne pas être ici. Avoir une rétrospective, c'est un peu comme si l'on était mort. C'est aussi pour ça que j'aime les dernières photos. Elles m'appartiennent et ont encore un mystère. Les premières photos appartiennent au public, elles ont été faites il y a si longtemps que je n'ai plus rien à dire. Les critiques ont tout expliqué. Et puis, mes réflexions sur l'Amérique ont évolué depuis que je suis devenu américain. Ma vision des « Américains » était celle d'un Européen. La vie alors était très dure et même dangereuse. C'était l'inconnu.

– Qu'est-ce qui vous a fait quitter la Suisse pour partir aux Etats-Unis la première fois, en 1950 ?

– Je devais partir de Suisse, quitter l'orbite familiale pour devenir adulte. J'avais vingt-six ans. Pour moi, il y avait l'Europe et après l'Amérique. J'ai des photos en Espagne, en Angleterre, mais, à part ça, je n'ai pas beaucoup voyagé. Revenir en Europe aujourd'hui me serait une chose aussi impossible que refaire mes photos anciennes. Par contre, rentrer en Amérique reste pour moi excitant : c'est là qu'il y a de l'énergie, de l'électricité. Je suis vraiment devenu un Américain, je ne suis pas nationaliste, je ne suis pas fier d'être américain, mais c'est malgré tout un pays que je respecte. J'y ai tout appris.

– Pourtant, en Nouvelle-Ecosse où vous vous êtes retiré depuis 1969, vous vivez très à l'écart. Ce n'est plus tellement l'Amérique mais plutôt un monde que vous avez conquis pour vous-même.

– Je vis à moitié au Canada et l'autre moitié du temps à New-York. Quand je travaille, c'est à New-York. Peut-être que, lorsqu'on vieillit, il faut plus de temps, alors je me retape chez moi, loin de tout, face à la mer, c'est tranquille. Tout est bien.

– Que faites-vous toute la journée ?

– Je regarde, je réfléchis, je coupe du bois. J'échange des nouvelles avec mes voisins. On parle du temps, du vent, des changements de saison et de la mer ; j'aime beaucoup voir les arbres qui pêchent. La vie là-bas est tout à fait humaine. L'hiver est très dur et n'en finit pas, il y a des tempêtes, il fait très froid, alors on se rend des visites. C'est le contraire de New-York, mais j'aime aussi ce qui est inhumain. J'aime être en marge, à l'autre bout de l'Amérique, je n'aime pas voyager au milieu d'une route ordinaire.

– Au fond, ce que vous dites là, c'est un peu une définition de vous-même. D'où vient votre goût presque inné pour la rupture ?

– Je crois que cela vient du fait que je suis né en Suisse. C'est un pays du milieu. Cela m'apporte beaucoup d'être en marge. On est réveillé. Et les gens qui sont avec vous aussi. En Suisse, ce n'est pas le cas, et même ici, en France, je me sens au milieu, comme en Suisse. Voilà ce qui arrive lorsqu'on vit plus de trente ans en Amérique. Ça vous abîme, mais ça m'a aussi personnellement beaucoup apporté.

– N'en avez-vous pas assez que l'on dise sans cesse de vous que vous êtes « un mythe vivant » ? A vous voir, on s'aperçoit que vous êtes surtout quelqu'un de bien vivant.

– Je ne sais pas pourquoi on dit que je suis un mythe vivant. Ce n'est pas mon problème. Peut-être cette exposition va-t-elle détruire le mythe ? Revenir en arrière est une perte de temps. Il faut toujours penser à ce qui vient.

– Le mythe s'est construit par votre rupture avec la photographie. On s'est mis à fantasmer sur votre intervention dans l'histoire de la photo parce que vous aviez cessé d'en faire. Ce n'était pas voulu, mais c'est venu de là ?

– Oui. Mais il y a d'autres gens qui se sont arrêtés de faire des photos.

– Ils n'ont peut-être pas eu la même influence.

– Le mythe a commencé avec mon livre *les Américains*. Pour le reste, j'ai simplement lutté contre les conventions. J'ai toujours été contre tous les « establishments » et j'ai toujours voulu poser des questions. Pourquoi ? Et pourquoi pas ? Je me méfie de l'autorité depuis que je suis tout petit. Et sans doute cela se sentait-il dans ce que je voulais montrer. C'était rare à l'époque. Tout le monde suivait l'exemple des reporters. La photo était une chose plus ou moins commerciale. Beaucoup ont essayé de s'en sortir en ouvrant la porte qui mène à l'art, mais ils ont fait des compromis. Moi, je n'ai pas fait de compromis. Ce n'est pas le plus facile.

– Vous avez soixante-deux ans aujourd'hui, il s'est passé beaucoup de choses dans votre vie et peut-être n'a-t-elle pas toujours été comme vous auriez voulu. Est-ce que vous recommenceriez la même vie ?

– Si je recommençais, je resterais certainement pas aussi longtemps dans la photo.

– Vous viendriez plus vite au cinéma ?

– Oui. La photo m'a fait perdre du temps. Mais je ne connais personne qui puisse tout recommencer. Je n'ai pas de regrets.

– Et, sur le plan cinématographique, comment cela se passe-t-il ? Par qui vos films sont-ils vus aux États-Unis et comment vous-même vivez-vous votre situation de cinéaste ?

– J'aime beaucoup le cinéma et une des raisons pour lesquelles je l'aime, c'est que je n'ai pas de succès. J'aime avoir à lutter pour défendre ma vision des choses et faire exister mes idées. Je montre souvent mes films à des étudiants, et ça ne m'ennuie pas d'en parler. Je vois les défauts. Je vois où je n'ai pas réussi et c'est intéressant d'en parler, d'essayer de voir comment on aurait dû faire. C'est tellement compliqué de faire un film, de trouver l'argent, ça n'a rien à voir avec la photo. En photo, vous êtes seul, vous observez, vous faites votre photo, on peut en faire des milliers, mais ce ne sera jamais le « challenge » du cinéma. C'est considérable pour moi de raconter une chose qui peut être comprise.

– A quel moment avez-vous pensé que vous iriez vers le cinéma, que la photo ne suffisait plus, qu'il vous fallait le mouvement et aussi la parole ?

– Bien avant que *les Américains* ne soit publié, j'avais déjà fait un petit film avec des amis. J'ai toujours su que je voulais faire du cinéma, mais c'était problématique. Il fallait de l'argent, faire vivre la famille, ce n'était pas possible. Maintenant, c'est un peu tard, mais j'espère pouvoir continuer à faire du cinéma, de la vidéo. C'est plus complexe que la photo et je crois aussi que c'est plus honnête. La photo est séduisante alors que le film exige un effort pour être honnête.

– Quand vous avez abandonné la photo vers 1960, que vous avez « rangé votre Leica au placard », pensiez-vous que ce serait définitif ?

– Non. J'ai appris que rien n'est définitif dans la vie. Peut-être l'ai-je pensé à ce moment-là, mais la Terre tourne et nous aussi. Quant à la fameuse phrase du placard, elle a été dite par un photographe suisse que j'aimais beaucoup. Je l'ai copiée. Il s'appelait Schuh. Tout le monde m'a pris au sérieux, mais lui, il a vraiment mis son appareil au cabinet. C'était un type très bien. Il est devenu éditeur.

– Alors, au fond, quand vous avez annoncé que vous arrêtiez, vous avez continué à faire des photos.

– Ah! non. A ce moment-là, c'était vrai. Les gens ne comprennent pas qu'on ne s'arrête pas du jour au lendemain mais en douceur. C'est comme avec les films. Quand je n'ai plus pu en faire, je me suis mis au Pola, et maintenant, pour la première fois, avec un peu d'argent, je recommence à faire des films. La vie est ainsi.

Entre 1964 et 1972, je n'ai pas pris une seule photo.

– Donc, vous êtes toujours resté photographe.

– Plus ou moins. J'ai arrêté pendant dix ans ; entre 1964 et 1972 je n'ai pas pris une seule photo et j'ai commencé avec *The Line of my Hand*. Je ne voulais pas prendre juste une photo, je me suis mis à réaliser des séries. C'est un livre que j'aime beaucoup. Je voudrais le republier.

– C'est dans ce livre que vous avez publié vos planches-contact. Quelle en était la raison ?

– Ce qui m'intéressait, c'était de montrer comment travaille un photographe, et de quelle manière il approche une situation. J'aime regarder les contacts. La sélection est très importante, et peut-être que si je regardais mes anciennes planches je choisirais d'autres photos. Le choix parmi trente-cinq photos est capital. C'est pour ça que j'ai montré mes contacts.

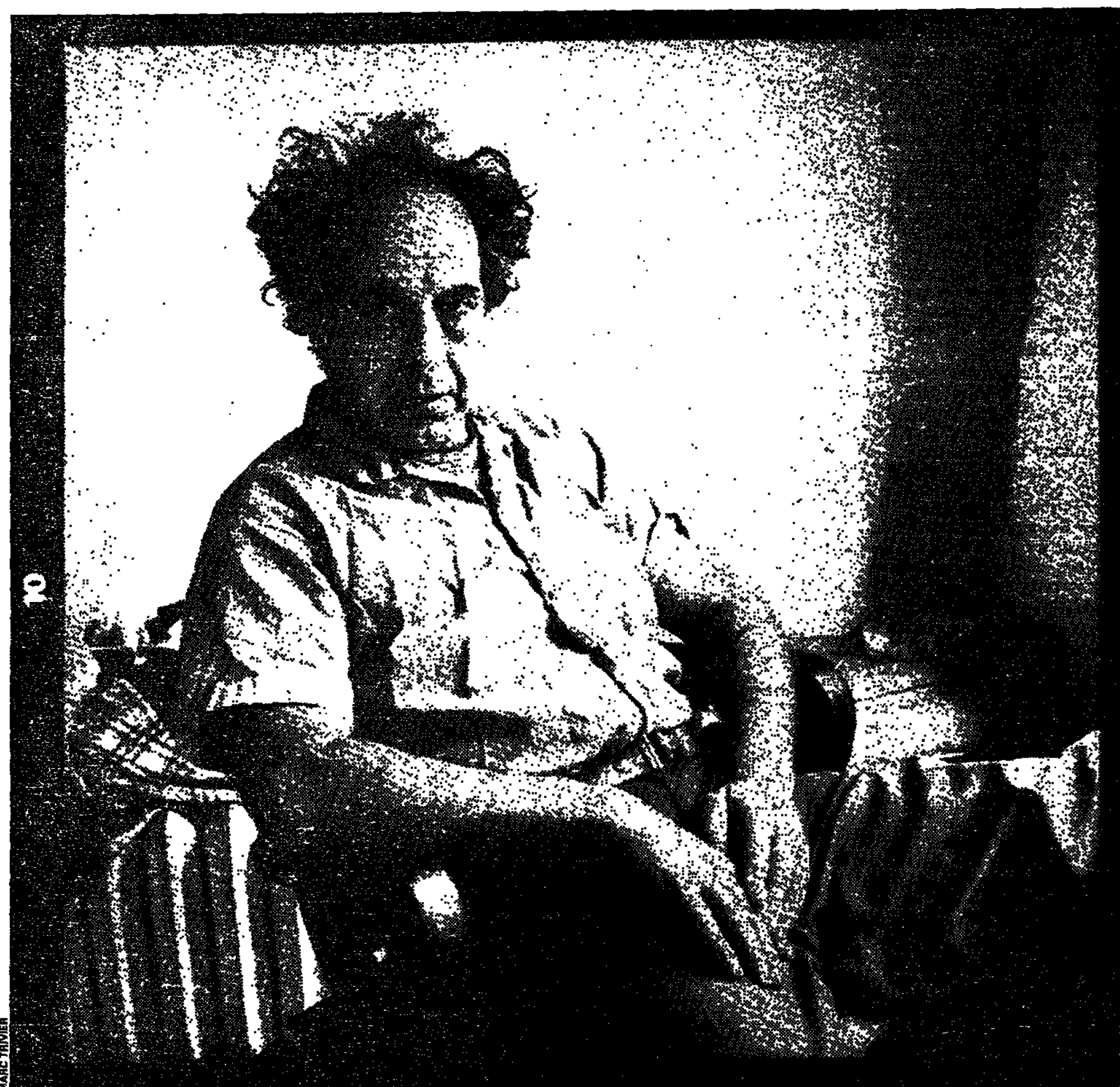


Photo prise par Marc Trivier à New-York, en 1983.
Marc Trivier exposera l'été prochain au Palais de Tokyo, à Paris, dans le cadre du Centre national de la photographie.

PHOTOGRAPHIE

NOIRE

propos recueillis par Patrick Roegiers

– Vous étiez le premier à le faire.

– C'est toujours vaniteux de dire qu'on a été le premier. Ça m'est égal. J'ai influencé de nombreux photographes en Amérique mais moi aussi j'ai été influencé. Tout cela ne me regarde pas vraiment. Il faut aller de l'avant.

– En 1974, vous êtes donc revenu à la photo par le Polaroïd noir et blanc, avec négatif. Qu'est-ce qui vous a poussé à recommencer après dix années de silence ?

– Voir sortir un négatif sans passer par la chambre noire m'a semblé une révélation formidable. Et puis, il ne s'agissait pas de faire des centaines de photos comme avec le Leica mais seulement les huit du paquet. L'idée devait être dans ces huit photos. Ça m'a beaucoup plu. Enfin, il y avait la surprise immédiate de pouvoir regarder le négatif et d'écrire des mots dessus. C'était aussi immédiat que la vidéo. Ce sont deux outils formidables, tellement proches de la vie qu'ils sont la mort en même temps. On peut l'utiliser comme un crayon et dire ce qui se passe dans la vie.

– Et l'écriture que vous gravez sur les Polas, comment est-ce venu ?

– C'est venu en faisant des essais pour une couverture du magazine *Rolling Stones*. Je me suis mis à gratter le film, les choses ne viennent pas d'un coup mais petit à petit.

– N'est-ce pas aussi parce que vous éprouviez le besoin d'être plus présent dans l'image ?

– Moi, je voulais détruire l'image, vraiment détruire le négatif avec des mots. Il y a plusieurs façons de détruire, et moi j'ai trouvé ça constructif.

– On a aussi assimilé parfois votre travail à l'expressionnisme abstrait, à l'« action painting » de Pollock.

– C'est complètement idiot. Les gens aiment vous ranger dans un tiroir. J'ai connu un peu Pollock, je n'ai jamais pensé faire comme lui. C'est la façon de vivre des peintres qui m'a impressionné. Et cela, déjà, avec les peintres qui ont précédé les beatniks et dont les noms figurent dans le catalogue de ma rétrospective, à Houston. Certains, comme Klein ou Oldenburg, sont devenus très connus. Ils m'ont influencé par leur niveau de vie très bas alors que les photographes étaient commerciaux et gagnaient facilement beaucoup d'argent. Les peintres m'impressionnaient parce qu'ils croyaient à ce qu'ils faisaient. C'était tout ou rien. Ils ne voulaient rien, tout était possible, et refusaient tout. C'était la liberté totale. J'ai connu en même temps Kerouac, Ginsberg et Burroughs. Je suis resté ami avec Ginsberg. On se voit parfois. Nous sommes presque des survivants.

– Il y a une chose qui est évidemment très importante dans vos photos, c'est l'autoprojection. Peut-être est-ce vous qui l'avez le mieux posée dans toute l'histoire de la photographie moderne. Vos dernières images m'ont paru très violentes. Est-ce que l'autoprojection n'a pas cédé la place à l'autodestruction ?

– Non. Parce que je ressors dans ce que j'écris. C'est une manière de me montrer encore plus. Et aussi mes pensées. Il y a des photos où j'exprime mes sentiments, d'autres où j'expose mes pensées. J'aime bien faire les choses immédiatement et ne pas trop penser.

– Revenons à vos premières photographies. Quand vous êtes venu vivre à Paris dans les années 50, et que vous avez fait ce splendide portrait d'une chaise dans les jardins du Luxembourg, dans quel état d'esprit étiez-vous ?

– L'état d'esprit était toujours heureux. J'étais content d'être ici. Paris a été une phase très heureuse de ma vie, même si c'était dur car on n'avait pas d'argent. J'étais amoureux de cette ville. C'était tellement beau d'être ici.

– Vous reconnaissez avoir été influencé à l'époque par Bill Brandt ?

– Oui. On sent son influence dans mes photos de Paris. J'avais vu ses livres. A cette époque, je voulais produire des photos parfaites. Des chefs-d'œuvre absolus. J'ignorais que Brandt avait été tellement influencé par le surréalisme. Ses photos sur l'Angleterre étaient un peu romantiques. Elles restaient en mémoire. On ne pouvait pas oublier le type qui pousse sa bicyclette, le brouillard... les portraits. C'était magnifique. Il y avait quelque chose de brutal. Les portraits de Cartier-Bresson sont bien, mais ils n'ont pas cette force brutale qu'on sent chez Bill Brandt. C'est encore une fois par intuition que je pouvais faire les choses comme lui.

Je travaille par intuition, pas tellement par réflexion.

– Quand vous avez effectué votre reportage sur le Pays de Galles, avez-vous été préoccupé par l'engagement social ou politique ?

– Jamais. Ce sont les gens qui travaillaient si durement qui me passionnaient. La beauté du pays. Je ne crois pas que la photo puisse faire quoi que ce soit pour améliorer la vie ou aider à prendre conscience.

– Et le pouvoir d'information de la photographie, vous n'y croyez pas non plus ?

– Non. Puisqu'ils ne voulaient pas publier mes photos. Ce n'était pas du journalisme. Mes photos ne racontaient pas une histoire avec un début et une fin. J'ai essayé, mais je n'y arrivais pas, alors ça a cessé de m'intéresser, et sans doute était-ce plus honnête de ma part. Je n'étais pas fait pour ça. Mais je n'étais pas seul. C'est aussi le cas de Walker Evans. On trouve toujours de la compagnie. Au Canada, c'est différent. On est seul, il fait froid. C'est un climat difficile pour un artiste.

– Quand vous avez fait votre livre les Américains, *qu'y avait-il selon vous de si neuf dans votre regard et dans quelle mesure en étiez-vous conscient ?*

– Je travaille par intuition. Pas tellement par réflexion. Je me suis jeté à l'eau en pleine mer et je me suis retrouvé en face d'une humanité touchante, triste et cruelle. Lorsque je photographiais, je me prenais d'affection pour ces gens. Je ne leur parlais pas, j'observais, je volais leur image. Je voulais dévoiler ce qui restait caché, ce qui paraissait ennuyeux et dont personne ne voulait s'occuper. Les photographes montraient toujours la joie de vivre, une Amérique heureuse, qui gagne. Moi, j'ai toujours eu de la sympathie pour les perdants.

– Votre périple a duré deux ans et vous avez traversé quarante-huit Etats. Combien de photos avez-vous prises ?

– Avant de venir ici, j'ai lu dans un journal que j'avais fait peut-être 300 000 photos. *(Il rit.)* C'est simple. J'ai dû faire à peu près 500 rouleaux en deux ans, multipliez cela par 30 et vous aurez le total des négatifs. Je peux le dire parce que j'ai gardé tous les négatifs.

– Comment s'est passée votre première rencontre avec Robert Delpire. Il s'était engagé à publier vos photos alors qu'elles n'étaient pas encore prises ?

– Je crois que c'est Boubat qui m'avait conseillé d'aller voir Robert Delpire. Je lui ai montré mes photos du Pérou. Il m'a dit qu'il allait les publier, et comme on ne me publiait nulle part, je n'y croyais pas. Et il les a publiées. Alors, on est restés amis. Je savais qu'il me « supporterait », mais il n'y avait pas de contrat l'engageant à publier le livre. En Amérique, personne ne voulait publier *les Américains*, et sans lui le livre ne serait peut-être jamais sorti aux Etats-Unis. Je lui dois cette exposition, et ce livre ; je lui dois beaucoup même si aujourd'hui nous n'avons plus le même point de vue sur la photo.

***

L'entretien se poursuit. Avec la même gentillesse attentive, Robert Frank parle de ses projets; de l'enseignement, de la mode, de son portrait réalisé en 1975 par Avedon (portrait qu'il n'apprécie pas) et de la mort qui se terre peut-être dans les gris, le grain et la grisaille de ses images. En dernier ressort, comme le temps presse, vient le moment de poser une ultime question.

– Votre travail a toujours été assimilé au noir et blanc, et dans cette exposition on découvre quelques-uns de vos polaroïds en couleurs. Qu'est-ce qui vous a fait quitter le noir et blanc ?

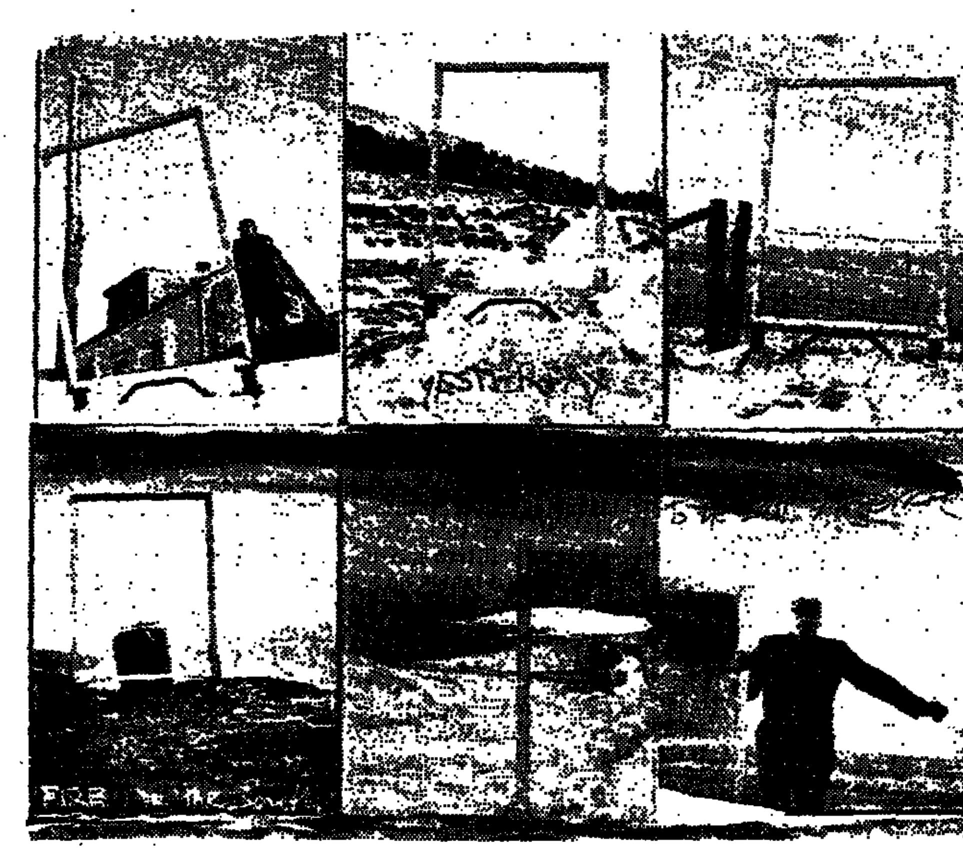
– C'est une période où j'étais content. Je venais de me remarier, j'avais une petite caméra à 5 dollars avec laquelle on ne pouvait photographier qu'en couleurs, et il y avait du soleil. C'était un vrai plaisir de faire des photos comme un amateur. Et, plus tard, quand elles sont rentrées du laboratoire, elles m'ont paru tellement heureuses d'une certaine façon... que je n'ai pas continué. Ces cinq ou six images me suffisaient. On peut toujours colorer les photos pour les rendre plus heureuses. Bunuel disait une chose qui m'a toujours beaucoup plu. Je ne sais plus comment il le disait mais il ne croyait pas que l'on vive dans un monde où l'on puisse être vraiment heureux. Il avait raison. C'est tellement beau d'être vivant mais la vie peut aussi parfois vous détruire. Il faut être fort pour continuer. ■

(1) « Etats d'urgence », première rétrospective complète de l'œuvre de Robert Frank, présentée par le Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 75016. Jusqu'au 9 juin.

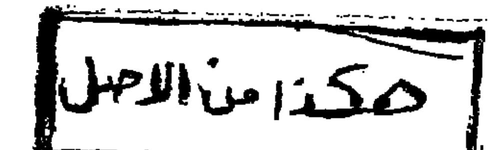
(2) *Les Américains*. 83 photographies de Robert Frank, introduction de Jacques Kerouac, traduction de Michel Degny, réédition. Ed. Robert Delpire, 200 F.







Ci-dessus, Hoboken, New-Jersey, 1955-1956, extrait des *Américains*.
Ci-contre, *Hollywood*, extrait des *Américains*.
En bas, Mabou, décembre 1979, montages de Polaroïd exécutés lors de séjours en Nouvelle-Ecosse, Canada.



NOUVELLE

AUTOPSIE D'UN SUICIDE

par Koraïch Elmekki

« MA chère Albertine. Vous venez à peine de trouver cette lettre. J'aimerais tout d'abord que *vous* la lisiez, bien assise dans un des grands fauteuils du salon : son confort vous aidera peut-être à réfréner une légitime inquiétude, et sans doute à la lire jusqu'au bout.

» Elle vous est destinée, en effet, et vous y avez droit. Travaillant chez nous depuis bientôt dix ans, vous connaissez tout de cette maison : ses habitants et ses habitudes. Et les affaires de la famille n'ont jamais eu beaucoup de secrets pour vous.

» Pourtant, une lettre de « Monsieur » qui vous accueille le matin dans le vestibule, c'est inhabituel, voire anormal. Ça ne fait en réalité que concrétiser un état de fait qui dure depuis six mois, et je voudrais que cette lettre soit le point final des événements qui ont tout changé dans la maison ces derniers temps.

∴

» Tout d'abord, je vous dois des remerciements : depuis que Madame est partie, il y a maintenant six mois, avec les enfants, tout s'est passé comme si nous assistions tous les deux à la fin d'une époque dans nos vies respectives. Plus rien ne pouvait être comme avant, et pourtant vous êtes restée. Nous avons même réussi à préserver tous les deux une certaine continuité dans le quotidien : il y avait, comme d'habitude, mon jus de tomate au petit déjeuner, et jamais vous n'avez quitté la maison sans vous assurer que je ne manquais de rien, et surtout pas de romans policiers pour la soirée à venir. Quant à moi, j'étais absorbé, débordé, même, par mon travail, au point de trouver difficilement un moment de libre pour emmener les enfants au restaurant, les premiers temps de la séparation.

» Ni vous ni moi, pourtant, n'étions dupes. Ni moi, quand Madame téléphonait au début pour avoir de mes nouvelles et que vous lui répondiez brièvement à voix basse (je ne voulais alors rien voir ou entendre qui pût me rappeler sa présence ici). Ni vous, qui saviez bien que mon travail m'intéressait de moins en moins. Comment travailler normalement pour une compagnie d'assurances qui s'appelle L'Avenir quand on a trouvé, en rentrant chez soi un soir d'automne, la lettre d'adieu d'une femme qu'on aime toujours ?

» Que répondre aux gens qui viennent vous consulter pour une assurance-vie quand la maison qu'on habite soi-même est désertée du jour au lendemain par les enfants ?

» Rassurez-vous, je ne dirai ici ni du bien ni du mal de Madame : nous avons sans doute notre part de responsabilité, chacun d'entre nous, et je sais bien qu'elle aime les enfants autant que moi. Je crois aussi que, d'une certaine façon, elle m'aime toujours ; même si jamais elle ne me pardonnera cet ennui que je voyais bien croître dans ses yeux, sans jamais trouver le temps d'en chercher la cause avec elle...

» Mon travail ? Cette nouvelle maison que nous venions d'acquérir, si éloignée de ses habitudes antérieures ? Les enfants qui grandissent inexorablement ? Comment savoir ? C'est tellement difficile parfois...

» Pour vous, de toute façon, il doit en être un peu ce qu'il en est pour les enfants : Madame et moi n'avons réellement commencé d'exister à vos yeux que le jour où vous avez débuté chez nous. Aussi ne parlerai-je pas de ce que notre vie a pu être auparavant : elle nous appartient en propre. Après, vous avez eu tout le temps de vous faire une *opinion*...

» Et à quoi bon tirer des conclusions ? Le plus important, pour moi, est que vous soyez restée ici malgré tout.



∴

» Pour un homme aussi massif, bruyant, énergique, que je croyais l'être (vous souvenez-vous de certains anniversaires des enfants ?), la découverte de la solitude et du silence aura été une expérience brutale. On réalise vite que vivre seul avec soi-même, après avoir vécu au travers des autres et pour eux, n'est qu'un effrayant cauchemar. La solitude est peut-être un moyen de parvenir à quelque chose, mais elle n'est pas une fin en soi ; en tout cas pas pour un homme de mon âge et de mon genre. Un homme qui ne se sent même plus assez concerné par la vie pour réagir : je réalisais ça l'autre jour en remarquant que même le jardin ne m'attire plus depuis longtemps. *Les* derniers poissons du bassin sont morts, faute d'eau propre et de *lumière*... Non, décidément, je n'ai rien d'un prophète ou d'un yogi.

» Ce soir, au terme d'une de ces journées insipides où il a encore fallu jouer la comédie de l'homme calme et digne, rassurant pour la clientèle, j'en suis arrivé au point où je m'indiffère moi-même : le point de non-retour, en somme.

» Dans le silence et la pénombre du salon, j'ai guetté la fin du jour comme un petit vieux frileux pressé d'allumer son poêle. Et c'est en me détournant de la fenêtre que j'ai pleinement réalisé la métamorphose, « ma » métamorphose, *en moins de six mois*, cent quatre-vingts petits jours. Un homme aigri, *mauvais coucheur*, sans mémoire, incapable de supporter la moindre contradiction, voilà ce que je suis devenu, voilà ce que vous supportez depuis un certain temps. Et je ne sens même plus en moi ces poussées d'optimisme infantile qui me faisaient traverser sans raison certains mauvais jours d'autrefois.

» J'ai vieilli, Albertine, et je suis un homme devenu seul.

∴

» Elle m'a fait si mal, cette réalité qui est maintenant la mienne, qu'elle appelait forcément une décision.

» D'abord, j'ai sorti du tiroir du bureau ce petit revolver auquel je ne touche en principe jamais : il ne me semblait plus du tout aussi laid que d'habitude... J'ai mis du temps à comprendre que ce changement venait simplement du fait que j'étais en train de lui donner une finalité nouvelle. Je l'ai longtemps tourné et retourné dans mes mains : c'est fou ce que la mort peut vous sembler lourde quand elle est posée sur une paume !... Je regardais cet objet terne sans vraiment penser à quelque chose de précis, et c'est toujours l'esprit vide que j'ai soigneusement fermé portes et fenêtres. Puis j'ai erré dans la maison, regardant chaque meuble, chaque élément du décor, comme si c'était pour la première fois. Au premier étage, j'ai fini par m'enfermer à double tour dans la salle de bains, et j'ai jeté toutes les clés dans les toilettes, avant de tirer la chasse d'eau par-dessus.

» Pourquoi tout cela ? Quelle différence y a-t-il entre finir ses jours dans une salle de bains ouverte ou fermée à double tour ?

» C'est en relâchant le levier de la chasse d'eau, assis comme je l'étais sur le bord de la baignoire, que mon esprit s'est remis à fonctionner et que j'ai réalisé alors une chose fondamentale : le revolver était resté sur le guéridon du salon du rez-de-chaussée, caché par le haut dossier du fauteuil où Madame s'installait toujours pour prendre son café. Je l'y avais laissé pendant que je fermais les persiennes de la cuisine, perdu dans mon rêve sans forme.

» Assis dans cette salle de bains, juché sur le rebord inconfortable de la baignoire, je n'avais dans ma poche que l'unique cartouche en réserve, enveloppée dans un vieux morceau de papier. A quoi attribuer pareille distraction ? Pas seulement à l'abus de tranquillisants de ces dernières semaines... Oui, c'était une attitude vraiment très étrange.

∴

» Quoi qu'il en soit, ma décision restait irrévocable, et *il* me fallait bien récupérer ce revolver : les clés de la porte étaient maintenant inaccessibles, au-delà du siphon. Sans outils appropriés, il me fallut quand même une heure pour réaliser que jamais je n'arriverais à bout de la serrure. Heureusement, la porte de cette pièce est montée à l'envers, et le battant donne sur le couloir de l'étage. J'ai pu l'enfoncer sans trop de difficultés, mais non sans dommages pour la glace de Venise qui est accrochée juste derrière, dans le couloir.

» En revenant au salon, épuisé par tant d'efforts si vains, la vue du revolver sur le guéridon me réconforta. Mais je sentis à quel point j'avais encore besoin de trouver quelque force : la bouteille d'armagnac, rapportée avec Robert du Périgord, m'a donné tout ce dont j'avais besoin. C'est à elle que je dois sans doute l'idée de vous écrire : pour vous remercier, d'abord, pour vous expliquer, ensuite. J'imagine ce que la découverte d'un homme étendu par terre, baignant dans son sang, peut avoir de déplaisant même quand on est prévenu. *A fortiori* quand on ne l'est pas.

» C'est à ce moment-là que Robert a téléphoné. Pour avoir de mes nouvelles, sans doute, car je sais que lui aussi s'inquiète sans *jamais* oser me le dire. Il paraissait tellement en forme... Il partait *le lendemain* pêcher sur la côte, et enjolivait largement le tableau *pour me convaincre* de l'accompagner. Je n'en avais pas *la moindre envie, mais il* paraissait tellement joyeux que j'ai joué le jeu. *Et* nous avons bavardé longuement au téléphone, de choses *et d'autres : après tout, il* m'était difficile de répondre à mon meilleur *ami* que j'étais sur le point d'en finir avec la vie, alors que lui *venait* simplement m'offrir un peu de réconfort...

» Pauvre Robert, s'il avait su...

» Après cette conversation, j'ai eu brusquement très froid. J'ai donc allumé tranquillement un feu dans la cheminée, la voix de Robert à mes oreilles, avant de prendre une feuille de papier et de vous écrire, enfin, Albertine. Mais j'ai dû m'y reprendre plusieurs *fois* avant de trouver une formule qui me convienne, qui nous permette d'être complices une dernière fois, Albertine. Car je sais que vous, vous me comprendrez.

» Au bout d'un moment, il y avait tant de brouillons froissés et déchirés épars sur la table que j'ai *voulu l'éclaircir un peu*, une fois mon message en bonne voie. En *jetant tous ces* papiers roulés en boule au feu, je me suis senti étrangement soulagé, apaisé, heureux même : j'allais enfin pouvoir *influer sur* le cours de mon existence, regarder mon destin en face avec *simplicité*. Du moins, c'est ce qu'il me semblait.

» *C'est alors qu'une petite* explosion sèche a retenti dans la cheminée. *Une* seule. *Mais qui* m'a fait sursauter de peur sur ma chaise. *Elle signait ma deuxième* erreur de la soirée, et je la réalisai *tandis qu'un frisson monumental* me courait sur le corps. Parmi les papiers froissés *qui traînaient sur* la table, il y avait aussi celui qui enveloppait *la seule cartouche* encore en ma possession. Et comme *elle* était d'un *petit calibre* je ne l'avais même pas sentie : dire qu'une heure auparavant il me semblait que la mort pesait bien lourd *dans une main*...

» Mais cette petite explosion sinistre, je réalisais aussi que c'était celle qui aurait dû se produire en pulvérisant mon crâne, et cela fit ployer mes épaules. Assis à même le parquet du salon, affalé, plutôt, je suis resté longtemps hébété devant l'étendue de mon incroyable distraction. Pendant ce temps, le feu brûlait toujours dans la cheminée. Puis je l'ai vu faiblir, et s'éteindre enfin, doucement, paisiblement, dans un ultime rougeoiement de ses braises.

∴

» *Quand je suis sorti de ma torpeur*, le petit jour filtrait à travers *les fentes des volets. J'étais donc* resté prostré, immobile, toute la nuit... *Outre le fait que cela* me semblait totalement inepte (*jamais de ma vie je ne suis resté* toute une nuit par terre sans rien faire...), de *terribles courbatures* dans le bas du dos me forcèrent à bouger enfin. *J'allai donc ouvrir* les persiennes, par habitude. Et, *en ouvrant les fenêtres qui* donnent sur la place Valmy, il m'a semblé entendre tous ces moineaux pépier pour la première *fois*. Il avait dû *pleuvoir pendant* la nuit, car une forte odeur de terre montait du square. *Les* caniveaux ruisselaient encore. Une *voisine passa* et me *salua*. Son cabas était rempli de brioches bien chaudes. Leur odeur, celle de la terre en train de se réveiller elle aussi, *tout cela* me *donna subitement* très faim. Mais une faim *immense, inextinguible, comme* je n'en avais pas ressenti depuis *longtemps*. Et je *me précipitai* dehors.

» *En mangeant mes croissants*, j'ai *pris* ma décision. Je viens de *retéléphoner* à Robert : *il n'a pas* paru surpris le moins du monde de ce *revirement d'attitude*. Il m'a même dit qu'il était certain que je le rappellerais, tant il avait apprécié le son de ma voix, hier soir, au *téléphone*.

» Pauvre Robert, s'il avait su...

» Je pars donc avec lui demain à Sète, pêcher au lamparo jusqu'à la fin du mois. Le bureau est prévenu. Alors, inutile de me prendre le journal le matin. Faites-moi suivre le courrier là-bas, sauf tout ce qui pourrait ressembler à une facture. Et faites donc arranger la porte de la salle de bains du premier : ça fait vraiment désordre...

» A bientôt.

Monsieur. » ■

[Né en 1953 à Tunis, Koraïch Elmekki est médecin. Une nouvelle de lui, *l'Objectif*, a été publiée dans *le Monde* et figure dans le recueil *40 Nouvelles du « Monde »*, tome IV (juin 1985).]

BONNES FEUILLES

QUENEAU EN TENUE DE CAMPAGNE

« Ce sont toujours les questions de logique pure qui me font pleurer. » Queneau, Raymond, embarqué dans la « drôle de guerre », note dans son journal (« 1939-1940 ») publié ces jours-ci chez Gallimard, cette phrase prononcée en rêve. La nuit comme le jour, le mathématicien-poète met les mots en équations selon une seule recette, l'humour. Comme en témoignent les extraits que nous publions ici.

11 sept.

Corvées. On nettoie le cantonnement. Du « service ». Plus d'ordre. Les types y gagnent ; deviennent plus « humains ». Et l'on vit moins dans la merde – physique et morale.

D'*autres rêves dont je ne me souviens* plus. Il est midi.

Aujourd'hui, de « bonne humeur » – *bien que j'aie cessé de croire à une* guerre fictive avec lâchage de la Pologne. Les Anglais écraseront Hitler, c'est ce *que* les journaux *nous* obligent à croire. Donc, la guerre.

Et un rude hiver.

Sinon, tractations et liquidation rapides.

De fait on ne sait rien.

Et pas de lettres depuis le 29 août.

Plutôt *mal dormi, la dernière nuit.* D'ailleurs voir les rêves.

Aussi : les conneries racontées par les types de la piaule voisine. Pauvres gars. Tout de même plus d'ouvriers intelligents que de paysans. Mais la plus sale race : les bistrotiers, petits commerçants, ramoneurs, etc.

Corvées. Ça consiste à boire du pinard. Formule : « Comme en 14 le pinard gagnera la guerre ». Serait-ce possible ?

Avec un peu de discipline, les types deviennent beaucoup plus supportables. Ceux qui passent pour des « durs », c'est d'ailleurs avec eux que je m'entends le mieux ; et les bons ouvriers ; et qques paysans.

Au fond, tous ces gars-là seraient capables de faire des « héros » sans façon. A part 2 ou 3 salauds.

200 h. de corvée pour Nantes.

Vais-je moisir ici longtemps ?

Je rétablis mon équilibre.

Tristesse des non-lettres. Il est 3 ou 4 heures après-midi.

Oublié : hier 10 sept., l'après-midi dans la campagne à manger des fruits, grignoter du maïs ; boire du cidre, puis du vin s/ la route de Paris-Nantes.

Etoiles.

Maintenant il pleut. Environ 3 1/2/4. Le cantonnement est nettoyé. Pluie s/ les tuiles. *Grange, ferme, mansarde – je* ne sais comment dire. 6 sous les toits. Le parquet, pourri, croule. Ferme abandonnée à vendre. Sol *d'ardoises.* Difficile de creuser des feuillées. Les types chient partout. D'une façon générale, leur merde est noire.

---

13 sept.

Hier 12. Lever 4 h. moins 1/4 pour corvée à Nantes (en réalité ce ne sera qu'un faubourg de Nantes). A 5 h. on est s/ la place de l'église. On attend le car jusqu'à 11 h. On arrive pour déjeuner. 4 h. de travail l'a.m. à *décharger* des camions de sacs de blé et à les vider (Minoteries de St-Joseph). Moi je coupe les ficelles. Ce *matin,* lavage dans la Loire.

Il y a ici qques garçons intelligents et « humains ». « Nono » – *débardeur* de son métier, ivrogne, volontaire en Espagne dans les brigades internationales –, est, p. ex., remarquablement intelligent, toutes choses égales d'ailleurs.

Rêvé : je suis à Paris. Il y a une alerte aérienne. Il faut se réfugier dans un abri.

Nouvelles hier matin. Trois ans comme ça ? Séparation, expérience de la mort.

Qque fois je ne puis résister à l'idée que tout cela est de la frime et ne durera pas longtemps. Lamentable alternative.

Une rude réalité.

---

14 sept. Vie de camp de concentration. Corvées de cantonnement. Irritabilité des types. Défense de sortir. Pas d'eau. On ne se lave pas. Me brosse seulement les dents. Paille pour dormir. Poussière.

Lettre à Janine, à Gallimard. Cherche à me *faire envoyer ailleurs.* Parle *même* de partir en premières lignes.

Manque de patience.

---

16 h. reçu lettre de Gallimard, ou plutôt circulaire. La maison continue. Refais ma lettre à Janine et ne lui parle plus de partir en premières lignes. N'écris plus à Gallimard. Ecris à Mme J.

---

15 sept. D'humeur assez noire.

Rêves de cette nuit : voyages... J'arme un vapeur de forme assez bizarre ou plutôt ancienne et qui s'appelle *le Jésus-Christ.* ... d'autres rêves, romancés... oubliés.

Après-midi – bain dans la Loire.

En revenant 2 lettres de Janine. Quel bonheur. Bonnes nouvelles de JM. Mon attachement pour lui. Au début mes remords (de mon agacement à son égard). Pense tout le temps à lui. A Janine – ma femme.

Apprends aussi qu'un r.h. (1) *a com*mencé à paraître dans la NRF.

Commencé un petit lexique de l'argot *actuel.*

Il m'est arrivé de remercier Dieu de mon bonheur – autrefois, en de certains instants. Pourquoi ne le remercierais-je pas de l'épreuve actuelle – couché dans la paille comme Il le fut.

---

16. sept. Difficulté – pour tous – d'accepter la « catastrophe ». Beaucoup *se refusent* à penser que ce *soit* une « vraie guerre ». Moi-même jusqu'à hier, encore l'espoir qu'en octobre je serais *rentré.* Que ce *serait* la paix. Il faut admettre maintenant qu'il y en a pour des mois, des années – qu'il peut y en *avoir* pour des mois, des années.

Difficulté d'échapper aux rêveries – planque, héroïsme ou paix.

Rêves – toujours des voyages... des départs... Morceau de rêve : je pleure ; je dis : ce sont toujours les questions de logique pure *qui* me font pleurer. A examiner.

---

16 h. (qu'il est).

2 lettres de J. antérieures à celles d'hier – et une de J.M. avec de jolis dessins *qui me font voir* les larmes aux yeux.

Chère Janine, cher Jean-Marie.

Ecris à J. Conseils financiers... *Lui dis* mon peu de sympathie pour la plupart des réservistes présents. Surtout les paysans. Ce qui *suit* à sa façon de début de GDPII (contre la campagne) (2). Ceci est d'ailleurs à éclaircir aussi.

On se lasse d'entendre sans cesse ronfler, péter, roter, dire des conneries. Pourtant je ne suis pas dégoûté. Aurais-je tant *vieilli* ? Pour n'être plus aussi réceptif qu'avant.

Il faut de tout pour faire un monde. Cette maxime populaire est d'une haute sagesse. Mais il ne faut pas uniquement des cons, des vaches et des imbéciles.

2 000 types ici. Quels sont leurs besoins spirituels. Je ne parle pas des 200 env. qui vont à la messe – sur lesquels 200 j'en connais qques-uns, imbéciles, abrutis ou saligauds.

Seul souci – légitime : rentrer chez soi. Se planquer. Se *tirer.* Je me demande ce qui anime les Allemands. En tout cas, à en juger par le dépotoir ici, le patriotisme et le catholicisme sont morts. Jugement relatif, bien sûr. Et même pire que cela.

Autre type sympathique (avec le débardeur soûlôt) : un biffin qui était au Maroc.

Mon antipathie pour le paysan : influence maternelle ?

Me suis pas rasé de toute la semaine.

Oui. Quels besoins spirituels ?

Et *moi,* qu'ai-je – à tant – prétendre ?

---

7 oct. Hier, j'ai joué aux échecs. Pourquoi ? Par vanité. Naturellement, j'ai battu tous les types qui sont là. J'ai ici la plus belle place qui puisse humilier ma vanité : 2e classe dans un dépotoir d'Infi. à l'arrière. Et je n'en remercie pas Dieu !

Dans la nuit d'avt hier, rêvé du Havre : des quais ; cela ressemble à Toulon, drapeaux, air de fête, terrasses de restaurants, promenades en bateau – très gai. J'en suis fier pour ma ville natale, et étonné. (La promenade en mer que je me suis arrangé à ne pas faire faire à Jean-Marie, quand on a été au Havre. Pauvre Jean-Marie. Il était si irritant... Et mon irritation devant *mon* incompréhension, mon irritation *de* mon incompréhension.) Cette nuit, rêvé que je n'ai pas assez d'argent pour aller en permission.

Hier *soir, on est allé manger du* boudin à l'hôtel Beauchêne.

Pluie.

---

9 oct. Avant-hier après-midi, petite marche. Assiste à la prière à la « grotte de Lourdes ». *Répétition* des prières. Importance de la répétition. La répétition comme annulant le temps, l'impatience, l'agitation. Aspect primitif, préhistorique du lieu de la cérémonie.

Hier. Départ vers 10 h. (Cramon, Bernard, *Gross,* Lhospied, moi). 7 kms. Jusqu'à Oudon. Calvaires, calvaires, calvaires, statues de la Vierge (ND de Lourdes). Paysage *ingrat. Oudon plus* séduisant. Des femmes, des magasins. Impression de civilisation. Tour du XIVe s. Pernod. *Déjeuner,* bon. Ici, Henri Masson nous rejoint. Il a déjà bu, il se saoule. Politique ; royalisme ; il a déjeuné avec le cte de Paris ; il interpelle les gendarmes, emmerde la République. Cela va mal tourner. Il faut le calmer. *Café* Salé. On prend le train pour Ancenis. Pluie. On ne voit pas gd chose d'Ancenis. Vx château, pont, casernes. J'achète *le Canard Enchaîné* et *Voilà.* On dîne, médiocrement. Retour en taxi. Pluie. Rentré à notre cellier par nuit noire.

Ce matin, lettre réconfortante de Moré.

Rêves ? Rêve d'hier : le lieutenant me félicite parce que lettré. Ah vanité.

Aujourd'hui, lundi. 15 jours que nous *sommes* ici ; *et que* Sigmund Freud est mort.

Je suis sous mon arbre. Autour de moi il pleut. Ecrit à Zette, à Janine.

Hier, reçu une lettre adressée à Mme J.Q., 24e DI, 6e Cie, Le Cellier (L. Inf.).

---

10 oct. Hier pluie toute la journée. Un type présent (se nomme Bataille) propose le problème suivant : tracer la figure suivante en 3 coups de crayon sans passer 2 fois s/ le même trait :

Tous les types s'y mettent. Ensuite on propose d'autres problèmes. Saines distractions.

Ce matin en me levant, m'aperçois que j'ai oublié d'écrire à Janine pour son anniversaire. *Lui télégraphie. Une* carte d'elle me disant que mes lettres respirent une grande tristesse.

La nuit, pas de rêves.

Au lieu, comme un sage, d'accepter mon sort présent, je me tourmente et désire un autre destin – plus dangereux. Le vaste monde me tente toujours.

Essais de méditation continue : qui suis-je ?

Reçu la couverture et le sac de cou*chage envoyés par* Janine. *Je suis* honteux de tant de luxe.

Je ne suis pas du départ de samedi (permissions de 3 jours).

---

12 oct. Hier matin, un peu de maniement d'armes. Puis la pluie.

Aujourd'hui, encore pluie, et plus *encore.*

5 lettres de Janine, très belles. Emouvantes. Difficultés de la méditation continue – discontinue, *plutôt. Je veux* dire : reprendre un thème, à chaque « reprise » – par ex. chaque heure, le même thème cinq minutes. « *L'élan* vers Dieu » en toute circonstance. Une telle *tenue* n'est point facile.

---

14 oct. Avt hier, de planton toute l'après-midi. *Qui suis-je ?* Calme méditation, et je regarde les *canards* pêcher. Hier, vendanges chez les paysans. Mais la pluie nous interrompt. Beaucoup bu, *pas ivre. Vendredi 13. En rentrant,* déménagt dans la carrée pour une place moins agréable. Ce matin, apparition d'un adjt service service.

4,5 lettres de Janine, dont 1 du 3 sept, celle où elle apprend la déclaration de *guerre.* Très *ému.* Janine, Janine – mon amour, ma compagne.

Je songe à écrire des portraits des gens ici. [Mais] *je ne me sens aucune amitié* réelle pour mes copains, d'ici. Les rapports de camaraderie régimentaire sont *superficiels, et sans grande* valeur.

Ecrit à Mme Lecœur, pour tâcher de sortir d'ici.

Pas très courageux aujourd'hui. Ecrit 2 lettres à Janine et fait des dessins pour Jean-Marie. Pas courageux. Je ne me *plais plus ici, dame oui. Hier,* les vendanges. Aujourd'hui, tout est raté. Hier, vendredi 13. Au fond d'ailleurs, je ne *suis nullement affecté de tout* ça.

Reçu un Rabelais de la NRF (il n'y a pas de Montaigne dans le Génie de la France). *Coupé qques pages, pas le cou*rage de lire.

---

15 oct. Hier – commencé Rabelais. Mangé du boudin et joué au billard russe chez la mère Beauchêne. Mauvaise nuit (début d'asthme, éphédrine – élévations vers Dieu). Le matin, 4 aspirines. Messe. Jamais vu ça : un prêtre traduit en français le texte sacré (liturgique) au fur et à mesure. On se croirait dans un temple protestant. Je suis dégoûté.

A la *sortie, rencontre* du *patron* (le vigneron de vendredi). Je touche cent sous – cinq francs.

Les types qui la nuit appellent maman, maman.

Des hommes de 40 ans traités comme des bleus, agissant comme des gosses.

Nervosité, névrosisme de presque tous les gars.

Au fait hier : revue d'armes. Il est naturel qu'*ils* veulent que leurs fusils soient propres, mais *ils* viennent non pour cela mais pour « attraper » deux ou trois types, et les punir. ■

(1) *Un rude hiver.*
(2) *Gueule de Pierre,* II.

Raymond Queneau vu par Robert Doisneau

DOISNEAU/RAPHO

ZAZIE Z'A LA GUERRE

RAYMOND QUENEAU n'était pas *un écrivain qui se livrait.* Si ses romans, ses poèmes contiennent de *nombreuses notations* autobiographiques, le père de Zazie ne s'y dévoile que de manière biaisée, ponctuelle *ou savamment travestie par* l'humour. Quant aux entretiens qu'il a, parcimonieusement, accordés, ils se signalent tous par un art consommé de la fuite. Timide, secret, soucieux de *séparer sa vie personnelle de son* métier d'écrivain et d'éditeur, Raymond Queneau aurait probablement considéré comme la dernière des indécences de publier de son vivant tout ou partie de son *journal* intime.

Mais Queneau est mort il y a maintenant dix ans, et ses écrits, fussent-ils *personnels, appartiennent à l'histoire* littéraire. Le « Journal 1939-1940 », que publient dans quelques jours les éditions Gallimard, n'est pas seulement un document qui révèle des *aspects peu connus du romancier*-mathématicien : ses inquiétudes, ses préoccupations métaphysiques, sa religiosité, son souci constant de s'analyser – à travers ses rêves comme à travers ses *réactions diurnes,* – afin de parvenir à une conduite morale cohérente.

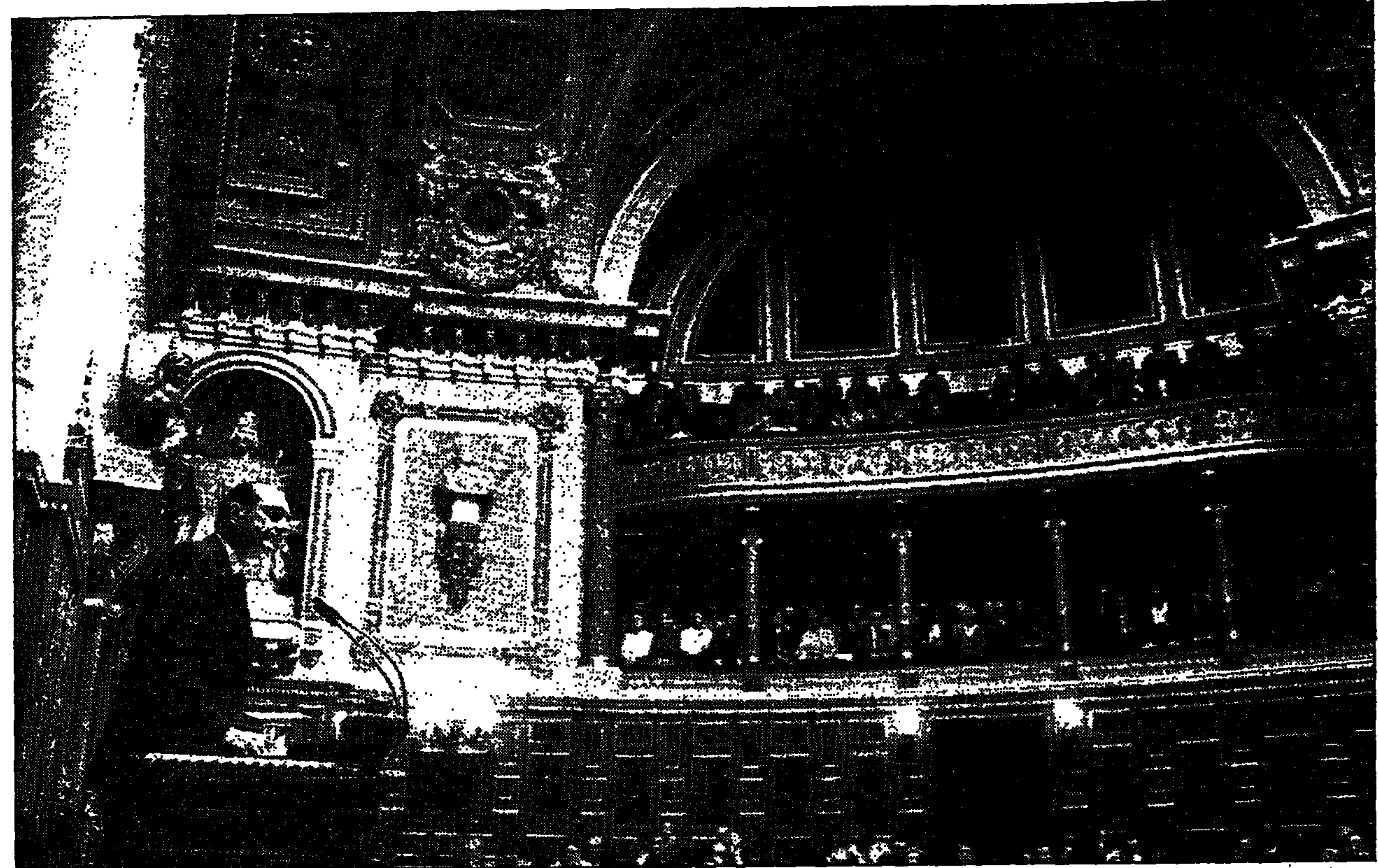
C'est également un document sur la « drôle de guerre » qu'on ne devrait pas manquer de mettre en parallèle avec les carnets du deuxième classe Jean-Paul Sartre, publiés par la NRF il y a deux ans. On y retrouve le même ennui un peu amusé, la découverte par des intellectuels issus de la petite bourgeoisie de la réalité du peuple, appréhendée dans une situation qui est, elle, plutôt irréelle : celle d'une guerre que l'on prépare sans trop y croire, d'une *jeunesse qui va affronter la mort et qui* traîne une angoisse diffuse entre des corvées de balayage et des cuites au vin blanc.

Lorsqu'il est mobilisé, le 27 août 1939, Raymond Queneau a trente-six ans. Il *a déjà publié* quatre romans et largement entamé ses études sur les fous littéraires, après sa rupture avec André Breton et le surréalisme. Depuis 1936, il est lecteur d'anglais au comité de lecture de Gallimard. *Un rude hiver,* qui transpose de manière romanesque la jeunesse havraise de l'auteur pendant *la guerre de 1914-1918, va* paraître pendant la « drôle de guerre ».

Les extraits que nous publions sont *tirés d'un cahier daté du 27 août au* 28 septembre 1939. Queneau est affecté dans une caserne du Cellier, près de Nantes. C'est pour lui, malgré les quelques avantages que lui valent auprès des gradés sa culture et son éducation, une période difficile : à plusieurs reprises, il a demandé de pouvoir *rejoindre une unité combattante.* C'est aussi le *seul* mois pendant lequel ce lecteur boulimique n'a inscrit aucun titre à son *répertoire* de lecture.

PIERRE LEPAPE.

AVRIL 1986 DANS LE MONDE



M. Jacques Chirac soumet au Sénat sa déclaration de politique générale, le 15 avril 1986.

CHESNOT/SIPA

FRANCE

2. – A l'Assemblée nationale, M. *Jacques Chaban-Delmas est* élu président au deuxième tour de scrutin. Les membres du bureau sont désignés le 4 : 7 PS, 7 UDF, 6 RPR et 2 FN sont élus. Le PC, qui n'a pu *obtenir une vice-présidence*, refuse de participer aux autres scrutins pour protester contre l'élection comme secrétaires de deux députés du Front national. A l'élection des *présidences des six commissions* permanentes, le 8, 4 UDF, dont M. Jean Lecanuet (affaires étrangères) et M. Michel d'Ornano (finances), et 2 RPR, dont M. Jacques Toubon (lois), *sont* élus (du 2 au 10).

6. – M. Edouard Balladur annonce une série de mesures pour accompagner la dévaluation du franc décidée à Ootmarsum (Pays-Bas) : gel des salaires dans le secteur public, plan d'économies budgétaires, progression de la masse monétaire limitée à moins de 5 % et libération partielle du contrôle des changes et des prix industriels (du 8 au 11).

6. – Après la dévaluation du franc, alors que M. Balladur qualifie le réaménagement d'« *exemplaire* » et se félicite que « *le secret et la rapidité d'exécution* » aient permis de le réaliser « *à froid, en dehors de toute agitation et de toute pression* ». M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée, dénonce « *un mauvais coup porté à la France, (...) une dévaluation politicienne de la pire espèce, qui n'a aucune justification économique* » et affirme : « *Les décisions du gouvernement ne sont en rien celles du président* » (8).

8. – Le message adressé au Parlement par M. François Mitterrand est lu à l'Assemblée par M. Chaban-Delmas et au Sénat par M. Poher. M. Mitterrand y affirme que « *président et gouvernement ont à rechercher, en toutes circonstances, les moyens qui leur permettront de servir au mieux et d'un commun accord les grands intérêts du pays* ». Il demande au premier ministre de ne pas « *réduire à l'excès la délibération des Assemblées* » (du 9 au 12 et 17).

9. – Le conseil des ministres approuve le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures économiques et sociales visant à libéraliser l'économie, favoriser la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, et développer la participation des salariés à l'entreprise. Le projet habilite aussi le gouvernement à fixer par ordonnances les conditions de la privatisation des entreprises publiques du secteur concurrentiel : seront concernées, dans un délai de cinq ans, Havas, Elf-Aquitaine, les banques et compagnies d'assurance nationalisées en 1945 ainsi que les banques et entreprises nationalisées en 1982 (du 8 au 12).

9. – M. Mitterrand annonce en conseil des ministres qu'il ne signera pas les ordonnances qui concerneraient la privatisation d'entreprises nationalisées avant 1981, celles « *qui transgresseraient les règles d'évaluation admises lors du passage du secteur privé au secteur public* », ni celles « *qui entraîneraient des mesures contraires à la démocratisation du secteur public* » (10, 11, 12 et 18).

9. – Le projet de loi habilitant le gouvernement à revenir par ordonnance au scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des députés est adopté en conseil des ministres. L'UDF exigeant de connaître le découpage précis des circonscriptions avant de voter ce texte, la discussion à l'Assemblée nationale ne commence pas avant la fin du mois comme il était prévu (1, 2, 3, 6-7, du 9 au 14, 19, et du 24/IV au 2/V).

10. – M. Jacques Chirac obtient la confiance de l'Assemblée nationale par 292 voix (155 RPR, 131 UDF, 1 FN et 5 non-inscrits divers droite) contre 285 (212 PS, 35 PC, 34 FN et 4 non-inscrits divers gauche). Le 9, dans sa déclaration de politique générale, M. Chirac a présenté le programme de son gouvernement et déclaré : « *Notre nouvelle frontière, c'est l'emploi* » ; il a confirmé son intention d'abroger trois lois de la précédente législature concernant la presse, l'enseignement supérieur et les rapports entre propriétaires et locataires de logement (loi Quilliot) ; il a annoncé une modification du code de la nationalité et une série de mesures relatives à la sécurité, prévoyant notamment l'extension des contrôles d'identité, la prolongation du délai de garde à vue en matière de terrorisme, l'introduction d'une législation favorable aux « repentis » et l'institution d'une « *peine incompressible de trente ans en substitution de la peine de mort* » (du 10 au 14).

10. – L'équipe du professeur René Frydman, à l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart, annonce la naissance, les 20 février et 6 avril, pour la première *fois* en France, de deux bébés issus d'embryons congelés. (11 et 22).

15. – Un attentat manqué, visant M. Guy Brana, vice-président du CNPF, est revendiqué, le 19, par Action directe. Une cinquantaine de personnes sont interpellées le 16 et six sont inculpées pour d'autres délits. Dans le cadre de l'enquête sur Action directe, *M. Jean-Louis Bruguière*, juge d'instruction à Paris, fait interpeller, les 22 et 23, deux journalistes et ordonne une perquisition dans les locaux de *Libération* et de *VSD*, ce qui *suscite* de vives protestations dans la presse (du 16 au 21 et du 24 au 28).

16. – Le conseil des ministres approuve un projet de loi de finances rectificative modifiant le budget de 1986. Les équilibres arrêtés fin 1985 sont peu modifiés, malgré 21,1 milliards de francs de dépenses supplémentaires, en particulier pour l'industrie (6 milliards pour la sidérurgie et 2 milliards pour Renault), pour l'emploi des jeunes (4 milliards qui financeront des exonérations de charges sociales pour les entreprises). *Les ressources* nouvelles (22,5 milliards) proviennent surtout d'économies budgétaires (10 milliards) et de cessions d'actifs d'entreprises publiques (8 milliards). D'autres mesures sont prévues : rétablissement de l'anonymat pour les transactions sur l'or, amnistie fiscale et douanière accordée aux capitaux rapatriés, suppression de l'impôt *sur les grandes fortunes*, extension aux bénéfices distribués de la baisse à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés, amélioration du régime fiscal des dividendes d'action (9, 11 et du 15 au 26).

16. – Le Sénat adopte par 205 voix contre 98 la déclaration de politique générale de M. Chirac. Le premier ministre a annoncé aux *sénateurs*, le 15, qu'ils seraient saisis avant les députés du projet de loi sur la communication audiovisuelle, qui devrait entrer en vigueur « *avant l'été* » (2, 4, 6-7, 9, 11, 16, 17, 25, 26 et 30/IV, 2/V).

16. – Après le raid américain en Libye et après la publication, le 15, d'un communiqué du Quai d'Orsay déplorant que « *l'escalade intolérable du terrorisme ait conduit à une action de représailles qui relance elle-même l'enchaînement de la violence* », M. Giscard d'Estaing « *approuve l'action américaine en Libye* » et critique la *décision*, prise après concertation entre M. Mitterrand et M. Chirac, de ne pas autoriser les bombardiers américains basés en Grande-Bretagne à survoler le territoire français (du 16 au 19, 23, 25 et 29/IV, 2/V).

16. – La *cour* d'assises de Paris condamne Lionel Cardon à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'un policier, suivi d'une prise d'otages, en novembre 1983 (8 et du 10 au 18).

16. – En mars, le nombre des chômeurs a augmenté de 0,9 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 2,6 milliards de francs et les prix ont augmenté *de 0,3 % (13-14*, 17, 18 et 27-28).

17. – M. François Léotard exprime, dans un entretien au *Monde*, sa « *loyauté totale* » à l'égard du premier ministre, mais souligne son intention d'affirmer sa « *différence* » (5, 18 et 26).

19. – Le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement se transforme en Socialisme et République et prône une « *alliance pour le progrès (...) de forces diverses décidées à relever le gant de la guerre économique mondiale* ». Cependant, le débat idéologique s'intensifie au sein des différents courants du PS afin d'assurer une *rénovation* du parti, pour qu'il devienne « *le grand pôle de rassemblement de toute la gauche, à vocation majoritaire* » (16 et du 18 au 30).

22. – *M. René Monory décide* l'abrogation de la réforme des lycées décidée par M. Chevènement, qui devait entrer en application à partir de 1987. Il maintient cependant l'objectif de 80 % de jeunes atteignant en l'an 2000 le niveau du baccalauréat et annonce, le 23, le lancement d'un programme de 100 000 places dans les lycées (24 et 25).

22. – L'Assemblée nationale commence l'examen du projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et *sociale. M. Pierre* Mauroy défend une exception d'irrecevabilité. A partir du 25, le gouvernement renonce à engager rapidement sa responsabilité sur ce texte, comme il *en avait été autorisé* par les conseils des ministres des 9 et 23, et le débat se poursuit : la gauche ralentit la discussion en déposant de très nombreux amendements et le gouvernement *modifie à plusieurs* reprises le texte du projet pour tenter d'éviter les contestations sur sa constitutionnalité (à partir du 16).

23. – M. Chirac, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, affirme sa « *totale responsabilité* » dans la détermination et la conduite de l'action gouvernementale, qui a « *deux priorités* » : l'une, d'ordre social, qui vise à « *réduire les inégalités* » et en particulier le chômage ; l'autre, qui touche à la « *sécurité des personnes et des biens !* » (du 25 au 28).

24. – M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, le 9, à l'Assemblée nationale, a tenu à répondre, au nom de l'UDF, à la déclaration de politique générale du premier ministre, participe pour la première fois depuis douze ans au bureau politique du PR, « *fer de lance de l'UDF* », qui, elle-même, doit affirmer sa « *vocation à diriger le gouvernement de la France* ». (9, 11 et 26/IV, 2/V).

25. – Mme Michèle Barzach, ministre *délégué* à la *santé*, annonce le prochain rétablissement du secteur privé à l'hôpital public (du 27 au 30).

25. – Kenneth Marston, de nationalité britannique, directeur général de Black et Decker France, est tué par un inconnu, à Ecully, près de Lyon. La revendication de ce crime par un « *groupuscule arabe* » ne convainc pas les policiers. Le 26, un attentat détruit l'immeuble abritant les bureaux de l'American Express et de Control Data à Lyon. Il est revendiqué par un Front révolutionnaire arabe inconnu jusqu'alors, et une inscription mentionne aussi Black et Decker (du 26 au 29).

27. – M. Philippe Séguin, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », confirme que l'autorisation administrative *de licenciement sera* supprimée. Deux projets de loi seront déposés, séparés par une négociation entre les partenaires sociaux. Les quatre confédérations ouvrières, opposées à cette suppression, acceptent, sous conditions, le principe de cette négociation (9, 11, 13-14, 24 et du 26 au 30).

28. – M. Monory annonce la *suppression du recrutement des* professeurs d'enseignement général des collèges : ils devront désormais passer le concours du CAPES, qui leur donnera accès aux lycées comme *aux collèges (29 et 30)*.

29. – M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, présente les grandes lignes du plan gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, devant le *Congrès* du territoire. Ce plan, qui remet en cause le statut mis en place par M. Pisani, renforce les pouvoirs du haut-commissaire et réduit ceux des conseils de région, dont trois sur quatre sont contrôlés par le FLNKS. (2, 6-7, 23, 24 et 29/IV, du 2 au 5/V).

29. – Le rapport sur l'état des finances publiques commandé fin mars par le gouvernement à M. Renaud de La Genière est rendu public. Il s'inquiète de l'importance du déficit budgétaire, de l'alourdissement de la dette publique et de l'avenir des comptes de la Sécurité sociale, mais ne dénonce aucune anomalie grave dans la gestion socialiste (30/IV et 2/V). ■

CULTURE

2. – M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, décide que le Musée des *plans-reliefs, dont le transfert* à Lille avait été autorisé, devra revenir aux Invalides. M. Pierre Mauroy et les habitants de Lille se mobilisent contre cette décision (4, 5, 22 et du 26/IV au 2/V).

10. – Bertrand Poirot-Delpech, feuilletoniste littéraire du *Monde*, est élu à l'Académie *française* au fauteuil de Jacques de Lacretelle (12).

12. – Ouverture de l'exposition « La planète affolée-Surréalisme, dispersion et influences : 1938-1947 », au musée de la Vieille Charité, à Marseille (6-7 et 15).

15. – « Othello », de Shakespeare, est mis en scène par Hans Peter Cloos à la Maison de la culture de Bobigny (17).

16. – Le Conseil d'Etat juge le contrat de concession de la « 5 » légal, mais lui interdit de diffuser des films en annulant les clauses relatives au cinéma (du 10 au 19).

24. – Patrice Chéreau met en scène « Quai Ouest », de Bernard-Marie Koltès, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre (24 et 29).

26. – Le Centre national d'art contemporain (CNAC) de Grenoble, installé dans la halle Bouchayet, construite en 1900 par les ateliers de Gustave Eiffel, est inauguré par M. François Léotard (29). ■

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

OCÉANIE : la France, mal aimée du Pacifique (3 et 4).

VILLE AU FUTUR : Milan (4).

FRANCE : vingt ans en 1986 (6-7).

FRANCE : les entreprises face au contre-choc pétrolier (8).

CAMPUS : les vacances des jeunes (10).

FRANCE : le phénomène *Minitel* (12 et 20-21).

ÉCONOMIE : l'endettement du tiers-monde (15).

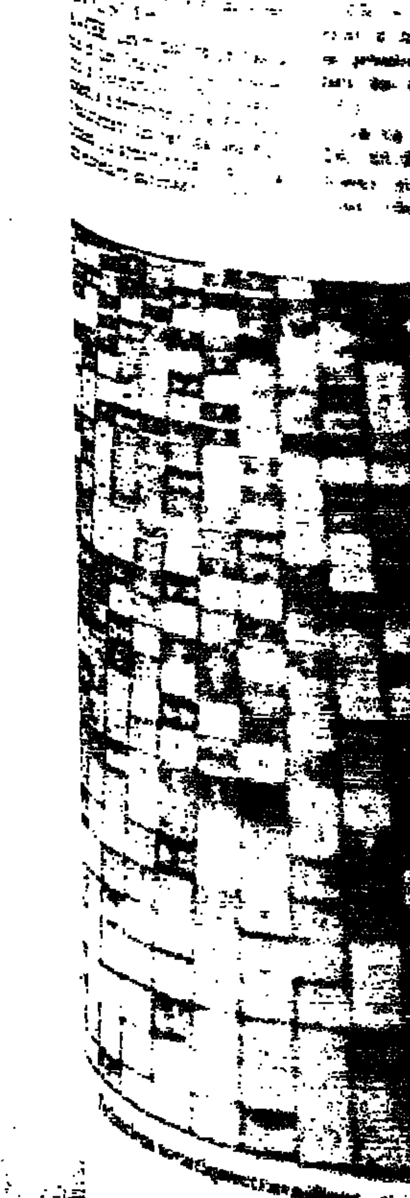
ENQUÊTE : le Parti ouvrier européen (18).

SCIENCES : des télescopes cyclopéens (16).

CULTURE : les *quatre-vingts* ans de Samuel Beckett (17/IV et 4-5/V).

GUATEMALA : le difficile apprentissage de la démocratie (25).

FRANCE : les femmes qui élèvent seules leurs enfants (29). ■



AVRIL 1986 DANS LE MONDE

La chronologie paraît le deuxième *dimanche* de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté *l'événement cité.*

par Edouard Masurel

ÉTRANGER

L'ordre du temps

L'écrivain anglais Robin Cook s'imaginait-il prophète en publiant son roman policier (noir...) *Les mois d'avril sont meurtriers ?* Sans doute pas, puisque le titre original de l'œuvre est *the Devil's Home on Leave.*

Il reste que ce mois d'avril 1986 *aura fauché* comme rarement dans les rangs des célébrités. Dix-sept ont été retenues dans la chronologie ; et, pourtant, les prétendants à cette *distinction — mortuaire —* ne sont pas tous élus. La mort aussi est école d'inégalité.

Pour nombre de ces disparus, cet ultime événement de leur existence est aussi l'ultime salut des vivants. *L'oubli guette* ces gloires variables puisqu'elles ne seront plus là pour donner vie à leur vie. Le lecteur pourra, forme morbide *des jeux de société,* version plus juste du « cadavre exquis » cher à André Breton, prendre des paris sur la longévité du souvenir que maintiendront les uns et les autres.

Dans cinquante ans, une éternité... qui peut dire s'il sera encore seulement question, en connaissance de cause, de Genet, de Beauvoir, de Dassault ? L'éclat de leur vie, pas plus que la longueur des éloges *publiés* au moment de leur décès, ne sauraient les prémunir de la vraie disparition, celle des mémoires.

D'aussi célèbres qu'eux, en leur temps, ont pu croire que le temps n'aurait pas raison d'eux. *Mais qui se rappelle,* aujourd'hui, de Jean et Gaspard Bureau, qui, avec leurs canons, furent, *pour Charles VII, aussi* essentiels à la guerre et à sa conduite que Marcel Dassault et ses Mirage ? Qui sait ce qui est dû à Colt ou à Chassepot ? Qui saurait citer Benserade, poète aimé de la cour de Louis XIV, ou Chapelain, qui tenait, au même siècle, la liste des « *bénéfices* » accordés aux écrivains, ou même le sceptique Pierre Bayle, inspirateur des Encyclopédistes ? Tous sont à présent morts deux fois.

Des dix-sept distingués disparus de ce mois d'avril, seule au fond peut être assurée de l'immortalité Wallis Simpson, « ci-après » duchesse de Windsor, à défaut d'avoir pu devenir l'épouse *morganatique* d'un monarque incertain de lui-même. Elle rejoint donc la liste éclatante de celles qui, se bornant à être, ont fait rompre l'ordre des choses et, de ce fait, échappé à l'ordre du temps. ■



La duchesse de Windsor photographiée par Philippe Halsmann en 1958.

DÉCÈS

11. — Aymar Achille-Fould, député UDF de la Gironde, ancien ministre (13-14, 15 et 17).

14. — Simone de Beauvoir, écrivain. Elle est inhumée, le 19, aux côtés de Jean-Paul Sartre, au cimetière du Montparnasse, en présence de cinq mille personnes (16 et 22).

15. — *Jean Genet, écrivain* (du 16 au 21, 26 et 30).

15. — Robert Marjolin, membre de l'Institut (17).

16. — Louis Périllier, ancien résident général de France en Tunisie (18 et 19).

17. — *Marcel Dassault, constructeur d'avions,* député, homme de presse, producteur de films. Sa mort, à quatre-vingt-quatorze ans, est suivie d'hommages unanimes. M. Chirac prononce son éloge funèbre, le 22, aux Invalides (du 19 au 24).

17. — Pia Colombo, chanteuse et comédienne (19).

17. — *Raymond Guyot,* membre de la direction du PCF de 1928 à 1972 (19 et 30).

17. — Dominique Ponchardier, compagnon de la Libération, diplomate et auteur de romans policiers (19 et 26).

18. — *André Audinot, député non inscrit de la* Somme, président du *Figaro* (19).

20. — Jean-Jacques Gautier, critique dramatique et romancier, de l'Académie française (22).

23. — Mircea Eliade, écrivain d'origine roumaine, philosophe, historien des religions (24 et 25/IV, 4-5/V).

23. — Otto Preminger, cinéaste américain (24 et 25).

24. — La duchesse de Windsor, veuve du roi *Edouard VIII d'Angleterre, qui avait abdiqué en* 1936 pour pouvoir l'épouser. Elle lègue l'essentiel de sa fortune à l'Institut Pasteur (25/IV, 2 et 3/V).

28. — Henri de France, inventeur du procédé français SECAM de télévision en couleur (2/V).

29. — *Raul Prebisch, économiste argentin* (2/V). ■

1. — LIBAN : *Paris annonce le retrait des observateurs français installés en mars 1984.* Les quarante-cinq « casques blancs » chargés de contrôler l'application du cessez-le-feu quittent Beyrouth le 3. (Du 2 au 5.)

1-12. — SOUDAN : Un an après le renversement du maréchal Nemeiry, des élections sont organisées, pour élire une Assemblée constituante, sauf dans trente-sept circonscriptions du sud du pays, qui sont contrôlées par les rebelles. (2, 4, 23 et 27-28.)

3. — ÉTATS-UNIS : La dette publique américaine passe le cap des 2 000 *milliards de dollars, après* avoir doublé en cinq ans. (8.)

5. — VATICAN : La Congrégation pour la doctrine de la foi publie une « instruction » beaucoup moins *critique* à l'égard de la théologie de la libération que celle du 3 septembre *1984*. Ce texte, qui fixe l'ampleur et les limites de l'action de l'Eglise dans les changements sociaux, souligne que *« l'Evangile est un message de liberté et de libération ».* (2, 6-7, 8 et 19.)

6. — CEE : Les ministres de l'économie et des finances des Douze, réunis à Ootmarsum (Pays-Bas), décident, à la demande de la France, un réajustement des parités des huit monnaies qui appartiennent au système monétaire *européen (SME) :* le franc français est *dévalué de 3 %,* le mark et le florin sont réévalués de 3 %, la couronne danoise et le franc belgo-luxembourgeois de 1 %. (Du 5 au 14, 20-21 et 22.)

10. — *PAKISTAN :* Plusieurs centaines de milliers de personnes accueillent à Lahore M[lle] Benazir Bhutto, chef de l'opposition, à son retour d'exil. M[lle] Bhutto réclame la *démission du président Zia et des* élections générales anticipées. (4 et de 11 au 15.)

11. — ÉTATS-UNIS - URSS : Après un nouvel essai nucléaire *américain, l'Union soviétique* annonce qu'elle lève le moratoire unilatéral décrété en août *1985* par M. Gorbatchev. (Du 10 au 14 et 24.)

12. — FRANCE - COTE-D'IVOIRE : M. Jacques Chirac, pour son premier voyage à l'étranger, se rend à Yamoussoukro, où il s'entretient avec le président Félix Houphouët-Boigny. (5, 13-14 et 15.)

13. — ITALIE : Jean-Paul II se rend à la synagogue de Rome pour la première visite d'un pape à un lieu de culte hébraïque. (13-14 et 15.)

14-16. — FRANCE - CORÉE DU SUD : Le président Chon Doo Hwan effectue la première visite d'un *chef* d'Etat sud-coréen en France. *Au cours des entretiens* avec M. Mitterrand et M. Chirac, la question des droits de l'homme et la démocratisation du pays sont évoquées. (3, 8 et du 12 au 16.)

16. — ÉTATS-UNIS - NICARAGUA : La Chambre des représentants refuse à nouveau d'octroyer l'aide demandée par M. Reagan pour les rebelles antisandinistes. Mais ce vote ne met pas fin au débat au Congrès. (18.)

16. — SYRIE : Huit attentats ont lieu dans plusieurs villes du Nord, dont certains contre des autobus civils. Selon les médias chrétiens libanais, ils auraient fait près de cent cinquante morts. Le 29, un Libanais, responsable d'un attentat *qui aurait fait soixante morts* le 13 mars à Damas, est pendu. (18, 20-21, 22 et 26/IV, 2/V.)

17. — FRANCE - RFA : M. Chirac se rend à Bonn pour *s'entretenir avec le chancelier Kohl.* M. Mitterrand rencontre à son tour M. Kohl, le 24, à Trèves. (4, 5, 18, 19, 25 et 26.)

18. — EST-OUEST : M. Mikhail Gorbatchev, parlant à Berlin-Est devant le onzième congrès du PC est-allemand, propose une *« réduction significative des forces terrestres et aériennes »* conventionnelles, qui s'appliquerait à toute l'Europe *« de l'Atlantique à l'Oural ».* (Du 19 au 24.)

18. — FINANCES MONDIALES : La baisse du taux d'escompte aux *Etats-Unis (6,5 %* contre 7 %) est suivie, le 19, par celle des taux japonais (3,5 % contre 4 %). Malgré cette action concertée, à laquelle se sont associées la France et la *Grande-Bretagne, mais pas la* RFA, le dollar recommence à chuter : le 22, il passe au-dessous de 170 yens à Tokyo et de 7 F à Paris. (9 et du 15 au 30.)

20. — SRI-LANKA : Après la rupture d'un barrage, dans le nord-est du pays, environ 2 500 personnes sont portées disparues, selon la Croix-Rouge. Le gouvernement estime *à moins de 150 le nombre des* morts. (22 et 30.)

21. — PÉTROLE : Dix des treize *ministres* de l'OPEP décident de fixer à 16,7 millions de barils par jour le plafond de production, mais sa répartition pays par pays n'est pas fixée. La stratégie de guerre des prix adoptée en décembre 1985 est reconduite. Les cours varient entre *11 et 13 dollars, contre plus de* 30 dollars fin novembre 1985. (Du 2 au 10 et du 15 au 25.)

22. — AFGHANISTAN : Moscou annonce la chute de Zhawar, principale *base de la résistance dans* la province de Paktia, après trois semaines de très violents combats, qui auraient fait 2 000 morts parmi les Moudjahidins (5, 8, 10, 15, 17, 23, 24, 25 et 30/IV, 4-5/V).

22. — *AUTRICHE : M. Rudolf* Kirchschläger, président de la République, déclare, dans une allocution télévisée, qu'il n'est pas prouvé que M. Kurt Waldheim, can*didat à sa succession à l'élection du* 4 mai, soit un criminel de guerre. De nouveaux documents accusateurs avaient auparavant été publiés, notamment par le Congrès juif mondial. (Du 2 au 15, 20-21 et à partir du 24.)

25. — *CEE : Les ministres de* l'agriculture des Douze, réunis à Luxembourg, parviennent à un compromis qui se traduit par un gel des prix pour la campagne 1986-1987 et une réforme du marché des céréales. M. François Guillaume exprime sa satisfaction, car, grâce à la dévaluation, cet accord ne devrait pas entraîner de baisse des revenus pour les agriculteurs français (du 6 au 10, 16 et du 22 au 28/IV, 2 et 3/V).

25. — ESPAGNE : Cinq gardes civils sont tués à Madrid par l'explosion d'une voiture piégée. Mais cet attentat, imputé à l'ETA-militaire, n'empêche pas l'ouverture de *« conversations »* entre nationalistes et *indépendantistes* du Pays basque (24, 26 et 27-28).

25. — SWAZILAND : Mswati III est sacré roi du Swaziland, à l'âge de dix-huit ans : il succède à son père Sobhuza II, décédé *le 21 août 1982* (29).

25. — URSS : *Une fuite* radioactive dans la centrale nucléaire de Tchernobyl, à 130 km au nord de Kiev (Ukraine), est suivie, le 27, d'une explosion chimique. Moscou *ne reconnaît* l'existence de cet accident que le 28, après qu'une importante augmentation de la radioactivité eut été constatée dans les pays scandinaves. Alors qu'aux Etats-*Unis* on parle *de deux mille morts,* les autorités soviétiques font état de deux morts et cent quatre-vingt-dix-sept personnes hospitalisées, mais finissent par admettre qu'il *s'agit du plus grave accident du* nucléaire civil de l'histoire. (A partir du 30.)

30. — GRANDE-BRETAGNE : De graves mutineries ont lieu dans dix-huit prisons pendant une grève *des gardiens.* (3/V.)

30. — INDE : La police évacue les extrémistes sikhs du Temple d'or d'Amritsar, qu'ils avaient réoccupé le 26 janvier. Ils avaient annoncé, le 29, le lancement de la *« bataille pour le Khalistan »,* Etat indépendant que réclament les séparatistes sikhs du Pendjab. (15 et 25/IV, du 2 au 5/V.) ■



LEHTI KUVA/KEYSTONE

Techniciens soviétiques travaillant sur un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl en 1983.

Le terrorisme et le raid américain en Libye

LE 2, une bombe explose dans un Boeing-727 de la TWA, quelques minutes avant l'atterrissage à Athènes. *L'attentat, qui fait quatre morts,* est revendiqué par une organisa*tion palestinienne inconnue, les* Cellules révolutionnaires arabes d'Al Kassam. *Le 2 également, la* France expulse quatre personnes, dont deux diplomates libyens, qui préparaient un attentat contre le consulat américain à Paris.

Le 5, une discothèque de Berlin-Ouest, fréquentée par des soldats américains, est ravagée par l'explosion d'une bombe, qui *fait deux morts et deux cent quatre blessés.* La responsabilité de la Libye, *dans cet attentat, est di*rectement mise en cause par les services de renseignement américains et ouest-allemands.

Dans la nuit du 14 au 15, dix-huit bombardiers F-111, venant des bases américaines en Grande-Bretagne après avoir été ravitaillés en vol, attaquent le *« quartier général »* et des *« installations terroristes »* à Tripoli, la capitale libyenne. *D'autres appareils, qui* ont décollé des porte-avions américains en *Méditerranée,* lancent un raid sur Benghazi. Washington annonce la perte d'un F-111 avec ses deux pilotes, tandis que les autorités libyennes reconnaissent la mort, à Tripoli, de trente-sept personnes, presque toutes civiles, dont la fille adoptive du colonel Kadhafi, âgée de quinze mois.

A peine l'opération « El Dorado Canyon » achevée, le président Reagan *la justifie dans une* allocution télévisée. Aux Etats-Unis, il reçoit un soutien massif de l'opinion publique et du Congrès. En revanche, dans les pays de la CEE, exception faite de la Grande-Bretagne, les *réactions* gouvernementales vont de la réserve à l'hostilité. Le refus de la France d'autoriser les bombardiers américains à survoler son territoire *suscite une vague antifrançaise* aux Etats-Unis, qui, ajoutée à la *crainte du terrorisme et à la* baisse du dollar, accroît les annulations de séjours touristiques.

Les pays du monde arabe et du Proche-Orient condamnent le raid américain et l'URSS, dénonçant ce *« nouveau crime monstrueux »,* annule la rencontre entre M. Chevardnadze et M. Shultz, qui venait *d'être annoncée pour la mi-mai* afin de préparer un sommet *Reagan-Gorbatchev.*

Le 17, au Liban, trois corps sont retrouvés dans la montagne du Chouf, à l'est de Beyrouth : il s'agit d'un otage américain, enlevé en décembre 1984, et de deux enseignants britanniques enlevés le 28 *mars.* L'assassinat d'un troisième otage britannique, un journaliste enlevé en mars 1985, est confirmé, le 23, par un film vidéo transmis par les ravisseurs. Ces représailles contre le soutien britannique au raid *américain en Libye accroissent* les critiques adressées à M[me] Thatcher par sa majorité et par l'opinion britannique. Cependant un attentat est déjoué à l'aéroport londonien d'Heathrow : une bombe devait exploser pendant le *vol d'un Boeing 747 d'El Al pour* Tel-Aviv.

Le 21, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE, réunis à Luxembourg, *décident de réduire les effectifs* des ambassades libyennes, et de renforcer le contrôle des activités libyennes en Europe. Les jours suivants, les expulsions de ressortissants libyens se multiplient dans la plupart des pays de la CEE, et Tripoli *réplique* en expulsant à son tour plusieurs dizaines d'Européens. (à partir du 4). ■

CULTURE

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

هكذا من الاصل

RENCONTRE

L'EMPIRE ROUGE

entretien de Pierre Milza avec Hélène Carrère d'Encausse

Sur quelles alliances, quelles dominations, l'URSS a-t-elle fondé, depuis une dizaine d'années, son empire ? Quelle est la vraie nature de l'impérialisme soviétique ? Pierre Milza, directeur du Centre d'histoire du XXe siècle à la Fondation nationale des sciences politiques, interroge Hélène Carrère d'Encausse à propos de son livre Ni paix ni guerre.

« *DANS votre dernier livre,* Ni paix ni guerre (1), *vous présentez ce que j'appellerai la troisième pulsion de l'empire soviétique. A la fin du règne de Brejnev, l'URSS, puissance continentale, s'est transformée en puissance mondiale. S'agit-il véritablement d'un empire ?*

– Si vous n'aviez pas intitulé votre dernier livre *le Nouveau Désordre mondial* (2), j'aurais utilisé le terme « Nouvel ordre mondial ». Dans le désordre mondial qui s'est créé, et à la faveur de ce désordre, l'URSS a entrepris de créer son ordre personnel. Cet ordre passe par un empire. Empire idéologique d'abord : au sens de l'utilisation de l'arme idéologique. C'est la première fois qu'on affirme qu'au nom d'une loi de l'histoire des pays doivent vivre ensemble, partager un destin.

» Deuxième originalité de cet empire : les relations sont extrêmement inégales. Le fort impose sa domination, mais le faible conserve des moyens de pression sur le fort, sauf dans certains cas comme l'Afghanistan, où la domination est le résultat d'une occupation militaire. Le Vietnam, lui, a préféré être dépendant de l'Union soviétique, lointaine, plutôt que de la Chine, proche.

» Ces relations ambiguës aboutissent parfois à un chantage permanent. Le fort est obligé de céder aux exigences de celui qu'il domine, obligé de le porter à bout de bras. Le coût économique peut être très important. Ces Etats-clients ne sont pas faciles à mener.

– *Comment en est-on arrivé là ?*

– L'URSS a une très grande aptitude à saisir l'occasion, en évaluant au plus juste risques et avantages.

– *Y a-t-il un grand dessein soviétique s'inscrivant dans la longue durée ? Je vous ai trouvée très mesurée à propos de la nature du projet soviétique. Vous ne parlez ni de révolution mondiale, ni de volonté hégémonique à l'égard de l'ensemble de la planète, ni de stratégie de déstabilisation de l'Occident.*

– L'Union soviétique a un dessein conservateur et défensif. Il faut y ajouter la volonté d'être une puissance mondiale. Et il subsiste certainement l'idée que la révolution mondiale finira par résoudre tous les problèmes de l'Union soviétique, mais c'est une idée très lointaine. Ces dernières années s'est développée l'idée que la place de l'Union soviétique est moins celle d'un Etat révolutionnaire que celle d'une puissance à l'échelle mondiale. La notion de sécurité soviétique est tournée vers l'extérieur. *Bezopastnost*, « sécurité » en russe, est composé de *Bez*, préfixe privatif, et *opastnost*, danger. On s'en sort en supprimant l'adversaire.

– *Moscou, écrivez-vous, n'a pas de plan préconçu. L'URSS s'engage dans les failles du système adverse. Quelles sont ces failles ? Comment expliquer qu'un régime devenu aussi conservateur et peu attractif serve de modèle aux mouvements de libération et aux jeunes Etats du tiers-monde ?*

– L'Union soviétique n'a pas de plan préconçu mais elle a une vision géopolitique. Elle veut couvrir l'espace proche, assurer la sécurité aux frontières, acquérir le rang de puissance mondiale, ce qui passe aussi par le contrôle des mers.

» Cette conception a très bien délimité les lieux où il était nécessaire et possible d'aller. Les buts définissent des priorités et l'ampleur des investissements.

» Tout à fait discrédité dans le monde occidental, le modèle soviétique ne l'est que partiellement dans le tiers-monde. Longtemps il a été perçu comme un modèle de développement adapté à des sociétés en retard. Les pays du tiers-monde demandent à l'Union soviétique non pas un modèle de société idéale, mais des recettes, des moyens, une aide ponctuelle pour consolider des régimes en place. Elle le fait bien, livre des armes, envoie des conseillers militaires ; elle assure moins bien l'assistance économique. Quand ils atteignent l'indépendance, certains pays s'interrogent sur la validité de cette situation. Ce fut le cas de l'Egypte, de la Somalie.

» La chance de l'Union soviétique, ce sont les failles de l'analyse occidentale. Le monde occidental des années 70 n'a pas toujours été conséquent pour soutenir les pays qui avaient glissé hors de l'orbite soviétique. De 1975 à 1979, les Etats-Unis n'ont pas poussé à fond l'effort qui eût permis à l'Egypte de démontrer qu'il était préférable d'être de leur côté plutôt que du côté soviétique.

– *Le passage relativement aisé que font certains Etats au totalitarisme n'est-il pas en partie le fruit de la domination coloniale ? L'URSS n'incarne-t-elle pas pour eux la puissance anti-impérialiste par excellence ?*

– Il est exact que la politique soviétique s'est exercée parfaitement efficacement là où l'Union soviétique a trouvé l'arme de la lutte anti-impérialiste. Ainsi l'Algérie, qui a vraiment voulu mener une politique étrangère indépendante mais qui, dans les heures de crise, se retrouve très proche de l'Union soviétique sur l'idée : « l'URSS nous défend ; elle est tout de même notre amie ». L'Algérie a défendu cette position au moment de l'affaire afghane. Pourtant une grande puissance venait de supprimer la souveraineté d'un Etat du tiers-monde.

– *Les mouvements nationalistes prennent appui sur l'impérialisme le plus lointain contre l'impérialisme le plus proche.*

– Oui ; et l'Union soviétique est servie par son passé. La Russie n'a pas été un pays colonisateur au sens strict du terme. Sa domination actuelle sur des pays d'Europe ne saurait préoccuper les pays du tiers-monde. Pour ces derniers, l'équipée en Afghanistan est un petit accident. Au contraire, si les Etats-Unis font une expédition militaire à la Grenade, le tiers-monde s'alarme et dit que « c'est dans la nature américaine ».

– *J'ai été particulièrement convaincu par la partie de votre livre consacrée aux rapports entre l'URSS et l'islam, notamment l'utilisation par les dirigeants soviétiques de l'appartenance de leur pays au monde musulman.*

– C'est la stratégie de l'utilisation du mal. Car, pour l'Etat soviétique, l'islam est un problème.



L'URSS N'A JAMAIS ACCEPTÉ QU'UN ÉTAT MOYEN DEVIENNE UN EMPÊCHEMENT AU DIALOGUE PRIVILÉGIÉ AVEC LES ÉTATS-UNIS. KADHAFI EST UN ALLIÉ UTILE, PAS UN VÉRITABLE ALLIÉ.

Les dirigeants soviétiques actuels ont hérité d'une inquiétude : une révolution qui se répandrait dans des pays pas prêts pour elle et où le contexte musulman donnerait à la révolution une dimension et un contenu spécifiques. Mais, à partir des années 60, alors que le monde occidental ne s'intéressait pas à l'islam, laissait filer le fait musulman, les Soviétiques étaient hantés par lui. Depuis 1945 au moins, ils ont eu le sentiment que l'Islam en tant que tel allait devenir un facteur de la vie mondiale. Les responsables soviétiques se sont préparés à accompagner cette révolution islamique qu'ils pressentaient. A l'intérieur, le pouvoir soviétique s'est efforcé de réduire l'islam au rang de folklore. Il a cru avoir réussi, ce qui lui a permis d'utiliser l'arme islamique à l'extérieur.

– *Comme tout empire, l'empire soviétique se trouve affronté à des contradictions d'autant plus nombreuses et d'autant plus fortes que le jeu pratiqué par Moscou est plus subtil. D'où des choix déchirants, entre la Somalie et l'Ethiopie notamment. Et aujourd'hui, comment concilier des relations avec la Syrie et l'Irak ou pis encore avec l'Irak et l'Iran ?*

– Le génie de l'Union soviétique, c'est sa stratégie de l'utilitaire. Le pouvoir soviétique ne choisit pas ses alliés. Il prend ceux qui se présentent à lui. La volonté soviétique est de ne pas avoir à faire de choix. Sur la carte du Proche-Orient, c'est particulièrement compliqué. Mais l'Union soviétique est souvent, dans des constellations politiques qu'elle crée, l'alliée de tous, par un intermédiaire. C'est sa force. Prenons la guerre irano-irakienne. L'Union soviétique était alliée avec l'Irak. Mais, pour elle, l'objectif à terme est d'avoir des relations favorables avec l'Iran, son grand voisin. Dans une guerre où ces deux pays tentent de s'exterminer, l'Union soviétique a réussi à améliorer ses relations avec l'Iran sans rompre avec l'Irak. Parce qu'elle a des intermédiaires. L'Union soviétique a deux mille cinq cents kilomètres de frontières communes avec l'Iran. Cet élément prend le pas sur les questions idéologiques. Elle a utilisé comme intermédiaire la Libye de Kadhafi, un Etat qui, idéologiquement, n'a rien de commun avec elle. Quand il n'y a plus conjonction d'intérêts – on vient d'en avoir la preuve au moment de la crise américano-libyenne, – l'Union soviétique ne veut pas être confrontée aux Américains à cause de la Libye. Elle écarte ses bateaux et ignore ce qui se passe.

– *C'est vrai. Aux premiers signaux interventionnistes donnés par Reagan, les navires soviétiques quittent le golfe de Syrte, et les dirigeants du Kremlin réagissent assez mollement au raid américain sur Tripoli. Que faut-il en penser ?*

– La Libye est un cas remarquable, à rapprocher – dans la pratique soviétique, pas dans le fond – du Vietnam. La puissance soviétique passe par un préalable : être reconnue par les Etats-Unis, seuls à pouvoir rivaliser avec elle. C'est pourquoi l'URSS n'a jamais accepté qu'un Etat moyen devienne un empêchement à ce dialogue privilégié avec les Etats-Unis. Kadhafi est l'allié utile qu'elle n'est pas allée chercher, qui s'est présenté à elle à un moment où elle était en retrait au Moyen-Orient. Elle n'en a jamais fait pour autant un véritable allié, ne l'a introduit dans aucune instance. Kadhafi, lui, voulait participer au pacte de Varsovie.

» L'avenir ? Il sera conforme au passé. Si Kadhafi se maintient au pouvoir, l'Union soviétique s'accommodera de ses foucades et, verbalement, lui apportera un grand soutien. S'il est tué ou chassé du pouvoir, elle s'accommodera de ses successeurs. S'ils lui tournent le dos, elle fera comme avec l'Egypte ; elle se retirera.

– *Et l'Afghanistan ? Y a-t-il une chance de voir les Soviétiques s'en retirer à court ou moyen terme ?*

– Non. Ce qui se passe aujourd'hui confirme l'analyse très triste que je faisais. L'Union soviétique n'a pas de raisons de s'en retirer. Elle a toutes les raisons de ne pas y maintenir cent vingt mille hommes même si ce n'est pas une charge intenable et si l'expérience de guérilla en montagne a été très profitable à l'armée soviétique.

» Son but à long terme n'est pas une victoire militaire, mais la « mongolisation » de l'Afghanistan : toutes les apparences de l'indépendance, mais en fait un allié inconditionnel, une sorte de seizième République. On joue sur le temps. Il y a des enfants afghans dans les écoles soviétiques. L'administration soviétique couvre le territoire afghan. Karmal n'a pas été capable de tenir l'Afghanistan et de réduire la dissidence. Son successeur a su, « à la soviétique », obtenir des résultats dans le domaine de l'utilisation de la sécurité pour « pacifier » l'Afghanistan. Il a démoralisé la population et une partie de la Résistance. Il va accélérer le processus de normalisation qui permettra à l'Union soviétique de retirer ses troupes. Car elle le veut, mais pas au sens où nous l'entendons.

» Quand Karmal est arrivé au pouvoir, tous les pays musulmans – et pas seulement eux – ont proclamé que jamais on n'accepterait ce régime communiste imposé par la force et l'armée rouge.

» L'Union soviétique a toujours souhaité, et elle l'a dit, que Karmal soit légitimé par la société internationale, et au premier chef par le Pakistan voisin d'où partent les secours à l'Afghanistan et où se sont installés les réfugiés. Le dialogue existe. Même si c'est sous le patronage des Nations unies, une légitimation déjà se développe.

– *Depuis un an, M. Gorbatchev prodigue des efforts considérables pour modifier l'image de son pays en matière de communication et d'ouverture au monde extérieur. Le silence des Soviétiques à propos de Tchernobyl ne marque-t-il pas symboliquement les limites du « new-look » diplomatique dont l'hôte du Kremlin a voulu se faire le promoteur ?*

– Tout à fait. Le monde occidental, sensible au grand talent de communicateur de Gorbatchev, avait été un peu sourd à certains signes. Si on examine le 27e Congrès, on s'aperçoit que la forme est très moderne. Mais cela reste verbal. Le système a ses propres réserves, ses propres immobilismes. Au moment de l'accident nucléaire, le système soviétique a fonctionné comme il le devait. Contrairement à l'Occident, il ne considère pas l'information comme une sphère autonome mais comme un élément qui fonctionne avec la logique du système politique.

» Avant de constater des dysfonctionnements, on s'informe sur ce qu'il est utile de dire. Seul compte le côté pédagogique de ce qu'on dira. C'est la conception de Lénine. Un journal est un outil politique. Cela a été un choc pour le monde occidental de constater que les choses restaient semblables au passé.

– *Votre livre s'appelle* Ni paix ni guerre. *Dans l'ère Gorbatchev, qu'est-ce qui va l'emporter ?*

– Le retour à la détente, à un climat de paix plutôt que de guerre fraîche. Mais sans les illusions qui ont marqué la détente pour l'Union soviétique comme pour les Occidentaux à la fin des années 60 et au début des années 70. Le pouvoir soviétique ne misera plus sur une vision optimiste de l'avenir des sociétés libérales, ni sur le dialogue permanent avec les Etats-Unis, mais sur des « moments » du pouvoir américain.

» Il n'est plus prêt à s'acheter une conduite, à faire des sacrifices à la détente. Dans les années 70, il estime qu'il n'a pas été payé de retour. Donc la détente à venir sera sans illusion et n'aura plus la même ampleur. ■

(1) *Ni paix ni guerre*, Flammarion, 417 pages, 89 F (lire l'article d'André Fontaine dans *le Monde* du 8 mai).

(2) *Le Nouveau Désordre mondial*, Pierre Milza, Flammation, 1983.